

**STATISTIQUE  
JUDICIAIRE  
DE LA BELGIQUE**



ANNÉE 1942



STATISTIQUE JUDICIAIRE

DE LA

BELGIQUE

ANNÉE 1942



# STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

ANNÉE 1942

- SECTION I. - Statistique Pénale.  
1<sup>re</sup> partie : Statistique de l'administration de la Justice Pénale.  
2<sup>e</sup> partie : Statistique Criminelle.
- SECTION II. - Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail.
- SECTION III. - Statistique de la Protection de l'Enfance (Loi du 15 mai 1912, chapitres I et II).
- SECTION IV. - Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.
- SECTION V. - Statistique des Grâces et de la Libération conditionnelle. - Patronage des détenus. - (1931 à 1942).

## ANNEXES

- ANNEXE I. - Statistique de l'activité de l'Administration des services de Contrôle.
- ANNEXE II. - Statistique de l'activité de la juridiction administrative.

BRUXELLES

**IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL**

23 & 27, RUE D'ANETHAN

1945



# AVANT-PROPOS

---

*Le présent travail est conçu et présenté suivant les mêmes méthodes et sous la même forme que celles adoptées pour l'année 1941 (1).*

*Il est rappelé au consultant, pour autant que de besoin, que les arrêtés d'ordre législatif, pris par les secrétaires généraux et par ceux qui ont exercé leurs fonctions et cités dans la statistique à l'occasion de leur application, ont été frappés de nullité en vertu des arrêtés-lois des 1<sup>er</sup> et 5 mai 1944.*

*Aux matières traitées pour l'année 1941, une section V, attribuée aux grâces, libérations conditionnelles et patronage des détenus, vient s'ajouter et complète dans ces domaines particuliers la documentation de statistique judiciaire publiée jusqu'ici par les soins de l'Office Central de Statistique.*

*Ces renseignements nouveaux, présentés sous une forme abrégée, portent sur les années 1931 à 1942 et se trouvent ainsi être à jour avec la généralité des matières.*

*L'intérêt particulier du présent volume réside dans l'évolution même des chiffres.*

*L'année 1942 marque, en effet, une nouvelle hausse considérable dans la presque totalité des rubriques de la statistique pénale :*

- Les plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés aux parquets sont passés à 659,068 de 566,350 en 1941;*
- 5,905 individus ont été détenus préventivement contre 4,256 en 1941;*
- Les affaires en simple police augmentent à 75,544 de 67,974 en 1941;*
- Les chefs de famille poursuivis pour infraction aux lois coordonnées sur l'enseignement primaire sont au nombre de 9,443 contre 7,483 en 1941;*
- Les tribunaux correctionnels voient les affaires nouvelles introduites atteindre le nombre de 70,962 contre 67,774 en 1941;*
- Les rechutes survenues pendant la durée d'un sursis se chiffrent à 2,052 cas, pour 1,550 cas en 1941.*

*Cette situation, qui témoigne de l'état moral du pays, pourrait être plus grave encore en 1943.*

*Aux fins d'ouvrir la voie à l'analyse de la statistique de l'administration de la justice pénale et d'aider à sa clarté, certains tableaux importants ont été quelque peu commentés, notamment : le tableau n° 1 sur l'état des travaux des parquets, et les tableaux nos 16, 18 et 19 relatifs aux prévenus devant les tribunaux correctionnels.*

*Il est, d'autre part, à remarquer que la statistique criminelle porte sur 56,332 individus condamnés contre 49,837 en 1941, de sorte que la masse des condamnés examinés au point de vue social est pour le moins en proportion avec l'importance accrue de la criminalité.*

*Dans la section II, « Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail », l'année 1942 accuse, en général, une*

---

(1) Cf. à ce sujet : « La Statistique judiciaire de la Belgique. Année 1941 », dans le *Bulletin de Statistique*, 30<sup>e</sup> année, n° 3, mars 1944, pages 69 et suivantes.

*diminution d'activité des juridictions; seuls les tribunaux civils de première instance voient progresser, dans une mesure appréciable, le nombre d'affaires introduites, qui passe à 19,119 de 17,083 en 1941; cette situation est due en partie à l'augmentation du nombre de procédures en divorce.*

*La section III, « Statistique de la Protection de l'Enfance », démontre que la conduite des enfants ne s'est pas améliorée, et que les parents indignes ou incapables de pourvoir à l'éducation de leurs enfants sont plus nombreux encore qu'en 1941.*

*Les annexes, qui font le compte de l'activité de l'administration des services de contrôle et des juridictions administratives, reflètent le développement, in tempore, de ces institutions et sont pourvues des commentaires que ces matières comportaient.*

---



## SECTION I

# STATISTIQUE PÉNALE

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité, considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.



# ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire qu'on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1<sup>o</sup> toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2<sup>o</sup> tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

## 1. — Etats statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte

détailé des travaux que leur office ou la juridiction à laquelle ils sont attachés ont effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Envoyés au Département de la Justice, ces états y sont encore actuellement vérifiés, puis, ils sont transmis à l'Office Central de Statistique, qui, après une nouvelle vérification, les dépouille dans les différents cadres de la statistique, suivant un accord provisoire intervenu entre les départements respectifs par arrêté ministériel du 20 mars 1939.

## 2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est

formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour per-

mettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis, la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les

mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire

des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Office Central de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique, chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

<b>Année 1942</b>		Antécédents : .....				
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
	BULLETIN À DÉPOUILLER	BULLETIN À DÉCOMPTER	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
			Infractions	Année	Mois	Lieu
Antécédents .....	Sexe et antécédents .....	Nombre des condamnations .....				
Tribunal .....	Légitime ou illégitime .....	Sexe et antécédents .....				
Infraction .....	Infraction .....	Légitime ou illégitime .....				
	Canton { lieu naissance .....	Infraction .....				
	{ domicile .....	Canton { lieu naissance .....				
	{ lieu des faits .....	{ domicile .....				
Peine prononcée .....	Age .....	Age .....				
	Etat civil .....	Etat civil .....				
	Nombre d'enfants .....	Nombre d'enfants .....				
Sursis .....	Instruction .....	Instruction .....				
	Profession .....	Profession .....				
Peine ou mesure accessoire .....	Ivrognerie .....	Ivrognerie .....				
	Degré de récidive { non compris les juridictions militaires .....	Degré de récidive { non compris les juridictions militaires .....				
			y compris les juridictions militaires .....	y compris les juridictions militaires .....		
Cumul plus de 6 mois .....	Nombre des décisions prises par les juges des enfants { pour infractions statistique criminelle .....	Nombre des décisions prises par les juges des enfants { pour vagabondage, inconduite, indiscipline, loi scolaire .....				
Appel police .....						
<b>A</b>	<b>BI</b>	<b>BII</b>	<b>46</b>			<b>C</b>
		Concours d'infractions .....				

Ces fiches, qui constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Office Central de Statistique, permettent, grâce au volet A, le dépouillement de la statistique des condamnés en premier et en deuxième ressort par les tribunaux correctionnels; le dénombrement de la statistique criminelle d'après la méthode de la condamnation individuelle au moyen du volet B I; le dénombrement de la statistique

criminelle d'après la méthode de l'individu condamné, celle-ci formant la différence entre les bulletins à dépouiller (volet B I) et les bulletins à décompter (volet B II); enfin l'établissement d'une statistique des infractions au moyen du volet C, dont le n° 46 représente les infractions d'ivresse connexes à un délit (1).

(1) Cf. *Bulletin de Statistique*, 29<sup>e</sup> année, n° 6 (juin 1943), « La statistique criminelle et ses méthodes ».

Les dépouillements et dénombrements opérés à l'atelier mécanographique de l'Office Central sont ensuite étudiés et travaillés en vue de la présentation et de l'interprétation de la statistique par la section de la statistique judiciaire de l'Office.

Outre les fiches codifiées, le service de statistique du Département de la Justice délivre à l'Office Central de Statistique les documents suivants, extraits des bulletins et du casier judiciaire :

— un cahier de dépouillement des prévenus

acquittés par les tribunaux correctionnels en premier ressort et en appel de police;

- un cahier de dépouillement d'une statistique des infractions contre la loi sur l'ivresse, non connexes à un délit;
- un cahier de dépouillement des rechutes;
- un cahier de dépouillement des cas d'application de la loi de défense sociale.

Ces documents viennent compléter les renseignements nécessaires à l'élaboration de la statistique pénale, et qui ne figurent pas sur les fiches codifiées.

---

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

*Le plan suivi dans cette première partie de la statistique pénale consiste en l'examen successif des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que leur assigne le Code d'instruction criminelle.*

**POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION**

*La police judiciaire* recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (Code d'instruction criminelle, art. 8.)

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende majorés de 60 décimes, est confié aux commis-

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1<sup>er</sup>). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

saires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre ou à un échevin délégué. (Code pénal, art. 38. Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi, et dans les autres, le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Ce qui est dit des contraventions, s'applique aussi à certains délits dont divers textes attribuent la connaissance au juge de police, sans préjudice du droit du procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur ces délits (voir notamment art. 138 du Code d'instruction criminelle modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1935, 8 mars 1936 et 30 mars 1936).

*Les procureurs du Roi* près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus

à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

*Le ministère public et les transactions.* —

Le ministère public près le tribunal de police peut, sous la direction du procureur du Roi, et tant que le tribunal n'est pas saisi de l'affaire, inviter le contrevenant à payer au receveur de l'enregistrement une somme qui ne sera pas inférieure à 20 francs, ni supérieure au maximum de l'amende prévue par la loi, pour obtenir l'extinction de l'action publique.

S'il y a lieu à confiscation, ou si l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, l'abandon ou la remise volontaire des objets à confisquer, ou bien le paiement des frais d'analyse ou d'expertise, viennent s'ajouter aux conditions transactionnelles.

Il ne peut être transigé sur une infraction (contravention ou délit) pour laquelle le ministère public près le tribunal de police estimait devoir requérir l'emprisonnement, ni dont le fait aurait causé un dommage à autrui.

Le délai d'exécution de la transaction varie de huit jours à trois mois pour la contravention, de huit jours à douze mois pour le délit.

(Art. 4 de l'arrêté royal du 10 janvier 1935, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1939 et remplaçant les art. 166 à 168 du Code d'instruction criminelle.)

Une faculté similaire est réservée au ministère public près le tribunal correctionnel conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 21 juin 1939 formant l'article 180 du Code d'instruction criminelle et dont les dispositions sont libellées comme suit :

« Pour toute infraction de sa compétence punissable soit d'une peine d'amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas un mois, soit de l'une et l'autre de ces peines et hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, le procureur du Roi peut, s'il estime ne devoir requérir qu'une amende, ou une amende et la confiscation, inviter le délinquant à payer entre les mains du receveur de l'enregistrement, dans le délai et suivant les modalités qu'il indiquera, une somme qu'il déterminera.

» Lorsqu'antérieurement à l'infraction le délinquant n'a jamais été condamné à une peine criminelle ou à une peine non conditionnelle d'emprisonnement correc-

tionnel, le procureur du Roi peut exercer la faculté prévue à l'alinéa précédent dans tous les cas où le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi ne dépasse pas trois mois.

» Le délai de paiement de la somme fixée sera de huit jours au moins et de six mois au plus; il pourra être prolongé jusqu'à douze mois lorsque les circonstances particulières l'exigeront.

» Pour le surplus, il sera procédé conformément aux alinéas 2 et suivants de l'art. 166. (C. I. C.)

» La faculté accordée au procureur du Roi par l'art. 180 (C. I. C.) ne peut être exercée lorsque le tribunal est déjà saisi par une citation, par la comparution consécutive à un avertissement ou lorsque le juge d'instruction est requis d'instruire. »

*Le juge d'instruction* est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « *chambre du conseil* » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « *ordonnance* ».

Selon la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions, applicables du 1<sup>er</sup> décembre 1919



au 30 septembre 1921, ont été prorogées successivement par les lois du 30 juillet 1921, du 9 août 1923, du 7 août 1924, du 21 août 1925, du 29 juillet 1926 et du 22 juillet 1927 jusqu'au 15 septembre 1928, et ont ensuite été prorogées par la loi du 18 août 1928 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

*Internement des anormaux.* — Cette disposition a été introduite et réglementée par la loi de défense sociale du 9 avril 1930, dont il y a lieu de retenir les libellés suivants, en ce qui concerne les juridictions d'instruction :

« Article 1<sup>er</sup>. — Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

» Art. 2. — Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil...

» Art. 3. — Cette réquisition et cette requête sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge...

» Art. 4. — Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation...

» Art. 7. — Les juridictions d'instruction, à moins

qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'art. 1<sup>er</sup>.

» La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années suivant les distinctions établies à l'article 19.

» Art. 8. — Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation...

» Art. 19. — L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort. »

*Détention préventive.* — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

Article 1<sup>er</sup>. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du Roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

*Rédaction des tableaux.* — Les tableaux sont dressés à l'aide des comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

Tableau n° 1. — ÉTAT DES TRAVAUX DES PARQUETS

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNÉE AUX PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX							
		NOMBRE DES AFFAIRES							
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite		terminées par transaction
			du ministère public	de la partie civile	d'une administration publique		parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles . . . . .	113,476	4,194	3,303	87	824	2,201	36,526	65,917	166
Louvain . . . . .	26,831	1,072	1,042	—	145	3,076	8,984	12,808	295
Nivelles . . . . .	20,916	976	854	1	71	1,469	13,810	3,892	30
Anvers . . . . .	65,501	2,988	4,320	31	560	4,772	21,197	24,911	6,484
Malines . . . . .	13,500	695	1,352	5	91	2,035	4,475	4,991	169
Turnhout . . . . .	14,476	791	1,512	—	105	2,296	7,221	2,312	25
Mons . . . . .	48,027	4,128	1,790	4	235	5,692	20,849	14,334	267
Charleroi . . . . .	46,155	3,520	3,225	35	497	4,888	20,892	12,376	207
Tournai . . . . .	22,950	2,024	1,380	1	172	1,210	14,610	2,227	292
Gand . . . . .	34,335	2,873	5,852	63	102	1,524	8,134	16,140	3,693
Audenarde . . . . .	15,146	980	2,147	76	185	2,404	7,085	1,369	851
Termonde . . . . .	26,253	1,008	2,952	—	179	1,870	8,002	11,003	2,620
Bruges . . . . .	17,906	1,288	2,525	13	191	1,487	8,578	3,738	80
Courtrai . . . . .	18,684	1,008	1,284	4	555	2,229	10,509	2,836	709
Furnes . . . . .	6,239	307	536	—	139	412	4,011	834	15
Ypres . . . . .	7,591	323	869	2	96	1,326	3,641	1,154	159
Liège . . . . .	49,420	4,360	4,398	—	329	5,204	23,887	9,593	215
Huy . . . . .	12,956	1,481	584	—	76	836	7,799	2,089	32
Verviers . . . . .	7,891	744	524	—	76	1,023	2,735	2,699	226
Tongres . . . . .	21,121	768	2,485	2	134	2,151	11,810	2,574	1,155
Hasselt . . . . .	18,357	1,032	1,862	31	142	2,506	8,820	2,407	1,602
Arlon . . . . .	6,541	527	304	3	80	268	3,739	1,560	52
Marche-en-Famenne . . . . .	5,092	477	230	—	32	660	2,887	714	77
Neufchâteau . . . . .	5,941	519	790	—	77	382	3,444	653	70
Namur . . . . .	17,804	1,867	849	3	97	892	11,580	2,574	—
Dinant . . . . .	15,959	1,291	365	—	139	1,431	8,960	3,800	110
<i>Totaux :</i>	659,068	41,241	47,334	361	5,329	54,244	284,185	209,505	19,601
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	566,350	35,461	48,648	245	3,109	48,832	205,702	195,169	37,566
{ 1940 . . . . .	520,895	36,365	44,360	185	1,755	38,331	178,473*	186,328*	14,454
{ 1939 . . . . .	288,889	31,491	27,067	212	1,394	36,328	53,468	139,277	—

COMMENTAIRE DU TABLEAU N° 1.

Les plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés aux parquets en 1942 sont en nouvelle et considérable augmentation; leur quantité pour le Royaume dépasse celle constatée pour l'année 1941 d'environ 16.5 % (659,068 contre 566,350 affaires).

Cette majoration n'est pourtant pas uniforme dans les divers arrondissements. La répartition de ceux-ci d'après le taux de l'augmentation ou de la diminution en 1942 des plaintes, dénonciations et procès-verbaux par rapport à l'année 1941, se présente comme suit :

AUGMENTATION DE							DIMINUTION DE		
30 à 35 %	25 à 30 %	20 à 25 %	15 à 20 %	10 à 15 %	5 à 10 %	- de 5 %	1.5 %	18 %	19 %
Tournai Liège Dinant	Mons Charleroi Furnes Ypres Tongres	Nivelles Anvers Audenarde Hasselt	Turnhout Bruges Huy Namur	Louvain Gand Courtrai Neuchâteau	Bruxelles Arlon	Termonde	Verviers	Marche-en-Famenne	Malines

L'examen de la direction donnée aux affaires en 1942, comporte en comparaison de l'exercice de 1941 les variations suivantes :

Le nombre d'affaires communiquées aux juges d'instruction est en majoration de 15 %, ce qui constitue une preuve de l'aggravation de la nature des délits. Le total du nombre d'affaires portées à l'audience des tribunaux correctionnels par citation directe et s'élevant pour l'année 1942 à 53,024 contre 52,002 en 1941, ne marque qu'une augmentation d'environ 2 %.

Dans ce total, les affaires portées à l'audience par citation directe du ministère public sont en diminution d'environ 3 %, celles émanant des parties civiles se sont accrues de 47 % et celles portées à l'audience par une administration publique sont en majoration de 71 %. Cette situation démontre un nouveau développement de la poursuite devant la juridiction ordinaire, d'affaires, à l'intervention de l'administration des services de contrôle ou de la juridiction administrative.

La hausse d'environ 11 % des affaires renvoyées devant une autre juridiction, signifie un accroissement des renvois devant le juge de police.

Les affaires laissées sans poursuite, qui s'élèvent au total pour 1942 à 493,690 contre 400,871 en 1941, sont en hausse de 23 %.

Parmi ces laissés sans suite, ceux dus au fait que les auteurs sont restés inconnus ont majoré de 38 %, tandis que ceux attribués à d'autres motifs n'ont subi qu'une augmentation de 7.5 %.

Il est à noter que dans les affaires laissées sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus, les crimes interviennent au nombre de

90,178. La comparaison à cet égard avec les années précédentes se présente comme suit :

ANNÉES	Total des affaires laissées sans suite parce que les auteurs étaient inconnus		Crimes laissés sans suite parce que les auteurs étaient inconnus	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
1938	53,351	100	9,265	17.37
1939	53,468	100	8,492	15.88
1940	178,473	100	69,157 (1)	38.75
1941	205,702	100	63,465	30.85
1942	284,185	100	90,178 (2)	31.73

Les transactions accordées par le ministère public, en vertu de l'article 180 du Code d'instruction criminelle et exécutées par les contrevenants, se sont, au cours de l'année 1942, considérablement réduites, non seulement au point de vue de leur nombre, mais aussi au point de vue des sommes perçues :

19,601 affaires ont été terminées par transaction pour un montant de fr. 2,123,631.20 contre 37,566 transactions en 1941 percevant un montant de fr. 15,416,227.66.

La cause de cette diminution massive est due à l'institution de l'Administration des services de contrôle, et à la création d'une procédure transactionnelle spéciale en matière de ravitaillement, de rationnement et de prix, conformément à l'article 21 de l'arrêté du 29 juin 1942.

La statistique détaillée des transactions par arrondissement est donnée dans le tableau 1bis ci-après :

(1) Cf. à ce sujet : « Crimes, laissés sans poursuite en 1940 parce que les auteurs étaient inconnus », *Bulletin de Statistique*, 28<sup>e</sup> année, n° 9, septembre 1942, pp. 152 et suiv.

(2) Chiffre rectifié de celui paru dans « Les Cours d'assises et la répression des crimes », *Bulletin de Statistique*, 29<sup>e</sup> année, n° 12, décembre 1943, p. 443.

Tableau n° 1bis. — PARQUETS. — TRANSACTIONS

ARRONDISSEMENTS	Nombre des transactions proposées	Nombre des transactions acceptées	Sommes perçues en francs	TRANSACTIONS ACCEPTÉES CONCERNANT DES INFRACTIONS					
				à la législation sur le ravitaillement, le rationnement, les prix des denrées, etc.		aux dispositions prescrites pour la sécurité en temps de guerre, fermeture des cafés, occultation, etc.		à la législation indépendante de l'état de guerre	
				Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles . . . . .	204	166	659,065.50	65	39.20	—	—	101	60.80
Louvain . . . . .	358	295	39,470.—	37	12.60	52	17.60	206	69.80
Nivelles . . . . .	35	30	2,600.—	3	10.—	23	76.70	4	13.30
Anvers . . . . .	6,661	6,484	251,915.—	16	0.20	5,939	91.60	529	8.20
Malines . . . . .	202	169	24,692.45*	21	12.40	132	78.10	16	9.50
Turnhout . . . . .	37	25	2,210.—	1	4.—	10	40.—	14	56.—
Mons . . . . .	342	267	13,520.—	—	—	265	99.20	2	0.80
Charleroi . . . . .	257	207	296,312.65	8	3.90	44	21.20	155	74.90
Tournai . . . . .	373	292	9,630.—	1	0.30	291	99.70	—	—
Gand . . . . .	4,522	3,693	203,928.50	174	4.70	2,658	72.—	861	23.30
Audenarde . . . . .	979	851	115,835.—	—	—	782	91.90	69	8.10
Termonde . . . . .	2,659	2,620	160,455.50	50	1.90	2,550	97.30	20	0.80
Bruges . . . . .	102	80	14,925.—	4	5.—	52	65.—	24	30.—
Courtrai . . . . .	776	709	58,965.—	85	12.—	565	79.70	59	8.30
Furnes . . . . .	17	15	2,616.—	—	—	13	86.70	2	13.30
Ypres . . . . .	179	159	15,480.—	38	23.90	27	17.—	94	59.10
Liège . . . . .	390	215	14,594.10	11	5.10	66	30.70	138	64.20
Huy . . . . .	33	32	9,150.—	1	3.10	28	87.50	3	9.40
Verviers . . . . .	247	226	13,048.—	7	3.10	194	85.80	25	11.10
Tongres . . . . .	1,618	1,155	72,070.—	7	0.60	1,140	98.70	8	0.70
Hasselt . . . . .	1,883	1,602	130,488.50	4	0.30	1,553	96.90	45	2.80
Arlon . . . . .	52	52	2,550.—	—	—	50	96.20	2	3.80
Marche-en-Famenne . . . . .	104	77	2,330.—	—	—	63	81.80	14	18.20
Neufchâteau . . . . .	93	70	3,210.—	—	—	47	67.10	23	32.90
Namur . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant . . . . .	122	110	4,570.—	11	10	79	71.80	20	18.20
<i>Totaux :</i>	22,245	19,601	2,123,631.20	544	2.80	16,623	84.80	2,434	12.40
<i>Totaux en</i> } 1941 :	48,609	37,566	15,416,227.66	25,081	67.—	10,872	29.—	16,10	4.—
} 1940 :	19,189	14,454	3,547,903.40	—	69.—	—	24.—	—	7.—

\* Y compris 100 fr. pour une transaction datant de 1941.

Tableau n° 2. — JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL  
AFFAIRES TERMINÉES. — RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES										
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES							renvoyées à d'autres juges	évoquées par la cour d'appel	TOTAL	
	de renvoi devant				une autre juri- diction	d'interne- ment	de non-lieu à pour- suivre				
	la chambre des mises en accusation	le tribunal									
		correc- tionnel	de police		après instruc- tion						
		sur réqui- sition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles . . . . .	3	2.816	19	4	46	48	1,004	53	—	3,993	
Louvain . . . . .	—	456	229	—	10	7	341	—	—	1,043	
Nivelles . . . . .	1	439	150	6	6	6	321	8	—	937	
Anvers . . . . .	2	1.405	557	—	22	45	851	24	—	2,906	
Malines . . . . .	—	367	103	—	—	4	251	14	—	739	
Turnhout . . . . .	—	380	78	—	22	7	311	4	—	802	
Mons . . . . .	—	1,300	1,446	7	3	12	1,368	151	3	4,290	
Charleroi . . . . .	1	1,546	1,148	2	5	28	663	42	—	3,435	
Tournai . . . . .	—	656	572	19	31	10	554	—	—	1,842	
Gand . . . . .	4	1,163	854	4	15	9	809	52	—	2,910	
Audenarde . . . . .	3	385	235	2	36	5	357	—	—	1,023	
Termonde . . . . .	—	506	136	6	5	2	338	10	1	1,004	
Bruges . . . . .	1	637	166	—	18	4	528	5	—	1,359	
Courtrai . . . . .	2	562	75	—	29	5	422	—	—	1,095	
Furnes . . . . .	—	117	37	1	—	1	133	4	—	293	
Ypres . . . . .	1	177	16	—	3	3	144	—	—	344	
Liège . . . . .	—	2.302	1,114	11	20	17	599	23	—	4,086	
Huy . . . . .	—	285	862	3	20	2	343	—	—	1,515	
Verviers . . . . .	—	310	208	3	10	—	182	9	—	722	
Tongres . . . . .	4	335	295	—	1	5	138	—	—	778	
Hasselt . . . . .	—	397	385	1	4	4	181	12	—	984	
Arlon . . . . .	—	111	279	—	5	3	105	—	—	503	
Marche-en-Famenne . . . . .	—	148	81	1	4	3	103	35	—	375	
Neufchâteau . . . . .	—	166	162	—	11	1	157	—	—	497	
Namur . . . . .	1	472	965	4	21	4	381	5	—	1,853	
Dinant . . . . .	—	435	266	18	38	9	500	4	—	1,270	
<i>Totaux :</i>	23	17,873	10,438	92	385	244	11,084	455	4	40,598	
* <i>Totaux en</i> {	1941 :	30	15,744	8,801	164	655	232	11,607	630	3	37,866
	1939 :	50	11,163	11,488	210	262	314	7,679	193	4	31,363

\* Les chiffres de 1940 étant demeurés incomplets, leurs totaux ne sont pas reproduits pour la comparaison.

Tableau n° 3. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — NOMBRE ET RÉSULTATS DES ARRÊTS

NOMBRE DES ARRÊTS 1	COURS D'APPEL			TOTAL 5
	Bruxelles 2	Gand 3	Liège 4	
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés . . . . .	51	29	10	90
Portant renvoi { aux assises . . . . . au tribunal correctionnel . . . . . au tribunal de police . . . . . devant une autre juridiction . . . . .	11	6	7	24
	46	37	18	101
	—	—	—	—
Portant décision d'internement (loi 9 avril 1930) . . . . .	—	2	—	2
	37	1	4	42
<i>Totaux :</i>	145	75	39	259
Statuant sur des demandes { en réhabilitation { Octrois . . . . . Rejets . . . . .	317	46	65	428
	75	3	20	98
<i>Totaux :</i>	392	49	85	526

Tableau n° 4. — ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ÉTÉ SOUMISES À LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

NATURE DES ORDONNANCES 1	Ordonnances confirmées entièrement 2	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL 8	
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits 5	pour vice de forme 6	pour autres motifs 7		
		qu'il n'y avait lieu à suivre 3	qu'il y avait lieu à suivre 4					
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	1.684	82	344	1	4	199	2,314	
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires. Cours d'appel { Bruxelles . . . . . Gand . . . . . Liège . . . . . <i>Totaux :</i>	auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel { par le ministère public . . . . . par les parties civiles . . . . . par l'inculpé (1) . . . . . dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	65	14	30	5	1	17	132
		47	3	—	2	—	4	56
		41	3	—	2	—	—	46
		18	—	6	—	1	—	25
		1.273	63	339	6	—	4	1,685
294	39	41	4	2	23	403		
288	—	—	—	4	193	485		
<i>Totaux :</i>	1,855	102	380	10	6	220	2,573	
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition . . . . .	6	—	—	—	—	—	6	

(1) Article 8 de la loi du 9 avril 1930.

### Détention préventive

Tableau n° 5. — ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DÉLITS ORDINAIRES JUGÉS CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE									Durée inconnue
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant . . . . .	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Anvers . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Hainaut . . . . .	5	5	—	—	—	—	—	—	2	1	2	—
Flandre orientale . . . . .	10	10	—	—	—	—	—	2	2	2	4	—
Flandre occidentale . . . . .	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Liège . . . . .	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Limbourg . . . . .	3	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—
Luxembourg . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Nombre des condamnés . . . . .	23	23	1	—	—	—	—	2	7	2	11	—
Nombre des acquittés . . . . .	5	5	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—
<i>Totaux :</i>	28	28	1	—	—	—	—	2	9	4	12	—
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	24*	24	—	—	—	1	—	1	11	4	7	—
{ 1940 . . . . .	38	38	—	1	1	1	3	3	5	16	8	—
{ 1939 . . . . .	32	32	—	—	—	4	1	5	9	7	6	—

\* Chiffre rectifié.

Tableau n° 6. — PRÉVENUS ACQUITTÉS EN APPEL

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles . . . . .	54	37	11	6	—
Gand . . . . .	—	—	—	—	—
Liège . . . . .	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	54	37	11	6	—
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	20	11	4	3	2
{ 1940 . . . . .	2	1	1	—	—
{ 1939 . . . . .	8	—	8	—	—

Tableau n° 7. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles . . . . .	53	49	4	—	—
Gand . . . . .	—	—	—	—	—
Liège . . . . .	163	126	34	2	1
<i>Totaux :</i>	216	175	38	2	1
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	35	29	6	—	—
{ 1940 . . . . .	3	2	1	—	—
{ 1939 . . . . .	10	7	1	1	1

Tableau n° 8. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES

ARRONDISSEMENTS	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil						PRÉ jugés par les condamnés à		
	TOTAL	DURÉE de la détention préventive					TOTAL	de la déten	
		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	2	2	—	—	—	—	1,042	630	305
Louvain	—	—	—	—	—	—	164	3	132
Nivelles	2	2	—	—	—	—	166	80	58
Anvers	8	8	—	—	—	—	400	169	179
Malines	—	—	—	—	—	—	95	10	58
Turnhout	4	4	—	—	—	—	118	53	39
Mons	—	—	—	—	—	—	181	25	61
Charleroi	1	1	—	—	—	—	217	20	138
Tournai	—	—	—	—	—	—	147	—	23
Gand	4	2	2	—	—	—	430	67	273
Audenarde	—	—	—	—	—	—	185	30	111
Termonde	11	11	—	—	—	—	225	52	136
Bruges	3	3	—	—	—	—	137	50	36
Courtrai	8	8	—	—	—	—	100	20	45
Furnes	—	—	—	—	—	—	19	—	16
Ypres	1	1	—	—	—	—	44	4	30
Liège	7	7	—	—	—	—	632	5	151
Huy	20	12	8	—	—	—	148	13	32
Verviers	1	1	—	—	—	—	125	42	67
Tongres	6	6	—	—	—	—	248	87	96
Hasselt	—	—	—	—	—	—	147	25	88
Arlon	5	5	—	—	—	—	26	10	8
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	17	7	2
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	36	14	13
Namur	9	9	—	—	—	—	147	43	74
Dinant	2	2	—	—	—	—	60	10	25
<i>Totaux :</i>	94	84	10	—	—	—	5,256	1,469	2,196
<i>Totaux en</i> } 1941	71	62	5	2	1	1	3,987	1,451	1,452
} 1940*	—	—	—	—	—	—	2,228	902	853
} 1939	89	81	5	1	2	—	2,796	1,437	856

(1) Deux internés (loi de défense sociale).

\* Les chiffres de 1940 étant incomplets en ce qui concerne les inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil, ne sont pas reproduits



DU CONSEIL ET PRÉVENUS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

VENUS tribunaux correctionnels, l'emprisonnement			PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés					
DURÉE tion préventive			TOTAL	DURÉE de la détention préventive					TOTAL	DURÉE de la détention préventive				
De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
65	36	6	—	—	—	—	—	—	18	—	12	4	2	—
23	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
24	4	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—
28	18	6	2	2	—	—	—	—	25	12	8	5	—	—
20	7	—	—	—	—	—	—	—	11	9	2(1)	—	—	—
25	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
56	34	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
37	22	—	—	—	—	—	—	—	10	—	3	3	4	—
14	38	72	2	2	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—
54	36	—	3	1	2	—	—	—	47	13	27	7	—	—
15	25	4	8	5	3	—	—	—	31	19	10	2	—	—
37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	9	23	—	—	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—
15	18	2	—	—	—	—	—	—	5	—	4	1	—	—
3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
10	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
431	45	—	15	—	15	—	—	—	24	2	22	—	—	—
16	35	52	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
8	8	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—
41	23	1	1	—	1	—	—	—	9	8	1	—	—	—
22	12	—	1	—	1	—	—	—	13	1	6	3	3	—
8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	3	1	—	—	—	—	—	—	4	—	1	1	1	1
1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1,014	401	176	32	10	22	—	—	—	225	84	101	29	10	1
666	316	102	10	7	1	2	—	—	109	55	36	15	3	—
319	130	24	41	38	3	—	—	—	59	40	14	5	—	—
343	141	19	52	48	4	—	—	—	50	38	6	2	2	2

# TRIBUNAUX DE POLICE

---

*Compétence.* — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des contraventions, c'est-à-dire des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine n'excédant pas sept jours de prison et 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes;

2° Des délits que la chambre du conseil leur envoie quand, en raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° a) des délits prévus par le Code rural; des infractions prévues par le Code forestier; des infractions aux lois et règlements sur les barrières, le roulage, les services publics et réguliers du transport en commun par terre ou par eau, la voirie par terre ou par eau; des infractions aux règlements provinciaux; des infractions aux règlements communaux; b) de quelques autres délits prévus par certaines lois qui attribuent spécialement compétence au juge de paix. (A. R. du 10 janvier 1935 modifié par A. R. du 8 mars 1936);

4° Des infractions à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, à l'exception de celles prévues par l'article 8 et par les deux premiers alinéas de l'article 11. (Art. 19 de l'arrêté-loi);

5° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-

dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge;

6° Des absences au vote;

7° Des manquements des chefs de famille à la loi sur l'enseignement primaire (obligation scolaire). Loi du 18 octobre 1921 renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire et arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire.

Les juges des enfants ont aussi compétence pour connaître de ces manquements;

8° Des manquements aux lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des salariés (lois des 10-12-1924, 14-7-1930, 10-3-1925, 18-6-1930 et 15-12-1937) et à la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales.

Les fonctions du juge de police sont remplies par les juges de paix.

En principe, il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Il a été créé à Bruxelles, Anvers et Liège, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

*Les transactions* accordées aux délinquants par le ministère public depuis le 1<sup>er</sup> février 1935 ont diminué dans une proportion importante le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, nonobstant l'extension de la compétence de cette juridiction (1).

*Rédaction des tableaux.* — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

---

(1) Voir à ce sujet : « Statistique des transactions proposées par les Officiers du Ministère public près des tribunaux de police ». *Bulletin de Statistique*, 26<sup>e</sup> année, n° 1, janvier 1940, pp. 2 et suiv.

Tableau n° 9. — TRANSACTIONS PROPOSÉES PAR LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LES TRIBUNAUX DE POLICE \*

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles . . . . .	15,000	14,048	758,711	Malines . . . . .	3,150	3,001	145,670
Assche . . . . .	1,280	1,220	45,126	Duffel . . . . .	1,526	1,472	49,875
Hal . . . . .	776	712	26,185	Heist-op-den-Berg . . . . .	1,087	950	32,445
Saint-Gilles . . . . .	1,019	850	35,610	Lierre . . . . .	1,448	1,315	45,060
Sint-Kwintens-Lennik	490	435	19,150	Puurs . . . . .	1,570	1,379	50,230
Vilvorde . . . . .	2,143	1,824	88,924	<i>Totaux :</i>	<b>8,781</b>	<b>8,117</b>	<b>323,280</b>
Wolvertem. . . . .	1,306	1,206	53,460	Turnhout . . . . .	2,710	2,376	90,205
<i>Totaux :</i>	<b>22,014</b>	<b>20,295</b>	<b>1,027,166</b>	Arendonk . . . . .	1,123	948	31,660
Louvain . . . . .	4,570	4,169	134,825	Herentals . . . . .	1,875	1,681	53,410
Aarschot . . . . .	1,157	1,105	28,205	Hoogstraten . . . . .	1,750	1,573	38,580
Diest . . . . .	1,546	1,319	36,115	Mol . . . . .	2,550	2,264	78,000
Glabbeek . . . . .	575	488	12,170	Westerloo . . . . .	1,006	937	29,285
Haacht . . . . .	1,854	1,627	42,655	<i>Totaux :</i>	<b>11,014</b>	<b>9,779</b>	<b>321,140</b>
Tirlemont . . . . .	1,756	1,478	54,610	Mons . . . . .	1,558	1,425	35,680
Léau . . . . .	507	398	10,050	Boussu . . . . .	1,905	1,549	51,620
<i>Totaux :</i>	<b>11,965</b>	<b>10,584</b>	<b>318,630</b>	Chièvres . . . . .	413	383	12,955
Nivelles . . . . .	864	760	33,958	Dour . . . . .	696	424	25,220
Genappe . . . . .	245	238	6,380	Enghien . . . . .	489	447	15,705
Jodoigne . . . . .	757	671	24,765	La Louvière . . . . .	476	393	17,024
Perwez . . . . .	600	510	12,060	Lens . . . . .	602	449	24,335
Wavre . . . . .	880	793	28,283	Pâturages . . . . .	660	496	17,155
<i>Totaux :</i>	<b>3,346</b>	<b>2,972</b>	<b>105,446</b>	Rœulx . . . . .	745	647	17,001
Anvers . . . . .	32,546	27,705	1,278,432	Soignies . . . . .	399	345	10,580
Boom . . . . .	1,781	1,577	59,570	<i>Totaux :</i>	<b>7,943</b>	<b>6,558</b>	<b>227,275</b>
Borgerhout . . . . .	192	171	6,140	Charleroi . . . . .	2,000	1,738	57,610
Brecht . . . . .	1,653	1,415	39,115	Beaumont . . . . .	100	66	1,810
Zandhoven . . . . .	55	54	1,865	Binche . . . . .	692	576	17,485
Ekeren . . . . .	2,240	2,006	72,125	Châtelet . . . . .	640	578	24,150
Kontich . . . . .	1,399	1,263	42,290	Chimay . . . . .	58	43	1,125
<i>Totaux :</i>	<b>39,866</b>	<b>34,191</b>	<b>1,499,537</b>	Fontaine-l'Évêque . . . . .	430	325	10,470
				Gosselies . . . . .	730	563	28,793
				Jumet . . . . .	406	305	12,610
				Marchienne-au-Pont . . . . .	560	444	15,960
				Merbes-le-Château . . . . .	172	146	3,755
				Seneffe . . . . .	303	272	7,250
				Thuin . . . . .	198	175	5,355
				<i>Totaux :</i>	<b>6,289</b>	<b>5,231</b>	<b>186,373</b>

\* Vu l'importance croissante des transactions en matière de simple police, ce tableau a été détaillé par siège de juridiction.

Tableau n° 9 (suite).

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai . . . . .	1,737	1,636	39,907	Bruges . . . . .	3,388	3,209	99,715
Antoing . . . . .	554	517	12,420	Ardooie . . . . .	533	511	17,255
Ath . . . . .	722	651	14,120	Gistel . . . . .	475	434	10,174
Celles . . . . .	224	206	4,250	Ostende . . . . .	2,190	1,831	76,230
Flobecq . . . . .	172	151	3,935	Ruiselede . . . . .	269	215	8,940
Frasnes . . . . .	209	193	4,220	Tielt . . . . .	606	550	22,725
Lessines . . . . .	225	225	5,315	Torhout . . . . .	1,619	1,467	42,330
Leuze . . . . .	753	693	23,785				
Péruwelz . . . . .	401	341	9,455	<i>Totaux :</i>	<b>9,080</b>	<b>8,217</b>	<b>277,369</b>
Quevaucamps . . . . .	711	570	13,800				
Templeuve . . . . .	450	351	9,630				
<i>Totaux :</i>	<b>6,158</b>	<b>5,534</b>	<b>140,837</b>	Courtrai . . . . .	2,991	2,884	81,105
				Avelgem . . . . .	522	509	12,475
Gand . . . . .	8,800	1,115	254,875	Harelbeke . . . . .	1,134	1,120	33,490
Assenede . . . . .	1,080	917	36,035	Izegem . . . . .	984	945	30,570
Deinze . . . . .	910	831	20,375	Menin . . . . .	1,763	1,602	42,870
Eekloo . . . . .	1,254	1,038	32,541	Meulebeke . . . . .	385	345	11,220
Evergem . . . . .	1,507	1,302	43,140	Mouscron . . . . .	2,091	1,867	52,950
Kaprijke . . . . .	1,042	907	21,490	Moorsele . . . . .	330	307	7,955
Kruishoutem . . . . .	408	373	11,716	Oostroozebeke . . . . .	866	774	24,255
Ledeberg . . . . .	1,009	894	27,220	Roulers . . . . .	1,300	1,157	44,785
Loochristi . . . . .	1,088	953	28,865	<i>Totaux :</i>	<b>12,366</b>	<b>11,510</b>	<b>341,675</b>
Nazareth . . . . .	420	316	11,292				
Nevele . . . . .	546	461	11,320	Furnes . . . . .	374	361	11,670
Oosterzele . . . . .	796	715	24,750	Dixmude . . . . .	351	342	9,400
Waarschoot . . . . .	304	253	8,171	Haringe . . . . .	521	458	12,775
Zomergem . . . . .	317	284	9,190	Nieuport . . . . .	619	587	21,855
<i>Totaux :</i>	<b>19,481</b>	<b>10,359</b>	<b>540,980</b>	<i>Totaux :</i>	<b>1,865</b>	<b>1,748</b>	<b>55,700</b>
Audenarde . . . . .	437	398	13,555	Ypres . . . . .	3,361	3,010	88,390
Grammont . . . . .	721	701	22,485	Hooglede . . . . .	454	436	15,205
Herzele . . . . .	730	666	25,560	Messines . . . . .	1,700	1,560	37,150
Nederbrakel . . . . .	643	622	20,040	Passchendale . . . . .	475	452	10,970
Ninove . . . . .	1,302	1,146	29,525	Poperinge . . . . .	1,171	1,057	32,115
Renaix . . . . .	848	803	28,720	Wervik . . . . .	1,738	1,606	47,550
Sint-Maria-Horebeke . . . . .	534	480	14,825	<i>Totaux :</i>	<b>8,899</b>	<b>8,121</b>	<b>231,380</b>
Zottegem . . . . .	755	651	21,420				
<i>Totaux :</i>	<b>5,970</b>	<b>5,467</b>	<b>176,130</b>				
Termonde . . . . .	2,263	2,062	59,625	Liège . . . . .	3,071	2,471	66,265
Alost . . . . .	2,885	2,529	85,470	Dalhem . . . . .	257	214	4,815
Beveren . . . . .	1,030	804	27,502	Fexhe-Slins . . . . .	562	456	10,740
Hamme . . . . .	705	672	18,540	Fléron . . . . .	675	575	13,390
Lokeren . . . . .	2,158	1,753	64,390	Hollogne-aux-Pierres . . . . .	974	787	20,685
Sint-Gillis-Waas . . . . .	1,147	956	21,920	Louveigné . . . . .	283	259	6,720
Saint-Nicolas . . . . .	3,256	2,870	99,401	Seraing . . . . .	559	451	16,115
Tamise . . . . .	969	749	23,950	Waremmes . . . . .	250	237	8,270
Wetteren . . . . .	1,107	991	41,950	<i>Totaux :</i>	<b>6,631</b>	<b>5,450</b>	<b>147,000</b>
Zelee . . . . .	920	847	26,000				
<i>Totaux :</i>	<b>16,440</b>	<b>14,233</b>	<b>468,748</b>				

Tableau n° 9 (suite).

TRIBUNAUX				TRIBUNAUX			
1	NOMBRE des transactions proposées 2	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement 3	TOTAL des sommes perçues 4	1	NOMBRE des transactions proposées 2	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement 3	TOTAL des sommes perçues 4
Huy . . . . .	400	337	10,960	Marche-en-Famenne . . . . .	269	223	10,610
Ferrières . . . . .	247	44	1,730	Durbuy . . . . .	62	47	1,744
Hannut . . . . .	228	212	8,230	Erezée . . . . .	54	43	1,711
Héron . . . . .	488	69	1,940	Houffalize . . . . .	230	204	5,150
Jhay-Bodegnée . . . . .	170	61	2,005	Laroche . . . . .	101	99	3,670
Landen . . . . .	161	124	4,590	Nassogne . . . . .	27	24	595
Nandrin . . . . .	323	245	6,060	Vielsalm . . . . .	37	31	845
<i>Totaux :</i>	<b>2,017</b>	<b>1,092</b>	<b>35,515</b>	<i>Totaux :</i>	<b>780</b>	<b>671</b>	<b>24,325</b>
Verviers . . . . .	929	902	27,771	Neufchâteau . . . . .	115	105	3,225
Aubel . . . . .	32	28	715	Bastogne . . . . .	167	131	4,640
Dison . . . . .	88	76	2,065	Bouillon . . . . .	78	59	1,385
Herve . . . . .	136	101	3,010	Paliseul . . . . .	63	61	1,720
Limbourg . . . . .	51	50	1,165	Saint-Hubert . . . . .	57	53	1,485
Spa . . . . .	204	179	6,935	Sibret . . . . .	50	47	1,345
Stavelot . . . . .	209	181	5,220	Wellin . . . . .	22	20	535
<i>Totaux :</i>	<b>1,649</b>	<b>1,517</b>	<b>46,881</b>	<i>Totaux :</i>	<b>552</b>	<b>476</b>	<b>14,335</b>
Tongres . . . . .	1,961	1,617	51,775	Namur . . . . .	2,039	1,882	50,910
Bilzen . . . . .	1,000	794	29,795	Andenne . . . . .	204	172	10,645
Looz . . . . .	566	482	13,337	Eghezée . . . . .	229	204	5,905
Bree . . . . .	777	646	19,725	Fosse . . . . .	826	723	25,750
Maaseik . . . . .	473	366	14,345	Gembloux . . . . .	558	522	18,570
Mechelen . . . . .	1,273	893	25,315	<i>Totaux :</i>	<b>3,856</b>	<b>3,503</b>	<b>111,780</b>
Zichen-Zussen-Bolder . . . . .	139	124	4,660	Dinant . . . . .	253	214	8,165
<i>Totaux :</i>	<b>6,189</b>	<b>4,922</b>	<b>158,952</b>	Beauraing . . . . .	56	52	2,070
Hasselt . . . . .	2,377	2,001	60,020	Cincy . . . . .	142	116	3,556
Beringen . . . . .	1,771	1,365	75,606	Couvin . . . . .	36	31	1,310
Herck-la-Ville . . . . .	541	475	12,345	Florennes . . . . .	122	108	2,530
Neerpelt . . . . .	1,150	1,006	29,450	Gedinne . . . . .	110	95	3,100
Peer . . . . .	405	347	10,235	Philippeville . . . . .	65	60	1,780
Saint-Trond . . . . .	1,305	1,166	31,156	Rochefort . . . . .	104	94	3,015
<i>Totaux :</i>	<b>7,549</b>	<b>6,360</b>	<b>218,812</b>	Walcourt . . . . .	72	70	2,080
Arlon . . . . .	100	93	3,770	<i>Totaux :</i>	<b>960</b>	<b>840</b>	<b>27,606</b>
Etalle . . . . .	62	53	1,680	<i>Totaux généraux :</i>	<b>222,215</b>	<b>188,232</b>	<b>7,042,177.00</b>
Fauvillers . . . . .	18	4	140	<i>Totaux</i>	<b>205,276</b>	<b>179,269</b>	<b>5,847,773.25</b>
Florenville . . . . .	20	17	460	<i>généraux</i>	<b>111,171</b>	<b>85,126</b>	<b>2,954,061.10</b>
Messancy . . . . .	187	171	4,410	<i>en</i>	<b>162,758</b>	<b>127,887</b>	<b>5,331,979.94</b>
Virton . . . . .	168	147	4,845				
<i>Totaux :</i>	<b>555</b>	<b>485</b>	<b>15,305</b>				

Tableau n° 10. — ÉTAT DES AFFAIRES ET DES INCULPÉS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affai- res	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bondage et la mendic- ité	Affai- res élec- torales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des poursu- ites, le tri- bunal s'étant déclaré incom- pé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- verne- ment	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés
							à l'emprison- nement		à l'amende							
							con- diti- on- nel	simple	con- diti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles . . .	6,493	6,452	41	—	7,133	229	20	386	1,362	5,136	41	6	35	—	—	—
Assche . . .	255	255	—	—	296	31	—	—	83	182	—	—	—	—	—	—
Hal . . .	349	346	3	—	346	43	—	—	160	143	3	1	2	—	—	—
Saint-Gilles . .	440	437	3	—	507	29	—	3	157	318	3	—	3	—	—	—
Sint-Kwintens- Lennik . . .	166	166	—	—	166	19	—	1	47	99	—	—	—	—	—	—
Vilvorde . . .	391	384	7	—	413	35	—	—	40	338	7	—	7	—	—	—
Wolvertem . . .	336	334	2	—	382	66	—	—	53	263	2	—	2	—	—	—
<i>Totaux :</i>	8,430	8,374	56	—	9,243	452	20	390	1,902	6,479	56	7	49	—	—	—
Louvain . . .	1,172	1,171	1	—	1,493	51	3	22	646	771	1	—	1	—	—	—
Aarschot . . .	437	437	—	—	540	43	—	—	313	184	—	—	—	—	—	—
Diest . . .	426	425	1	—	597	82	—	—	236	279	1	—	1	—	—	—
Glabbeek . . .	233	233	—	—	345	63	—	—	152	130	—	—	—	—	—	—
Haacht . . .	313	312	1	—	377	37	—	—	226	114	1	—	1	—	—	—
Tirlemont . . .	440	439	1	—	622	12	—	—	282	328	1	1	—	—	—	—
Léau . . .	134	134	—	—	153	20	—	—	58	75	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	3,155	3,151	4	—	4,127	308	3	22	1,913	1,881	4	1	3	—	—	—
Nivelles . . .	415	410	5	—	498	77	—	—	149	272	5	—	5	—	—	—
Genappe . . .	76	76	—	—	104	23	—	—	33	48	—	—	—	—	—	—
Jodoigne . . .	238	237	1	—	307	25	—	—	101	181	1	—	1	—	—	—
Perwez . . .	152	152	—	—	168	13	—	—	82	73	—	—	—	—	—	—
Wavre . . .	355	348	7	—	567	71	1	5	301	189	7	—	7	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,236	1,223	13	—	1,644	209	1	5	666	763	13	—	13	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nomb re total des affai res	Affai res de police	Affai res con cernant le vaga bon dage et la mendi cité	Affai res élec to rales	INCU LPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac quittés ou ren voyés des pour suites, le tri bunal s'étant déclaré incompé tent	CONDAMNÉS				Total	Ac quit tés	Mis à la dis posi tion du gou verne ment	Total	Ac quit tés	Con dam nés
							à l'emprison nement		à l'amende							
							con dition nel	simple	con dition nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers . . . . .	5,530	5,469	61	—	6,731	1,124	—	6	808	4,793	61	17	44	—	—	—
Berchem* . . . . .	182	182	—	—	215	50	—	—	24	141	—	—	—	—	—	—
Boom . . . . .	255	252	3	—	371	58	—	—	61	252	3	—	3	—	—	—
Borgerhout . . . . .	331	331	—	—	377	104	—	—	44	229	—	—	—	—	—	—
Brecht . . . . .	296	296	—	—	324	101	—	—	86	137	—	—	—	—	—	—
Ekeren . . . . .	166	166	—	—	171	29	—	—	38	104	—	—	—	—	—	—
Kontich . . . . .	462	462	—	—	515	78	—	—	78	359	—	—	—	—	—	—
Zandhoven . . . . .	376	376	—	—	452	91	—	7	37	317	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>7,598</b>	<b>7,534</b>	<b>64</b>	<b>—</b>	<b>9,156</b>	<b>1,635</b>	<b>—</b>	<b>13</b>	<b>1,176</b>	<b>6,332</b>	<b>64</b>	<b>17</b>	<b>47</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Malines . . . . .	350	349	1	—	458	72	—	—	134	252	1	—	1	—	—	—
Duffel . . . . .	244	244	—	—	301	113	—	—	64	124	—	—	—	—	—	—
Heist-op-den Berg . . . . .	322	322	—	—	395	16	—	9	63	307	—	—	—	—	—	—
Lierre . . . . .	298	296	2	—	371	25	—	—	101	245	2	—	2	—	—	—
Puurs . . . . .	258	258	—	—	281	37	—	—	112	132	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>1,472</b>	<b>1,469</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>1,806</b>	<b>263</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>474</b>	<b>1,060</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Turnhout . . . . .	657	571	86	—	677	44	—	—	60	573	86	1	85	—	—	—
Arendonk . . . . .	344	344	—	—	597	54	3	3	132	405	—	—	—	—	—	—
Herentals . . . . .	404	404	—	—	642	34	—	—	164	444	—	—	—	—	—	—
Hoogstraten . . . . .	504	341	163	—	427	10	—	—	90	327	163	—	163	—	—	—
Mol . . . . .	624	623	1	—	708	60	14	4	225	405	1	—	1	—	—	—
Westerloo . . . . .	198	198	—	—	282	56	2	20	39	165	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>2,731</b>	<b>2,481</b>	<b>250</b>	<b>—</b>	<b>3,333</b>	<b>258</b>	<b>19</b>	<b>27</b>	<b>710</b>	<b>2,319</b>	<b>250</b>	<b>1</b>	<b>249</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Mons . . . . .	436	422	14	—	587	92	—	—	122	373	14	—	14	—	—	—
Boussu . . . . .	1,283	1,281	2	—	1,597	171	—	—	616	810	2	—	2	—	—	—
Chièvres . . . . .	76	76	—	—	98	29	—	—	39	30	—	—	—	—	—	—
Dour . . . . .	434	433	1	—	567	100	—	—	318	149	1	—	1	—	—	—
Enghien . . . . .	133	133	—	—	151	32	—	1	63	55	—	—	—	—	—	—
La Louvière . . . . .	591	581	10	—	699	103	—	—	144	452	10	2	8	—	—	—
Lens . . . . .	241	241	—	—	241	35	—	—	127	79	—	—	—	—	—	—
Pâturages . . . . .	410	410	—	—	549	144	—	—	196	209	—	—	—	—	—	—
Rœulx . . . . .	333	333	—	—	491	74	—	—	118	299	—	—	—	—	—	—
Soignies . . . . .	689	689	—	—	768	41	—	—	542	185	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>4,626</b>	<b>4,599</b>	<b>27</b>	<b>—</b>	<b>5,748</b>	<b>821</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>2,285</b>	<b>2,641</b>	<b>27</b>	<b>2</b>	<b>25</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

\* Les chiffres ne concernent qu'un reliquat d'affaires, la juridiction de Berchem ayant été incorporée dans celle d'Anvers par arrêté du 5 janvier 1942.

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	CONDAMNÉS				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
							conditionnel	simple	conditionnelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Charleroi . . .	1,080	1,038	42	—	1,666	165	—	6	440	1,055	42	—	42	—	—	—
Beaumont . . .	45	45	—	—	57	13	—	—	24	20	—	—	—	—	—	—
Binche . . .	804	802	2	—	937	78	—	3	250	606	2	1	1	—	—	—
Châtelet . . .	694	693	1	—	885	108	12	6	402	357	1	—	1	—	—	—
Chimay . . .	179	179	—	—	199	38	—	—	80	81	—	—	—	—	—	—
Fontaine - l'Évêque . . .	301	300	1	—	392	50	—	—	130	212	1	—	1	—	—	—
Gosselies . . .	554	551	3	—	551	104	—	—	207	240	3	—	3	—	—	—
Jumet . . .	350	349	1	—	413	47	—	1	101	264	1	—	1	—	—	—
Marchienne-au-Pont . . .	323	320	3	—	389	46	—	—	126	217	3	—	3	—	—	—
Merbes - le-Château . . .	117	117	—	—	142	24	—	—	55	63	—	—	—	—	—	—
Seneffe . . .	208	208	—	—	208	36	—	1	62	109	—	—	—	—	—	—
Thuin . . .	143	143	—	—	169	21	1	3	62	82	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<i>4,798</i>	<i>4,745</i>	<i>53</i>	<i>—</i>	<i>6,008</i>	<i>730</i>	<i>13</i>	<i>20</i>	<i>1,939</i>	<i>3,306</i>	<i>53</i>	<i>1</i>	<i>52</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
Tournai . . .	303	298	5	—	419	57	—	—	156	206	5	1	4	—	—	—
Antoing . . .	151	151	—	—	210	34	—	—	93	83	—	—	—	—	—	—
Ath . . .	171	168	3	—	190	43	—	—	49	98	3	1	2	—	—	—
Celles . . .	40	40	—	—	40	5	—	—	26	9	—	—	—	—	—	—
Flobecq . . .	72	72	—	—	83	23	—	—	43	17	—	—	—	—	—	—
Frasnes . . .	58	58	—	—	58	12	—	1	15	30	—	—	—	—	—	—
Lessines . . .	130	130	—	—	177	20	—	—	111	46	—	—	—	—	—	—
Leuze . . .	190	190	—	—	226	42	—	—	75	109	—	—	—	—	—	—
Péruwelz . . .	162	161	1	—	208	16	—	—	86	106	1	—	1	—	—	—
Quevaucamps . . .	313	313	—	—	416	103	—	—	107	206	—	—	—	—	—	—
Templeuve . . .	554	540	14	—	607	50	—	—	222	335	14	—	14	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<i>2,144</i>	<i>2,121</i>	<i>23</i>	<i>—</i>	<i>2,634</i>	<i>405</i>	<i>—</i>	<i>1</i>	<i>983</i>	<i>1,245</i>	<i>23</i>	<i>2</i>	<i>21</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>



TRIBUNAUX	Nom- bre total des affaires	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bondage et la mendi- cité	Affai- res élec- torales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des pour- suites, le tri- bunal s'étant déclaré in- compé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- vernement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés
							à l'emprison- nement		à l'amende							
							con- dition- nel	simple	con- dition- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Gand . . . . .	3,061	3,052	9	—	3,190	315	4	5	936	1,930	9	—	9	—	—	—
Assenede . . . . .	375	375	—	—	393	21	—	—	135	237	—	—	—	—	—	—
Deinze . . . . .	316	316	—	—	422	38	—	—	166	218	—	—	—	—	—	—
Eekloo . . . . .	525	525	—	—	665	47	9	12	180	417	—	—	—	—	—	—
Evergem . . . . .	588	586	2	—	669	118	2	4	199	346	2	—	2	—	—	—
Kapryke . . . . .	318	318	—	—	357	48	—	—	84	225	—	—	—	—	—	—
Kruishoutem . . . . .	91	90	1	—	122	6	—	—	36	80	1	—	1	—	—	—
Ledeberg . . . . .	305	305	—	—	341	50	—	—	77	214	—	—	—	—	—	—
Loochristi . . . . .	512	512	—	—	701	39	5	9	217	431	—	—	—	—	—	—
Nazareth . . . . .	191	191	—	—	232	41	—	—	69	122	—	—	—	—	—	—
Nevele . . . . .	167	167	—	—	179	26	2	—	22	129	—	—	—	—	—	—
Oosterzele . . . . .	506	506	—	—	589	82	—	—	251	256	—	—	—	—	—	—
Waarschoot . . . . .	111	111	—	—	148	6	—	—	77	65	—	—	—	—	—	—
Zomergem . . . . .	195	195	—	—	266	18	—	—	119	129	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<i>7,261</i>	<i>7,249</i>	<i>12</i>	<i>—</i>	<i>8,274</i>	<i>855</i>	<i>22</i>	<i>30</i>	<i>2,568</i>	<i>4,799</i>	<i>12</i>	<i>—</i>	<i>12</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
Audenarde . . . . .	210	208	2	—	261	47	—	—	128	86	2	—	2	—	—	—
Grammont . . . . .	217	216	1	—	256	56	—	—	89	111	1	—	1	—	—	—
Herzele . . . . .	284	284	—	—	358	47	—	1	99	211	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel . . . . .	96	96	—	—	107	8	—	—	37	62	—	—	—	—	—	—
Ninove . . . . .	302	301	1	—	396	58	—	—	133	205	1	—	1	—	—	—
Renaix . . . . .	203	203	—	—	244	6	4	—	123	111	—	—	—	—	—	—
Sint-Maria-Hore- beke . . . . .	110	110	—	—	117	13	—	—	52	52	—	—	—	—	—	—
Zottegem . . . . .	249	249	—	—	309	46	—	1	101	161	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<i>1,671</i>	<i>1,667</i>	<i>4</i>	<i>—</i>	<i>2,048</i>	<i>281</i>	<i>4</i>	<i>2</i>	<i>762</i>	<i>999</i>	<i>4</i>	<i>—</i>	<i>4</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
Termonde . . . . .	725	717	8	—	926	71	34	38	240	543	8	—	8	—	—	—
Alost . . . . .	663	656	7	—	837	150	—	—	322	365	7	4	3	—	—	—
Beveren . . . . .	550	549	1	—	583	42	—	18	199	324	1	—	1	—	—	—
Hamme . . . . .	276	276	—	—	412	17	—	5	86	304	—	—	—	—	—	—
Lokeren . . . . .	927	922	5	—	983	50	—	1	482	450	5	—	5	—	—	—
Sint-Gillis-Waas . . . . .	529	528	1	—	590	81	—	6	89	414	1	—	1	—	—	—
Saint-Nicolas . . . . .	921	913	8	—	1,055	75	—	9	254	717	8	6	2	—	—	—
Tamise . . . . .	518	517	1	—	562	55	3	19	221	264	1	—	1	—	—	—
Wetteren . . . . .	710	709	1	—	863	35	9	6	437	376	1	—	1	—	—	—
Zeel . . . . .	319	319	—	—	340	42	—	—	38	260	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<i>6,138</i>	<i>6,106</i>	<i>32</i>	<i>—</i>	<i>7,151</i>	<i>618</i>	<i>46</i>	<i>102</i>	<i>2,368</i>	<i>4,017</i>	<i>32</i>	<i>10</i>	<i>22</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCLUPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	CONDAMNÉS				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
							conditionnel	simple	conditionnelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruges . . . . .	864	828	36	—	1,019	121	—	4	222	672	36	—	36	—	—	—
Ardoois . . . . .	107	107	—	—	119	17	—	—	19	83	—	—	—	—	—	—
Gistel . . . . .	104	104	—	—	116	17	—	—	23	76	—	—	—	—	—	—
Ostende . . . . .	424	420	4	—	479	65	—	5	145	264	4	—	4	—	—	—
Ruisselede . . . . .	127	127	—	—	150	12	—	—	56	82	—	—	—	—	—	—
Tielt . . . . .	162	161	1	—	181	4	—	2	52	123	1	—	1	—	—	—
Torhout . . . . .	493	492	1	—	688	64	—	—	270	354	1	—	1	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>2,281</b>	<b>2,239</b>	<b>42</b>	<b>—</b>	<b>2,752</b>	<b>300</b>	<b>—</b>	<b>11</b>	<b>787</b>	<b>1,654</b>	<b>42</b>	<b>—</b>	<b>42</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Courtrai . . . . .	319	312	7	—	388	47	—	—	129	212	7	—	7	—	—	—
Avelgem . . . . .	74	74	—	—	74	10	1	—	18	45	—	—	—	—	—	—
Harelbeke . . . . .	89	89	—	—	96	16	—	2	32	46	—	—	—	—	—	—
Izegem . . . . .	60	60	—	—	66	5	—	1	11	49	—	—	—	—	—	—
Menin . . . . .	189	189	—	—	200	15	—	—	52	133	—	—	—	—	—	—
Meulebeke . . . . .	86	86	—	—	150	7	—	—	68	75	—	—	—	—	—	—
Mouscron . . . . .	1,034	1,024	10	—	1,099	126	—	1	353	619	10	—	10	—	—	—
Moorsele . . . . .	74	74	—	—	85	16	—	—	26	43	—	—	—	—	—	—
Oostrozebeke . . . . .	139	139	—	—	143	7	1	—	64	71	—	—	—	—	—	—
Roulers . . . . .	249	249	—	—	258	8	—	—	51	199	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>2,313</b>	<b>2,296</b>	<b>17</b>	<b>—</b>	<b>2,559</b>	<b>257</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>804</b>	<b>1,492</b>	<b>17</b>	<b>—</b>	<b>17</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Furnes . . . . .	64	60	4	—	69	10	—	1	15	43	4	—	4	—	—	—
Dixmude . . . . .	127	125	2	—	167	25	—	—	73	69	2	—	2	—	—	—
Haringe . . . . .	136	136	—	—	139	9	—	—	—	130	—	—	—	—	—	—
Nieuport . . . . .	38	38	—	—	65	18	1	—	9	37	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>365</b>	<b>359</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>440</b>	<b>62</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>97</b>	<b>279</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Ypres . . . . .	526	525	1	—	580	13	—	3	150	414	1	—	1	—	—	—
Hooglede . . . . .	46	46	—	—	56	11	—	—	10	35	—	—	—	—	—	—
Messines . . . . .	309	308	1	—	324	29	—	—	117	178	1	—	1	—	—	—
Passchendale . . . . .	36	34	2	—	36	2	3	1	2	28	2	—	2	—	—	—
Poperinge . . . . .	215	209	6	—	209	19	—	—	33	157	6	2	4	—	—	—
Wervik . . . . .	251	251	—	—	258	3	—	2	92	161	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>1,383</b>	<b>1,373</b>	<b>10</b>	<b>—</b>	<b>1,463</b>	<b>77</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>404</b>	<b>973</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Liège . . . . .	2,681	2,601	80	—	3,625	625	—	3	985	2,012	80	36	44	—	—	—
Dalhem . . . . .	187	187	—	—	173	—	—	—	7	166	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins . . . . .	176	176	—	—	261	48	—	—	109	104	—	—	—	—	—	—
Fléron . . . . .	299	297	2	—	405	80	2	—	81	242	2	1	1	—	—	—
Hollogne - aux - Pierres . . . . .	619	619	—	—	832	46	—	—	279	507	—	—	—	—	—	—
Louveigné . . . . .	180	180	—	—	215	33	—	3	72	107	—	—	—	—	—	—
Seraing . . . . .	616	613	3	—	774	73	—	—	283	418	3	—	3	—	—	—
Wareme . . . . .	86	86	—	—	112	12	—	—	18	82	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>4,844</b>	<b>4,759</b>	<b>85</b>	<b>—</b>	<b>6,397</b>	<b>917</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>1,834</b>	<b>3,638</b>	<b>85</b>	<b>37</b>	<b>48</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

TRIBUNAUX	Nomb- bre des affaires	Affai- res de police	Affai- res con- cernant le vaga- bondage et la mendic- ité	Affai- res élec- torales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des pour- suites, le tri- bunal s'étant déclaré incom- pé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gouver- nement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés
							à l'emprison- nement		à l'amende							
							con- dition- nel	simple	con- dition- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Huy . . . . .	389	386	3	—	488	77	—	2	247	162	3	—	3	—	—	—
Ferrières . . . . .	17	17	—	—	22	1	—	—	11	10	—	—	—	—	—	—
Hannut . . . . .	129	129	—	—	182	19	—	—	92	71	—	—	—	—	—	—
Héron . . . . .	146	146	—	—	228	45	—	—	146	37	—	—	—	—	—	—
Jehay - Bodegnée . . . . .	103	103	—	—	149	29	—	—	65	55	—	—	—	—	—	—
Landen . . . . .	531	531	—	—	701	69	—	—	374	258	—	—	—	—	—	—
Nandrin . . . . .	144	144	—	—	239	61	—	—	86	92	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,459	1,456	3	—	2,009	301	—	2	1,021	685	3	—	3	—	—	—
Verviers . . . . .	203	200	3	—	261	37	—	1	40	133	3	1	2	—	—	—
Aubel . . . . .	22	22	—	—	30	12	—	—	5	13	—	—	—	—	—	—
Dison . . . . .	65	64	1	—	87	18	—	—	27	42	1	—	1	—	—	—
Herve . . . . .	73	73	—	—	88	14	—	—	21	53	—	—	—	—	—	—
Limbourg . . . . .	39	39	—	—	57	6	—	—	18	33	—	—	—	—	—	—
Spa . . . . .	129	128	1	—	156	43	—	—	43	70	1	—	1	—	—	—
Stavelot . . . . .	42	42	—	—	57	22	—	—	17	18	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	573	568	5	—	736	152	—	1	171	412	5	1	4	—	—	—
Tongres . . . . .	470	452	18	—	527	66	—	—	161	300	18	15	3	—	—	—
Bilzen . . . . .	1,278	1,278	—	—	1,365	395	—	3	274	693	—	—	—	—	—	—
Looz . . . . .	381	380	1	—	380	59	—	—	194	127	1	—	1	—	—	—
Bree . . . . .	148	148	—	—	156	10	—	—	19	127	—	—	—	—	—	—
Maaseik . . . . .	309	307	2	—	350	44	—	—	67	239	2	—	2	—	—	—
Mechelen . . . . .	774	770	4	—	580	104	—	—	113	363	4	—	4	—	—	—
Zichen - Zussen- Bolder . . . . .	94	94	—	—	94	10	—	—	31	53	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	3,454	3,429	25	—	3,452	688	—	3	859	1,902	25	15	10	—	—	—
Hasselt . . . . .	443	443	—	—	561	86	—	—	222	253	—	—	—	—	—	—
Beringen . . . . .	432	431	1	—	558	115	—	—	169	274	1	—	1	—	—	—
Herck-la-Ville . . . . .	177	176	1	—	235	28	—	—	104	103	1	—	1	—	—	—
Neerpelt . . . . .	285	283	2	—	326	31	7	11	36	241	2	1	1	—	—	—
Peer . . . . .	144	144	—	—	393	123	—	—	139	131	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond . . . . .	469	467	2	—	667	50	5	—	305	307	2	—	2	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1,950	1,944	6	—	2,740	433	12	11	975	1,309	6	1	5	—	—	—
Arlon . . . . .	179	178	1	—	237	41	—	1	119	76	1	—	1	—	—	—
Etalle . . . . .	133	133	—	—	169	27	—	2	51	89	—	—	—	—	—	—
Fauvillers . . . . .	58	58	—	—	60	23	—	—	21	16	—	—	—	—	—	—
Florenville . . . . .	53	53	—	—	133	19	30	26	30	28	—	—	—	—	—	—
Messancy . . . . .	264	263	1	—	366	35	—	—	128	203	1	—	1	—	—	—
Virton . . . . .	166	166	—	—	213	52	—	—	100	61	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	853	851	2	—	1,178	197	30	29	449	473	2	—	2	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affaires	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bon- dage et la mendi- cité	Affai- res élec- torales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Ac- quittés ou ren- voyés des pour- suites, le tri- bunal s'étant déclaré incom- pé- tent	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- ver- nement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés
							à l'emprison- nement		à l'amende							
							con- diti- on- nel	simple	con- diti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Fam. . .	177	176	1	—	250	24	—	1	114	111	1	—	1	—	—	—
Durbuy . . .	54	54	—	—	82	10	—	—	26	46	—	—	—	—	—	—
Erezée . . .	35	35	—	—	39	3	—	—	10	26	—	—	—	—	—	—
Houffalize . . .	47	47	—	—	58	10	—	—	12	36	—	—	—	—	—	—
Laroche . . .	33	33	—	—	50	7	—	—	19	24	—	—	—	—	—	—
Nassogne . . .	30	30	—	—	36	8	—	—	17	11	—	—	—	—	—	—
Vielsalm. . .	27	27	—	—	35	8	—	—	12	15	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>403</b>	<b>402</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>550</b>	<b>70</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>210</b>	<b>269</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Neufchâteau . .	166	166	—	—	187	49	—	—	71	67	—	—	—	—	—	—
Bastogne . . .	172	171	1	—	192	17	—	—	78	97	1	—	1	—	—	—
Bouillon . . .	71	71	—	—	88	27	—	1	32	28	—	—	—	—	—	—
Paliseul . . .	73	73	—	—	99	27	—	—	41	31	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	63	63	—	—	86	25	—	—	41	20	—	—	—	—	—	—
Sibret . . .	46	46	—	—	56	14	—	—	17	25	—	—	—	—	—	—
Wellin . . .	28	28	—	—	35	8	—	—	20	7	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>619</b>	<b>618</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>743</b>	<b>167</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>300</b>	<b>275</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Namur . . .	1,080	1,075	5	—	1,298	320	1	2	258	717	5	—	5	—	—	—
Andenne . . .	224	224	—	—	320	104	—	—	83	133	—	—	—	—	—	—
Eghezée . . .	186	185	1	—	234	45	—	—	102	87	1	—	1	—	—	—
Fosse . . .	745	745	—	—	745	156	—	—	183	406	—	—	—	—	—	—
Gembloux . . .	330	330	—	—	386	129	2	1	129	125	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>2,565</b>	<b>2,559</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>2,983</b>	<b>754</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>755</b>	<b>1,468</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Dinant . . .	269	264	5	—	324	26	—	—	190	108	5	—	5	—	—	—
Beauraing . . .	120	120	—	—	181	37	—	2	117	25	—	—	—	—	—	—
Ciney . . .	137	137	—	—	166	33	—	—	59	74	—	—	—	—	—	—
Couvin . . .	200	200	—	—	254	62	—	—	96	96	—	—	—	—	—	—
Florennes . . .	125	125	—	—	166	39	—	2	49	76	—	—	—	—	—	—
Gedinne . . .	87	87	—	—	109	38	—	—	15	56	—	—	—	—	—	—
Philippeville	40	40	—	—	46	13	—	—	16	17	—	—	—	—	—	—
Rochefort . . .	143	143	—	—	222	36	—	3	55	128	—	—	—	—	—	—
Walcourt . . .	101	101	—	—	123	30	—	—	40	53	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	<b>1,222</b>	<b>1,217</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>1,591</b>	<b>314</b>	<b>—</b>	<b>7</b>	<b>637</b>	<b>633</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>TOTAUX GÉNÉRAUX :</b>	<b>75,544</b>	<b>74,789</b>	<b>755</b>	<b>—</b>	<b>90,765</b>	<b>11,524</b>	<b>181</b>	<b>708</b>	<b>27,049</b>	<b>51,303</b>	<b>755</b>	<b>97</b>	<b>658</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
TOTAUX GÉNÉR. EN	1941	67,974	67,151	823	—	80,645	10,599	184	439	22,067	47,356	823	71	752	—	—
	1940	65,052	64,097	947	8	75,993	11,090	76	352	19,201	45,274	947	63	884	8	3
	1939	106,703	104,058	1,888	757	125,085	16,336	48	400	26,731	81,570	1,891	96	1,795	757	99

Tableau n° 11. — TRIBUNAUX DE POLICE. — RÉSULTAT DES POURSUITES D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIÈRE DE POLICE

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquités	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	CONDAMNÉS					
				À L'EMPRISONNEMENT			À L'AMENDE		
				conditionnel	sans condition		conditionnelle	sans condition	
de 8 jours et plus	de 1 à 7 jours								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. Loi du 4 oct. 1867	Code pénal . . . . .	11,949	2,231	36	33	1	51	4,495	5,102
	Lois spéciales . . . . .	1,006	95	1	—	2	1	356	551
	Code pénal . . . . .	7,725	1,798	44	8	4	28	2,585	3,258
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Règlements communaux et provinciaux . . . . .	8,348	848	8	1	1	21	1,065	6,404
	Lois spéciales et règlements généraux . . . . .	61,737	6,361	102	139	497	102	18,548	35,988
	<i>Totaux :</i>	90,765	11,333	191	181	505	203	27,049	51,303
TOTAUX EN	1941 . . . . .	80,645	10,429	170	184	198	241	22,067	47,356
	1940 . . . . .	75,993	10,916	174	76	122	230	19,201	45,274
	1939 . . . . .	125,085	16,185	151	48	34	366	26,731	81,570

Tableau n° 12. — APPELS DE POLICE. — NOMBRE DES APPELS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS \*

ARRONDISSEMENTS	APPELS					ARRONDISSEMENTS	APPELS				
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles . . . . .	115	145	221	—	39	Liège . . . . .	86	177	196	—	67
Louvain . . . . .	1	30	30	—	1	Huy . . . . .	12	78	82	—	8
Nivelles . . . . .	6	50	51	—	5	Verviers . . . . .	5	33	35	—	3
Anvers . . . . .	9	64	70	—	3	Tongres . . . . .	3	14	14	—	3
Malines . . . . .	5	61	58	—	8	Hasselt . . . . .	4	26	23	—	7
Turnhout . . . . .	—	16	16	—	—	Arlon . . . . .	—	16	10	—	6
Mons . . . . .	19	60	65	—	14	Marche-en-Famenne . . . . .	4	11	13	—	2
Charleroi . . . . .	2	67	64	—	5	Neufchâteau . . . . .	2	32	31	—	3
Tournai . . . . .	8	25	33	—	—	Namur . . . . .	—	27	27	—	—
Gand . . . . .	14	60	64	—	10	Dinant . . . . .	2	55	54	—	3
Audenarde . . . . .	4	30	32	1	1	<i>Totaux :</i>	323	1,278	1,393	1	207
Termonde . . . . .	—	67	67	—	—	TOTAUX EN					
Bruges . . . . .	6	90	92	—	4	1941 . . . . .	437	1,383	1,497	—	323
Courtrai . . . . .	13	19	20	—	12	1940 . . . . .	436	1,756	1,749	6	437
Furnes . . . . .	—	10	9	—	1	1939 . . . . .	457	3,042	3,051	1	447
Ypres . . . . .	3	15	16	—	2						

\* Il y a lieu de mettre ce tableau en rapport avec le tableau n° 18bis, établissant le nombre de prévenus jugés en degré d'appel par les Tribunaux Correctionnels.

Tableau n° 13a. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,  
ARTICLES 9, 10, 11 ET 11bis (obligation scolaire)  
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DE PAIX. (Chiffres par arrondissement judiciaire)

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORÇANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25 oct. 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille pour- suivis	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles . . . . .	327	24	43	248	—	12
Louvain . . . . .	263	28	74	156	—	5
Nivelles . . . . .	20	7	7	6	—	—
Anvers . . . . .	188	51	2	135	—	—
Malines . . . . .	107	17	1	89	—	—
Turnhout . . . . .	1,080	149	56	769	22	84
Mons . . . . .	275	10	35	229	—	1
Charleroi . . . . .	859	75	138	629	7	10
Tournai . . . . .	134	31	30	73	—	—
Gand . . . . .	551	83	75	374	—	19
Audenarde . . . . .	684	49	147	464	—	24
Termonde . . . . .	1,204	28	188	845	—	143
Bruges . . . . .	599	97	50	416	—	36
Courtrai . . . . .	606	171	18	413	—	4
Furnes . . . . .	56	7	4	45	—	—
Ypres . . . . .	105	8	16	81	—	—
Liège . . . . .	262	33	52	175	1	1
Huy . . . . .	124	43	22	59	—	—
Verviers . . . . .	71	6	23	38	4	—
Tongres . . . . .	587	97	10	465	—	15
Hasselt . . . . .	579	96	73	387	—	23
Arlon . . . . .	2	—	2	—	—	—
Marche-en-Famenne . . . . .	8	—	5	3	—	—
Neufchâteau . . . . .	63	7	11	41	—	4
Namur . . . . .	250	33	27	190	—	—
Dinant . . . . .	193	36	19	126	2	10
<i>Totaux :</i>	<b>9,197</b>	<b>1,186</b>	<b>1,128</b>	<b>6,456</b>	<b>36</b>	<b>391</b>
TOTAUX EN	1941 . . . . .	7,393	1,152	962	35	189
	1940 . . . . .	3,963	814	644	3	125
	1939 . . . . .	3,521	660	672	12	71

Une nouvelle majoration du nombre de chefs de famille poursuivis en 1942 est à noter.

\* Y compris 9 chefs de famille réprimandés et 30 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

Tableau n° 13b. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE  
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	Nombre de chefs de famille poursuivis	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE					
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement		
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis	
1	2	3	4	5	6	7	
Bruxelles	23	—	3	20	—	—	
Louvain	—	—	—	—	—	—	
Nivelles	—	—	—	—	—	—	
Anvers	34	3	—	31	—	—	
Malines	3	2	—	1	—	—	
Turnhout	—	—	—	—	—	—	
Mons	—	—	—	—	—	—	
Charleroi	4	1	—	3	—	—	
Teurnai	—	—	—	—	—	—	
Gand	11	—	—	—	—	11	
Audenarde	57	6	9	36	4	2	
Termonde	1	—	—	—	—	1	
Bruges	—	—	—	—	—	—	
Courtrai	—	—	—	—	—	—	
Furnes	—	—	—	—	—	—	
Ypres	—	—	—	—	—	—	
Liège	108	16*	23	69	—	—	
Huy	—	—	—	—	—	—	
Verviers	—	—	—	—	—	—	
Tongres	—	—	—	—	—	—	
Hasselt	1	—	—	1	—	—	
Arlon	—	—	—	—	—	—	
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	
Namur	—	—	—	—	—	—	
Dinant	4	4**	—	—	—	—	
<b>Totaux :</b>	<b>246</b>	<b>32</b>	<b>35</b>	<b>161</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	
TOTAUX EN	1941	90	20	16	51	—	3
	1940	90	15	37	37	1	—
	1939	100	9	22	64	1	4

\* Dont 14 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

\*\* Condamnés à payer les frais.

## TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs majorés de 60 décimes) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui sont frappées d'une peine correctionnelle et dont la compétence n'est pas attribuée au tribunal de police ou à une autre juridiction par une disposition explicite ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle, que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881, du 4 septembre 1891, du 23 août 1919 et du 14 mai 1937.)

4° En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940, modifié par l'arrêté du 16 novembre 1942, les affaires qui étaient de la compétence des conseils de guerre, depuis la suspension du fonctionnement de ceux-ci.

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de vingt-six. Dans les tribunaux de première in-

stance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Cependant, la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, prorogée par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, introduit des dispositions en vertu desquelles les tribunaux de première instance, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent :

1° Des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal ;

2° Des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive ;

3° Des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

Toutefois, les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déférées à un tribunal de trois juges.

Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le



déclinatoire devra être soulevé avant tout débat. L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond.

*Application de la loi de défense sociale du 9 avril 1930.* — Le tribunal correctionnel est compétent au même titre que les juridictions d'instruction en ce qui concerne la mise en observation du prévenu lorsqu'il existe des raisons de croire qu'il est anormal, et pour ordonner son internement dans un établissement spécial (art. 1 à 23 de la loi).

Il lui appartient également de se prononcer sur la mise éventuelle à la disposition du gouvernement, des récidivistes et des délinquants d'habitude qu'il condamne :

Art. 25. — Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

La mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et des délinquants d'habitude, prononcée par le jugement de condamnation et qui permet leur internement (art. 27) est venu rem-

placer la peine accessoire de la mise sous surveillance de police qui est abrogée (art. 31).

Il a paru essentiel, dans les tableaux qui suivent, d'énoncer les mises à la disposition du gouvernement en vertu de l'art. 25 de la loi de défense sociale, dans une colonne spéciale et de ne pas les confondre avec les mises à disposition du gouvernement des vagabonds et mendiants (art. 14 de la loi du 27 novembre 1891), ni avec celle des délinquants mineurs de moins de 18 ans jusqu'à leur majorité (art. 37 de la loi du 15 mai 1912).

*Rédaction des tableaux.* — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

Tableau n° 14. — NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU À S'OCCUPER

ARRONDIS- SEMENTS	AFFAI- RES pen- dantes au com- mence- ment de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE							TOTAL des affai- res à juger	AFFAIRES TERMINÉES						TOTAL des affai- res termi- nées	AFFAI- RES restant à juger à la fin de l'année
		portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par					PAR JUGEMENT							
		cita- tion directe du mi- nistère public	cita- tion directe de la partie civile	une admi- nistra- tion publi- que	la cham- bre du con- seil	la cham- bre des mises en ac- cusa- tion	la cour de cassa- tion	TOTAL		au fond			d'in- com- pé- tence	par radia- tion du rôle			
										con- tradic- toire- ment	par défaut	contra- dict. à l'égard de cer- tains préve- nus par dé- faut, à l'égard des autres			TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles . . .	1,371	3,303	87	824	2,816	7	1	7,038	8,409	5,511	1,110	468	7,089	—	1	7,090	1,319
Louvain . . .	95	1,042	—	145	456	—	—	1,643	1,738	1,142	415	101	1,658	—	—	1,658	80
Nivelles . . .	653	854	1	71	439	—	—	1,365	2,018	724	186	90	1,000	1	—	1,001	1,017
Anvers . . .	313	4,320	31	560	1,405	2	—	6,318	6,631	4,519	1,014	180	5,713	24	54	5,791	840
Malines . . .	675	1,352	5	91	367	—	—	1,815	2,490	1,499	252	86	1,837	—	—	1,837	653
Turnhout . . .	706	1,512	—	105	380	—	—	1,997	2,703	1,503	369	131	2,003	—	20	2,023	680
Mons . . .	315	1,790	4	235	1,300	3	—	3,332	3,647	2,563	242	385	3,190	22	4	3,216	431
Charleroi . . .	1,345	3,225	35	497	1,546	—	—	5,303	6,648	2,578	857	421	3,856	—	—	3,856	2,792
Tournai . . .	1,656	1,380	1	172	656	—	—	2,209	3,865	1,298	317	127	1,742	5	—	1,747	2,118
Gand . . .	2,341	5,852	63	102	1,163	17	2	7,199	9,540	3,931	2,151	505	6,587	9	—	6,596	2,944
Audenarde . . .	769	2,147	76	185	385	1	—	2,794	3,563	2,200	682	220	3,102	—	—	3,102	461
Termonde . . .	2,387	2,952	—	179	506	—	—	3,637	6,024	2,988	997	183	4,168	12	—	4,180	1,844
Bruges . . .	1,050	2,525	13	191	637	—	—	3,366	4,416	2,306	807	210	3,323	—	—	3,323	1,093
Courtrai . . .	1,130	1,284	4	555	562	2	—	2,407	3,537	1,497	623	195	2,315	9	33	2,357	1,180
Furnes . . .	138	536	—	139	117	—	—	792	930	529	218	41	788	—	—	788	142
Ypres . . .	339	869	2	96	177	—	—	1,144	1,483	960	212	47	1,219	2	—	1,221	262
Liège . . .	1,636	4,398	—	329	2,302	—	—	7,029	8,665	4,376	752	258	5,386	—	—	5,386	3,279
Huy . . .	342	584	—	76	285	—	1	946	1,288	692	142	146	980	—	—	980	308
Verviers . . .	62	524	—	76	310	—	—	910	972	692	142	32	866	—	3	869	103
Tongres . . .	368	2,485	2	134	335	—	—	2,956	3,324	1,383	504	173	2,060	3	—	2,063	1,261
Hasselt . . .	531	1,862	31	142	397	—	1	2,433	2,964	1,573	485	123	2,181	2	—	2,183	708
Arlon . . .	198	304	3	80	111	—	24	522	720	402	147	46	595	1	7	603	117
Marche-en- Famenne	105	230	—	32	148	—	—	410	515	239	133	25	397	3	2	402	113
Neufchâteau . . .	127	790	—	77	166	—	—	1,033	1,160	708	264	43	1,015	10	2	1,027	133
Namur . . .	208	849	3	97	472	2	1	1,424	1,632	1,107	351	32	1,490	1	2	1,493	139
Dinant . . .	684	365	—	139	435	—	1	940	1,624	804	297	94	1,195	3	57	1,255	369
<b>Totaux :</b>	<b>19,544</b>	<b>47,334</b>	<b>361</b>	<b>5,329</b>	<b>17,873</b>	<b>34</b>	<b>31</b>	<b>70,962</b>	<b>90,506</b>	<b>47,724</b>	<b>13,669</b>	<b>4,362</b>	<b>65,755</b>	<b>107</b>	<b>185</b>	<b>66,047</b>	<b>24,459</b>
<b>1941</b>	<b>17,088</b>	<b>48,648</b>	<b>245</b>	<b>3,109</b>	<b>15,744</b>	<b>28</b>	<b>—</b>	<b>67,774</b>	<b>84,862</b>	<b>50,281</b>	<b>11,006</b>	<b>3,773</b>	<b>65,060</b>	<b>97</b>	<b>161</b>	<b>65,318</b>	<b>19,544</b>
<b>Totaux en 1940</b>	<b>9,043</b>	<b>44,360</b>	<b>185</b>	<b>1,755</b>	<b>11,871</b>	<b>20</b>	<b>9</b>	<b>58,200</b>	<b>67,243</b>	<b>40,117</b>	<b>6,952</b>	<b>2,953</b>	<b>50,022</b>	<b>74</b>	<b>59</b>	<b>50,155</b>	<b>17,088</b>
<b>1939</b>	<b>9,716</b>	<b>27,067</b>	<b>212</b>	<b>1,394</b>	<b>11,163</b>	<b>30</b>	<b>25</b>	<b>39,891</b>	<b>49,607</b>	<b>33,115</b>	<b>5,522</b>	<b>1,827</b>	<b>40,464</b>	<b>55</b>	<b>45</b>	<b>40,564</b>	<b>9,043</b>

Tableau n° 15. — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS  
 AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE

ARRONDISSEMENTS 1	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES PAR UN JUGEMENT AU FOND		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UN JUGE UNIQUE	
	Chiffres absolus 2	% 3	Chiffres absolus 4	% 5	Chiffres absolus 6	% 7
Bruxelles . . . . .	7,089	100.—	2,374	33.49	47.15	66.51
Louvain . . . . .	1,658	100.—	67	4.04	1,591	95.96
Nivelles . . . . .	1,000	100.—	280	28.—	720	72.—
Anvers . . . . .	5,713	100.—	2,238	39.18	3,475	60.82
Malines . . . . .	1,837	100.—	268	14.59	1,569	85.41
Turnhout . . . . .	2,003	100.—	537	26.81	1,466	73.19
Mons . . . . .	3,190	100.—	941	29.50	2,249	70.50
Charleroi . . . . .	3,856	100.—	1,156	30.—	2,700	70.—
Tournai . . . . .	1,742	100.—	178	10.22	1,564	89.78
Gand . . . . .	6,587	100.—	1,432	21.72	5,155	78.28
Audenarde . . . . .	3,102	100.—	778	24.75	2,324	75.25
Termonde . . . . .	4,168	100.—	1,714	41.12	2,454	58.88
Bruges . . . . .	3,323	100.—	2,292	69.—	1,031	31.—
Courtrai . . . . .	2,315	100.—	1,725	74.51	590	25.49
Furnes . . . . .	788	100.—	506	64.21	282	35.79
Ypres . . . . .	1,219	100.—	546	44.79	673	55.21
Liège . . . . .	5,386	100.—	2,052	38.10	3,334	61.90
Huy . . . . .	980	100.—	505	51.53	475	48.47
Verviers . . . . .	866	100.—	533	61.55	333	38.45
Tongres . . . . .	2,060	100.—	181	8.74	1,879	91.26
Hasselt . . . . .	2,181	100.—	304	13.94	1,877	86.06
Arlon . . . . .	595	100.—	349	58.66	246	41.34
Marche-en-Famenne . . . . .	397	100.—	219	55.16	178	44.84
Neufchâteau . . . . .	1,015	100.—	722	71.13	293	28.87
Namur . . . . .	1,490	100.—	226	15.17	1,264	84.83
Dinant . . . . .	1,195	100.—	654	54.82	541	45.18
<i>Totaux :</i>	65,755	100.—	22,777	34.64	42,978	65.36
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	65,060	100.—	21,681	33.32	43,379	66.68
1940 . . . . .	50,022	100.—	18,423	36.83	31,599	63.17
1939 . . . . .	40,464	100.—	15,376	38.—	25,088	62.—

TABLEAU n° 16

Ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont les tribunaux correctionnels ont eu à connaître en premier ressort, et qui spécifie, d'après leur nature, les peines principales et accessoires prononcées, est élaboré d'après la méthode suivante :

Pour les crimes et les délits, l'ordre du Code pénal est observé. En ce qui concerne les infractions prévues par les lois spéciales, les divisions établies sont :

- 1° Ordre et sécurité publics;
- 2° Santé publique;
- 3° Commerce et industrie;

- 4° Agriculture, animaux, chasse et pêche;
- 5° Travail et prévoyance;
- 6° Transport, voirie et communications.

Au sein de chaque division, les infractions sont, autant que possible, groupées dans l'ordre logique inspiré par leur nature.

Au total, les prévenus de 1942 (84,960) sont moins nombreux de 2 % que ceux de l'année 1941 (86,570), tandis que l'année 1942 comporte plus de condamnés : 70,274 contre 68,090.

Les proportions, à cet égard dans les cinq dernières années se présentent comme suit :

ANNÉES	PRÉVENUS		CONDAMNÉS		CONDAMNÉS À							
					l'emprisonnement		l'emprisonnement conditionnel		l'amende		l'amende conditionnelle	
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1938	46,083	100.—	38,822	84.23	8,922	19.36	4,084	8.86	12,791	27.75	13,025	28.26
1939	46,020	100.—	39,000	84.74	9,586	20.83	3,875	8.42	13,806	30.—	11,733	25.49
1940	62,539	100.—	53,151	84.98	11,585	18.52	5,284	8.45	21,248	33.97	15,034	24.04
1941	86,570	100.—	68,090	78.65	14,366	16.59	8,366	9.66	29,535	34.12	15,823	18.28
1942	84,960	100.—	70,274	82.71	20,684	24.34	11,443	13.47	22,244	26.18	15,903	18.72

L'analyse des infractions jugées en 1942 fait ressortir par rapport à l'année 1941 :

1° une majoration de 66 % des prévenus jugés du chef de *crimes correctionnalisés* : 7,208 contre 4,341. L'accroissement des vols qualifiés et des faux en écritures est déterminant pour expliquer la presque totalité de cette augmentation. Néanmoins les hausses proportionnelles considérables des détournements par dépositaires publics et des rébellions avec armes sont à noter;

2° une majoration de 11.5 % des prévenus jugés du chef de *délits prévus par le Code pénal* : 55,430 contre 49,586. L'augmentation doit être attribuée en ordre principal à la multiplication des vols, des abus de confiance, des escroqueries, des falsifications de denrées et des maraudages avec circonstances aggravantes.

Sont à retenir également les augmentations des usurpations, des détournements par dépositaires publics, des offres de corruption de fonctionnaires, des abus d'autorité, de l'exploitation des jeux et loteries, de la soustraction d'objets saisis, et, au point de vue de l'ordre des familles, des abandons d'enfants et de l'adultère;

3° une diminution de 32 % des préventions pour *infractions aux lois spéciales* : 21,920 contre 32,074.

La diminution massive à la division 3 (commerce et industrie) des préventions du chef de hausse anormale des prix des denrées en constitue l'explication : seulement 4,737 infractions de l'espèce ont été jugées en 1942 contre 19,107 en 1941. Il faut y voir le développement, en soulagement de la juridiction ordinaire, de l'activité de la juridiction administrative, essentiellement compétente pour connaître de cette infraction, et les effets de l'article 5 de l'arrêté du 29 juin 1942.

Quant aux infractions dont la fréquence a particulièrement augmenté, il y a lieu de retenir celles aux règlements provinciaux, à la perception des impôts, à la loi sur les jeux de hasard, à la prohibition et au régime de l'alcool, à la loi sur la mise en vente de beurre, margarine et graisses préparées, aux arrêtés interdisant l'abatage clandestin et réglementant l'approvisionnement et le rationnement des céréales panifiables.

Tableau n° 16. — PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
				l'emprisonnement		l'amende						
				con- dition- nel	sans condition	con- dition- nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL

Crimes correctionnalisés

Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)	8	1	7	1	2	4	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque, contrefaçon, falsification, émission (Art. 173 à 176)	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—
Faux en écritures (Art. 194 à 197)	1,915	399	1,516	626	303	572	5	10	5	—	1
Détournement par un dépositaire public (Art. 240, § 1)	72	13	59	28	15	16	—	—	3	—	—
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable (Art. 272, § 1)	31	3	28	7	7	13	—	1	1	—	—
Avortement : sans consentement ou par médecins ou ayant causé la mort (Art. 348, 352, 353)	9	4	5	—	3	2	—	—	—	—	—
Suppression, substitution ou supposition d'enfant (Art. 363)	2	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—
Attentats à la pudeur sans violences ni menaces sur des mineurs (Art. 372, § 1; 372, § 2; 377, § 2)	296	56	240	93	65	82	—	—	190	—	2
Attentats à la pudeur avec violences ou menaces sur des mineurs (Art. 373, 377, §§ 3 et 4)	62	15	47	3	25	19	—	—	41	—	—
Viol (Art. 375, 377, §§ 5, 6 et 7)	53	17	36	—	33	3	—	—	32	—	—
Excitation à la débauche de mineurs (Art. 379, §§ 2, 3, 4; 381)	37	2	35	6	16	13	—	—	27	—	—
Bigamie (art. 391)	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Coups et blessures (Art. 401, 401bis)	14	1	13	—	9	4	—	—	1	—	—
Obstacle à la circulation de convois sur un chemin de fer (Art. 406 et 407)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, de violences ou de menaces (Art. 467 à 472)	4,659	572	4,087	1,136	975	1,910	45	21	20	6	17
Banqueroute frauduleuse (Art. 489, § 2)	12	3	9	3	3	3	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, §§ 2, 3, 4)	22	20	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, machines et appareils télégraphiques (Art. 521 à 525)	10	—	10	4	—	6	—	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>t</sup>		
				l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				con- diti- on- nel	sans condition	con- di- tion- nelle	simple				
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	8	9	10	11	12				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## Délits

Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)	4	—	4	—	2	2	—	—	—	—	—
Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos (Art. 142 à 145)	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public (Art. 147 et 148).	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Ouverture ou suppression de lettres ou autres communications par un agent du gouvernement (Art. 149; Loi du 13 octobre 1930, art. 18)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (Art. 162, 163, 168 à 170, 497bis)	17	—	17	2	6	9	—	—	2	—	—
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)	101	12	89	22	13	19	21	14	—	—	—
Faux et usage de faux (Art. 198 à 210)	77	8	69	28	—	15	17	9	—	—	—
Faux témoignages en justice, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (Art. 218 à 223)	65	31	34	13	4	17	—	—	1	—	—
Faux serment en matière civile (Art. 226)	26	16	10	4	—	6	—	—	1	—	—
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)	43	8	35	10	3	8	3	11	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations et de costumes (Art. 228 à 232)	320	12	308	10	1	15	175	107	—	—	—
Coalition de fonctionnaires (Art. 233, 234, 236)	5	—	5	—	—	1	4	—	—	—	—
Détournement par ou négligence d'un dépositaire public. Concussion par un fonctionnaire public.											
Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 242 à 245, 246 à 251)	83	41	42	16	7	11	7	1	1	—	—
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (Art. 252)	230	56	174	43	2	26	55	48	—	—	—
Abus d'autorité. Refus d'agir (Art. 257, 259)	64	62	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Infractions aux obligations concernant l'Etat Civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)	5	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>e</sup>	
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
				l'emprisonnement		l'amende						
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle				simple	11
1	2	3	4	5	6 plus de 6 mois	7 6 mois et moins	8	9	10	11	12	
Attaque contre les lois par un mi-nistre du culte (Art. 268) . . . . .	1	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	--
Rébellion par une ou plusieurs per-sonnes (Art. 271 et 272) . . . . .	852	68	784	132	7	260	196	189	--	--	--	--
Outrages et violences envers les dé-positaires de l'autorité ou la force publique (Art. 275 à 282) . . . . .	4,738	367	4,371	316	11	706	1,592	1,746	--	--	--	--
Bris de scellés (Art. 283 à 288) . . . . .	409	103	306	45	1	80	77	103	--	--	--	--
Cessation de service, retard, fraude dans les fournitures à l'armée (Art. 294 et 295) . . . . .	4	--	4	--	--	--	1	3	--	--	--	--
Imprimés publics ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (Art. 299) . . . . .	18	17	1	--	--	--	1	--	--	--	--	--
Loteries non autorisées, jeux de ha-sard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308) . . . . .	103	14	89	1	--	6	45	37	1	--	--	--
Entrave à la liberté des enchères (Art. 314) . . . . .	3	--	3	--	--	--	1	2	--	--	--	--
Inhumations non autorisées ou en contravention des règlements (Art. 315) . . . . .	2	--	2	--	--	1	1	--	--	--	--	--
Epizootie (Art. 319 à 321) . . . . .	4	3	1	--	--	--	--	1	--	--	--	--
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331) . . . . .	189	47	142	23	1	52	36	30	--	--	--	--
Coopération à l'évasion de détenus (Art. 333, 334, 336 et 337) . . . . .	9	5	4	1	--	3	--	--	--	--	--	--
Rupture de ban de surveillance (Art. 338) * . . . . .	1	--	1	--	--	1	--	--	--	--	--	--
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345) . . . . .	13	2	11	2	--	4	4	1	--	--	--	--
Avortement (Art. 348, § 2 à 351) . . . . .	104	23	81	14	51	16	--	--	3	--	--	--
Exposition, délaissement, abandon d'enfants (Art. 354 et 360bis) . . . . .	214	45	169	23	1	113	19	13	--	--	--	--
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370) . . . . .	30	12	18	3	--	10	3	2	1	--	--	--
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur personne ma-jeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3) . . . . .	15	4	11	7	1	3	--	--	10	--	--	--
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excita-tion à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382) . . . . .	424	94	330	117	52	127	16	18	203	--	--	--
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou images, par gestes ou provocation (Art. 383 à 386bis) . . . . .	592	109	483	208	11	167	62	35	41	1	--	--
Adultère et complicité d'adultère (Art. 387 à 390) . . . . .	2,739	320	2,419	183	2	209	708	1,317	--	--	--	--

\* Voir annotation à ce sujet : « Statistique Judiciaire de la Belgique », 1931-1940, p. 42.

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS											
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT			
				l'emprisonnement			l'amende				con- di- tion- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con- di- tion- nel	sans condition		con- di- tion- nelle		simple					
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	8	9	10	11	12							
Abandon de famille (Art. 391bis) . . . . .	199	69	130	16	—	69	15	30	—	—	—			
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440, § 1 et 410) . . . . .	3,455	847	2,608	327	21	390	1,033	837	—	—	—			
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1) . . . . .	57	8	49	9	3	25	7	5	—	—	—			
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410) . . . . .	4	—	4	—	2	1	—	1	1	—	—			
Homicide ou lésions corporelles provoqués (Art. 411 à 414) . . . . .	4	—	4	—	1	—	3	—	—	—	—			
Homicide involontaire (Art. 419) . . . . .	175	38	137	44	5	18	47	23	—	—	—			
Lésions corporelles involontaires (Art. 420) . . . . .	1,024	266	758	32	3	31	410	282	—	—	—			
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (Art. 420bis) . . . . .	7	1	6	2	—	3	1	—	—	—	—			
Administration involontaire de substances nuisibles (Art. 421) . . . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422) . . . . .	9	2	7	—	—	1	3	3	—	—	—			
Violation de domicile (Art. 439 à 442) . . . . .	56	16	40	8	3	16	8	5	4	—	—			
Calomnie, dénonciation calomnieuse, divulgation méchante, injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (Art. 444 à 449) . . . . .	439	129	310	39	—	60	126	85	—	—	—			
Violation de tombeaux ou de sépultures (Art. 453) . . . . .	7	2	5	—	—	—	4	1	—	—	—			
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456) . . . . .	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459) . . . . .	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—			
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communica-tions par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17) . . . . .	3	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—			
Vol (Art. 463 à 466) . . . . .	19,114	2,499	16,615	4,524	511	4,506	4,909	2,165	5	9	15			
Fabrication de fausses clefs (Art. 488) . . . . .	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
Banqueroute simple (Art. 489, § 1) . . . . .	17	8	9	3	1	4	—	1	—	—	—			
Fraude dans une faillite (Art. 490) . . . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
Abus de confiance (Art. 491) . . . . .	1,249	310	939	193	93	532	62	59	2	1	6			
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 et 494) . . . . .	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Esroquerie (Art. 496) . . . . .	1,826	311	1,515	359	98	456	405	197	9	—	1			



Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS								accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>t</sup>	
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con-di-tion-nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				l'emprisonnement	l'amende								
					con-dition-nel	sans condition							
1	2	3	4	5	plus de 6 mois	6 mois et moins	8	9	10	11	12		
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art 498 et 499)	176	48	128	16	4	35	17	56	—	—	—		
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	3,856	675	3,181	50	2	425	233	2,471	—	—	—		
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	4,187	1,093	3,094	1,000	151	933	648	362	3	—	—		
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	487	140	347	54	1	86	89	117	—	—	—		
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	1,626	272	1,354	308	7	241	525	273	—	—	—		
Grivèlerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	41	19	22	—	1	14	1	6	—	—	—		
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—		
Chèques sans provision (Art. 509bis)	20	3	17	5	—	10	2	—	—	—	—		
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants, 514, 519)	27	4	23	—	—	—	18	5	—	—	—		
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; Art. 526, 527, 528, 533 et 534)	37	1	36	6	4	8	9	9	—	—	—		
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	38	18	20	2	—	5	9	4	—	—	—		
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	5	—	5	2	—	2	—	1	—	—	—		
Destruction de clôture, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	182	30	152	12	—	21	61	58	—	—	—		
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. A. du 1-8-41, et § 3)	5,579	602	4,977	870	29	974	2,247	857	—	—	1		

Contraventions de police

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	77	5	72	—	—	—	11	61	—	—	—
Autres contraventions	325	79	246	1	—	2	146	97	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>t</sup>		
				l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle				simple
plus de 6 mois	6 mois et moins	con- diti- on- nelle	simple	11	12						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## INFRACTIONS PRÉVUES PAR DES LOIS SPÉCIALES

## 1. — Ordre et sécurité publics

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre ( <i>Loi du 5 mars 1935</i> ) . . . . .	90	36	54	—	—	11	37	6	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'Instruction Criminelle ( <i>Art. 80, 157 et 189</i> ) . . . . .	40	12	28	—	—	—	—	28	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration ( <i>Loi du 29 juin 1939. Art. 49</i> ) . . . . .	4	1	3	1	—	—	—	2	—	—	—
Fausse déclaration ou fraude pour échapper à l'exécution d'un jugement ( <i>A. 27-1-42</i> ) . . . . .	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits ( <i>Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934</i> ) . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de la population ( <i>L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. L. du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939</i> ) . . . . .	74	5	69	—	—	—	42	27	—	—	—
Règlements provinciaux . . . . .	1,703	193	1,510	3	—	19	293	1,195	—	—	—
Fermeture des cafés ( <i>Arrêté des gouverneurs du 25 août 1939</i> ) . . . . .	147	30	117	—	—	—	39	78	—	—	—
Règlements communaux . . . . .	33	3	30	1	—	1	8	20	—	—	—
Impôts ( <i>Lois et règlements</i> ) . . . . .	2,882	317	2,565	243	175	1,235	13	899	—	—	—
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger ( <i>Loi du 12 février 1897</i> ) . . . . .	11	—	11	—	—	10	—	1	—	—	—
Police des étrangers ( <i>A. L. du 28 septembre 1939</i> ) . . . . .	37	2	35	—	1	7	13	14	—	—	—
Recensement des étrangers ( <i>A. R. du 11 août 1939</i> ) . . . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Délivrance de passeports ( <i>A. L. du 4 décembre 1939</i> ) . . . . .	26	2	24	—	—	—	10	14	—	—	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement ( <i>Arrêté du 25 mars 1941</i> ) . . . . .	4	—	4	—	—	—	2	2	—	—	—
Organisation militaire . . . . .	118	84	34	4	—	2	2	26	—	—	—
Milices privées interdites ( <i>Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936</i> ) . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Occultation de l'éclairage intérieur en temps d'alerte ( <i>A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939</i> ) . . . . .	835	171	664	—	—	2	137	525	—	—	—
Dommages de guerre ( <i>Arrêté du 30 juin 1941</i> ) . . . . .	4	—	4	3	—	1	—	—	—	—	—
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port ( <i>Loi du 3 janvier 1933. Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936. A. R. du 21 décembre 1936</i> ) . . . . .	51	9	42	2	—	5	23	12	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>t</sup>	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple				
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	6	7	8	9	10	11	12			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Protection de l'enfance (Loi du 28 mai 1888. Loi du 15 mai 1912, art. 45, 62, 63. Loi du 10 mars 1925, art. 77. Loi du 5 mars 1935, complétant l'art. 12 de la loi du 5 septembre 1919)	40	9	31	5	—	12	6	8	—	—	—	
Enseignement primaire. Manquement à l'obligation scolaire. Atteinte à la liberté du chef de famille (Loi organique, art. 9 à 12)	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	
Droit d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	8	3	5	—	—	—	1	4	—	—	—	
Collectes non autorisées (A. R. du 22 septembre 1823. A. du 22 octobre 1940)	11	3	8	—	—	—	5	3	—	—	—	
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	498	147	351	32	2	38	92	187	2	—	—	

2. — Santé publique

Art de guérir (Lois et règlements)	33	9	24	—	—	1	12	11	—	—	—
Ivresse (Arrêté-loi du 14 nov. 1939)	228	49	179	17	—	26	43	93	—	—	—
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14)	3,055	151	2,904	3	1	19	—	2,881	—	—	—
Régime de l'alcool. Répression des délits illicites (A. L. du 14 novembre 1939)	59	3	56	1	—	4	1	50	—	—	—
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes au antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	6	1	5	—	—	—	3	2	—	—	—
Prostitution (A. du 3 janvier 1941)	634	124	510	72	7	185	47	199	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	17	2	15	—	—	—	5	10	—	—	—
Salubrité des denrées alimentaires (Arrêté du 4 décembre 1940)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Détention de saccharine (Loi du 13 juillet 1930, art. 6)	5	2	3	—	—	3	—	—	—	—	—
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 8 juillet 1935)	283	38	245	—	—	2	73	170	—	—	—
Distribution du lait (A. R. du 7 juillet 1939. A. R. du 27 octobre 1939. A. du 5 septembre 1940)	4	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A. R. du 20 décembre 1934. A. R. du 4 février 1935)	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						acces-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>t</sup>	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple				
					plus de 6 mois	6 mois et moins						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

## 3. — Commerce et Industrie

Commerce ambulant (A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936, A. R. 28-11-1939)	570	75	495	2	1	18	94	380	—	—	—
Registre du commerce (A. 30-7-1940, A. 11-8-1940, A. 18-10-1940)	328	108	220	—	3	10	72	135	—	—	—
Hausse anormale des prix des den-rées (Arrêté Royal 6-5-1935, A. L. 27-10-1939)	4,737	1,437	3,300	19	86	408	73	2,714	—	—	—
Faux en matière de timbres et autres titres de ravitaillement (A. du 11 décembre 1942)	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Viandes de boucherie (Arr. Royal 4-12-1934, A. R. 31-1-1936)	50	9	41	—	—	—	14	27	—	—	—
Abatage clandestin et commerce illi-cite de viande (A. 28-6-1941, A. 18-8-1941, A. 11-9-1941)	2,876	911	1,965	—	1,834	73	—	58	—	—	—
Approvisionnement et rationnement en céréales panifiables, pommes de terre et légumes secs (A. 16-8-1941)	500	73	427	2	120	290	—	15	—	—	—
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	9	1	8	—	—	—	3	5	—	—	—
Organisation de l'Economie (AA. des 10 février 1941, 31 juillet 1941)	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A. R. du 30 jan-vier 1935, A. R. du 20 juin 1935, C. Com., Livre I, titre V)	8	6	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coor-données du Code du commerce, li-vre I, titre IX, Art. 200 à 208)	10	1	9	1	—	2	1	5	—	—	—
Interdiction à des condamnés et fail-lis (A. R. du 27 octobre 1934)	7	1	6	—	—	2	—	4	—	—	—
Vente avec primes (AA. RR. des 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Contrefaçon de marques de fabri-que et de commerce (Loi du 1 <sup>re</sup> avril 1879)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À			l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	10	l'acces- soire- ment			
				l'emprisonnement	sans condition				l'amende	10		
					con- diti- on- nel	plus de 6 mois					6 mois et moins	con- diti- on- nelle
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Réglementation des constructions privées (Arrêté du 15 octobre 1941)	11	6	5	—	—	—	4	1	—	—	—	
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (Loi du 5 mai 1888, etc.)	32	9	23	—	—	—	5	18	—	—	—	
Minés et extractions de toute nature (A. R. de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exécution)	27	5	22	—	—	—	10	12	—	—	—	
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881. Loi du 22 mai 1886)	4	1	3	—	—	—	2	1	—	—	—	
Distribution des carburants (Arrêté du 2 août 1940)	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	

4. — Agriculture, animaux, chasse, pêche

Garde rurale (A. du 4 août 1941)	6	2	4	—	—	—	4	—	—	—	—
Accès aux terrains cultivés (Arrêté du 15 juillet 1941)	148	14	134	—	—	2	102	30	—	—	—
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural. Loi du 7 octobre 1886)	25	1	24	—	—	—	14	10	—	—	—
Commerce des semences, plants, engrais et substances d'alimentation des animaux (Loi du 15 juillet 1931, A. R. du 27 juillet 1935, A. R. du 30 novembre 1939)	18	6	12	—	—	1	1	10	—	—	—
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A. R. du 19 juillet 1926, A. R. du 20 août 1926)	17	4	13	—	—	4	1	8	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882)	109	27	82	—	1	3	34	44	—	—	—
Rage canine (A. R. du 29 oct. 1908)	7	—	7	—	—	—	2	5	—	—	—
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	104	35	69	4	—	4	21	40	—	—	—
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par Loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	359	62	297	3	—	37	116	141	—	—	—
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883. Loi du 5 juillet 1899)	6	2	4	—	—	—	4	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS								
				EN ORDRE PRINCIPAL À						accessoire- ment à l'interdic- tion de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>t</sup>	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1939
				con- diti- on- nel	sans condition		con- di- tion- nelle		simple			
5	plus de 6 mois	6 mois et moins	8	9	10	11	12					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

## 5. — Travail et prévoyance

Liberté d'association (Loi du 24 mai 1921)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896. Loi du 24 juin 1921. A. R. du 20 juin 1936)	10	—	10	—	—	—	6	4	—	—	—
Contrat d'emploi (Loi du 7 août 1922. Loi du 2 mai 1929. Loi du 28 septembre 1932)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants (Lois coordonnées par A. R. du 28 février 1919. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 27 avril 1927. Loi du 7 avril 1936)	12	6	6	—	—	—	2	4	—	—	—
Paiement des salaires (Loi du 16 août 1887. Lois des 15 et 17 juin 1896. Loi du 30 juillet 1934. Loi du 7 juillet 1936)	6	1	5	—	—	—	2	3	—	—	—
Interdiction de modifier les salaires et les traitements (Arrêté du 1 <sup>er</sup> août 1940)	185	97	88	—	—	—	56	32	—	—	0
Congés annuels payés (Loi du 8 juillet 1936. Loi du 20 août 1938)	32	13	19	—	—	—	4	15	—	—	—
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (Loi du 14 juin 1921. A. R. d'exécution)	10	4	6	—	—	—	6	—	—	—	—
Repos dominical (Loi du 17 juillet 1905. Loi du 26 mai 1914. Loi du 14 juin 1921. Loi du 24 juillet 1927)	5	2	3	—	—	—	2	1	—	—	—
Travail des diamantaires (A. R. du 30 mars 1936. Loi du 16 mai 1938)	8	—	8	—	—	—	8	—	—	—	—
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (Arrêté du 12 juin 1941)	8	4	4	—	1	—	2	1	—	—	—
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934. Arrêté du 21 janvier 1941)	5	1	4	—	—	—	3	1	—	—	—
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et A. R. d'exécution)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. A. R. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM <sup>t</sup>	
				l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple	11			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Déclaration pour subventions, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	170	118	52	7	—	13	16	16	—	—	—	—
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)	3	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—	—

6. — Transport, Voirie, Communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.)	32	3	29	—	—	—	22	7	—	—	—
Tramways (AA. RR. des 2 décembre 1902 et 27 janvier 1931)	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	328	104	224	—	2	1	75	146	—	—	—
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	129	16	113	—	—	5	52	56	—	—	—
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 <sup>er</sup> août 1924, art. 3)	9	1	8	—	—	2	2	4	—	—	—
Police maritime (réglementation)	15	6	9	—	—	1	4	4	—	—	—
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. du 23 novembre 1939)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Police des rivières et des polders	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 <sup>er</sup> mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	12	—	12	—	—	—	2	10	—	—	—

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	7,208	1,108	6,100	1,909	1,459	2,650	50	32	321	6	20
Délits prévus par le Code pénal	55,430	8,905	46,525	9,107	1,117	10,757	13,943	11,601	288	11	23
Contraventions de police prévues par le Code pénal	402	84	318	1	—	2	157	158	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	21,920	4,589	17,331	426	2,235	2,464	1,753	10,453	2	—	—
<b>Totaux :</b>	<b>84,960</b>	<b>14,686</b>	<b>70,274</b>	<b>11,443</b>	<b>4,811</b>	<b>15,873</b>	<b>15,903</b>	<b>22,244</b>	<b>611</b>	<b>17</b>	<b>43</b>
TOTAUX EN	1941	1940	1939	1941	1940	1939	1941	1940	1939	1941	1940
	86,570	18,480	68,090	8,366	2,404	11,962	15,823	29,535	583	10	73
	62,539	9,388	53,151	5,284	1,344	10,241	15,034	21,248	542	12	75
	46,020	7,020	39,000	3,875	1,475	8,111	11,733	13,806	1,001	19	105

Tableau n° 16bis. — NOMBRE ET DURÉE DES SURSIS  
 ACCORDÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGANT EN PREMIER RESSORT

ARRONDISSEMENTS 1	DURÉE DES SURSIS						TOTAL 8	
	6 mois et moins 2	1 an 3	2 ans 4	3 ans 5	4 ans 6	5 ans 7		
Bruxelles . . . . .	6	70	4	1,254	—	1,000	2,334	
Louvain . . . . .	—	68	1	703	—	161	933	
Nivelles . . . . .	50	11	—	134	—	452	647	
Anvers . . . . .	3	262	1	1,466	—	63	1,795	
Malines . . . . .	1	31	—	633	—	24	689	
Turnhout . . . . .	—	61	2	648	1	14	726	
Mons . . . . .	35	265	—	1,812	3	130	2,245	
Charleroi . . . . .	13	81	5	1,517	—	120	1,736	
Tournai . . . . .	1	81	1	1,044	—	30	1,157	
Gand . . . . .	3	60	51	767	1	1,089	1,971	
Audenarde . . . . .	—	48	31	1,098	1	164	1,342	
Termonde . . . . .	33	127	—	975	—	189	1,324	
Bruges . . . . .	2	337	19	776	—	83	1,217	
Courtrai . . . . .	—	49	24	27	—	851	951	
Furnes . . . . .	—	41	—	42	—	267	350	
Ypres . . . . .	—	176	—	8	—	324	508	
Liège . . . . .	142	10	2	1,680	—	598	2,432	
Huy . . . . .	64	67	457	294	—	20	902	
Verviers . . . . .	16	11	306	3	—	2	338	
Tongres . . . . .	1	122	6	703	—	81	913	
Hasselt . . . . .	—	147	24	473	—	128	772	
Arlon . . . . .	1	8	21	320	—	32	382	
Marche-en-Famenne . . . . .	15	52	72	15	—	2	156	
Neufchâteau . . . . .	10	85	33	223	—	15	366	
Namur . . . . .	22	12	10	205	—	502	751	
Dinant . . . . .	36	1	1	363	—	8	409	
<i>Total :</i>	454	2,283	1,071	17,183	6	6,349	27,346	
<i>Totaux en</i> {	1941 . . . . .	495	2,090	963	16,016	3	4,622	24,189
	1940 . . . . .	585	3,128	571	12,048	5	3,981	20,318
	1939 . . . . .	294	2,609	476	8,805	1	3,423	15,608



Tableau n° 17. — PRÉVENUS JUGÉS, EN DEGRÉ D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES  
Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS  1 -	TOTAL des prévenus  2	Prévenus acquittés  3	TOTAL des condamnés  4	CONDAMNÉS			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				condi- tionnel 5	sans condition 6	condi- tionnelle 7	sans condition 8
<b>Infractions jugées en degré d'appel</b>							
Délits prévus par le Code pé- nal . . . . .	536	193	343	2	2	179	160
Contraventions de police pré- vues par le Code pénal . . . . .	252	112	140	2	2	64	72
Infractions prévues par des lois spéciales . . . . .	778	304	474	2	9	184	279
<i>Totaux :</i>	1,566	609	957	6	13	427	511
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort :</i>	84,960	14,686	70,274	11,443	20,684	15,903	22,244
<b>Récapitulation générale</b>							
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :</i>	86,526	15,295	71,231	11,449	20,697	16,330	22,755
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	88,272	19,078	69,194	8,372	14,377	16,225	30,220
{ 1940 . . . . .	64,702	10,106	54,596	5,293	11,616	15,502	22,185
{ 1939 . . . . .	50,008	8,338	41,670	3,882	9,629	12,470	15,689



TABLEAU n° 18

Ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont chaque tribunal correctionnel a eu à connaître en premier ressort et qui indique s'il y a eu condamnation ou acquittement, localise par arrondissement les résultats statistiques énoncés dans le tableau n° 16.

L'augmentation ou la diminution en 1942 du total des prévenus devant chaque tribunal, par rapport à l'année 1941, constitue une indication d'analyse générale intéressante et qui se présente comme suit :

AUGMENTATION DE				DIMINUTION DE					
133 %	33 %	5 à 10 %	moins de 5 %	moins de 5 %	5 à 10 %	10 à 15 %	15 à 20 %	20 à 30 %	40 %
Gand	Tournai	Audenarde Liège Hasselt Neufchâteau	Ypres Huy	Bruxelles Nivelles Turnhout Dinant	Termonde Furnes	Verviers Arlon Namur	Louvain Anvers Malines Bruges Courtrai	Charleroi Tongres	Marche-en-Famenne

Pour les arrondissements dans lesquels le total des prévenus ne varie en baisse ou en hausse que d'un léger pourcentage avec les chiffres de l'année 1941, on peut, sans danger de se tromper, se rallier aux conclusions tirées de l'analyse correspondante du tableau n° 16.

Les variations extrêmes en hausse ou en baisse méritent toutefois un examen spécial aux fins d'en retrouver les causes.

Il peut être signalé à cet égard qu'en ce qui concerne l'arrondissement de Gand, la hausse considérable (133 %) des préventions devant le tribunal correctionnel n'est pas due à la poursuite d'un délit déterminé, mais au fait que les préventions pour hausse anormale du prix des denrées, loin de diminuer dans cet arrondissement, s'y sont encore accrues, tandis que nombre de délits ont donné lieu à des préventions beaucoup plus nombreuses qu'en 1941, notamment

les vols, les outrages, les coups, les falsifications, les maraudages; les infractions aux règlements provinciaux, à la perception des impôts, à la loi sur les jeux de hasard, au régime de l'alcool et à la réglementation de l'abattage.

Dans l'arrondissement de Tournai, la hausse de 33 % est due particulièrement à une plus grande fréquence des vols, des recels et des maraudages.

La diminution de 40 % des préventions devant le tribunal de Marche-en-Famenne porte principalement sur les outrages, les coups, les vols et l'application des règlements provinciaux.

Enfin, la diminution de 20 à 30 % des préventions devant les tribunaux de Charleroi et de Tongres concernent surtout les outrages, les coups et blessures, les vols simples, les recels, les vols frauduleux et la hausse anormale du prix des denrées.





Tableau n° 18 (suite). — PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55

## INFRACTIONS PRÉVUES

## Crimes

Dénonciation à l'ennemi ( <i>Art. 121bis</i> )	1	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—
Effets publics, billets de banque (contre-façon, falsification, émission) ( <i>Art. 173 à 176</i> )	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures ( <i>Art. 194 à 197</i> )	44	10	34	10	1	9	12	—	12	134	1	133	19	7	12
Détournement par un dépositaire public ( <i>Art. 240, § 1er</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	—
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable ( <i>Art. 272, § 1er</i> )	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	5	—	5
Avortement : sans consentement ou par médecins ou ayant causé la mort ( <i>Art. 348, 352, 353</i> )	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Suppression, substitution ou supposition d'enfant ( <i>Art. 363</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur des mineurs ( <i>Art. 372, §§ 1 et 2; 377, § 2</i> )	10	2	8	—	—	—	6	—	6	22	2	20	2	—	2
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur des mineurs ( <i>Art. 373, 377, §§ 3 et 4</i> )	1	—	1	—	—	—	1	—	1	14	1	13	2	—	2
Viol ( <i>Art. 375, 377, §§ 5, 6, 7</i> )	1	1	—	1	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche de mineurs ( <i>Art. 379, §§ 2, 3, 4; 381</i> )	—	—	—	1	—	1	—	—	—	4	—	4	—	—	—
Bigamie ( <i>Art. 391</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ( <i>Art. 401, 401 bis</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Obstacle à la circulation des convois sur un chemin de fer ( <i>Art. 406 et 407</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, de violences ou de menaces ( <i>Art. 467 à 472</i> )	82	15	67	50	2	48	35	1	34	513	41	472	127	17	110
Banqueroute frauduleuse ( <i>Art. 489, § 2</i> )	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie ( <i>Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, § 2, 3, 4</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	19	—	—	—	—
Destruction de constructions, machines et appareils télégraphiques ( <i>Art. 521 à 525</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

## Dé

Dénonciation à l'ennemi ( <i>Art. 121bis</i> )	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1
Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos ( <i>Art. 142 à 145</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public ( <i>Art. 147, 148</i> )	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1







TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	7	—	7	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	2	1	1	4	—	4	—	—	—	25	6	19	3	1	2	4	1	3	6	—	6
—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	23	4	19	1	—	1	2	—	2	3	—	3
3	—	3	—	—	—	1	1	—	1	1	—	5	—	5	3	3	—	—	—	—	2	2	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4
—	—	—	1	—	1	2	1	1	1	—	1	1	—	1	1	—	1	4	1	3	5	—	5
12	—	12	9	—	9	6	—	6	8	1	7	28	—	28	17	—	17	36	2	34	13	—	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	4	—	4	—	—	—
10	10	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	5	2	3	1	—	1	8	1	7	—	—	—
4	—	4	12	1	11	7	3	4	1	—	1	11	2	9	5	1	4	20	4	16	7	2	5
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
38	1	37	53	3	50	26	3	23	27	1	26	66	2	64	42	1	41	59	7	52	26	—	26
105	6	99	173	17	156	210	16	194	169	16	153	542	34	508	339	11	328	263	20	243	265	35	230
12	—	12	1	—	1	1	—	1	7	1	6	35	15	20	22	10	12	34	6	28	4	3	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—
—	—	—	7	7	—	8	8	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	13	2	11	3	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—



VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU.			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	12	2	10	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	—	—
—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1	3	—	3	—	—	—	1	—	1
2	—	2	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—
—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	3	1	2	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
—	—	—	9	—	9	15	1	14	3	—	3	—	—	—	5	1	4	11	2	9	5	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	2	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
2	—	2	7	—	7	5	1	4	—	—	—	2	—	2	6	2	4	4	2	2	7	1	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	5	21	—	21	33	6	27	5	—	5	12	—	12	14	1	13	22	2	20	9	2	7
44	3	41	130	23	107	131	8	123	78	1	77	45	5	40	113	10	103	117	12	105	111	4	107
16	8	8	23	11	12	134	17	117	3	—	3	—	—	—	4	3	1	1	—	1	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	4	6	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Inhumations non autorisées ou en contra- vention des règlements (Art. 315) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie (Art. 319 à 321) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331) . . . . .	12	3	9	3	—	3	2	—	2	5	1	4	8	4	4
Coopération à l'évasion de détenus (Art. 333, 334, 336 et 337) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance (Art. 338)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement (Art. 348, § 2 à 351) . . . . .	6	—	6	3	2	1	—	—	—	3	—	3	1	—	1
Exposition, délaissement, abandon d'en- fants (Art. 354 à 360bis) . . . . .	4	—	4	1	—	1	5	1	4	12	7	5	3	—	3
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370) . . . . .	1	1	—	2	1	1	—	—	—	4	4	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3) . . . . .	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excitation à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382) . . . . .	111	25	86	13	1	12	2	—	2	42	14	28	9	3	6
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou images, par gestes ou provo- cation (Art. 383 à 386bis) . . . . .	59	18	41	28	1	27	4	1	3	84	15	69	13	2	11
Adultère et complicité d'adultère (Art. 387 à 390) . . . . .	1009	137	872	38	3	35	31	—	31	269	23	246	29	4	25
Abandon de famille (Art. 391bis) . . . . .	31	4	27	9	—	9	1	—	1	37	17	20	6	3	3
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440, § 1 et 410) . . . . .	211	29	182	122	12	110	22	1	21	251	87	164	115	31	84
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide ou lésions corporelles provo- qués (Art. 411 à 414) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire (Art. 419) . . . . .	21	7	14	3	—	3	2	1	1	18	6	12	2	—	2
Lésions corporelles involontaires (Art. 420)	208	41	167	9	1	8	12	3	9	91	30	61	24	9	15
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (Art. 420bis) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Administration involontaire de substan- ces nuisibles (Art. 421) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422) . . . . .	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation de domicile (Art. 439 à 442) . . . . .	5	—	5	—	—	—	1	—	1	—	—	—	5	1	4
Calomnie, dénonciation calomnieuse, di- vulgation méchante, injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole pu- blique (Art. 444 à 449) . . . . .	11	2	9	14	1	13	2	—	2	23	9	14	8	3	5
Violation de tombeaux ou de sépultures (Art. 453) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—





VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	3	3	1	2	6	3	3	4	—	4	1	—	1	11	—	11	2	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—
6	—	6	—	—	—	5	3	2	3	—	3	—	—	—	4	1	3	6	2	4	—	—	—
11	5	6	9	—	9	2	—	2	3	1	2	2	—	2	3	2	1	12	5	7	6	3	3
3	1	2	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—
3	1	2	—	—	—	12	1	11	6	3	3	1	—	1	1	—	1	20	4	16	3	—	3
11	2	9	8	2	6	12	1	11	5	—	5	1	—	1	12	5	7	47	6	41	25	1	24
51	4	47	25	7	18	15	—	15	12	3	9	3	—	3	11	3	8	46	5	41	24	1	23
6	1	5	2	1	1	9	3	6	—	—	—	1	—	1	2	1	1	5	2	3	2	—	2
42	6	36	104	29	75	109	23	86	18	3	15	17	1	16	57	5	52	29	3	26	39	9	30
2	—	2	—	—	—	4	1	3	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	4	4	4	1	3	12	4	8	5	—	5	—	—	—	2	1	1	7	—	7	2	—	2
24	6	18	23	10	13	24	7	17	13	4	9	2	—	2	11	3	8	16	3	13	22	6	16
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	2	2	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
10	2	8	12	1	11	8	—	8	4	1	3	8	2	6	12	1	11	9	3	6	15	6	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	2 Total des prévenus	3 Acquittés	4 Condamnés	5 Total des prévenus	6 Acquittés	7 Condamnés	8 Total des prévenus	9 Acquittés	10 Condamnés	11 Total des prévenus	12 Acquittés	13 Condamnés	14 Total des prévenus	15 Acquittés	16 Condamnés
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17) . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466) . . . . .	1566	107	1459	417	53	364	458	52	406	1505	284	1221	307	59	248
Fabrication de fausses clefs (Art. 488) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1) . . . . .	2	—	2	2	1	1	—	—	—	4	2	2	1	—	1
Fraude dans une faillite (Art. 490) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491) . . . . .	165	39	126	23	1	22	9	5	4	179	71	108	25	12	13
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Esroquerie (Art. 496) . . . . .	311	40	271	17	—	17	24	—	24	555	143	412	14	1	13
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499) . . . . .	50	10	40	1	—	1	—	—	—	18	5	13	4	—	4
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501) . . . . .	368	85	283	62	32	30	91	13	78	334	39	295	409	37	372
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505) . . . . .	403	97	306	146	17	129	61	12	49	370	125	245	89	30	59
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507) . . . . .	44	6	38	1	—	1	2	—	2	42	17	25	16	1	15
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508) . . . . .	116	12	104	26	1	25	29	1	28	61	7	54	55	14	41
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936) . . . . .	4	2	2	—	—	—	—	—	—	9	5	4	—	—	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509) . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis) . . . . .	4	1	3	1	—	1	—	—	—	3	—	3	2	—	2
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534) . . . . .	3	—	3	3	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537) . . . . .	1	1	—	2	—	2	3	—	3	1	1	—	2	—	2
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546) . . . . .	10	—	10	4	—	4	1	—	1	12	2	10	4	1	3



TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
523	46	477	1497	161	1336	1057	117	940	678	128	550	1321	219	1102	962	136	826	921	119	802	949	206	743
—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	3	15	63	20	43	91	16	75	16	7	9	162	43	119	40	4	36	33	9	24	53	7	46
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
96	11	85	76	10	66	101	24	77	12	5	7	62	9	53	16	—	16	38	10	28	107	9	98
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	3	1	2	8	3	5	1	—	1	16	4	12	9	5	4	7	1	6	18	—	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
557	180	377	132	37	95	116	25	91	36	19	17	609	59	550	171	14	157	296	27	269	94	18	76
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
140	36	104	502	110	392	315	87	228	158	65	93	358	100	258	116	23	93	126	25	101	116	55	61
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	2	6	27	3	24	6	3	3	4	1	3	56	19	37	64	21	43	64	18	46	16	8	8
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
35	11	24	182	28	154	91	5	86	66	29	37	168	20	148	40	6	34	96	17	79	86	25	61
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	1	1	—	1	1	—	—	—	—	10	2	8	—	—	—	—	—	—	2	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	2	1	1	1	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	—	1	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	3	1	2	2	1	1	—	—	—	7	3	4	7	4	3	5	4	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	1	4	4	2	2	7	1	6	4	—	4	15	2	13	20	1	19	17	3	14	16	6	10

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	384	42	342	399	56	343	179	10	169	1592	86	1506	775	132	643
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraude dans une faillite (Art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	28	—	28	9	5	4	6	2	4	125	11	114	13	1	12
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494)	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie (Art. 496)	70	5	65	7	—	7	26	2	24	102	6	96	11	1	10
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	5	3	2	6	3	3	—	—	—	7	2	5	3	2	1
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	181	25	156	57	4	53	111	9	102	15	3	12	24	4	20
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	142	19	123	32	8	24	66	14	52	239	48	191	75	25	50
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	20	5	15	12	3	9	15	2	13	24	6	18	3	1	2
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	69	9	60	18	1	17	43	1	42	67	6	61	48	4	44
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519)	—	—	—	1	—	1	1	—	1	4	—	4	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	3	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	—	3
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	10	1	9	6	1	5	4	1	3	2	1	1	—	—	—

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
290	50	240	814	106	708	916	94	822	195	33	162	138	17	121	234	36	198	605	96	509	432	54	378
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
46	12	34	32	9	23	28	13	15	11	1	10	7	1	6	13	2	11	40	15	25	14	1	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
65	6	59	41	11	30	9	3	6	6	1	5	3	1	2	14	5	9	27	5	22	16	3	13
6	3	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	2	1	8	3	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	1	15	59	20	39	36	10	26	6	—	6	12	—	12	14	2	12	46	11	35	4	1	3
53	17	36	221	49	172	146	35	111	87	21	66	8	—	8	31	9	22	77	29	48	110	37	73
2	1	1	13	3	10	2	2	—	8	—	8	16	12	4	17	5	12	1	—	1	4	1	3
7	2	5	38	2	36	29	3	26	111	18	93	3	—	3	32	9	23	26	11	15	84	30	54
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	6	4	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	—	3	11	—	11	1	—	1	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	7	1	6	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
2	1	1	17	1	16	6	—	6	3	—	3	3	1	2	4	2	2	6	2	4	—	—	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 <sup>er</sup> août 1941 et § 3)	256	19	237	274	25	249	338	33	305	263	46	217	100	9	91

## Contraventions

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	15	2	13	—	—	—	—	—	—	14	1	13	2	—	2
Autres contraventions	6	—	6	2	—	2	1	—	1	15	8	7	4	1	3

## INFRACTIONS PRÉVUES

## 1. — Ordre

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'instruction criminelle (Art. 80, 157 et 189)	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, art. 49)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse déclaration ou fraude pour échapper à l'exécution d'un jugement (A. 27-1-42)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. Loi du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	6	—	6	2	—	2
Règlements provinciaux	3	—	3	1	—	1	—	—	—	8	—	8	—	—	—
Fermeture des cafés (arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Règlements communaux	—	—	—	1	—	1	—	—	—	11	—	11	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	311	86	225	46	3	43	34	1	33	146	29	117	23	11	12
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	8	—	8	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Recensement des étrangers (A. R. 11-8-39)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	3	—	3	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Occultation de l'éclairage intérieur en temps d'alerte (A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939)	—	—	—	6	1	5	—	—	—	322	69	253	8	1	7

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
108	7	101	329	43	286	330	60	270	328	60	268	336	32	304	327	54	273	297	23	274	198	29	169

de police

12	—	12	2	—	2	1	—	1	—	—	—	5	—	5	—	—	—	4	—	4	1	—	1
12	5	7	24	7	17	5	1	4	10	1	9	31	22	9	13	1	12	29	9	20	66	10	56

PAR DES LOIS SPÉCIALES

et sécurité publics

—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	—
—	—	—	3	—	3	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	1	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	8	2	6	7	—	7	11	—	11	4	1	3	5	1	4	2	—	2	3	—	3
—	—	—	29	2	27	28	1	27	88	3	85	446	61	385	153	4	149	309	71	238	9	1	8
—	—	—	2	—	2	—	—	—	4	—	4	45	14	31	26	1	25	54	14	40	—	—	—
—	—	—	6	3	3	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6
14	—	14	120	9	111	326	9	317	147	8	139	236	15	221	113	17	96	111	12	99	89	12	77
1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	2	—	2	4	—	4	7	1	6	7	1	6	2	—	2	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	65	48	17	2	—	2	35	27	8	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	7	1	47	8	39	11	4	7	17	1	16	105	26	79	11	2	9	83	9	74	62	15	37

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 <sup>er</sup> août 1941 et § 3)	108	2	106	10	5	5	57	2	55	512	32	480	286	14	272

## Contraventions

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	6	1	5	—	—	—	3	—	3	4	—	4	2	—	2
Autres contraventions	26	6	20	4	1	3	17	—	17	4	—	4	5	—	5

## INFRACTIONS PRÉVUES

## 1. — Ordre

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'instruction criminelle (Art. 80, 157 et 189)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	5	3	2
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, art. 49)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Fausse déclaration ou fraude pour échapper à l'exécution d'un jugement (A. 27-1-42)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. Loi du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	5	1	4
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	4	—	4	20	—	20	15	—	15
Fermeture des cafés (arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	3	—	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Règlements communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	485	36	449	88	17	71	87	6	81	88	3	85	17	—	17
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—
Recensement des étrangers (A. R. 11-8-39)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Organisation militaire	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Occultation de l'éclairage intérieur en temps d'alerte (A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939)	71	19	52	5	3	2	6	—	6	3	—	3	2	—	2













Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

## 3. — Commerce

Commerce ambulant (A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936. A. R. 28-11-1939)	118	12	106	2	—	2	6	—	6	50	15	35	7	1	6
Registre du commerce (A. 30-7-40. A. 11-8-1940. A. 18-10-1940)	42	9	33	—	—	—	—	—	—	44	18	26	15	4	11
Hausse anormale des prix des denrées (A. R. 6-5-1935, A. L. 27-10-1939)	712	140	572	175	37	138	49	10	39	352	108	244	379	128	251
Faux en matière de timbres et autres titres de ravitaillement (A. 11-12-41)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viandes de boucheries (A. R. 4-12-1934. A. R. 31-1-1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abatage clandestin et commerce illicite de viande (A. 28-6-1941; A. 18 août 1941; A. 11 septembre 1941)	598	127	471	106	26	80	37	2	35	198	73	125	68	26	42
Approvisionnement et rationnement des céréales panifiables, pommes de terre et légumes secs (A. 16-8-1941)	95	2	93	49	2	47	13	2	11	23	—	23	4	—	4
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Organisation de l'Economie (A. A. 10-2-41, 31-7-41)	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A. R. du 30 janvier 1935. A. R. du 20 juin 1935. C. Com. Livre I, titre V)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées. Code du commerce. Livre I, titre IX. Art. 200 à 208)	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interdiction à des condamnés et faillis (A. R. du 27 octobre 1934)	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente avec primes (AA. RR. du 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (Loi du 1 <sup>er</sup> avril 1879)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réglementation des constructions privées (A. 15-10-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (Loi du 5 mai 1888, etc.)	10	1	9	—	—	—	—	—	—	12	7	5	—	—	—
Mines et extractions de toute nature (A. R. de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exécution)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881. Loi du 22 mai 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Distribution des carburants (Arrêté du 2 août 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

## 4. — Agriculture, animaux,

Garde rurale (Arrêté du 4 août 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accès aux terrains cultivés (Arrêté du 15 juillet 1941)	—	—	—	1	—	1	7	—	7	—	—	—	1	—	1

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condannés	Total des prévenus	Acquittés	Condannés	Total des prévenus	Acquittés	Condannés	Total des prévenus	Acquittés	Condannés	Total des prévenus	Acquittés	Condannés	Total des prévenus	Acquittés	Condannés	Total des prévenus	Acquittés	Condannés	Total des prévenus	Acquittés	Condannés
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40

et Industrie

17	3	14	11	—	11	26	5	21	9	1	8	64	19	45	17	—	17	34	7	27	39	1	38
9	1	8	14	5	9	16	4	12	3	1	2	13	2	11	20	5	15	39	19	20	31	18	13
123	53	70	325	113	212	58	20	38	41	15	26	690	201	489	123	32	91	822	302	520	202	76	126
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	3	1	2	10	—	10	8	1	7	—	—	—
99	37	62	114	35	79	99	38	61	67	20	47	256	119	137	156	42	114	243	42	201	128	83	45
11	—	11	4	—	4	25	6	19	16	—	16	49	11	38	60	13	47	49	16	33	21	12	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	7	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
—	—	—	10	2	8	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—

chasse, pêche

—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	18	6	12	3	1	2	3	—	3	5	—	5	2	—	2	4	—	4	2	—	2

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55

## 3. — Commerce

Commerce ambulant (A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936. A. R. 28-11-1939)	6	—	6	2	1	1	15	—	15	37	4	33	—	—	—
Registre du commerce (A. 30-7-40. A. 11-8-1940. A. 18-10-1940)	8	3	5	4	2	2	7	—	7	24	2	22	—	—	—
Hausse anormale des prix des denrées (A. R. 6-5-1935, A. L. 27-10-1939)	117	27	90	60	36	24	43	1	42	25	7	18	12	2	10
Faux en matière de timbres et autres titres de ravitaillement (A. 11-12-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viandes de boucheries (A. R. 4-12-1934. A. R. 31-1-1936)	4	2	2	2	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Abatage clandestin et commerce illicite de viande (A. 28-6-1941; A. 18 août 1941; A. 11 septembre 1941)	88	14	74	23	14	9	18	2	16	108	26	82	76	36	40
Approvisionnement et rationnement des céréales panifiables, pommes de terre et légumes secs (A. 16-8-1941)	14	1	13	3	—	3	12	—	12	2	—	2	—	—	—
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—
Organisation de l'Economie (A. A. 10-2-41, 31-7-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A. R. du 30 janvier 1935. A. R. du 20 juin 1935. C. Com. Livre I, titre V)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées. Code du commerce. Livre I, titre IX. Art. 200 à 208)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Interdiction à des condamnés et faillis (A. R. du 27 octobre 1934)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente avec primes (AA. RR. du 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (Loi du 1 <sup>er</sup> avril 1879)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réglementation des constructions privées (A. 15-10-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (Loi du 5 mai 1888, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Mines et extractions de toute nature (A. R. de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exécution).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881; Loi du 22 mai 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Distribution des carburants (Arrêté du 2 août 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

## 4. — Agriculture, animaux,

Garde rurale (Arrêté du 4 août 1941)	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Accès aux terrains cultivés (Arrêté du 15 juillet 1941)	—	—	—	—	—	—	7	—	7	56	6	50	27	1	26

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79

et Industrie

12	—	12	14	—	14	11	1	10	24	2	22	6	1	5	19	1	18	13	1	12	11	—	11
4	3	1	6	2	4	2	1	1	8	1	7	—	—	—	15	5	10	2	2	—	2	1	1
44	10	34	76	26	50	51	8	43	8	3	5	6	2	4	140	45	95	33	11	22	71	24	47
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	5	—	5	—	—	—	2	2	—	2	2	—	9	—	9
46	21	25	63	17	46	64	17	47	18	6	12	36	19	17	60	28	32	53	11	42	54	30	24
—	—	—	5	1	4	12	—	12	1	—	1	5	—	5	17	—	17	4	1	3	6	6	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	6	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	3	7	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

chasse, pêche

1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	4	—	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	6	—	6	1	—	1	—	—	—







Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Infractions rurales : écharonnage, échennillage, etc. (Code rural. Loi du 7 octobre 1886).	3	—	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	3	—	3
Commerce des semences, plants, engrais et substances d'alimentation des animaux (Loi du 15 juillet 1931. A. R. du 27 juillet 1935. A. R. du 30 nov. 1939).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A. R. du 19 juillet 1926. A. R. du 20 août 1926).	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882).	1	—	1	—	—	—	12	1	11	2	—	2	—	—	—
Rage canine (A. R. du 29 octobre 1908).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929).	4	3	1	7	4	3	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par loi du 4 avril 1900, sauf art. 31).	—	—	—	3	—	3	9	—	9	4	—	4	12	1	11
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883. Loi du 5 juillet 1899).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liberté d'association (Loi du 24 mai 1921)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 20 juin 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrat d'emploi (Loi du 7 août 1922. Loi du 2 mai 1929. Loi du 28 sept. 1932).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants (Lois coordonnées par A. R. du 28 février 1919. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 27 avril 1927. Loi du 7 avril 1936).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paiement des salaires (Loi du 16 août 1887. Lois des 15 et 17 juin 1896. Loi du 30 juillet 1934. Loi du 7 juillet 1936).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interdiction de modifier les salaires et les traitements (Arrêté du 1 <sup>er</sup> août 1940).	3	1	2	—	—	—	39	—	39	1	—	1	—	—	—
Congés annuels payés (Loi du 8 juillet 1936. Loi du 20 août 1938).	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (Loi du 14 juin 1921. AA. RR. d'exécution).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos dominical (Loi du 17 juillet 1905. Loi du 26 mai 1914. Loi du 14 juin 1921. Loi du 24 juillet 1927).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des diamantaires (A. R. du 30 mars 1936. Loi du 16 mai 1938).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

5. — Travail



Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (A. 12-6-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934. A. du 21-1-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. AA. RR. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Déclaration pour subvention, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	14	7	7	4	4	—	1	1	—	—	—	—	8	7	1
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1

## 6. — Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou Vicinaux (Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Tramways (AA. RR. 2-12-02, 27-1-31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	25	5	20	2	—	2	—	—	—	25	8	17	9	2	7
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	5	—	5	2	—	2	1	—	1	11	2	9	5	—	5
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 <sup>er</sup> août 1924, art. 3)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Police maritime (Réglementation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. 23-11-39)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Police des rivières et des polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 <sup>er</sup> mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—

## RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Crimes correctionnalisés prévus par le Code Pénal	1310	205	1105	198	6	192	148	9	139	583	110	473	172	57	115
Délits prévus par le Code Pénal	5778	781	4997	1504	190	1314	1151	125	1026	4684	1040	3644	1486	259	1227
Contraventions de police prévues par le Code Pénal	21	2	19	2	—	2	1	—	1	29	9	20	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales.	2784	451	2333	560	92	468	246	31	215	1753	445	1308	676	217	459
<b>Totaux :</b>	<b>9893</b>	<b>1439</b>	<b>8454</b>	<b>2264</b>	<b>288</b>	<b>1976</b>	<b>1546</b>	<b>165</b>	<b>1381</b>	<b>7049</b>	<b>1604</b>	<b>5445</b>	<b>2340</b>	<b>534</b>	<b>1806</b>
<b>Totaux en</b> { 1941	9919	1530	8389	2766	270	2496	1633	220	1413	8847	2476	6371	2803	731	2072
{ 1940	8945	832	8113	2611	93	2518	1117	144	973	9406	2270	7136	1630	197	1433
{ 1939	7220	765	6455	1722	105	1617	689	57	632	5631	1191	4440	1551	165	1386

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	4	2	2	—	—	—	1	1	—
5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1	—	1	5	4	1	22	19	3	—	—	—	16	8	8	4	2	2	14	9	5	20	19	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

communications

—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—	2	1	1	6	—	6	1	—	1	7	2	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	4	6	51	21	30	3	—	3	—	—	—	29	12	17	22	6	16	7	3	4	5	5	—
—	—	—	6	1	5	1	—	1	2	—	2	11	2	9	4	1	3	12	—	12	14	3	11
—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	7	4	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

JUGÉES EN PREMIER RESSORT

152	20	132	344	50	294	842	164	678	429	73	356	309	47	262	173	41	132	165	23	142	147	18	129
1935	370	1565	3594	532	3062	3034	493	2541	1776	397	1379	4857	825	4032	2666	410	2256	2763	425	2338	2587	613	1974
24	5	19	26	7	19	6	1	5	10	1	9	36	22	14	13	1	12	33	9	24	67	10	57
499	120	379	1027	240	787	1179	152	1027	542	63	479	2690	637	2053	956	177	779	2130	604	1526	947	351	596
2610	515	2095	4991	829	4162	5061	810	4251	2757	534	2223	7892	1531	6361	3808	629	3179	5091	1061	4030	3748	992	2756
2671	550	2121	4165	896	3269	7046	1359	5687	2066	396	1670	3383	701	2682	3470	1027	2443	5496	1260	4236	4670	1609	3061
2141	209	1932	2767	357	2410	5077	745	4332	1276	198	1078	3051	504	2547	1940	417	1523	3082	617	2465	2532	522	2010
1133	175	958	2425	357	2068	2515	386	2129	848	139	709	3065	449	2616	1373	231	1142	3076	671	2405	3089	502	2587

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (A. 12-6-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934. A. du 21-1-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. AA. RR. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Déclaration pour subvention, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	10	3	7	5	5	—	—	—	—	12	8	4	1	1	—
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

## 6. — Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou Vicinaux (Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.)	1	—	1	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Tramways (AA. RR. 2-12-02, 27-1-31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	56	18	38	4	1	3	14	—	14	26	5	21	—	—	—
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	6	2	4	4	1	3	8	—	8	13	1	12	—	—	—
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 <sup>er</sup> août 1924, art. 3)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police maritime (Réglementation)	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. 23-11-39)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et des polders	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 <sup>er</sup> mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	—	3	—	—	—

## RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Crimes correctionnalisés prévus par le Code Pénal	142	29	113	63	3	60	59	1	58	721	64	657	155	24	131
Délits prévus par le Code Pénal	1751	214	1537	750	141	609	987	149	838	3740	306	3434	1423	211	1212
Contraventions de police prévues par le Code Pénal	32	7	25	4	1	3	20	—	20	8	—	8	7	—	7
Infractions prévues par des lois spéciales.	968	149	819	275	100	175	354	18	336	781	79	702	262	49	213
<b>Totaux :</b>	<b>2893</b>	<b>399</b>	<b>2494</b>	<b>1092</b>	<b>245</b>	<b>847</b>	<b>1420</b>	<b>168</b>	<b>1252</b>	<b>5250</b>	<b>449</b>	<b>4801</b>	<b>1847</b>	<b>284</b>	<b>1563</b>
<b>Totaux en</b> { 1941	3426	565	2861	1184	332	852	1399	159	1240	4905	545	4360	1756	340	1416
{ 1940	2471	246	2225	751	191	560	1512	193	1319	3765	268	3497	733	150	583
{ 1939	1535	290	1245	545	103	442	789	101	628	2633	273	2360	393	77	316

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
																		1			1		
10	10	—	2	—	2	11	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	5	5	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

communications

—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	2	1	1	15	4	11	1	—	1	—	—	—	9	2	7	12	6	6	—	—	—
1	—	1	7	—	7	7	—	7	2	1	1	—	—	—	4	—	4	2	1	1	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—

JUGÉES EN PREMIER RESSORT

108	12	96	246	26	220	174	47	127	55	14	41	59	7	52	86	19	67	219	26	193	149	13	136
781	138	643	1929	320	1609	1942	272	1670	629	92	537	363	44	319	739	128	611	1518	247	1271	1063	183	880
7	—	7	9	2	7	14	2	12	2	—	2	4	1	3	7	1	6	8	1	7	6	1	5
218	57	161	785	106	679	626	65	561	247	48	199	146	36	110	459	123	336	379	65	314	431	114	317
1114	207	907	2969	454	2515	2756	386	2370	933	154	779	572	88	484	1291	271	1020	2124	339	1785	1649	311	1338
1261	220	1041	3855	871	2984	2496	572	1924	1093	192	901	952	211	741	1174	400	774	2396	465	1931	1738	583	1155
933	159	774	1945	327	1618	1314	158	1156	392	39	353	564	132	432	397	85	312	1423	205	1218	764	130	634
862	118	744	1267	222	1045	1091	217	874	339	37	302	263	50	213	494	109	385	901	137	764	572	94	478

Tabelau n° 18bis\* . — PRÉVENUS JUGÉS EN DEGRÉ D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL  
Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
<b>Infractions jugées en degré d'appel</b>															
Délits prévus par le Code pénal	5	2	3	12	5	7	9	1	8	5	2	3	4	1	3
Contraventions de police prévues par le Code pénal	33	9	24	2	2	—	—	—	—	10	3	7	4	4	—
Infractions prévues par des lois spéciales	112	36	76	18	11	17	18	4	14	58	23	35	50	45	5
<i>Totaux :</i>	150	47	103	32	18	14	27	5	22	73	28	45	58	50	8
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort</i>	9893	1439	8454	2264	288	1976	1546	165	1381	7049	1604	5445	2340	534	1806
<b>Récapitulation générale</b>															
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel</i>	10043	1486	8557	2296	306	1990	1573	170	1403	7122	1632	5490	2398	584	1814
<i>Totaux en</i> { 1941	10129	1591	8538	2786	276	2510	1705	233	1472	8988	2549	6439	2839	745	2094
{ 1940	9273	944	8329	2638	104	2534	1165	150	1015	9613	2371	7242	1676	211	1465
{ 1939	7755	870	6885	1802	139	1663	773	82	691	6047	1392	4655	1612	184	1428

Tableau n° 18bis (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1bis	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus 41	Acquittés 42	Condamnés 43	Total des prévenus 44	Acquittés 45	Condamnés 46	Total des prévenus 47	Acquittés 48	Condamnés 49	Total des prévenus 50	Acquittés 51	Condamnés 52	Total des prévenus 53	Acquittés 54	Condamnés 55
<b>Infractions jugées en degré d'appel</b>															
Délits prévus par le Code pénal	11	3	8	1	—	1	—	—	—	143	53	90	56	21	35
Contraventions de police prévues par le Code pénal	5	4	1	3	—	3	—	—	—	22	10	12	14	7	7
Infractions prévues par des lois spéciales	16	4	12	7	5	2	4	—	4	140	47	93	18	2	16
<i>Totaux :</i>	32	11	21	11	5	6	4	—	4	305	110	195	88	30	58
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort</i>	2893	399	2494	1092	245	847	1420	168	1252	5250	449	4801	1847	284	1563
<b>Récapitulation générale</b>															
<i>Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel</i>	2925	410	2515	1103	250	853	1424	168	1256	5555	559	4996	1935	314	1621
<i>Totaux en</i> { 1941	3476	575	2901	1196	336	860	1403	160	1243	5292	660	4632	1811	363	1448
{ 1940	2555	282	2273	760	193	567	1531	197	1334	4208	394	3814	788	176	612
{ 1939	1671	329	1342	580	114	466	818	109	709	2642	515	2877	512	117	395

\* Ce tableau localise par arrondissement les résultats statistiques énoncés au tableau n° 17.



PENDANT L'ANNÉE, ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS et le RÉSULTAT DES POURSUITES tribunal en premier ressort et en degré d'appel

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	8	2	6	37	13	24	7	2	5	47	22	25	10	3	7	12	3	9	14	5	9
2	1	1	5	—	5	12	7	5	3	1	2	13	8	5	11	2	9	23	5	18	17	11	6
6	1	5	58	13	45	42	22	20	9	5	4	43	23	20	12	2	10	25	9	16	49	18	31
8	2	6	71	15	56	91	42	49	19	8	11	103	53	50	33	7	26	60	17	43	80	34	46
2610	515	2095	4991	829	4162	5061	810	4251	2757	534	2223	7892	1531	6361	3808	629	3179	5091	1061	4030	3748	992	2756
2618	517	2101	5062	844	4218	5152	852	4300	2776	542	2234	7995	1584	6411	3841	636	3205	5151	1078	4073	3828	1026	2802
2696	555	2141	4215	912	3303	7163	1393	5770	2107	411	1696	3480	748	2732	3497	1043	2454	5532	1271	4261	4695	1622	3073
2162	215	1947	2848	378	2470	5188	781	4407	1310	208	1102	3202	546	2656	1991	437	1554	3163	649	2514	2607	550	2057
1168	179	989	2577	415	2162	2748	467	2281	915	161	754	3326	543	2783	1431	254	1177	3199	712	2487	3262	548	2714

VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
21	8	13	11	1	10	16	7	9	14	3	11	3	—	3	14	5	9	30	8	22	46	23	23
9	5	4	18	18	—	6	2	4	3	—	3	9	—	9	—	—	—	12	4	8	16	9	7
13	4	9	7	1	6	7	3	4	3	—	3	3	—	3	13	3	10	30	15	15	17	8	9
43	17	26	36	20	16	29	12	17	20	3	17	15	—	15	27	8	19	72	27	45	79	40	39
1114	207	907	2969	454	2515	2756	386	2370	933	154	779	572	88	484	1291	271	1020	2124	339	1785	1649	311	1338
1157	224	933	3005	474	2531	2785	398	2387	953	157	796	587	88	499	1318	279	1039	2196	366	1830	1728	351	1377
1318	243	1075	3877	876	3001	2535	587	1948	1104	197	907	957	211	746	1191	407	784	2490	499	1991	1790	615	1175
981	171	810	1981	339	1642	1368	169	1199	415	49	366	570	132	438	421	95	326	1489	229	1260	799	136	663
1037	190	847	1328	240	1088	1174	239	935	363	39	324	296	63	233	549	134	415	1018	173	845	656	131	525

TABLEAU n° 19

Ce tableau donne au sujet des condamnés par les tribunaux correctionnels quelques renseignements d'ordre technique, qui ne manquent pas d'importance, depuis l'augmentation considérable de la criminalité dans le royaume.

Il répartit en premier lieu les condamnés en

primaires et en récidivistes et à cet égard l'augmentation massive en 1940 et continue depuis, des primaires est à retenir.

Les chiffres ci-après en fournissent les proportions d'ensemble dans les cinq dernières années.

## CONDAMNÉS EN CORRECTIONNELLE.

AN- NÉES	Au total		Primaires		Récidivistes	
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1938	38,822	100	22,571	58.15	16,251	41.85
1939	39,000	100	21,794	55.90	17,206	44.10
1940	53,151	100	33,416	62.85	19,735	37.15
1941	68,090	100	43,289	63.60	24,801	36.40
1942	70,274	100	44,860	63.85	25,414	36.15

Il établit ensuite l'échelle des peines infligées dans une division détaillée et vient ainsi compléter les résultats émis dans les tableaux n°s 16 et 18.

Dans l'introduction du tableau n° 16, il a été constaté qu'en 1942 les condamnations à l'em-

prisonnement se sont considérablement majorées, tant au point de vue absolu que proportionnel.

Les chiffres et les proportions, par catégories, des condamnés à l'emprisonnement, pour les cinq dernières années, se présentent comme suit :

ANNÉES	CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CONDITIONNEL D'UNE DURÉE DE											
	Moins de 8 jours		8 jours à moins de 1 mois		1 mois à moins de 3 mois		3 mois à moins de 6 mois		6 mois		Au total	
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1938	9	0.22	1.806	44.22	1.587	38.87	648*	15.86	34	0.83	4,084	100**
1939	7	0.18	1,564	40.36	1,520	39.23	724	18.68	60	1.55	3,875	100
1940	19	0.36	2,261	42.78	2,128	40.28	827	15.65	49	0.93	5,284	100
1941	10	0.12	3,446	41.19	3,494	41.77	1,302	15.56	114	1.36	8,366	100
1942	6	0.05	4,427	38.69	4,860	42.47	2,088	18.25	62	0.54	11,443	100

\* Chiffre corrigé de celui paru dans « La Statistique Judiciaire de la Belgique 1941 », page 98.

AN- NÉES	CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT NON CONDITIONNEL D'UNE DURÉE DE																	
	Moins de 8 jours		8 jours à - de 1 mois		1 mois à - de 3 mois		3 à 6 mois		plus de 6 m. à - de 1 an		1 an à moins de 3 ans		3 ans à - de 5 ans		5 ans et plus		Au total	
	N. abs.	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
1938	27	0.30	2,537	28.44	3,070	34.41	2,098	23.51	362	4.06	663	7.43	117	1.31	48	0.54	8,922	100
1939	41	0.43	2,510	26.18	3,074	32.07	2,486	25.94	452	4.72	844	8.80	144	1.50	35	0.36	9,586	100
1940	30	0.26	3,165	27.32	4,163	35.93	2,883	24.89	503	4.35	670	5.78	123	1.06	48	0.41	11,585	100
1941	18	0.13	3,223	22.43	4,667	32.49	4,054	28.22	746	5.19	1,485	10.34	120	0.83	53	0.37	14,366	100
1942	17	0.08	4,049	19.58	5,750	27.80	6,057	29.28	965	4.67	3,589	17.35	184	0.89	73	0.35	20,684	100

On y voit : pour les condamnés à l'emprisonnement conditionnel, une augmentation constante des condamnés pour un terme de 1 à moins de 3 mois, et une augmentation massive en 1942 de ceux frappés de 3 à moins de 6 mois. Ces augmentations correspondent à une diminution proportionnelle des condamnés à des peines moindres (colonnes 3 et 5);

pour les condamnés à l'emprisonnement non conditionnel : une diminution proportionnelle des peines inférieures à 3 mois (colonnes 2 à 7); une

augmentation constante de l'application de 3 à 6 mois de prison (colonnes 8 et 9); des augmentations massives en 1941 et 1942 des peines de 1 à moins de 3 ans de prison (colonnes 12 et 13), l'application de la loi sur l'abattage clandestin n'y est pas étrangère.

Parmi les peines de 5 ans et plus, qui augmentent en nombre (col. 16), il y a lieu de compter celles qui pourraient avoir été infligées par les tribunaux correctionnels siégeant en conseils de guerre.



JUGEANT EN PREMIER RESSORT. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires

CONDAMNÉS													CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT								À L'AMENDE					l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement		
simple de								conditionnelle de		simple de				Loi du 27-11-1891 art. 14	Loi du 15-5-1912 art. 37	Loi du 9-4-1930 art. 25
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	22				
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21					
14	30	527	107	508	350	144	2	744	67	1,363	43	81	—	1	—	
15	54	444	106	534	469	230	—	17	19	1,144	36	51	—	1	20	
29	84	971	213	1,042	819	374	2	761	86	2,507	79	132	—	2	20	
1	3	84	36	68	23	13	—	368	61	179	4	12	—	1	—	
—	—	76	35	78	73	95	—	19	5	263	12	16	—	—	2	
1	3	160	71	146	96	108	—	387	66	442	16	28	—	1	2	
—	1	56	16	43	35	74	1	359	56	131	2	9	—	2	—	
1	4	35	18	50	48	69	—	25	4	140	10	6	—	—	1	
1	5	91	34	93	83	143	1	384	60	271	12	15	—	2	1	
3	5	138	28	185	166	64	—	558	251	880	177	39	—	—	1	
4	7	128	18	256	442	168	—	33	10	875	106	19	—	—	1	
7	12	266	46	441	608	232	—	591	261	1,755	283	58	—	—	2	
—	1	35	5	30	27	17	—	386	21	465	11	6	—	—	—	
1	3	28	10	27	58	71	—	18	3	317	11	5	—	—	—	
1	4	63	15	57	85	88	—	404	24	782	22	11	—	—	—	
—	1	57	9	77	37	25	2	426	57	574	15	2	—	—	—	
1	—	86	12	75	86	58	—	35	1	278	26	1	—	—	1	
1	1	93	21	152	123	83	2	461	58	852	41	3	—	—	1	
—	5	60	2	73	85	47	—	1,001	273	362	17	22	—	—	—	
1	2	64	19	117	206	223	—	97	22	570	65	13	—	—	3	
1	7	124	21	190	291	270	—	1,098	295	932	82	35	—	—	3	
1	2	50	22	265	124	35	—	954	81	469	17	18	—	—	—	
3	5	72	36	261	387	100	—	116	7	630	33	13	—	—	—	
4	7	122	58	526	511	135	—	1,070	88	1,099	50	31	—	—	—	
—	1	47	6	109	113	44	—	568	47	134	6	7	—	—	—	
1	4	47	7	102	122	114	—	56	5	200	9	4	—	1	—	
1	5	94	13	211	235	158	—	624	52	334	15	11	—	1	—	
—	4	114	36	175	93	86	—	818	21	1,477	11	18	1	1	—	
7	6	135	47	234	220	405	—	67	—	1,319	21	14	—	—	1	
7	10	249	83	409	313	491	—	885	21	2,796	32	32	1	1	1	
—	1	85	16	112	91	72	—	563	52	413	13	6	—	—	—	
—	4	69	5	129	176	135	—	31	4	491	25	6	—	—	—	
—	5	154	21	241	267	207	—	594	56	904	38	12	—	—	—	
1	—	141	19	81	77	99	—	690	141	987	33	6	—	—	1	
—	1	106	8	107	148	115	—	46	11	737	46	5	—	—	—	
1	1	247	27	188	225	214	—	736	152	1,724	79	11	—	—	1	
1	5	45	40	68	40	24	—	512	321	298	58	17	1	1	—	
—	4	49	52	73	127	79	—	44	15	462	114	17	—	—	—	
1	9	94	92	141	167	103	—	556	336	760	172	34	1	1	—	
—	—	80	20	226	29	13	—	474	70	298	27	8	—	1	—	
4	3	76	35	198	57	58	—	32	2	382	37	5	1	—	1	
4	3	156	55	424	86	71	—	506	72	680	64	13	1	1	1	
—	—	7	7	33	19	5	—	181	41	129	9	1	—	—	—	
—	—	13	14	62	34	12	—	11	1	142	11	4	—	—	—	
—	—	20	21	95	53	17	—	192	42	271	20	5	—	—	—	

Tableau n° 19 (suite).

ARRONDISSEMENTS	Totaux des préve- nus	Nombres des acquit- tés	Nombres des condam- nés	conditionnel de					
				6 mois	3 mois à moins de 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	
				5	6	7	8	9	
Ypres	—	—	809	—	49	24	42	—	
	—	—	443	—	1	1	1	—	
	<i>Total :</i>	1,420	168	1,252	—	50	25	43	—
Liège	—	—	2,998	—	140	391	407	—	
	—	—	1,803	—	6	22	30	—	
	<i>Total :</i>	5,250	449	4,801	—	146	413	437	—
Huy	—	—	1,107	—	13	62	133	—	
	—	—	456	—	1	3	11	—	
	<i>Total :</i>	1,847	284	1,563	—	14	65	144	—
Verviers	—	—	577	—	13	59	59	—	
	—	—	330	—	—	3	3	—	
	<i>Total :</i>	1,114	207	907	—	13	62	62	—
Tongres	—	—	1,610	1	42	102	152	—	
	—	—	905	—	1	3	18	—	
	<i>Total :</i>	2,969	454	2,515	1	43	105	170	—
Hasselt	—	—	1,541	—	17	101	104	—	
	—	—	829	—	1	7	5	—	
	<i>Total :</i>	2,756	386	2,370	—	18	108	109	—
Arlon	—	—	528	2	24	62	56	—	
	—	—	251	—	2	4	4	—	
	<i>Total :</i>	933	154	779	2	26	66	60	—
Marche-en-Famenne	—	—	297	4	5	25	23	—	
	—	—	187	—	—	3	4	—	
	<i>Total :</i>	572	88	484	4	5	28	27	—
Neufchâteau	—	—	620	6	17	71	28	—	
	—	—	400	—	2	4	1	—	
	<i>Total :</i>	1,291	271	1,020	6	19	75	29	—
Namur	—	—	1,110	5	57	133	169	4	
	—	—	675	—	4	9	18	—	
	<i>Total :</i>	2,124	339	1,785	5	61	142	187	4
Dinant	—	—	791	2	15	57	89	—	
	—	—	547	—	—	2	3	—	
	<i>Total :</i>	1,649	311	1,338	2	15	59	92	—
LE ROYAUME :	—	—	44,860	61	1,968	4,596	4,138	6	
	—	—	25,414	1	120	264	289	—	
	<i>Total général :</i>	84,960	14,686	70,274	62	2,088	4,860	4,427	6
Totaux généraux en	1941	18,480	68,090	114	1,302	3,494	3,446	10	
	1940	9,388	53,151	49	827	2,128	2,261	19	
	1939	7,021	39,000	60	724	1,520	1,564	7	

## Récapitulation des condamnés

Condamnés	à l'emprisonnement	conditionnel	de plus de 6 mois	
		sans condition		de 6 mois et moins
		conditionnelle.		
	à l'amende	simple		

Total des condamnés :

CONDAMNÉS												CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT								À L'AMENDE				l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement		
simple de								conditionnelle de		simple de			Loi du 27-11-1891 art. 14-23	Loi du 15-5-1912 art. 37-24	Loi du 9-4-1930 art. 25-25
5 ans et plus 10	3 ans à moins de 5 ans 11	1 an à moins de 3 ans 12	plus de 6 mois à moins de 1 an 13	3 mois à 6 mois 14	1 mois à moins de 3 mois 15	8 jours à moins de 1 mois 16	moins de 8 jours 17	26 fr. et plus 18	moins de 26 fr. 19	26 fr. et plus 20	moins de 26 fr. 21				
1	4	21	5	49	15	12	—	206	159	187	35	9	—	—	—
1	3	14	5	53	59	36	—	9	16	191	53	2	—	—	—
2	7	35	10	102	74	48	—	215	175	378	88	11	—	—	—
—	4	74	16	202	140	60	—	1,198	145	208	13	35	—	—	1
3	3	121	56	315	312	199	—	84	7	601	44	33	2	—	5
3	7	195	72	517	452	259	—	1,282	152	809	57	68	2	—	6
—	—	25	2	17	53	18	—	555	93	115	21	2	1	—	—
—	1	38	3	32	63	93	—	29	2	169	11	4	—	—	1
—	1	63	5	49	116	111	—	584	95	284	32	6	1	—	1
—	1	20	3	38	46	8	—	165	18	135	12	4	—	—	—
—	—	15	3	47	57	36	—	17	1	140	8	3	—	—	—
—	1	35	6	85	103	44	—	182	19	275	20	7	—	—	—
1	4	41	14	104	83	77	—	456	114	299	120	17	—	—	—
2	2	40	12	115	101	132	1	21	3	378	76	6	—	—	1
3	6	81	26	219	184	209	1	477	117	677	196	23	—	—	1
2	1	43	6	78	141	97	2	345	171	394	39	8	—	—	—
1	1	42	5	68	144	132	—	15	6	353	49	7	—	—	—
3	2	85	11	146	285	229	2	360	177	747	88	15	—	—	—
1	—	10	2	38	24	17	—	195	19	73	5	1	—	1	—
—	—	13	2	44	41	33	—	12	2	92	2	1	—	—	1
1	—	23	4	82	65	50	—	207	21	165	7	2	—	1	1
—	—	16	—	13	19	21	3	69	16	70	13	1	—	—	—
—	—	11	—	16	36	24	5	7	—	57	24	1	—	—	—
—	—	27	—	29	55	45	8	76	16	127	37	2	—	—	—
1	1	16	—	43	33	9	—	165	55	168	7	1	—	—	—
—	1	25	—	57	68	46	—	16	1	163	16	1	—	—	—
1	2	41	—	100	101	55	—	181	56	331	23	2	—	—	—
—	—	28	14	74	77	32	—	312	22	161	22	15	1	—	—
—	1	53	19	114	113	126	—	17	1	187	13	12	—	—	1
—	1	81	33	188	190	158	—	329	23	348	35	27	1	—	1
—	—	9	2	90	72	49	1	189	41	166	9	12	—	—	—
1	1	10	5	94	91	98	—	11	—	213	18	5	—	—	1
1	1	19	7	184	163	147	1	200	41	379	27	17	—	—	1
27	74	1,829	433	2,799	2,012	1,162	11	12,457	2,413	10,135	739	357	4	8	3
46	110	1,760	532	3,258	3,738	2,887	6	885	148	10,494	876	254	3	2	40
73	184	3,589	965	6,057	5,750	4,049	17	13,342	2,561	20,629	1,615	611	7	10	43
53	120	1,485	746	4,054	4,667	3,223	18	13,683	2,140	27,682	1,853	583	4	6	73
48	123	670	503	2,883	4,163	3,165	30	11,508	3,526	18,617	2,631	542	10	2	75
35	144	844	452	2,486	3,074	2,510	41	9,103	2,630	11,498	2,308	1,001	11	8	105

jugés en premier ressort

En 1942	En 1941	En 1940	En 1939
11,443	8,366	5,284	3,875
4,811	2,404	1,344	1,475
15,873	11,962	10,241	8,111
15,903	15,823	15,034	11,733
22,244	29,535	21,248	13,806
<b>70,274</b>	<b>68,090</b>	<b>53,151</b>	<b>39,000</b>

Tableau n° 20. — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE

## A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle) 1	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL 8
	6 mois 2	1 an 3	2 ans 4	3 ans 5	4 ans 6	5 ans 7	
Amende . . . . .	3	22	31	623	—	221	900
Emprisonnement de :							
8 jours à moins de 1 mois	—	9	10	168	—	54	241
1 mois à moins de 3 mois	—	3	8	215	—	93	319
3 mois à moins de 6 mois	—	—	5	102	—	81	188
6 mois et plus . . . . .	—	1	1	92	—	74	168
<i>Total :</i>	3	35	55	1,200	—	523	1,816
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	—	8	31	793	—	550	1,382
1940 . . . . .	1	18	20	574	—	389	1,002
1939 . . . . .	—	22	28	480	—	380	910

## B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle) 1	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL 8
	3 mois et moins 2	plus de 3 mois à 6 mois 3	plus de 6 mois à 1 an 4	plus de 1 an à 2 ans 5	plus de 2 ans à 3 ans 6	plus de 3 ans 7	
Amende simple . . . . .	—	3	39	15	1	1	59
» conditionnelle . . . . .	—	2	47	6	1	3	59
Emprisonnement simple . . . . .	—	3	52	8	1	—	64
» conditionnel . . . . .	—	1	51	2	—	—	54
<i>Total :</i>	—	9	189	31	3	4	236
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	—	11	144	11	1	1	168
1940 . . . . .	2	5	76	6	—	—	89
1939 . . . . .	1	6	82	25	6	1	121



## COURS D'APPEL

---

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940, modifié par celui du 16 novembre 1942, les affaires de la compétence de la Cour Militaire leur sont déférées depuis la suspension du fonctionnement de celle-ci.

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ces cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président. (Code d'instruction crimi-

nelle, art. 479, 481 et 483, loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience. (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

---

Tableau n° 21. — AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL.  
NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOM- BRE des préve- nus jugés
	à juger			terminées			restant à juger à la fin de l'année	contra- dic- toires	par défaut	contra- dic- toires à l'égard de cer- tains préve- nus, par dé- faut à l'égard des autres	TOTAL	confir- matifs	infir- matifs en tout ou en partie	
	pen- dantes au 1 <sup>er</sup> jan- vier	portées devant la cour durant l'année	TOTAL	par arrêt	rayées du rôle, dispa- rues par junc- tion, etc.	TOTAL								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles . . . . .	473	2,757	3,230	2,612	9	2,621	609	2,244	104	264	2,612	1,200	1,412	3,658
Gand . . . . .	599	2,066	2,665	1,587	—	1,587	1,078	1,322	140	125	1,587	613	974	2,542
Liège . . . . .	79	1,169	1,248	1,133	—	1,133	115	892	158	83	1,133	404	729	2,021
<i>Totaux :</i>	1,151	5,992	7,143	5,332	9	5,341	1,802	4,458	402	472	5,332	2,217	3,115	8,221
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	1,176	5,848	7,024	5,866	7	5,873	1,151	5,023	532	311	5,866	2,626	3,240	8,710
{ 1940 . . . . .	1,021	4,136	5,157	3,981	—	3,981	1,176	3,411	336	234	3,981	1,660	2,321	5,793
{ 1939 . . . . .	987	4,341	5,328	4,300	7	4,307	1,021	3,693	422	185	4,300	2,177	2,123	6,612

## COURS D'ASSISES\*

---

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, réclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

L'article 6 de la loi du 30 avril 1919 porte que « Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs cours d'assises dans la même province. Ces cours siègent concurremment, soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux des différents arrondissements judiciaires ».

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi.

Le jury est appelé à décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquiescement.

La loi du 23 août 1919 a étendu les pouvoirs du jury en le faisant participer à l'application des peines. En vertu de cette loi, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le jury d'un fait défendu par une loi pénale, la cour se rend avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le président de la cour, délibère sur la peine à prononcer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

*Rédaction des tableaux.* — Dans le tableau où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, les individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple, un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

---

\* Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 29<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 12, décembre 1943 : « Les Cours d'Assises et la répression des crimes », pages 442 et suiv.

Tableau n° 22. — APERÇU GÉNÉRAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.

PROVINCES	NOMBRE total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		NOMBRE total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugés contradictoirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	3	2	—	1	—	3
Anvers	1	1	—	—	—	1
Hainaut	5	5	—	—	—	5
Flandre orientale (1)	5	5	—	—	—	10
Flandre occidentale	1	1	—	—	—	3
Liège	3	3	—	—	—	3
Limbourg	3	3	—	—	—	3
Luxembourg	—	—	—	—	—	—
Namur (2)	1	1	—	—	—	1
<i>Le Royaume :</i>	22	21	—	1	—	29
<i>Totaux en</i> { 1941	23	22	—	1	—	32
{ 1940	32	32	—	—	—	38
{ 1939	33	32	—	1	—	36

(1) Non compris une affaire en poursuite de juré, ne s'étant pas rendu à l'audience sur citation notifiée (art. 396 C. I. C.).

(2) Non compris une affaire d'assassinat dans laquelle l'action publique a été déclarée éteinte, l'accusé étant décédé.

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES														DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE							
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT														ACCUSÉS JUGÉS PAR CONTUMACE							
	Nombre total	Acquittés	Internés	de mort	Condamnés à la peine										de l'emprisonnement	de l'amende	Nombre total	Acquittés	Condamnés			
					des travaux forcés			de la détention			de l'emprisonnement											
					à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps		de la réclusion	de 6 mois et plus	de moins de 6 mois	de 6 mois						de l'amende	Nombre total	Acquittés
6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
Brabant	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Anvers	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	5	2	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale	10	1	—	1	1	3	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	3	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	28	5	—	5	2	7	1	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—

Tableau n° 23. — AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION  1	Total des accusés 2	Acquittés 3	Internés 4	Total des condamnés 5	CONDAMNÉS À LA PEINE													Condam- nés à la peine access- oire		
					de mort 6	des travaux forcés			de la détention		de la ré- clusion		de l'emprisonnement				de l'amende 18	de l'interdiction de la mise à dispos. du gouvernement 19	20	
						à perpétuité 7	de 15 ans et plus de 10 ans à moins de 15 ans 8	de 10 ans à moins de 15 ans 9	perpétuelle 10	à temps		de 10 ans et plus de 5 ans à moins de 10 ans 13	de 5 ans à moins de 10 ans 14	de 3 ans et plus de 6 mois à moins de 3 ans 15	de 6 mois à moins de 3 ans 16	de moins de 6 mois 17				
										extraordinaire 11	ordinaire 12									
<b>INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES</b>																				
<b>Crimes</b>																				
Assassinat, 394 . . . . .	8	2	—	6	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—
Assassinat (tentative d'), 394, 52 .	3	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Assassinat (complicité), 394, 69 . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, 396	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Infanticide d'enfant légitime, 396 .	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393 . . . . .	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—
Meurtre pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475 . . . . .	7	—	—	7	4	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans, 375, §§ 1 et 2 . . . . .	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
<i>Totaux :</i>	25	5	—	20	5	2	7	1	—	—	—	1	—	2	2	—	—	—	17	—
<b>INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS</b>																				
<b>Crimes</b>																				
Incendie de lieux habités la nuit, 510, 513 . . . . .	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon de billets de banque, 173 à 176 . . . . .	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—
<i>Totaux :</i>	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—
Crimes contre les personnes . . . . .	25	5	—	20	5	2	7	1	—	—	—	1	—	2	2	—	—	—	17	—
Crimes contre les propriétés . . . . .	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—
<b>TOTAUX GÉNÉRAUX :</b>	28	5	—	23	5	2	7	1	—	—	—	1	3	2	2	—	—	—	20	—

Tableau n° 23. — AFFAIRES CRIMINELLES

2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables,

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR  1	Total général des condamnés	ACCUSÉS SANS ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES										
		Total des condamnés	CONDAMNÉS À LA PEINE								Condam. à la peine access.	
			de mort	des trav. forcés		de la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'interdiction	de la mise à la disp. du gov.	
				à per. péni- tentielle	à temps	perpé- tuelle	à temps					
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
<b>INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES</b>												
<b>Crimes</b>												
Assassinat, art. 394 . . . . .	5	4	1	1	2	—	—	—	—	4	—	
Assassinat (tentative), art. 394, 52 . . . . .	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	
Assassinat. (complicité), art. 394, 69 . . . . .	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	
Infanticide d'enfant illégitime, art. 396 . . . . .	2	2	—	—	—	—	—	2	—	1	—	
Meurtre, art. 393 . . . . .	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	
Meurtre pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, art. 475 . . . . .	7	4	2	1	1	—	—	—	—	4	—	
Viol sur enfant de moins de 14 ans, art. 375, §§ 1 et 2 . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Délits</b>												
Port d'armes prohibées, loi du 3 janvier 1933 . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
Rébellion, art. 271 . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Totaux :</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>—</b>	
<b>INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS</b>												
<b>Crimes</b>												
Incendie de lieux habités la nuit, art. 510, 513 . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	
Contrefaçon de billets de banque, art. 173 à 176 . . . . .	2	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	
<b>Totaux :</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	
Crimes et délits contre les personnes . . . . .	20	14	3	2	5	—	—	1	3	12	—	
Crimes contre les propriétés . . . . .	3	3	—	—	—	—	—	3	—	3	—	
<b>TOTAUX GÉNÉRAUX :</b>	<b>23</b>	<b>17</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>—</b>	



Tableau n° 24. — AFFAIRES JUGÉES PAR CONTUMACE

NATURE DES CRIMES 1	TOTAL des accu- sés 2	Ac- quit- tés 3	CONDAMNÉS À LA PEINE									CONDAMNÉS à la peine accessoire		
			de mort 4	DES TRAVAUX FORCÉS			DE LA DÉTENTION		de la réclu- sion 11	de l'em- pri- sonne- ment 12	de l'a- mende 13	de l'inter- dic- tion 14	de la mise à dispos. du gou- vern <sup>t</sup> 15	
				à perpé- tuité 5	de 15 ans et plus 6	de 10 ans à moins de 15 ans 7	perpé- tuelle 8	à temps extra- ordi- naire 9      ordi- naire 10						
<i>Nihil :</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1940 . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1939 . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau n° 25. — DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE.

NATURE DES INFRACTIONS 1	TOTAL des prévenus 2	Acquittés 3	CONDAMNÉS À UN EMPRISONNEMENT				Con- damnés à l'amende 8	CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de 3 ans ou plus 4	de 6 mois à moins de 3 ans 5	de moins de 6 mois 6	condi- tionnel 7		de l'interdic- tion 9	de la mise à disposi- tion du gouverne- ment 10
<b>BRABANT</b>									
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, art. 383	1	1	-	-	-	-	-	-	-
<i>Totaux :</i>	1	1	-	-	-	-	-	-	-
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	8	2	-	-	2	4	-	-	-
1940 . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1939 . . . . .	4	4	-	-	-	-	-	-	-



## CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE

---

Le fonctionnement de ces juridictions est suspendu depuis le mois de mai 1940. Il y a lieu de se reporter à ce sujet à ce qui a été dit dans la « Statistique Judiciaire de la Belgique », publi-

cation décennale 1931-1940, pages 102 à 110. Les numéros des tableaux 26 et 27 portant sur ces juridictions n'ont pas été attribués à d'autres matières, de sorte qu'ils restent réservés.

---

## COUR DE CASSATION

---

*Compétence.* — Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation. (Loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, art. 132.)

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers. (Art. 120.)

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et trois avocats généraux. (Loi du 12 septembre 1913, art. 4.)

Il y a près de la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints. (Loi du 18 juin 1869, art. 122.)

Les greffiers adjoints portent le titre de greffiers. (Loi du 31 juillet 1920, art. 12.)

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie. (Loi du 25 mars 1876, art. 19.)

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des ministres. (Constitution, art. 95.)

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

---

Tableau n° 28. — COUR DE CASSATION (2° chambre)

NATURE DES ARRÊTS		NOMBRE des arrêts		RÉSULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMÉS PAR		POURVOIS ou demandes restant à juger	
				le ministère public, le gouverneur de province, etc.	les parties		
1		2		3	4	5	
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	5	—	—	5	—
		rejet	—	29	—	29	12
	correctionnelle	cassation	37	—	3	34	—
		rejet	—	427	1	426	239
	de police	cassation	12	—	—	12	—
		rejet	—	36	—	36	114
	disciplinaire	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	2	—	2	—
	pénale militaire.	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	de défense sociale	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	de milice	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	1
électorale	cassation	—	—	—	—	—	
	rejet	—	—	—	—	—	
fiscale	cassation	13	—	5	8	—	
	rejet	—	19	3	16	79	
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	de police	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>		67	513	12	568	445	
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission.	18	—	18	—	2
		rejet	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission.	20	—	20	—	
		rejet	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission.	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	en révision	admission.	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	en vertu de l'article 441, C. I. C.	admission.	4	—	4	—	
		rejet	—	—	—	—	
en poursuite de magis- trats	admission.	—	—	—	—		
	rejet	—	2	2	—		
<i>Totaux :</i>		42	2	44	—	2	
TOTAL GENERAL :		109	515	56	568	447	
TOTAUX GENERAUX EN	1941	174	522	107	589	210	
	1940	73	414	39	448	152	
	1939	105	770	31*	844*	87	

STATISTIQUE  
SUR  
**L'APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE**  
DU 9 AVRIL 1930

---

Pour ce qui concerne l'exposé de cette loi, il y a lieu de se reporter à la page 15 : « Internement des anormaux », et à la page 39 : « Mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et délinquants d'habitude ».

La méthode employée pour l'établissement de la statistique au sujet de l'application de la loi, est greffée sur la tenué du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et

des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation, a permis de confectionner :

Un tableau A dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés et les condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales, avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau B qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiâtriques;

Un tableau C dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau D répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

---

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

## A. — Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentals

JURIDIC- TIONS	NATURE DE L'INFRACTION COMMISE	INCUPLÉS INTERNÉS PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 7									Condamnés internés (Art. 23)		TOTAL des internés en vertu de la loi du 9-4-1930			
		pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux			H	F	H	F	E	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	E*	H	F	H	F	E	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
d'instruction	<i>Crimes contre :</i>															
	La vie et l'intégrité corporelle	—	—	8	1	1	—	9	1	10	—	—	—	—	—	—
	Les mœurs	12	1	7	2	—	—	19	3	22	—	—	—	—	—	—
	La famille (avortement)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Incendie	—	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—
	Faux en écritures	18	—	—	—	—	—	18	—	18	—	—	—	—	—	—
	Vols qualifiés	40	5	2	—	—	—	42	5	47	—	—	—	—	—	—
	Autres crimes	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
	<i>Délits contre :</i>															
	L'intégrité corporelle	14	—	—	—	—	—	14	—	14	—	—	—	—	—	—
	Les mœurs	16	2	—	—	—	—	16	2	18	—	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Vol	53	5	—	—	—	—	53	5	58	—	—	—	—	—	—
	Escroquerie	9	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance	9	2	—	—	—	—	9	2	11	—	—	—	—	—	—	
L'autorité	3	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	
Autres délits	18	3	—	—	—	—	18	3	21	—	—	—	—	—	—	
<i>Total :</i>		194	18	20	3	1	—	215	21	236	—	—	—	—	—	
de jugement	<i>Crimes contre :</i>															
	La vie et l'intégrité corporelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Les mœurs	7	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Faux en écritures	3	1	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—	—
	Vols qualifiés	8	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—	—	—	—
	Autres crimes	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	<i>Délits contre :</i>															
	L'intégrité corporelle	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
	Les mœurs	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Vol	9	1	—	—	—	—	9	1	10	—	—	—	—	—	—
	Escroquerie	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	Abus de confiance	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
	L'autorité	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Autres délits	4	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	
<i>Total :</i>		39	2	—	—	—	—	39	2	41	—	—	—	—	—	
LE ROYAUME :		233	20	20	3	1	—	254	23	277	23	5	277	28	305	
<i>Totaux en</i>	1941	263	11	42	4	10	2	315	17	332	63	2	378	19	397	
	1940	216	12	39	2	3	6	258	20	278	35	—	293	20	313	
	1939	302	23	79	4	13	4	394	31	425	42	1	436	32	468	

\* H = hommes, F = femmes, E = ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

B. — Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques

ANNÉES	NOMBRE de libérations définitives (Art. 20)	NOMBRE de libérations à l'essai (Art. 21)	NOMBRE de révocations (Art. 14 et 21)	NOMBRE de prolongations d'internement (Art. 22)
1	2	3	4	5
1942	126	241	70	6
1941	15	243	34	9
1940	8	300	51	7
1939	25	333	86	19

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

C. — Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	EN VERTU DE L'ARTICLE 25				EN VERTU DE L'ARTICLE 24		TOTAUX		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		H	F	E
	H*	F*	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Crimes contre :</i>									
<i>Les biens :</i>									
Vols qualifiés	5	—	4	—	—	—	9	—	9
Faux en écritures	2	—	—	—	—	—	2	—	2
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Les mœurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Les biens :</i>									
Vol.	7	—	2	—	—	—	9	—	9
Escroquerie	1	—	1	—	—	—	2	—	2
Abus de confiance	—	1	1	—	—	—	1	1	2
L'autorité	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Autres délits</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	15	1	8	—	—	—	23	1	24
<i>Totaux en</i> { 1941	33	1	38	1	—	—	71	2	73
1940	16	2	31	2	—	—	47	4	51
1939	41	2	45	2	—	—	86	4	90

\* H = hommes, F = femmes, E = ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

D. — Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées

SIÈGE 1	INTERNEMENTS			Mises à la disposition du gouvernement 5	ENSEMBLE des mesures en vertu de la loi 6
	Juridictions d'instruction 2	Juridictions de jugement 3	Total 4		
COURS D'ASSISES					
	—	—	—	—	—
COURS D'APPEL					
Bruxelles	30	11	41	6	47
Gand	3	1	4	—	4
Liège	3	3	6	2	8
<i>Total :</i>	36	15	51	8	59
TRIBUNAUX DE 1 <sup>re</sup> INSTANCE					
Bruxelles	32	9	41	7	48
Louvain	4	—	4	—	4
Nivelles	13	—	13	—	13
Anvers	60	4	64	1	65
Malines	3	—	3	—	3
Turnhout	5	—	5	—	5
Mons	8	—	8	2	10
Charleroi	7	3	10	—	10
Tournai	11	3	14	—	14
Gand	9	—	9	—	9
Audenarde	2	—	2	—	2
Termonde	1	—	1	—	1
Bruges	3	1	4	—	4
Courtrai	1	—	1	1	2
Furnes	1	—	1	—	1
Ypres	3	—	3	1	4
Liège	14	2	16	3	19
Huy	2	—	2	—	2
Verviers	1	—	1	—	1
Tongres	8	—	8	—	8
Hasselt	5	—	5	—	5
Arlon	2	—	2	—	2
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—
Namur	4	2	6	1	7
Dinant	1	2	3	—	3
<i>Total :</i>	200	26	226	16	242
LE ROYAUME :	236	41	277	24	301
<i>Totaux en</i> { 1941	279	53	332	73	405
{ 1940	—	—	—	—	329
{ 1939	—	—	—	—	515

La distinction entre les internements et les mises à la disposition du gouvernement n'a pas été établie pour les années antérieures à 1941.

# STATISTIQUE CRIMINELLE <sup>(1)</sup>

La statistique criminelle donne le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

L'unité employée dans la statistique criminelle est : *l'individu définitivement condamné*.

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits;

En sont exceptés : a) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; b) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les *mauraudages* (art. 557<sup>6</sup>), les *voies de fait* (art. 563<sup>3</sup>), les *dégradations de clôtures* (art. 563<sup>2</sup>). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après :

(1) Lire dans le Bulletin de Statistique, 29<sup>e</sup> année, n° 6, juin 1943, pages 203 et suiv. : « La statistique criminelle et ses méthodes ».

## NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	<p>C. P. art. 101 à 133, 135<i>bis</i> et 142 à 159.            Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815.            Loi sur la désertion, 12 décembre 1817.            Arrêté Royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78<i>bis</i> et 79.            Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858.            Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930.            Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7.            Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203.            Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales (modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38).            Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11.            Loi organique de l'enseignement primaire (<i>A. R. de coordination du 25 octobre 1921</i>), art. 12.            Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (<i>remplaçant l'art. 310 du C. P.</i>).            Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.</p>
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc.	2	<p>C. P. art. 160 à 191, 488.            Code Pénal de 1810, art. 427.            Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1<sup>er</sup> avril 1879, art. 8, 10.            Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.            Arrêté concernant la répression du faux et de certaines autres infractions en matière de timbres et autres titres de ravitaillement, 11 décembre 1942.</p>
Faux en écritures	3	<p>C. P. art. 194 à 214.            Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26.            Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5.            Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de Commerce. Livre I, Titre IX, art. 207 et 208.            Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36.            Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34.            Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3.            Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11.            Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.</p>
Faux témoignage ou serment	4	<p>C. P. art. 215 à 226.            Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.</p>
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	<p>C. P. art. 227 à 231.            Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2.            Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.</p>



DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38 § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 §-1, 297 et 298, 309 à 314.
} peines criminelles et correctionnelles	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
} peines de police		
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
} peines criminelles	15	
} peines correctionnelles		
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382.
Outrage public aux bonnes mœurs	17	C. P. art. 383 à 386bis.
} peines correctionnelles	18	Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
} peines de police		
Adultère et bigamie	19	C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille	20	C. P. art. 391bis.
Meurtre	21	C. P. art. 393 à 397, 475.
} peines criminelles	22	
} peines correctionnelles		
Lésions corporelles volontaires	23	C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
} peines criminelles	24	
} peines correctionnelles	25	
} peines de police		
Duel	26	C. P. art. 423 à 433.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers	27	C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	28	C. P. art. 443 à 452.
	29	
Violation de sépulture	30	C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications	33	C. P. art. 460 et 460bis.
		Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
		Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c).
		Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
Vols et maraudages	34	C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
	35	
	36	
Banqueroute	37	C. P. art. 489 et 490. Arrêté sur le concordat judiciaire, 9 septembre 1940, art. 40 et 41.
Abus de confiance, escroquerie, tromperie		C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis.
	38	Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
	39	Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4.
		Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de Commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1941, art. 22.
Recel	40	C. P. art. 505 et 506.
Incendie	41	C. P. art. 510 à 518.
	42	
Destructions et dommages	43	C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
	44	Lois coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
	45	

Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente-deux groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Pour l'année 1942, une seule disposition pénale nouvelle a été ajoutée à celles déjà antérieurement admises dans la nomenclature, notamment : — au numéro d'ordre 2 :

« l'Arrêté du 11 décembre 1942 concernant » la répression du faux et de certaines autres » infractions en matière de timbres et autres » titres de ravitaillement. »

La statistique criminelle de 1942 porte donc sur la même nomenclature que celle de 1941, l'arrêté ajouté étant de fin d'année et n'ayant pas encore pu recevoir une application relevée par la statistique.

Néanmoins, le nombre total des individus condamnés retenus passe de 49,837 en 1941 à 56,332, soit une augmentation de 13 %, qui ne trouve son explication que dans l'augmentation de la fréquence en 1942 des mêmes délits que ceux envisagés en 1941.

L'accroissement proportionnel de la criminalité féminine, déjà signalé dans la publication de 1941, s'accroît encore.

Les criminels primaires se multiplient tant au point de vue du nombre que de la proportion, l'accroissement de celle-ci est surtout marquante dans le sexe féminin.

La seule régression à constater est celle de la proportion des récidivistes masculins.

C'est ce qui ressort du tableau des chiffres totaux qui suit et établit le rapport entre condamnés hommes et femmes, primaires et récidivistes pour les cinq dernières années.

## INDIVIDUS CONDAMNÉS RETENUS PAR LA STATISTIQUE CRIMINELLE

ANNÉES	SEXES DES CONDAMNÉS	PRIMAIRES		RÉCIDIVISTES		PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES RÉUNIS	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8
1938	Hommes	13,376	39.37	12,905	37.98	26,281	77.35
	Femmes	5,115	15.05	2,582	7.60	7,697	22.65
	<i>Ensemble :</i>	<b>18,491</b>	<b>54.42</b>	<b>15,487</b>	<b>45.58</b>	<b>33,978</b>	<b>100. —</b>
1939	Hommes	12,223	38.32	12,306	38.58	24,529	76.89
	Femmes	4,886	15.31	2,485	7.79	7,371	23.11
	<i>Ensemble :</i>	<b>17,109</b>	<b>53.63</b>	<b>14,791</b>	<b>46.37</b>	<b>31,900</b>	<b>100. —</b>
1940	Hommes	12,636	38. —	11,803	35.49	24,439	73.49
	Femmes	6,242	18.77	2,575	7.74	8,817	26.51
	<i>Ensemble :</i>	<b>18,878</b>	<b>56.77</b>	<b>14,378</b>	<b>43.23</b>	<b>33,256</b>	<b>100. —</b>
1941	Hommes	19,521	39.17	14,139	28.37	33,660	67.54
	Femmes	11,896	23.87	4,281	8.59	16,177	32.46
	<i>Ensemble :</i>	<b>31,417</b>	<b>63.04</b>	<b>18,420</b>	<b>36.96</b>	<b>49,837</b>	<b>100. —</b>
1942	Hommes	22,956	40.75	14,315	25.41	37,271	66.16
	Femmes	14,160	25.14	4,901	8.70	19,061	33.84
	<i>Ensemble :</i>	<b>37,116</b>	<b>65.89</b>	<b>19,216</b>	<b>34.11</b>	<b>56,332</b>	<b>100. —</b>

## RÉDACTION DES TABLEAUX

Les tableaux présentés dans la statistique criminelle constituent chacun l'examen des individus condamnés sous un aspect déterminé.

Ces aspects d'intérêt social se succèdent comme suit :

1. Sexe du condamné.
2. Etat civil du condamné.
3. Profession du condamné.
4. Age du condamné.
5. Arrondissement où l'infraction a été commise.
6. Canton de naissance du condamné, de son domicile et du lieu où les faits ont été commis.
7. Récidive générale et spéciale.
8. Ivrognerie.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit comme suit : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la statistique criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique.

On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

La méthode employée pour la présentation des tableaux n'est pas uniforme; il n'est, en effet, pas possible d'intégrer partout dans un tableau unique à la fois la nature de l'infraction conformément à la nomenclature, la désignation du sexe du condamné, et son état de primaire ou de récidiviste.

Il a fallu, dans la confection des relevés, se soumettre aux possibilités, tout en ayant soin d'adapter la forme au maximum de convenance des consultants de la statistique.

C'est pourquoi il a été jugé utile de faire précéder chaque tableau d'un exposé succinct, indiquant la forme admise et contenant tels remarques ou commentaires qui s'imposent

Il est à noter que dans aucun tableau le n° 26 de la nomenclature, afférent au duel, n'a été reproduit, faute de condamnation pour ce délit.

## TABLEAU n° 30

Ce tableau constitue à la fois le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés.

A cet effet, les nombres des condamnations individuelles et des condamnations décomptées sont mis en rapport avec ceux des condamnés.

Les données doivent permettre un examen général des résultats de la statistique criminelle par sexe, par primaire et récidiviste et par nature d'infractions; il a semblé adéquat de consigner tous les éléments dans un tableau unique, qui a l'avantage d'être complet, puisque l'ensemble des individus condamnés tant que ceux de chacun des deux sexes peuvent être examinés par groupe d'infractions.

Il est à remarquer que le total des condamnations individuelles par groupe ou sous-groupe d'infractions ne peut pas, en général, dépasser le nombre de condamnations de l'espèce énumérées dans l'ensemble de la statistique de l'administration de la Justice.

Il y a lieu de tenir compte, pour la comparaison, des condamnations prononcées par les cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les tribunaux de simple police.

Les condamnations des tribunaux de simple police ne sont pas publiées par espèce d'infraction dans la statistique de l'administration de la justice pénale, néanmoins ces éléments sont enregistrés par l'Office Central de Statistique et peuvent toujours y être obtenus.

Tableau n° 30. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES  
ET DES CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes . . .	9	5	4	9	5	4	—	—	—
		Femmes . . .	1	—	1	—	—	—	1	—	1
		Ensemble : . . .	10	5	5	9	5	4	1	—	1
Contrefaçon ou altéra- tion de : monnaies, effets publics, tim- bres, sceaux, etc. . . .	2	Hommes . . .	79	50	29	76	49	27	3	1	2
		Femmes . . .	39	30	9	36	28	8	3	2	1
		Ensemble : . . .	118	80	38	112	77	35	6	3	3
Faux en écritures . . .	3	Hommes . . .	1,119	770	349	1,079	755	324	40	15	25
		Femmes . . .	415	329	86	405	321	84	10	8	2
		Ensemble : . . .	1,534	1,099	435	1,484	1,076	408	50	23	27
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	Hommes . . .	18	14	4	15	13	2	3	1	2
		Femmes . . .	11	9	2	11	9	2	—	—	—
		Ensemble : . . .	29	23	6	26	22	4	3	1	2
Usurpation de fonc- tions, de titres ou de nom . . . . .	5	Hommes . . .	263	189	74	243	179	64	20	10	10
		Femmes . . .	135	109	26	131	107	24	4	2	2
		Ensemble : . . .	398	298	100	374	286	88	24	12	12
Infractions contre l'or- dre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes	6	Hommes . . .	80	73	7	80	73	7	—	—	—
		Femmes . . .	4	4	—	4	4	—	—	—	—
		Ensemble : . . .	84	77	7	84	77	7	—	—	—
Infractions contre l'or- dre public par des particuliers : <i>peines correctionn<sup>elles</sup></i>	7	Hommes . . .	3,893	2,011	1,882	3,661	1,936	1,725	232	75	157
		Femmes . . .	1,324	874	450	1,252	846	406	72	28	44
		Ensemble : . . .	5,217	2,885	2,332	4,913	2,782	2,131	304	103	201
<i>peines de police</i> . . .	8	Hommes . . .	818	565	253	777	541	236	41	24	17
		Femmes . . .	409	306	103	393	298	95	16	8	8
		Ensemble : . . .	1,227	871	356	1,170	839	331	57	32	25
Infractions contre la sécurité publique . . .	9	Hommes . . .	204	93	111	187	93	94	17	—	17
		Femmes . . .	35	19	16	30	18	12	5	1	4
		Ensemble : . . .	239	112	127	217	111	106	22	1	21
Avortement . . . . .	10	Hommes . . .	15	5	10	15	5	10	—	—	—
		Femmes . . .	65	40	25	65	40	25	—	—	—
		Ensemble : . . .	80	45	35	80	45	35	—	—	—
Exposition ou délaisse- ment d'enfants . . .	11	Hommes . . .	78	33	45	70	29	41	8	4	4
		Femmes . . .	87	62	25	78	54	24	9	8	1
		Ensemble : . . .	165	95	70	148	83	65	17	12	5
Destruction ou supposi- tion d'état . . . . .	12	Hommes . . .	1	1	—	1	1	—	—	—	
		Femmes . . .	1	—	1	1	—	1	—	—	
		Ensemble : . . .	2	1	1	2	1	1	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	Hommes . . .	14	6	8	13	6	7	1	—	1
		Femmes . . .	5	3	2	5	3	2	—	—	
		Ensemble : . . .	19	9	10	18	9	9	1	—	1
Attentats à la pudeur et viols ; <i>peines criminelles</i> . . .	14	Hommes . . .	1	—	1	1	—	1	—	—	
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble : . . .	1	—	1	1	—	1	—	—	
<i>peines correctionn<sup>elles</sup></i>	15	Hommes . . .	303	189	114	296	189	107	7	—	7
		Femmes . . .	15	8	7	15	8	7	—	—	
		Ensemble : . . .	318	197	121	311	197	114	7	—	7



Tableau n° 30 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	No de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- dvi- stes réunis	Pri- maires	Réci- dvi- stes	Pri- maires et réci- dvi- stes réunis	Pri- maires	Réci- dvi- stes	Pri- maires et réci- dvi- stes réunis	Pri- maires	Réci- dvi- stes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Violation du secret des lettres et autres com- munications . . . . .	33	Hommes . . . . .	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Ensemble : . . . . .	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Vols et maraudages : <i>peines criminelles</i> . . . . .	34	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionn<sup>lles</sup></i>	35	Hommes . . . . .	16,905	10,367	6,538	15,803	9,924	5,879	1,102	443	659
		Femmes . . . . .	7,007	5,066	1,941	6,637	4,888	1,749	370	178	192
		Ensemble : . . . . .	23,912	15,433	8,479	22,440	14,812	7,628	1,472	621	851
<i>peines de police</i> . . . . .	36	Hommes . . . . .	2,958	2,126	832	2,739	1,997	742	219	129	90
		Femmes . . . . .	2,114	1,610	504	1,971	1,536	435	143	74	69
		Ensemble : . . . . .	5,072	3,736	1,336	4,710	3,533	1,177	362	203	159
Banqueroute . . . . .	37	Hommes . . . . .	17	10	7	17	10	7	—	—	—
		Femmes . . . . .	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Ensemble : . . . . .	19	12	7	19	12	7	—	—	—
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie : <i>peines correctionn<sup>lles</sup></i>	38	Hommes . . . . .	4,400	2,600	1,800	4,141	2,510	1,631	259	90	169
		Femmes . . . . .	2,905	2,320	585	2,823	2,275	548	82	45	37
		Ensemble : . . . . .	7,305	4,920	2,385	6,964	4,785	2,179	341	135	206
<i>peines de police</i> . . . . .	39	Hommes . . . . .	66	48	18	64	47	17	2	1	1
		Femmes . . . . .	25	22	3	24	21	3	1	1	—
		Ensemble : . . . . .	91	70	21	88	68	20	3	2	1
Recel . . . . .	40	Hommes . . . . .	1,789	986	803	1,688	945	743	101	41	60
		Femmes . . . . .	1,257	891	366	1,220	875	345	37	16	21
		Ensemble : . . . . .	3,046	1,877	1,169	2,908	1,820	1,088	138	57	81
Incendie : <i>peines criminelles</i> . . . . .	41	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionn<sup>lles</sup></i>	42	Hommes . . . . .	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . . . .	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Destruction et dommages : <i>peines criminelles</i> . . . . .	43	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionn<sup>lles</sup></i>	44	Hommes . . . . .	201	122	79	192	118	74	9	4	5
		Femmes . . . . .	39	21	18	34	19	15	5	2	3
		Ensemble : . . . . .	240	143	97	226	137	89	14	6	8
<i>peines de police</i> . . . . .	45	Hommes . . . . .	173	97	76	158	92	66	15	5	10
		Femmes . . . . .	55	39	16	54	38	16	1	1	—
		Ensemble : . . . . .	228	136	92	212	130	82	16	6	10
Totaux :		Hommes . . . . .	39,691	23,926	15,765	37,271	22,956	14,315	2,420	970	1,450
		Femmes . . . . .	19,976	14,613	5,363	19,061	14,160	4,901	915	453	462
		Ensemble : . . . . .	59,667	38,539	21,128	56,332	37,116	19,216	3,335	1,423	1,912
Totaux d'ensemble en	1941 . . . . .		52,504	32,411	20,093	49,837	31,417	18,420	2,667	994	1,673
	1940 . . . . .		34,926	19,336	15,590	33,256	18,878	14,378	1,670	458	1,212
	1939 . . . . .		34,004	17,577	16,427	31,900	17,109	14,791	2,104	468	1,636



TABLEAU n° 31

La forme adoptée est similaire à celle du tableau n° 30 et convient particulièrement à l'examen de l'état civil du condamné.

Elle permet, en effet, de répartir par groupes d'infractions les condamnés primaires et récidivistes en célibataires, mariés, veufs ou divorcés sans enfants ou ayant des enfants, non seulement pour chacun des deux sexes, mais aussi pour les deux sexes réunis.

Prénant en considération les totaux de ces diverses catégories de condamnés et leurs proportions, on constate pour l'année 1942 un phénomène troublant qui mérite d'être retenu.

Alors que depuis 1931 et jusqu'en 1941 la proportion des criminels célibataires était nettement et de façon constante en recul, l'année 1942 fait apparaître, pour la première fois, une augmentation du taux de cette même proportion.

Cette augmentation correspond d'ailleurs à une diminution proportionnelle dans toutes les autres catégories de condamnés, même dans

celles signalées en 1941 pour leur mouvement régulièrement ascendant. (Cf. tableau ci-dessous, colonne 13 en comparaison avec les colonnes 3, 5, 7, 9 et 11.)

Ce phénomène dénote une possibilité de recrudescence de la quantité de criminels dits professionnels.

L'individu qui fait du larcin ou du délit une habitude et qui y cherche ses ressources, débute en général dans cette voie dès sa jeunesse et s'abstient souvent de se marier.

Cette possibilité est corroborée par les chiffres du tableau n° 31 lui-même qui montrent l'augmentation massive des faux en écritures, vols et escroqueries faisant l'objet des condamnations de célibataires; d'un autre côté, par le tableau n° 32 sur la profession des condamnés, qui marque une majoration correspondante des condamnés du sexe masculin sans profession déterminée. (Voir à ce sujet l'introduction au tableau n° 32.)

ETAT CIVIL DES CONDAMNÉS 1	1931		1938		1939		1940		1941		1942	
	Chiffres absolus 2	% 3	Chiffres absolus 4	% 5	Chiffres absolus 6	% 7	Chiffres absolus 8	% 9	Chiffres absolus 10	% 11	Chiffres absolus 12	% 13
Célibataires . . . .	14,025	36.66	10,510	30.94	9,576	30.02	8,432	25.35	12,596	25.28	15,040	26.70
Mariés :												
sans enfants . . .	5,959	15.57	6,093	17.93	5,820	18.24	5,748	17.29	8,220	16.49	9,134	16.21
avec enfants . . .	16,626	43.45	15,619	45.97	14,636	45.88	17,044	51.25	26,221	52.61	29,358	52.12
Veufs :												
sans enfants . . .	318	0.83	355	1.04	354	1.11	387	1.16	589	1.18	590	1.05
avec enfants . . .	760	1.99	652	1.92	720	2.25	914	2.75	1,430	2.87	1,454	2.58
Divorcés :												
sans enfants . . .	262	0.68	431	1.27	432	1.35	411	1.24	468	0.94	419	0.74
avec enfants . . .	244	0.64	262	0.77	325	1.02	274	0.82	310	0.62	331	0.59
Etat civil inconnu .	68	0.18	56	0.16	37	0.12	46	0.14	3	0.01	6	0.01
Total des individus condamnés . . . . .	38,262	100	33,978	100	31,900	100	33,256	100	49,837	100	56,332	100

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS				
			Pri- maires 4	Récidi- vistes 5	sans enfants		avec enfants		
					Pri- maires 6	Récidi- vistes 7	Pri- maires 8	Récidi- vistes 9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	3 — 3	— — —	— — —	— — —	2 — 2	3 — 3	
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc. . . . .	2	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	25 4 29	4 — 4	7 7 14	6 — 6	17 15 32	17 3 20	
Faux en écritures . . . . .	3	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	222 76 298	68 5 73	145 55 200	58 9 67	361 172 533	163 56 219	
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	2 3 5	— — —	4 3 7	— 1 1	7 3 10	2 1 3	
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	108 43 151	20 4 24	17 12 29	12 4 16	51 50 101	28 15 43	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . . . .	6	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	25 4 29	— — —	16 — 16	2 — 2	32 — 32	5 — 5	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	peines correctionn.	Hommes . . . . .	738	345	265	315	898	989
			Femmes . . . . .	172	40	112	75	516	247
peines de police	8	Hommes . . . . .	233	45	69	44	226	129	
		Femmes . . . . .	53	2	42	16	185	71	
Ensemble :			286	47	111	60	411	200	
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	30 2 32	16 1 17	11 4 15	14 1 15	48 10 58	58 9 67	
Avortement . . . . .	10	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	2 14 16	— 1 1	— 8 8	2 5 7	3 16 19	7 13 20	
Exposition ou délaissement d'enfants . . . . .	11	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	1 11 12	2 1 3	3 1 4	— — —	20 40 60	35 22 57	
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	1 — 1	— 1 1	— — —	— — —	— — —	— — —	
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble : . . . . .	3 — 3	2 — 2	— — —	2 — 2	2 2 4	2 2 4	
Attentats à la pudeur et viols	14	peines criminelles .	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	1
			Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—
peines correctionn.	15	Hommes . . . . .	96	25	19	16	64	49	
		Femmes . . . . .	2	2	1	2	5	3	
Ensemble :			98	27	20	18	69	52	

## CIVIL DES CONDAMNÉS

VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires	Réci- distes	Primaires et récidivistes réunis
Pri- maires 10	Réci- distes 11	Pri- maires 12	Réci- distes 13	Pri- maires 14	Réci- distes 15	Pri- maires 16	Réci- distes 17					
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	4	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	4	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	49	27	76
—	2	2	2	—	1	—	—	—	—	28	8	36
—	2	2	2	—	1	—	—	—	—	77	35	112
7	4	13	6	4	17	2	8	1	—	755	324	1,079
6	4	9	5	2	1	1	4	—	—	321	84	405
13	8	22	11	6	18	3	12	1	—	1,076	408	1,484
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	2	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	4	26
1	1	2	2	—	1	—	—	—	—	179	64	243
1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	107	24	131
2	1	3	3	—	1	—	—	—	—	286	88	374
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73	7	80
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77	7	84
5	10	19	33	7	24	4	9	—	—	1,936	1,725	3,661
8	7	34	16	2	9	2	12	—	—	846	406	1,252
13	17	53	49	9	33	6	21	—	—	2,782	2,131	4,913
2	7	8	8	2	3	1	—	—	—	541	236	777
2	—	13	5	—	1	3	—	—	—	298	95	393
4	7	21	13	2	4	4	—	—	—	839	331	1,170
2	1	2	5	—	—	—	—	—	—	93	94	187
2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	18	12	30
4	2	2	5	—	—	—	—	—	—	111	106	217
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	5	10	15
—	—	1	5	—	—	—	1	1	—	40	25	65
—	—	1	5	—	1	—	1	1	—	45	35	80
—	—	4	3	—	1	1	—	—	—	29	41	70
—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	54	24	78
—	—	6	3	—	1	1	1	—	—	83	65	148
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	6	7	13
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	2	5
—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	9	9	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
1	5	8	8	1	—	—	4	—	—	189	107	296
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	7	15
1	5	8	8	1	—	—	4	—	—	197	114	311





Tableau n° 31 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri- maires 4	Réci- dists 5	sans enfants		avec enfants	
					Pri- maires 6	Réci- dists 7	Pri- maires 8	Réci- dists 9
Violation du secret des lettres et autres communications . . . . .	33	Hommes . . . . .	1	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	2	—
		<i>Ensemble</i> :	1	—	—	—	2	—
Vols et maraudages	34	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	—	—	—	—	—	—
peines criminelles . . . . .	35	Hommes . . . . .	4,299	1,507	1,322	960	4,134	3,084
		Femmes . . . . .	1,299	170	803	311	2,563	1,087
		<i>Ensemble</i> . . . . .	5,598	1,677	2,125	1,271	6,697	4,171
peines correctionn. peines de police . . . . .	36	Hommes . . . . .	720	118	274	120	954	458
		Femmes . . . . .	313	26	220	63	945	293
		<i>Ensemble</i> :	1,033	144	494	183	1,899	751
Banqueroute . . . . .	37	Hommes . . . . .	1	1	—	1	9	4
		Femmes . . . . .	1	—	—	—	1	—
		<i>Ensemble</i> . . . . .	2	1	—	1	10	4
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes . . . . .	569	274	394	315	1,458	923
		Femmes . . . . .	459	45	250	70	1,365	337
		<i>Ensemble</i> :	1,028	319	644	385	2,823	1,260
peines de police . . . . .	39	Hommes . . . . .	13	4	7	1	24	11
		Femmes . . . . .	3	—	3	2	13	1
		<i>Ensemble</i> :	16	4	10	3	37	12
Recel . . . . .	40	Hommes . . . . .	228	88	122	129	569	476
		Femmes . . . . .	105	15	109	36	591	249
		<i>Ensemble</i> :	333	103	231	165	1,160	725
Incendie . . . . .	41	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	—	—	—	—	—	—
peines criminelles . . . . .	42	Hommes . . . . .	1	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	1	—	—	—	—	—
peines correctionn. peines criminelles . . . . .	43	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—
		<i>Ensemble</i> :	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes . . . . .	62	22	11	12	42	36
		Femmes . . . . .	3	3	—	—	14	11
		<i>Ensemble</i> :	65	25	11	12	56	47
peines de police . . . . .	45	Hommes . . . . .	53	11	8	14	27	36
		Femmes . . . . .	10	—	9	6	17	10
		<i>Ensemble</i> :	63	11	17	20	44	46
<i>Totaux</i> :		Hommes . . . . .	8,645	3,012	3,377	2,649	10,366	7,755
		Femmes . . . . .	3,015	368	2,253	855	8,119	3,118
		<i>Ensemble</i> :	11,660	3,380	5,630	3,504	18,485	10,873

VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri- maires 18	Réci- distes 19	Pri- maires 20	Réci- distes 21	Primaires et récidivistes réunis 22
Pri- maires 10	Réci- distes 11	Pri- maires 12	Réci- distes 13	Pri- maires 14	Réci- distes 15	Pri- maires 16	Réci- distes 17					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
40	94	109	121	14	79	6	34	—	—	9,924	5,879	15,803
41	35	140	85	23	21	18	40	1	—	4,888	1,749	6,637
81	129	249	206	37	100	24	74	1	—	14,812	7,628	22,440
14	12	27	19	5	7	2	7	1	1	1,997	742	2,739
11	9	43	31	2	4	2	9	—	—	1,536	435	1,971
25	21	70	50	7	11	4	16	1	1	3,533	1,177	4,710
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	10	7	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	12	7	19
13	26	63	44	10	30	3	19	—	—	2,510	1,631	4,141
31	19	150	45	6	16	14	16	—	—	2,275	548	2,823
44	45	213	89	16	46	17	35	—	—	4,785	2,179	6,964
3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	47	17	64
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	21	3	24
3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	68	20	88
3	7	17	25	5	12	1	6	—	—	945	743	1,688
16	3	43	34	6	1	5	7	—	—	875	345	1,220
19	10	60	59	11	13	6	13	—	—	1,820	1,088	2,908
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	2	2	—	1	—	—	—	—	118	74	192
—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	19	15	34
1	1	4	3	—	1	—	—	—	—	137	89	226
1	1	3	—	—	2	—	2	—	—	92	66	158
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	38	16	54
1	1	5	—	—	2	—	2	—	—	130	82	212
123	211	332	339	73	225	38	123	2	1	22,956	14,315	37,271
155	101	504	279	54	67	58	112	2	1	14,160	4,901	19,061
278	312	836	618	127	292	96	235	4	2	37,116	19,216	56,332





TABLEAU n° 32

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques, et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des

quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéressés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le tableau n° 32, qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres pour chacun des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie; la nomenclature générique res-

	Chiffres en 1941	Chiffres en 1942	Pourcentage en plus ou en moins en 1942		
			absolu	relatif	
I. Agriculture et forêts	Hommes	4,215	4,665	+ 10.68	- 2.35
	Femmes	823	1,121	+ 36.20	+ 23.17
	Ensemble	5,038	5,786	+ 14.85	+ 1.82
II. Pêche	Hommes	42	40	- 4.76	- 17.79
	Femmes	—	—	—	—
	Ensemble	42	40	- 4.76	- 17.79
III. Industrie	Hommes	16,169	18,445	+ 14.08	+ 1.05
	Femmes	979	1,381	+ 41.06	+ 28.03
	Ensemble	17,148	19,826	+ 15.62	+ 2.59
IV. Commerce	Hommes	4,657	3,847	- 17.39	- 30.42
	Femmes	1,367	1,312	- 4.02	- 17.05
	Ensemble	6,024	5,159	- 14.36	- 27.39
V. Professions libérales	Hommes	169	174	+ 2.96	- 10.07
	Femmes	23	37	+ 60.87	+ 47.84
	Ensemble	192	211	+ 9.89	- 3.14
VI. Fonctions publiques.	Hommes	429	665	+ 55.01	+ 41.98
	Femmes	20	29	+ 45.—	+ 31.97
	Ensemble	449	694	+ 54.57	+ 41.54
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	406	346	- 14.78	- 27.81
	Femmes	662	813	+ 22.81	+ 9.78
	Ensemble	1,068	1,159	+ 8.52	- 4.51
VIII. Professions non déterminées	Hommes	5,985	7,404	+ 23.71	+ 10.68
	Femmes	1,494	813	- 45.58	- 58.61
	Ensemble	7,479	8,217	+ 9.87	- 3.16
IX. Sans profession	Hommes	1,588	1,685	+ 6.11	- 6.92
	Femmes	10,809	12,594	+ 16.51	+ 3.48
	Ensemble	12,397	14,279	+ 15.18	+ 2.15
Total hommes :	33,660	37,271	+ 10.73	- 2.30	
Total femmes :	16,177	19,061	+ 17.83	+ 4.80	
TOTAL GENERAL :	49,837	56,332	+ 13.03	-	

treinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée (on trouvera le modèle et l'exposé de cette nomenclature à la page 173).

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

La situation comparative de la profession des condamnés considérée dans ses grosses lignes (totaux par groupes principaux) en 1941 et 1942 se présente conformément au tableau donné à la page ci-devant.

La dernière colonne de ce tableau, qui forme la réelle comparaison, compte y étant tenu de la différence entre les masses des criminels retenues par la statistique au cours des deux années (13.03 % de plus en 1942), fait ressortir que la criminalité, en majoration dans les groupes I, V, VII et IX, incombe uniquement aux femmes, celle des hommes étant proportionnellement en recul.

Dans le groupe III (Industrie), il y a un accroissement criminel léger chez les hommes, tandis qu'il est proportionnellement considérable chez les femmes.

Il est à noter que dans le groupe IV (Commerce), il y a diminution de condamnés sur toute la ligne.

Le groupe VI (Fonctions publiques) compte une quantité plus grande de criminels, peu importante en nombre, mais considérable en proportion.

Au groupe VIII (Professions non déterminées) la hausse massive des hommes condamnés est significative; elle indique une recrudescence probable du nombre de criminels dits professionnels.

Il y a lieu de se référer à cet égard à ce qui a été dit dans l'introduction du tableau n° 31.

Tableau n° 32. — HOMMES CONDAMNÉS, RÉPARTIS PAR PROFESSION, ÉTAT SOCIAL ET PAR GROUPE GÉNÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons	18	—	40	3	2	10	—	1	—	74
	Employés	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
	Ouvriers	12	1	74	—	3	14	—	—	2	106
	Aidants	2	—	4	—	—	2	—	—	—	8
	Indéterm.	1	—	3	—	—	—	—	—	—	4
Agriculture, élevage	Patrons	643	23	1,695	20	31	589	—	37	74	3,112
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	142	3	791	13	23	127	1	11	13	1,124
	Aidants	23	—	48	1	1	32	3	1	1	110
	Indéterm.	4	—	22	1	1	8	1	—	1	38
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	4	—	67	—	2	12	—	—	1	86
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	Patrons	661	23	1,735	23	33	599	—	38	74	3,186
	Employés	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
	Ouvriers	158	4	932	13	28	153	1	11	16	1,316
	Aidants	25	—	52	1	1	34	3	1	1	118
	Indéterm.	5	—	25	1	1	8	1	—	1	42
		849	27	2,746	38	63	795	5	50	92	4,665

## II. — Pêche

Pêche maritime	Patrons	1	—	1	—	—	1	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	7	—	19	—	—	6	—	—	1	33
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	Patrons	1	—	2	—	—	1	—	—	—	4
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	8	—	19	—	—	6	—	—	1	34
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
		9	—	23	—	—	7	—	—	1	40

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## III. — Industrie

Industrie des mines	Patrons	—	—	2	—	—	4	—	—	—	6
	Employés	1	—	12	1	—	5	—	—	—	19
	Ouvriers	262	17	3,013	148	45	410	1	22	33	3,951
	Aidants	1	—	6	—	—	2	—	—	—	9
	Indéterm.	—	—	8	—	—	2	—	—	—	10
Industrie des carrières	Patrons	1	—	4	—	—	2	—	—	—	7
	Employés	—	—	4	—	—	1	—	—	—	5
	Ouvriers	28	7	391	8	2	30	—	1	1	468
	Aidants	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	6	—	—	—	—	—	—	6
Industrie des métaux bruts	Patrons	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3
	Employés	1	—	6	—	—	—	—	—	—	7
	Ouvriers	12	—	137	14	2	14	—	—	—	179
	Aidants	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	5	—	—	—	—	—	—	5
Industrie des métaux façonnés	Patrons	7	1	26	1	2	3	—	1	1	42
	Employés	3	—	2	1	—	1	—	—	—	7
	Ouvriers	169	5	1,177	101	18	158	1	7	8	1,644
	Aidants	1	—	25	1	—	2	—	—	—	29
	Indéterm.	1	—	4	—	—	1	—	—	1	7
Industrie céramique	Patrons	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	3	1	49	1	—	4	—	—	—	58
	Aidants	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie verrière	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	14	3	149	10	4	16	—	1	1	198
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
Industrie chimique	Patrons	2	—	2	—	—	—	—	—	—	4
	Employés	2	1	7	2	—	1	—	—	—	13
	Ouvriers	5	—	28	2	1	7	—	—	—	43
	Aidants	1	—	2	—	—	1	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	123	3	387	19	4	64	1	10	8	619
	Employés	2	—	6	—	—	2	—	—	—	10
	Ouvriers	74	2	447	36	13	44	—	7	11	634
	Aidants	18	—	59	3	2	7	—	1	—	90
	Indéterm.	2	—	16	—	—	—	—	—	—	18
Industrie textile	Patrons	2	—	4	1	—	1	—	—	1	9
	Employés	—	—	4	—	—	1	—	—	—	5
	Ouvriers	64	6	537	20	14	58	2	4	5	710
	Aidants	—	—	3	—	—	1	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	3	—	—	1	—	—	—	4
Industrie du vêtement	Patrons	14	—	57	6	3	7	—	1	—	88
	Employés	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvriers	24	—	162	17	2	22	—	—	1	228
	Aidants	1	—	6	1	2	—	—	—	—	10
	Indéterm.	1	—	11	—	—	1	—	—	—	13
Industrie de la construction	Patrons	31	1	58	11	4	19	—	2	—	126
	Employés	3	1	8	1	1	4	—	—	—	18
	Ouvriers	334	21	2,289	150	40	245	4	12	18	3,113
	Aidants	19	1	114	5	1	8	—	—	—	148
	Indéterm.	4	—	25	2	—	5	—	1	—	37
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	4	—	50	3	4	8	—	—	—	69
	Employés	2	—	3	—	—	—	—	1	—	6
	Ouvriers	98	4	579	38	15	74	1	4	3	816
	Aidants	4	—	15	—	—	1	—	—	—	20
	Indéterm.	4	—	21	1	—	2	—	—	—	28
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	4	1	23	5	2	5	—	—	—	40
	Employés	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Ouvriers	25	1	273	13	7	25	—	2	4	350
	Aidants	3	—	5	—	—	1	—	—	—	9
	Indéterm.	2	—	6	—	—	2	—	—	—	10
Industrie du tabac	Patrons	2	—	—	1	—	—	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	5	1	34	—	—	4	—	—	—	44
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	1	—	1	1	—	—	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	10	—	51	4	1	2	—	—	2	70
	Aidants	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre . . . . .	Patrons	3	1	12	—	—	—	—	—	—	16
	Employés	—	—	7	—	—	—	—	—	—	7
	Ouvriers	12	1	85	7	1	5	—	—	—	111
	Aidants	—	—	5	1	—	—	—	—	—	6
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie d'art et de précision . . . . .	Patrons	4	—	24	6	1	3	—	1	—	39
	Employés	6	—	19	2	—	1	—	—	—	28
	Ouvriers	112	4	679	83	19	92	—	3	5	997
	Aidants	4	—	16	—	3	—	—	—	—	23
	Indéterm.	2	—	12	2	—	4	—	—	—	20
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises . . . . .	Patrons	36	—	77	10	4	21	—	—	3	151
	Employés	30	—	107	13	4	26	1	3	—	184
	Ouvriers	406	9	1,806	185	35	244	3	11	28	2,727
	Aidants	5	—	14	1	—	—	—	—	—	20
	Indéterm.	4	—	13	1	—	3	—	—	—	21
<i>Total :</i>	Patrons	235	7	730	64	25	137	1	15	13	1,227
	Employés	51	2	186	21	5	43	1	4	—	313
	Ouvriers	1,657	82	11,886	837	219	1,454	12	74	120	16,341
	Aidants	59	1	273	13	8	23	—	1	—	378
	Indéterm.	20	—	137	6	—	21	—	1	1	186
		2,022	92	13,212	941	257	1,678	14	95	134	18,445

## IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles . . . . .	Patrons	545	12	1,277	94	48	282	3	24	41	2,326
	Employés	31	—	95	24	—	9	—	2	—	161
	Ouvriers	17	—	78	6	3	3	—	—	—	107
	Aidants	5	—	11	—	—	1	—	—	—	17
	Indéterm.	4	—	5	1	—	2	—	—	—	12
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière . . . . .	Patrons	80	—	182	25	24	48	—	6	3	368
	Employés	94	—	378	82	14	42	—	4	4	618
	Ouvriers	24	1	122	40	13	18	—	2	—	220
	Aidants	3	—	7	1	—	1	—	—	—	12
	Indéterm.	3	—	2	1	—	—	—	—	—	6
<i>Total :</i>	Patrons	625	12	1,459	119	72	330	3	30	44	2,694
	Employés	125	—	473	106	14	51	—	6	4	779
	Ouvriers	41	1	200	46	16	21	—	2	—	327
	Aidants	8	—	18	1	—	2	—	—	—	29
	Indéterm.	7	—	7	2	—	2	—	—	—	18
		806	13	2,157	274	102	406	3	38	48	3,847

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir . . . . .	10	—	27	8	2	6	—	—	—	53
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts . . . . .	9	—	42	9	1	8	—	—	—	69
Cultes . . . . .	2	—	2	—	—	1	—	1	—	6
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes . . . . .	2	—	9	—	—	2	—	—	—	13
Professions libérales diverses . . . . .	3	—	20	4	—	5	—	1	—	33
<i>Total :</i>	26	—	100	21	3	22	—	2	—	174

## VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'État et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc. . . . .	21	3	70	5	3	16	—	2	—	120
Institutions d'assistance communales . . . . .	6	—	12	1	—	2	—	—	—	21
Pouvoir judiciaire . . . . .	5	—	5	—	—	2	—	—	—	12
Personnel enseignant . . . . .	7	1	22	3	3	5	—	—	—	41
Armée . . . . .	19	1	112	17	1	16	—	—	2	168
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif . . . . .	52	2	173	23	9	39	—	5	—	303
<i>Total :</i>	110	7	394	49	16	80	—	7	2	665

## VII. — Service de la maison des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés . . . . .	6	1	42	2	1	12	—	2	—	66
Service domestique et des personnes . . . . .	10	—	114	3	4	9	—	—	1	141
Soins personnels . . . . .	17	—	81	17	9	12	—	1	2	139
<i>Total :</i>	33	1	237	22	14	33	—	3	3	346

## VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

. . . . .	749	32	5,523	243	120	654	4	30	49	7,404
-----------	-----	----	-------	-----	-----	-----	---	----	----	-------

## IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

. . . . .	170	15	1,230	30	24	177	1	16	22	1,685
TOTAL GENERAL DES HOMMES CONDAMNES :	4,774	187	25,622	1,618	599	3,852	27	241	351	37,271









Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS,	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre . . . . .	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	5	1	—	—	—	—	1	7
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie d'art et de précision . . . . .	Patronnes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvrières	2	—	9	—	—	3	—	—	—	14
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises . . . . .	Patronnes	2	—	8	3	—	3	—	—	—	16
	Employées	1	—	3	—	—	1	—	—	—	5
	Ouvrières	6	—	18	5	—	3	—	—	—	32
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	Patronnes	15	—	143	18	4	12	—	2	—	194
	Employées	3	—	8	1	2	1	—	—	—	15
	Ouvrières	89	—	802	95	20	104	1	16	5	1,132
	Aidantes	3	—	12	1	—	—	—	—	1	17
	Indéterm.	1	—	14	2	—	5	—	1	—	23
		111	—	979	117	26	122	1	19	6	1,381

## IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles . . . . .	Patronnes	146	2	358	15	32	77	—	14	5	649
	Employées	5	—	19	10	4	4	—	3	—	45
	Ouvrières	3	—	24	6	5	2	—	—	1	41
	Aidantes	2	—	8	—	2	1	—	—	—	13
	Indéterm.	1	—	4	—	1	1	—	—	—	7
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière . . . . .	Patronnes	58	1	131	23	56	46	—	10	3	328
	Employées	11	—	68	15	10	5	—	—	—	109
	Ouvrières	13	—	53	19	13	11	—	3	—	112
	Aidantes	—	—	1	2	1	—	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	3	—	—	1	—	—	—	4
<i>Total :</i>	Patronnes	204	3	489	38	88	123	—	24	8	977
	Employées	16	—	87	25	14	9	—	3	—	154
	Ouvrières	16	—	77	25	18	13	—	3	1	153
	Aidantes	2	—	9	2	3	1	—	—	—	17
	Indéterm.	1	—	7	—	1	2	—	—	—	11
		239	3	669	90	124	148	—	30	9	1,312

Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir . . . . .	3	—	7	4	2	2	—	—	—	18
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts . . . . .	1	—	3	6	1	2	—	—	—	13
Cultes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres, indépendants de l'Etat, des provinces et des communes . . . . .	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Professions libérales diverses . . . . .	2	—	1	—	—	1	—	—	—	4
<i>Total :</i>	6	—	13	10	3	5	—	—	—	37

## VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'État et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc. . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
Institutions d'assistance communales . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pouvoir judiciaire . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant . . . . .	3	—	11	2	—	5	—	1	—	22
Armée . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif . . . . .	—	—	5	—	—	—	—	—	—	5
<i>Total :</i>	4	—	17	2	—	5	—	1	—	29

## VII. — Service de la maison des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés . . . . .	—	—	2	—	—	2	—	—	—	4
Service domestique et des personnes . . . . .	46	—	507	47	56	31	—	8	3	698
Soins personnels . . . . .	17	—	61	14	4	11	—	2	2	111
<i>Total :</i>	63	—	570	61	60	44	—	10	5	813

## VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

. . . . .	157	—	1,235	146	52	160	—	21	3	1,774
-----------	-----	---	-------	-----	----	-----	---	----	---	-------

## IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

. . . . .	1,060	26	8,771	604	189	1,610	1	272	61	12,594
<b>TOTAL GENERAL</b>										
<b>DES FEMMES CONDAMNEES :</b>	1,784	30	13,129	1,033	459	2,163	2	373	88	19,061

## RÉCAPITULATION

Tableau n° 32 (suite)

PROFESSIONS	SEXE	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	849	27	2,746	38	63	795	5	50	92	4,665
	Femmes	144	1	875	3	5	69	—	20	4	1,121
	Ensemble	993	28	3,621	41	68	864	5	70	96	5,786
II. Pêche	Hommes	9	—	23	—	—	7	—	—	1	40
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ensemble	9	—	23	—	—	7	—	—	1	40
III. Industrie.	Hommes	2,022	92	13,212	941	257	1,678	14	95	134	18,445
	Femmes	111	—	979	117	26	122	1	19	6	1,381
	Ensemble	2,133	92	14,191	1,058	283	1,800	15	114	140	19,826
IV. Commerce	Hommes	806	13	2,157	274	102	406	3	38	48	3,847
	Femmes	239	3	669	90	124	148	—	30	9	1,312
	Ensemble	1,045	16	2,826	364	226	554	3	68	57	5,159
V. Professions libérales	Hommes	26	—	100	21	3	22	—	2	—	174
	Femmes	6	—	13	10	3	5	—	—	—	37
	Ensemble	32	—	113	31	6	27	—	2	—	211
VI. Fonctions publiques.	Hommes	110	7	394	49	16	80	—	7	2	665
	Femmes	4	—	17	2	—	5	—	1	—	29
	Ensemble	114	7	411	51	16	85	—	8	2	694
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	33	1	237	22	14	33	—	3	3	346
	Femmes	63	—	570	61	60	44	—	10	5	813
	Ensemble	96	1	807	83	74	77	—	13	8	1,159
VIII. Professions non déterminées	Hommes	749	32	5,523	243	120	654	4	30	49	7,404
	Femmes	63	—	570	61	60	44	—	10	5	813
	Ensemble	812	32	6,093	304	180	698	4	40	54	8,217
IX. Sans profession	Hommes	170	15	1,230	30	24	177	1	16	22	1,685
	Femmes	1,060	26	8,771	604	189	1,610	1	272	61	12,594
	Ensemble	1,230	41	10,001	634	213	1,787	2	288	83	14,279
Total hommes :		4,774	187	25,622	1,618	599	3,852	27	241	351	37,271
Total femmes :		1,784	30	13,129	1,033	459	2,163	2	373	88	19,061
TOTAL GENERAL :		6,558	217	38,751	2,651	1,058	6,015	29	614	439	56,332

TABLEAUX n<sup>os</sup> 33 ET 34

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le tableau n<sup>o</sup> 33 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de décade en décade, avec, comme premier groupe les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis y étant énoncé, ce tableau permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le tableau n<sup>o</sup> 34 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux sexes réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des tableaux n<sup>os</sup> 33 et 34 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Les pourcentages depuis 1937 des condamnés par groupes d'âges, conformément au tableau n<sup>o</sup> 33, reproduits ci-après, font ressortir :

- une nouvelle augmentation des condamnés de moins de 21 ans, l'accroissement étant plus important chez les hommes que chez les femmes;
- une reprise de la criminalité des individus, tant masculins que féminins, de 21 à 30 ans;
- par contre, un recul d'ensemble dans le groupe allant de 30 à 40 ans;
- chez les condamnés de 40 à 50 ans, une diminution de la proportion des hommes, une augmentation du pourcentage de femmes;
- dans les groupes d'âge, au delà de 50 ans, une diminution générale des condamnations.

ANNÉES	POURCENTAGE DES CONDAMNÉS					
	de moins de 21 ans	de 21 ans à moins de 30 ans	de 30 ans à moins de 40 ans	de 40 ans à moins de 50 ans	de 50 ans à moins de 60 ans	de 60 ans et plus
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES						
1937 . . . . .	6.48	29.72	32.01	18.56	9.18	4.05
1938 . . . . .	7.01	29.48	32.26	17.82	9.25	4.15
1939 . . . . .	7.23	25.23	33.37	19.77	10.07	4.28
1940 . . . . .	8.22	18.73	31.06	23.18	12.45	6.31
1941 . . . . .	11.51	19.74	28.52	20.47	12.27	7.46
1942 . . . . .	13.24	22.51	27.54	19.68	10.41	6.62
FEMMES						
1937 . . . . .	6.50	26.20	32.85	20.83	9.77	3.84
1938 . . . . .	6.95	25.36	32.43	20.92	10.37	3.97
1939 . . . . .	7.31	24.09	32.63	21.18	10.18	4.57
1940 . . . . .	8.75	21.30	30.67	22.40	11.53	5.31
1941 . . . . .	10.46	20.07	29.50	22.36	11.64	5.95
1942 . . . . .	10.85	21.01	28.44	23.18	11.32	5.17
ENSEMBLE						
1937 . . . . .	6.48	28.95	32.19	19.06	9.31	4.01
1938 . . . . .	7.—	28.55	32.30	18.52	9.51	4.11
1939 . . . . .	7.25	24.97	33.20	20.10	10.10	4.34
1940 . . . . .	8.36	19.41	30.99	22.97	12.21	6.05
1941 . . . . .	10.97	19.85	28.84	21.09	12.07	6.97
1942 . . . . .	12.43	22.—	27.85	20.86	10.72	6.13

Tableau n° 33. — ÂGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATÉGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

NATURE DES INFRACTIONS  1.	Numéros de la nomenclature  2	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Âge inconnu		H 17	F 18	E* 19
		H* 3	F* 4	H 5	F 6	H 7	F 8	H 9	F 10	H 11	F 12	H 13	F 14	H 15	F 16			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	2	—	3	—	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	9	—	9
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	3	19	9	24	8	15	11	3	3	4	2	—	—	76	36	112
Faux en écritures	3	89	57	248	72	332	126	250	93	106	37	54	20	—	—	1,079	405	1,484
Faux témoignage ou serment	4	—	2	2	3	3	3	3	1	4	—	3	2	—	—	15	11	26
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	74	32	63	35	53	27	28	26	11	10	14	1	—	—	243	131	374
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	8	2	27	—	15	2	21	—	8	—	1	—	—	—	80	4	84
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	278	79	825	229	1,116	393	814	347	420	150	208	54	—	—	3,661	1,252	4,913
peines de police	8	109	22	174	86	220	131	151	91	72	45	51	18	—	—	777	393	1,170
Infractions contre la sécurité publ.	9	18	—	28	3	54	13	48	8	22	6	17	—	—	—	187	30	217
Avortement	10	1	10	3	22	5	9	4	11	2	7	—	6	—	—	15	65	80
Exposition ou délaisement d'enfants	11	2	7	19	46	25	21	20	3	4	1	—	—	—	—	70	78	148
Destruction ou supposition d'état	12	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Enlèvement de mineurs	13	3	—	3	1	4	3	2	1	1	—	—	—	—	—	13	5	18
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
peines correctionnelles	15	60	—	66	7	67	4	40	1	32	2	31	1	—	—	296	15	311
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	1	11	23	26	24	71	21	66	9	36	4	5	—	—	82	215	297
Outrages publics aux mœurs :																		
peines correctionnelles	17	56	120	56	71	43	24	39	10	17	3	9	—	—	—	220	228	448
peines de police	18	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Adultère et bigamie	19	19	20	314	317	575	390	360	138	112	16	23	—	—	—	1,403	881	2,284
Abandon de famille	20	—	—	18	—	56	2	24	1	12	—	6	—	—	—	116	3	119
Meurtre :																		
peines criminelles	21	1	—	6	1	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—	13	2	15
peines correctionnelles	22	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Lésions corporelles volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	24	170	28	397	101	472	191	385	130	154	46	104	15	—	—	1,682	511	2,193
peines de police	25	220	127	429	334	624	539	481	406	259	165	144	76	—	—	2,157	1,647	3,804
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particul.	27	2	1	8	1	9	—	5	—	1	—	2	—	—	—	27	2	29
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	5	9	22	29	29	45	22	31	18	16	9	10	—	—	105	140	245
peines de police	29	11	14	20	36	39	59	29	73	23	35	14	16	—	—	136	233	369
Violation de sépulture	30	—	—	1	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	3	2	5
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Vols et maraudages :																		
peines criminelles	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	35	2,903	1,008	3,991	1,527	4,135	1,755	2,662	1,365	1,294	707	818	274	—	1	15,803	6,637	22,440
peines de police	36	483	264	580	397	652	530	444	442	310	210	270	128	—	—	2,739	1,971	4,710
Banqueroute	37	—	—	4	—	7	—	3	1	3	1	—	—	—	—	17	2	19
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	216	153	669	437	1,117	691	925	755	686	492	528	293	—	2	4,141	2,823	6,964
peines de police	39	6	1	10	5	15	9	12	5	15	2	6	2	—	—	64	24	88
Recel	40	115	89	297	192	458	354	459	375	242	153	117	56	—	1	1,688	1,220	2,908
Incendie :																		
peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	42	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	41	1	31	6	47	9	39	12	20	5	14	1	—	—	192	34	226
peines de police	45	27	7	34	11	40	9	24	15	19	8	14	4	—	—	158	54	212
<b>Totaux</b>		<b>4,933</b>	<b>2,068</b>	<b>8,391</b>	<b>4,005</b>	<b>10,266</b>	<b>5,422</b>	<b>7,335</b>	<b>4,419</b>	<b>3,880</b>	<b>2,157</b>	<b>2,466</b>	<b>986</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>37,271</b>	<b>19,061</b>	<b>56,332</b>

\* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 34 — ÂGE DES HOMMES CONDAMNÉS, EN TREIZE CATÉGORIES,

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	ÂGE QUE LES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques .	1	—	—	2	—	1	1	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . . . .	2	2	—	9	—	11	—	6	2	4	5
Faux en écritures . . . . .	3	19	—	66	4	74	13	132	29	96	62
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	—	—	—	—	1	—	—	1	1	1
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	22	2	48	2	26	6	22	9	21	11
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . . . .	6	1	—	7	—	13	—	13	1	6	1
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	56	4	194	24	261	66	328	170	289	288
	8	33	—	69	7	69	13	75	17	88	30
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	5	1	10	2	6	2	13	7	7	18
Avortement . . . . .	10	—	—	1	—	1	—	1	1	1	2
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	—	1	1	—	3	3	5	8	8	4
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	1	—	1	1	1	1	1	—	—	2
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	15	21	1	37	1	24	6	25	11	21	13
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	—	—	1	—	4	3	11	5	5	4
Outrages publics aux mœurs	17	14	—	35	7	30	3	18	5	11	14
	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie . . . . .	19	—	—	17	2	63	17	161	73	180	127
Abandon de famille . . . . .	20	—	—	—	—	5	1	5	7	11	17
Meurtre . . . . .	21	1	—	—	—	1	1	3	1	2	1
	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volon- taires . . . . .	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	24	47	1	108	14	116	38	147	96	122	119
	25	56	2	148	14	127	19	210	73	195	121
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers . . . . .	27	1	—	1	—	2	2	1	3	3	3
Calomnies et injures . . . . .	28	1	—	3	1	8	—	9	5	8	7
	29	3	—	8	—	6	—	11	3	13	3
Violation de sépulture . . . . .	30	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . . . .	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel . . . . .	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communicat. . . . . .	33	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages . . . . .	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	35	991	57	1590	265	1385	422	1459	725	1243	937
	36	212	8	248	15	198	23	290	69	273	73
Banqueroute . . . . .	37	—	—	—	—	—	—	3	1	1	2
Abus de confiance, escroque- rie, tromperie . . . . .	38	57	7	132	20	177	53	282	157	309	212
	39	2	—	4	—	3	1	4	2	4	2
Recel . . . . .	40	29	—	72	14	90	22	125	60	131	110
Incendie . . . . .	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction et dommages . . . . .	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	44	18	—	20	3	8	3	10	10	16	12
	45	12	—	15	—	15	2	13	4	15	13
<i>Totaux :</i>		<b>1,603</b>	<b>84</b>	<b>2,848</b>	<b>396</b>	<b>2,730</b>	<b>721</b>	<b>3,384</b>	<b>1,556</b>	<b>3,085</b>	<b>2,214</b>



PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

CONdamnÉS AVAIENT AU MOMENT OÙ ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION

De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Âge inconnu		Total			Nombres de la nomenclature 2bis	
Primaires 13	Récidivistes 14	Primaires 15	Récidivistes 16	Primaires 17	Récidivistes 18	Primaires 19	Récidivistes 20	Primaires 21	Récidivistes 22	Primaires 23	Récidivistes 24	Primaires 25	Récidivistes 26	Primaires 27	Récidivistes 28	Primaires 29	Récidivistes 30	Prim. et réc. réunis 31		
—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	5	4	9	1	
9	6	5	6	1	3	—	2	1	—	—	2	1	1	—	—	49	27	76	2	
119	55	95	60	50	45	34	26	30	16	20	6	20	8	—	—	755	324	1,079	3	
1	—	2	—	1	—	—	—	4	—	2	—	1	—	—	—	13	2	15	4	
18	3	7	9	3	9	2	2	3	4	4	3	3	4	—	—	179	64	243	5	
6	2	13	1	6	1	7	1	—	—	1	—	—	—	—	—	73	7	80	6	
232	307	181	293	135	205	97	143	66	114	52	56	45	55	—	—	1,936	1,725	3,661	7	
64	38	56	34	28	33	17	19	16	20	15	13	11	12	—	—	541	236	777	8	
12	17	14	18	10	6	5	11	3	3	2	6	6	3	—	—	93	94	187	9	
1	1	—	2	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	5	10	15	10	
3	10	6	9	3	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	29	41	70	11	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	12	
1	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6	7	13	13	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14	14
19	14	8	17	5	10	7	8	8	9	7	6	7	11	—	—	189	107	296	15	
9	6	7	7	3	4	5	4	—	—	1	2	1	—	—	—	47	35	82	16	
9	9	8	12	8	11	3	7	2	5	—	2	4	3	—	—	142	78	220	17	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	18
137	131	116	124	47	73	34	44	10	24	7	9	1	6	—	—	773	630	1,403	19	
9	19	4	10	3	7	1	8	1	2	2	3	—	1	—	—	41	75	116	20	
1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	4	13	21	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	23
99	132	89	143	62	91	32	67	20	35	17	34	24	29	—	—	883	799	1,682	24	
175	133	156	116	115	94	74	57	55	73	38	38	26	42	—	—	1,375	782	2,157	25	
1	2	2	2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	13	14	27	27	
6	8	7	8	4	3	3	6	4	5	2	1	3	3	—	—	58	47	105	28	
13	10	10	6	8	5	5	3	7	8	1	2	8	3	—	—	93	43	136	29	
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	30	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	33	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	34
1036	919	758	793	531	580	335	426	240	293	161	252	195	210	—	—	9,924	5,879	15,803	35	
216	90	149	103	106	86	87	74	68	81	65	59	85	61	—	—	1,997	742	2,739	36	
2	2	1	—	1	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	10	7	17	37	
347	249	289	227	224	185	202	170	169	145	146	108	176	98	—	—	2,510	1,631	4,141	38	
8	1	4	2	4	2	6	3	3	3	1	—	4	1	—	—	47	17	64	39	
111	106	121	146	92	100	65	65	52	60	31	31	26	29	—	—	945	743	1,688	40	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	42	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	43
9	10	10	8	14	7	2	5	6	7	3	3	2	6	—	—	118	74	192	44	
4	8	2	15	4	3	2	8	3	6	2	2	5	5	—	—	92	66	158	45	
2,677	2,290	2,124	2,172	1,470	1,569	1,026	1,166	772	916	581	639	654	592	—	—	22,956	14,315	37,271		

Tableau n° 34 (suite) — ÂGE DES FEMMES CONDAMNÉES, EN TREIZE CATÉGORIES,

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	ÂGE QUE LES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri- mai- res 3	Réci- di- vistes 4	Pri- mai- res 5	Réci- di- vistes 6	Pri- mai- res 7	Réci- di- vistes 8	Pri- mai- res 9	Réci- di- vistes 10	Pri- mai- res 11	Réci- di- vistes 12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . . . .	2	1	—	2	—	4	—	4	1	2	—
Faux en écritures . . . . .	3	16	1	37	3	31	2	32	7	48	16
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	2	—	—	—	—	—	3	—	2	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	8	1	22	1	18	—	16	1	7	1
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . . . .	6	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers } » de police . . . . .	7	16	1	56	6	76	17	105	31	113	61
	8	7	—	15	—	26	4	52	4	53	16
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	—	—	—	—	1	—	2	—	2	4
Avortement . . . . .	10	1	—	9	—	7	—	14	1	3	2
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	1	—	5	1	20	4	17	5	5	7
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1
Attentats à la pudeur et viols } » correctionnelles . . . . .	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	15	—	—	—	—	2	—	4	1	—	1
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	—	—	11	—	7	—	15	4	26	11
Outrages publics aux mœurs } » de police . . . . .	17	42	—	76	2	38	7	22	4	10	7
	18	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Adultère et bigamie . . . . .	19	2	—	16	2	78	9	194	36	188	47
Abandon de famille . . . . .	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre . . . . . } » correctionnelles . . . . .	21	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
	22	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volon- taires . . . . . } » correctionnelles . . . . .	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	24	11	—	17	—	25	7	51	18	63	37
» de police . . . . .	25	39	1	80	7	91	17	188	38	213	77
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers . . . . .	27	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Calomnies et injures . . . . . } » de police . . . . .	28	4	—	4	1	7	2	15	5	12	8
	29	3	—	8	3	16	1	15	4	15	4
Violation de sépulture . . . . .	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . . . .	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel . . . . .	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communicat. . . . . .	33	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vols et maraudages . . . . . } » correctionnelles . . . . . » de police . . . . .	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	35	325	13	610	60	590	100	661	176	691	220
	36	109	5	144	6	126	14	229	28	208	48
Banqueroute . . . . .	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroque- rie, tromperie . . . . . } » de police . . . . .	38	37	—	105	11	135	17	244	41	266	43
	39	—	—	1	—	2	—	2	1	5	—
Recel . . . . .	40	18	1	65	5	55	9	103	25	128	38
Incendie . . . . . } » correctionnelles . . . . .	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction et dommages . . . . . } » correctionnelles . . . . . » de police . . . . .	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	44	—	—	1	—	1	—	2	3	3	3
	45	2	—	5	—	5	—	5	1	5	—
<i>Totaux :</i>		544	23	1,292	109	1,365	210	1,995	435	2,074	652

PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OÙ ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION																			Nu- méros de la no- men- cla- ture  2bis
De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Âge inconnu		Total			
Pri- mai- res 13	Réci- di- vistes 14	Pri- mai- res 15	Réci- di- vistes 16	Pri- mai- res 17	Réci- di- vistes 18	Pri- mai- res 19	Réci- di- vistes 20	Pri- mai- res 21	Réci- di- vistes 22	Pri- mai- res 23	Réci- di- vistes 24	Pri- mai- res 25	Réci- di- vistes 26	Pri- mai- res 27	Réci- di- vistes 28	Pri- mai- res 29	Réci- di- vistes 30	Prim. et réc. réunis 31	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
5	1	7	2	1	1	—	1	1	1	1	1	—	—	—	—	28	8	36	2
50	12	37	19	31	6	19	9	8	1	7	5	5	3	—	—	321	84	405	3
1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	9	2	11	4
16	3	9	10	4	3	6	1	—	3	1	—	—	—	—	—	107	24	131	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	6
137	82	117	67	98	65	64	33	30	23	20	13	14	7	—	—	846	406	1,252	7
48	14	31	18	27	15	17	10	15	3	4	6	3	5	—	—	298	95	393	8
4	3	2	2	3	1	2	2	2	2	—	—	—	—	—	—	18	12	30	9
—	4	1	4	3	3	2	3	—	2	—	3	—	3	—	—	40	25	65	10
3	6	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54	24	78	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	12
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
1	2	—	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	8	7	15	15
22	12	28	15	17	6	11	10	6	9	3	—	2	—	—	—	148	67	215	16
5	2	5	2	2	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	202	26	228	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	18
111	44	60	33	31	14	7	5	3	1	—	—	—	—	—	—	690	191	881	19
—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	21
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
58	33	41	38	26	25	13	18	6	9	5	4	4	2	—	—	320	191	511	24
159	90	138	86	98	84	51	43	34	37	19	21	24	12	—	—	1,134	513	1,647	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	27
17	8	12	7	6	6	7	3	3	3	6	2	1	1	—	—	94	46	140	28
36	4	33	17	16	7	13	10	8	4	3	4	4	5	—	—	170	63	233	29
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	2	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	32
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
572	272	486	289	367	223	252	171	165	119	102	55	66	51	1	—	4,888	1,749	6,637	35
199	75	160	66	149	67	76	38	59	37	39	29	38	22	—	—	1,536	435	1,971	36
—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	37
299	83	345	84	252	74	211	62	155	64	119	41	105	28	2	—	2,275	548	2,823	38
4	—	—	1	3	1	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	21	3	24	39
124	64	131	81	125	38	54	39	37	23	17	12	17	10	1	—	875	345	1,220	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
2	1	5	2	1	4	2	1	2	—	—	1	—	—	—	—	19	15	34	44
2	2	6	1	3	5	1	3	2	2	2	1	—	1	—	—	38	16	54	45
1,876	820	1,659	846	1,263	651	814	464	538	341	351	199	285	151	4	—	14160	4,901	19061	

Tableau n° 34 (suite). — ÂGE DES CONDAMNÉS (hommes et femmes réunis)

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	ÂGE QUE LES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	—	—	2	—	1	1	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . . . .	2	3	—	11	—	15	—	10	3	6	5
Faux en écritures . . . . .	3	35	1	103	7	105	15	164	36	144	78
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	2	—	—	—	1	—	3	1	3	1
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	30	3	70	3	44	6	38	10	28	12
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . . . .	6	1	—	9	—	13	—	13	1	8	1
Infractions contre l'ordre public par des particuliers } peines correctionnelles	7	72	5	250	30	337	83	433	201	402	349
	8	40	—	84	7	95	17	127	21	141	46
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	5	1	10	2	7	2	15	7	9	22
Avortement . . . . .	10	1	—	10	—	8	—	15	2	4	4
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	1	1	6	1	23	7	22	13	13	11
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	1	—	1	1	2	1	1	—	1	3
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	15	21	1	37	1	26	6	29	12	21	14
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	—	—	12	—	11	3	26	9	31	15
Outrages publics aux mœurs } peines correctionnelles	17	56	—	111	9	68	10	40	9	21	21
	18	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Adultère et bigamie . . . . .	19	2	—	33	4	141	26	355	109	368	174
Abandon de famille . . . . .	20	—	—	—	—	5	1	5	7	11	17
Meurtre . . . . .	21	1	—	—	—	2	1	3	1	3	1
	22	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volon- taires . . . . .	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	24	58	1	125	14	141	45	198	114	185	156
	25	95	3	228	21	218	36	398	111	408	198
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers . . . . .	27	1	—	2	—	3	2	1	3	3	3
Calomnies et injures . . . . .	28	5	—	7	2	15	2	24	10	20	15
	29	6	—	16	3	22	1	26	7	28	7
Violation de sépulture . . . . .	30	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . . . .	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel . . . . .	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communicat. . . . . .	33	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vols et maraudages . . . . .	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	35	1316	70	2200	325	1975	522	2120	901	1934	1157
	36	321	13	392	21	324	37	519	97	481	121
Banqueroute . . . . .	37	—	—	—	—	—	—	3	1	1	2
Abus de confiance, escroque- rie, tromperie . . . . .	38	94	7	237	31	312	70	526	198	575	255
	39	2	—	5	—	5	1	6	3	9	2
Recel . . . . .	40	47	1	137	19	145	31	228	85	259	148
Incendie . . . . .	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction et dommages . . . . .	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	44	18	—	21	3	9	3	12	13	19	15
	45	14	—	20	—	20	2	18	5	20	13
<b>Totaux :</b>		<b>2,249</b>	<b>107</b>	<b>4,140</b>	<b>505</b>	<b>4,095</b>	<b>931</b>	<b>5,379</b>	<b>1,991</b>	<b>5,159</b>	<b>2,866</b>

EN TREIZE CATÉGORIES, PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OÙ ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																			Nu- méros de la no- men- cla- ture	
De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Âge inconnu		Total				
Pri- mai- res 13	Réci- di- vistes 14	Pri- mai- res 15	Réci- di- vistes 16	Pri- mai- res 17	Réci- di- vistes 18	Pri- mai- res 19	Réci- di- vistes 20	Pri- mai- res 21	Réci- di- vistes 22	Pri- mai- res 23	Réci- di- vistes 24	Pri- mai- res 25	Réci- di- vistes 26	Pri- mai- res 27	Réci- di- vistes 28	Pri- mai- res 29	Réci- di- vistes 30	Prim. et réc. réunis 31		
—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	5	4	9	1	
14	7	12	8	2	4	—	3	2	1	1	3	1	1	—	—	77	35	112	2	
169	67	132	79	81	51	53	35	38	17	27	11	25	11	—	—	1.076	408	1.484	3	
2	—	2	1	1	—	—	—	4	—	3	—	1	1	—	—	22	4	26	4	
34	6	16	19	7	12	8	3	3	7	5	3	3	4	—	—	286	88	374	5	
6	2	13	1	6	1	7	1	—	—	1	—	—	—	—	—	77	7	84	6	
369	389	298	360	233	270	161	176	96	137	72	69	59	62	—	—	2.782	2,131	4,913	7	
112	52	87	52	55	48	34	29	31	23	19	19	14	17	—	—	839	331	1,170	8	
16	20	16	20	13	7	7	13	5	3	2	6	6	3	—	—	111	106	217	9	
1	5	1	6	3	5	2	4	—	3	—	3	—	3	—	—	45	35	80	10	
6	16	8	10	3	2	1	3	—	1	—	—	—	—	—	—	83	65	148	11	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	12	
1	2	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	9	18	13	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14	14
20	16	8	17	5	11	8	9	8	9	7	7	7	11	—	—	197	114	311	15	
31	18	35	22	20	10	16	14	6	9	4	2	3	—	—	—	195	102	297	16	
14	11	13	14	10	12	4	8	3	5	—	2	4	3	—	—	344	104	448	17	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	18	
248	175	176	157	78	87	41	49	13	25	7	9	1	6	—	—	1.463	821	2,284	19	
9	21	4	10	3	8	1	8	1	2	2	3	—	1	—	—	41	78	119	20	
1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	11	4	15	21	
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	22	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	23
157	165	130	181	88	116	45	85	26	44	22	38	28	31	—	—	1,203	990	2,193	24	
334	223	294	202	213	178	125	100	89	110	57	59	50	54	—	—	2,509	1.295	3,804	25	
1	2	2	2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	15	14	29	27	
23	16	19	15	10	9	10	9	7	8	8	3	4	4	—	—	152	93	245	28	
49	14	43	23	24	12	18	13	15	12	4	6	12	8	—	—	263	106	369	29	
—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	5	—	5	30	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	31	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	32
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	33	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	34
1,608	1,191	1,244	1,082	898	803	587	597	405	412	263	307	261	261	1	—	14812	7,628	22,440	35	
415	165	309	169	255	153	163	112	127	118	104	88	123	83	—	—	3,533	1,177	4,710	36	
2	2	2	—	1	1	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	12	7	19	37	
646	332	634	311	476	259	413	232	324	209	265	149	281	126	2	—	4,785	2,179	6,964	38	
12	1	4	3	7	3	7	3	4	3	2	—	5	1	—	—	68	20	88	39	
235	170	252	227	217	138	119	104	89	83	48	43	43	39	1	—	1,820	1,088	2,908	40	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	42	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	43
11	11	15	10	15	11	4	6	8	7	3	4	2	6	—	—	137	89	226	44	
6	10	8	16	7	8	3	11	5	8	4	3	5	6	—	—	130	82	212	45	
4,553	3,110	3,783	3,018	2,733	2,220	1,840	1,630	1,310	1,257	932	838	939	743	4	—	37116	19216	56332		



## TABLEAU n° 35

Ce tableau, établi dans sa forme traditionnelle, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci.

Il détermine en même temps le sexe des condamnés et leur état de primaire ou de récidiviste.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

Cette localisation, tout en présentant un grand intérêt, dû surtout à la possibilité de comparaisons sur une longue série d'années, est pourtant une analyse géographique insuffisante de la criminalité dans le royaume, tant au point de vue du principe de base même, à l'appui duquel il convient d'envisager la question, qu'au point de vue de la délimitation trop vaste des conscriptions.

Le tableau n° 36, présenté plus loin, apporte à ces égards des éléments complémentaires, pour l'exposé desquels, il y a lieu de se reporter au texte d'introduction précédant ce tableau.

Tableau n° 35. — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	BRUXELLES					LOUVAIN					NI				
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes				
		Pri- mai- res 3	Réci- di- vistes 4	Pri- mai- res 5	Réci- di- vistes 6		Pri- mai- res 8	Réci- di- vistes 9	Pri- mai- res 10	Réci- di- vistes 11		Pri- mai- res 13	Réci- di- vistes 14			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc. . . . .	2	8	1	-	-	9	-	1	1	-	2	-	-			
Faux en écritures . . . . .	3	266	128	79	11	484	21	7	6	1	35	16	3			
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	5	-	2	1	8	-	-	-	-	-	-	-			
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	9	10	3	2	24	5	2	6	1	14	4	2			
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes . . . . .	6	24	3	1	-	28	3	-	-	-	3	-	-			
Infractions contre l'ordre public par des particuliers . . . . .	7	peines correctionnelles		210	178	114	62	564	89	66	40	11	206	10	11	
		» de police . . . . .		8	16	7	5	4	32	6	3	2	1	12	28	15
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	3	5	-	-	8	2	2	1	-	5	-	2			
Avortement . . . . .	10	-	1	3	1	5	-	-	1	-	1	-	-			
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	1	-	3	1	5	-	-	2	-	2	3	2			
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	-	-	1	-	1	1	-	-	-	1	-	-			
Attentats à la pudeur et viols . . . . .	14	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
		» correctionnelles		15	27	7	1	1	36	10	4	-	-	14	5	3
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	9	9	39	10	67	2	1	3	4	10	2	-			
Outrages publics aux mœurs . . . . .	17	peines correctionnelles		18	11	5	2	36	5	2	16	-	23	2	-	
		» de police . . . . .		18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et bigamie . . . . .	19	319	219	235	58	831	9	12	13	1	35	11	8			
Abandon de famille . . . . .	20	7	15	-	-	22	4	5	-	1	10	-	1			
Meurtre . . . . .	21	peines criminelles		-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	
		» correctionnelles		22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		peines criminelles		23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Lésions corporelles volontaires . . . . .	24	» correctionnelles		81	45	29	8	163	42	41	11	6	100	8	9	
		» de police . . . . .		25	16	5	10	1	32	18	6	14	3	41	16	11
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers . . . . .	27	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-			
Calomnies et injures . . . . .	28	peines correctionnelles		3	3	3	-	9	3	1	2	3	9	1	-	
		» de police . . . . .		29	-	-	-	-	-	8	2	4	2	16	-	-
Violation de sépulture . . . . .	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . . . .	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Violation du secret professionnel . . . . .	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Violation du secret des lettres et autres communications . . . . .	33	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-			
Vols et maraudages . . . . .	34	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
		» correctionnelles		35	876	506	476	153	2,011	330	154	134	54	672	326	177
		» de police . . . . .		36	28	5	25	5	63	105	28	137	35	305	33	15
Banqueroute . . . . .	37	4	1	1	-	6	2	2	-	-	4	-	-			
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie . . . . .	38	peines correctionnelles		275	97	233	74	779	39	26	29	3	97	40	28	
		» de police . . . . .		39	1	-	1	-	2	1	-	2	-	3	3	-
Recel . . . . .	40	111	68	80	16	275	43	30	30	15	118	10	11			
Incendie . . . . .	41	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
		» correctionnelles		42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Destructions et dommages . . . . .	43	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
		» correctionnelles		44	4	3	1	2	10	3	3	-	1	7	4	2
» de police . . . . .	45	» de police . . . . .		45	5	4	1	-	10	1	1	1	1	4	1	3
		» de police . . . . .		45	5	4	1	-	10	1	1	1	1	4	1	3
<b>Totaux :</b>		<b>2,327</b>	<b>1,431</b>	<b>1,352</b>	<b>412</b>	<b>5,522</b>	<b>752</b>	<b>400</b>	<b>455</b>	<b>143</b>	<b>1,750</b>	<b>523</b>	<b>303</b>			



D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

VELLES			ANVERS					MALINES					TURNHOUT					MONS					Numéros de la nomenclature 2bis
Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	
Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
-	-	-	6	5	8	2	21	-	-	1	1	2	-	-	-	-	-	3	2	-	3	8	2
8	2	29	86	31	31	7	155	13	6	13	3	35	15	1	11	-	27	25	20	22	9	76	3
2	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	1	-	-	1	4
2	-	8	20	2	14	5	41	5	1	10	-	16	8	2	1	-	11	10	3	3	1	17	5
-	-	-	2	-	-	-	2	8	-	-	-	8	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	6
12	3	36	86	108	37	33	264	89	49	18	11	167	58	41	34	9	142	56	76	47	26	205	7
8	3	54	95	26	50	8	179	3	-	2	1	6	1	2	2	1	6	59	28	41	17	145	8
-	1	3	-	3	1	-	4	2	2	-	-	4	2	4	-	2	8	6	4	4	3	17	9
-	-	-	-	-	2	1	3	-	1	3	1	5	1	1	5	1	8	1	1	3	2	7	10
-	-	5	1	-	2	1	4	-	1	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	3	2	5	11
-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	1	1	-	-	2	1	1	-	-	2	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
-	1	9	15	6	1	1	23	4	2	-	-	6	5	-	-	-	5	8	9	-	1	18	15
1	1	4	5	3	16	3	27	2	1	3	2	8	-	-	-	-	-	4	2	7	5	18	16
-	1	3	10	5	45	5	65	1	3	6	-	10	4	-	3	-	7	12	2	15	3	32	17
-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
11	2	32	82	78	73	17	250	9	3	9	3	24	3	-	3	1	7	33	38	36	7	114	19
-	-	1	4	17	-	-	21	1	2	-	-	3	-	4	-	-	4	6	5	-	-	11	20
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
4	-	21	47	46	10	14	117	40	23	16	5	84	51	34	30	10	125	36	43	31	29	139	24
11	3	41	49	8	31	5	93	33	7	21	7	68	23	6	42	6	77	118	90	118	76	402	25
-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	27
1	-	2	1	2	5	4	12	-	1	2	-	3	1	3	2	4	10	2	3	4	3	12	28
2	-	2	3	1	8	3	15	-	1	3	1	5	3	1	8	-	12	-	-	4	2	6	29
-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
188	69	760	612	372	325	118	1,427	189	85	86	26	386	333	156	93	33	615	571	419	327	156	1,473	35
39	16	103	148	48	104	9	309	8	1	10	2	21	26	7	16	3	52	334	143	170	64	711	36
-	-	-	1	-	-	-	1	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
57	8	133	300	217	239	106	862	256	90	103	15	444	107	28	332	33	500	92	96	124	57	369	38
2	-	5	3	-	2	-	5	2	-	-	-	2	2	-	2	-	4	2	2	2	-	6	39
21	6	48	66	72	81	22	241	18	12	18	3	51	20	37	19	12	92	87	102	129	66	384	40
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43
-	-	6	5	4	3	2	14	1	1	2	1	5	4	2	-	2	8	-	3	-	-	3	44
1	-	5	3	3	1	3	10	5	1	2	-	8	1	1	-	-	2	5	4	4	1	14	45
<b>370</b>	<b>116</b>	<b>1,312</b>	<b>1,651</b>	<b>1,057</b>	<b>1,091</b>	<b>369</b>	<b>4,168</b>	<b>672</b>	<b>297</b>	<b>328</b>	<b>83</b>	<b>1,380</b>	<b>674</b>	<b>332</b>	<b>603</b>	<b>117</b>	<b>1,726</b>	<b>1,471</b>	<b>1,098</b>	<b>1,094</b>	<b>533</b>	<b>4,196</b>	

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	CHARLEROI					TOURNAI					Hommes	
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Pri- mai- res 48	Réci- di- vistes 49
		Pri- mai- res 38	Réci- di- vistes 39	Pri- mai- res 40	Réci- di- vistes 41		Pri- mai- res 43	Réci- di- vistes 44	Pri- mai- res 45	Réci- di- vistes 46			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc. . . . .	2	1	2	1	2	6	2	—	—	—	2	7	6
Faux en écritures . . . . .	3	55	41	39	20	155	22	6	5	3	36	36	8
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	7	3	2	—	12	3	3	5	—	11	15	6
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes . . . . .	6	2	—	2	—	4	1	—	—	—	1	5	—
Infractions contre l'ordre public par } peines correctionnelles des particuliers } » de police . . . . .	7	78	78	34	29	219	98	64	15	10	187	198	249
	8	5	5	7	1	18	13	1	2	—	16	19	16
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	6	10	1	1	18	11	2	2	2	17	6	10
Avortement . . . . .	10	—	—	4	4	8	—	—	—	—	—	—	1
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	5	4	15	6	30	—	—	3	1	4	—	1
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles } » correctionnelles . . . . .	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	15	10	3	—	—	13	5	—	—	—	5	15	10
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	5	2	10	9	26	1	1	4	4	10	3	—
Outrages publics aux mœurs } peines correctionnelles } » de police . . . . .	17	2	1	4	2	9	1	2	5	—	8	10	10
	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie . . . . .	19	81	79	84	34	278	24	13	21	7	65	44	33
Abandon de famille . . . . .	20	3	7	—	—	10	—	—	—	—	—	2	2
Meurtre } peines criminelles } » correctionnelles . . . . .	21	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
	22	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Lésions corporelles volontaires } peines criminelles } » correctionnelles . . . . .	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	24	21	26	10	9	66	24	15	1	2	42	133	127
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers } peines criminelles } » de police . . . . .	25	118	115	123	64	420	92	39	52	21	204	103	38
	27	3	1	—	—	4	2	1	—	—	3	—	6
Calomnies et injures } peines correctionnelles } » de police . . . . .	28	2	2	3	1	8	2	1	4	1	8	4	5
	29	8	2	8	10	28	4	4	4	4	16	11	4
Violation de sépulture . . . . .	30	—	—	—	—	—	3	—	1	—	4	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . . . .	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel . . . . .	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications . . . . .	33	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages } peines criminelles } » correctionnelles } » de police . . . . .	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	35	613	416	303	171	1,503	462	260	231	67	1,020	577	385
	36	178	128	151	102	559	83	25	54	12	174	172	38
Banqueroute . . . . .	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie } peines correctionnelles } » de police . . . . .	38	95	95	79	51	320	25	16	22	4	67	365	191
	39	5	6	1	1	13	1	—	—	—	1	5	—
Recel . . . . .	40	62	53	66	47	228	23	14	35	12	84	83	50
Incendie } peines criminelles } » correctionnelles . . . . .	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages } peines criminelles } » correctionnelles . . . . .	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	44	6	1	—	3	10	—	1	2	1	4	9	8
} » de police . . . . .	45	5	10	8	3	26	6	5	2	1	14	4	5
<b>Totaux :</b>		<b>1,377</b>	<b>1,091</b>	<b>957</b>	<b>571</b>	<b>3,996</b>	<b>910</b>	<b>474</b>	<b>471</b>	<b>152</b>	<b>2,007</b>	<b>1,327</b>	<b>1,210</b>

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

GAND			AUDENARDE					TERMONDE					BRUGES					COURTRAI					Numéros de la nomenclature 2bis
Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	
Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		
50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	1
6	-	19	1	1	-	-	2	2	-	1	-	3	3	2	1	-	6	2	1	-	-	3	2
13	5	62	17	5	8	-	30	20	1	6	2	29	20	2	4	1	27	14	4	8	2	28	3
2	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	-	-	4
4	3	28	7	4	10	2	23	20	8	10	1	39	5	4	5	2	16	20	4	6	3	33	5
1	-	6	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	6
59	30	536	166	91	71	24	352	116	105	58	20	299	65	68	31	11	175	84	82	51	13	230	7
12	2	49	9	1	9	2	21	10	2	9	-	21	36	21	15	6	78	8	2	3	-	13	8
3	-	19	3	4	-	1	8	2	1	-	-	3	3	3	-	-	6	6	2	-	-	8	9
1	-	2	-	-	-	-	-	1	1	3	1	6	-	-	3	1	4	-	-	4	5	9	10
5	-	6	1	1	-	-	2	-	1	-	1	2	1	5	4	2	12	1	-	4	1	6	11
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
-	1	26	6	6	-	-	12	4	5	-	-	9	9	6	-	-	15	3	3	2	-	8	15
5	2	10	-	-	1	1	2	1	-	3	-	4	4	1	2	4	11	2	2	5	1	10	16
6	-	26	4	1	-	-	5	5	1	8	-	14	7	3	24	6	40	5	7	3	1	16	17
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
46	9	132	1	6	4	3	14	11	7	13	2	33	12	13	14	5	44	19	27	16	8	70	19
-	-	4	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	3	2	-	-	5	3	3	-	1	7	20
1	-	1	3	1	1	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
43	24	327	109	64	39	12	224	52	55	21	11	139	46	37	21	11	115	39	29	15	14	97	24
64	22	227	29	4	27	3	63	48	14	35	13	110	38	11	35	8	92	23	11	23	9	66	25
2	-	8	2	1	-	-	3	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27
5	9	23	7	5	7	2	21	1	3	1	1	6	-	1	12	5	18	3	2	6	2	13	28
19	3	37	2	2	10	1	15	2	2	5	1	10	-	-	3	-	3	-	-	1	-	1	29
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	33
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
332	68	1,362	584	268	227	60	1,139	492	262	225	55	1,034	335	204	106	39	684	200	135	111	29	475	35
123	25	358	50	10	65	4	129	74	24	35	4	137	114	47	72	14	247	12	6	11	3	32	36
-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	1	-	1	-	2	37
236	27	819	124	44	102	9	279	159	81	180	12	432	98	87	71	17	273	122	66	108	12	308	38
2	-	7	2	-	-	-	2	4	-	1	-	5	7	2	1	-	10	1	-	1	-	2	39
82	13	228	35	26	21	11	93	42	29	23	3	97	16	15	10	10	51	42	27	36	7	112	40
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43
1	-	18	12	9	2	1	24	14	9	1	-	24	6	3	2	-	11	4	4	2	1	11	44
2	2	13	2	-	-	-	2	3	2	1	-	6	6	4	4	-	14	4	3	2	-	9	45
<b>1,075</b>	<b>246</b>	<b>4,358</b>	<b>1,178</b>	<b>554</b>	<b>605</b>	<b>136</b>	<b>2,473</b>	<b>1,087</b>	<b>613</b>	<b>639</b>	<b>127</b>	<b>2,466</b>	<b>836</b>	<b>542</b>	<b>440</b>	<b>143</b>	<b>1,961</b>	<b>620</b>	<b>421</b>	<b>419</b>	<b>112</b>	<b>1,572</b>	

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	FURNES					YPRES						
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes	
		Pri- mai- res 73	Réci- di- vistes 74	Pri- mai- res 75	Réci- di- vistes 76		Pri- mai- res 78	Réci- di- vistes 79	Pri- mai- res 80	Réci- di- vistes 81		Pri- mai- res 83	Réci- di- vistes 84
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . .	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc. . . . .	2	2	-	-	-	2	2	1	-	-	3	4	-
Faux en écritures . . . . .	3	4	1	3	-	8	8	2	4	-	14	43	33
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	1	-	1	-	2	4	1	3	-	8	9	2
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes . . . . .	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	1
Infractions contre l'ordre public par des particuliers . . . . .	7	16	16	6	4	42	52	46	19	4	121	109	119
} peines correctionnelles													
} » de police . . . . .	8	2	-	1	1	4	11	8	2	-	21	47	28
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	1	-	-	-	1	-	3	-	-	3	3	11
Avortement . . . . .	10	-	-	-	-	-	1	2	-	1	4	-	1
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	1	2	-	-	3	-	-	1	1	2	9	16
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1
Attentats à la pudeur et viols . . . . .	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} peines criminelles													
} peines correctionnelles	15	1	-	-	-	1	8	-	-	-	8	11	17
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	-	-	1	2	3	-	-	-	1	1	2	8
} peines correctionnelles	17	1	-	1	-	2	-	1	2	1	4	18	13
} » de police . . . . .	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages publics aux mœurs . . . . .	19	5	3	5	-	13	3	4	5	2	14	64	43
Adultère et bigamie . . . . .	20	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Abandon de famille . . . . .	21	-	-	-	-	-	2	1	-	-	3	1	1
Meurtre . . . . .	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} peines criminelles	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} » correctionnelles	24	10	16	4	-	30	22	10	12	6	50	18	29
Lésions corporelles volontaires . . . . .	25	10	-	5	3	18	25	12	22	3	62	196	174
} » de police . . . . .													
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers . . . . .	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
} peines correctionnelles	28	-	-	2	-	2	7	1	6	2	16	4	1
} » de police . . . . .	29	2	1	8	1	12	2	2	10	-	14	1	6
Violation de sépulture . . . . .	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . . . .	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret professionnel . . . . .	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des lettres et autres communications . . . . .	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} peines criminelles	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} » correctionnelles	35	182	78	36	10	306	108	61	33	8	210	809	518
} » de police . . . . .	36	24	7	11	4	46	10	6	16	1	35	40	19
Banqueroute . . . . .	37	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie . . . . .	38	32	10	39	9	90	58	26	69	14	167	79	85
} peines correctionnelles	39	1	-	-	-	1	3	-	1	-	4	-	-
} » de police . . . . .													
Recel . . . . .	40	8	8	3	2	21	10	16	16	4	46	70	49
Incendie . . . . .	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} peines criminelles	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} » correctionnelles	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
} peines criminelles	44	3	3	-	-	6	5	1	1	-	7	-	1
} » de police . . . . .	45	1	-	-	-	1	1	1	-	-	2	5	8
<b>Totaux :</b>		<b>308</b>	<b>146</b>	<b>126</b>	<b>36</b>	<b>616</b>	<b>342</b>	<b>205</b>	<b>222</b>	<b>48</b>	<b>817</b>	<b>1,562</b>	<b>1,187</b>

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

LIÈGE			HUY					VERVIERS					TONGRES					HASSELT					Nu- méros de la no- men- cla- ture 2bis
Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	
Pri- mai- res 85	Réci- di- vistes 86		Pri- mai- res 88	Réci- di- vistes 89	Pri- mai- res 90	Réci- di- vistes 91		Pri- mai- res 93	Réci- di- vistes 94	Pri- mai- res 95	Réci- di- vistes 96		Pri- mai- res 98	Réci- di- vistes 99	Pri- mai- res 100	Réci- di- vistes 101		Pri- mai- res 103	Réci- di- vistes 104	Pri- mai- res 105	Réci- di- vistes 106		
-	-	5	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
2	-	6	-	1	-	-	1	1	-	-	-	1	2	-	5	-	7	-	3	1	-	4	2
30	7	113	7	1	3	1	12	2	4	5	-	11	18	2	7	-	27	9	3	3	1	16	3
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	1	4
6	2	19	1	-	-	1	2	-	1	-	-	1	6	-	5	-	11	8	2	6	-	16	5
-	-	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	6	2	2	-	-	4	6
52	34	314	38	20	10	5	73	23	11	6	5	45	47	49	23	7	126	59	54	24	14	151	7
18	10	103	17	13	17	12	59	28	11	10	4	53	14	1	6	1	22	20	7	11	2	40	8
1	-	15	7	4	1	-	12	4	3	-	-	7	4	2	1	-	7	1	2	1	-	4	9
2	2	5	-	-	-	-	-	-	-	2	3	5	-	1	-	-	1	-	-	1	1	2	10
4	3	32	-	2	-	-	2	1	2	1	-	4	2	1	3	1	7	-	-	-	-	-	11
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
-	1	4	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	14
2	2	32	3	1	-	-	4	3	4	-	-	7	17	6	-	-	23	5	5	-	-	10	15
29	7	46	-	1	-	-	1	1	-	2	1	4	-	-	-	1	1	2	1	3	4	10	16
13	-	44	4	2	5	-	11	5	1	2	-	8	3	-	2	-	5	4	1	2	1	8	17
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
55	15	177	2	4	3	-	9	6	9	13	-	28	5	4	3	5	17	5	4	4	1	14	19
-	-	-	1	1	-	-	2	1	3	-	-	4	1	1	-	-	2	1	1	-	1	3	20
-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	21
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
3	7	57	4	7	1	1	13	11	14	4	2	31	27	41	2	5	75	20	39	3	7	69	24
209	139	718	74	38	44	28	184	34	30	30	10	104	57	18	23	10	108	49	23	50	20	142	25
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27
3	2	10	3	-	4	-	7	2	2	3	-	7	2	2	5	2	11	2	1	1	1	5	28
14	13	34	8	1	9	1	19	4	2	5	1	12	4	2	5	-	11	7	2	12	1	22	29
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
560	229	2,116	368	198	303	103	972	140	89	67	21	317	453	268	180	80	981	409	218	131	52	810	35
38	8	105	126	57	80	29	292	6	1	1	-	8	61	16	43	14	134	138	40	115	32	325	36
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
53	39	256	24	24	21	6	75	31	44	19	12	106	49	29	40	8	126	17	21	15	2	55	38
2	-	2	-	1	-	-	1	-	1	-	-	1	1	2	-	-	3	1	1	1	1	4	39
44	27	190	19	11	18	7	55	10	8	10	5	33	57	40	26	14	137	40	23	19	17	99	40
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43
-	-	1	2	2	-	-	4	1	1	-	-	2	13	2	-	-	15	5	6	1	-	12	44
2	-	15	3	-	-	-	3	-	1	1	-	2	6	1	-	-	7	12	2	2	-	16	45
1,142	547	4,438	711	390	519	194	1,814	314	243	182	64	803	858	489	379	148	1,874	816	462	407	158	1,843	

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	ARLON					MARCHE					NEUF			
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes			
		Pri- mai- res 108	Réci- di- vistes 109	Pri- mai- res 110	Réci- di- vistes 111		112	Pri- mai- res 113	Réci- di- vistes 114	Pri- mai- res 115		Réci- di- vistes 116	117	Pri- mai- res 118	Réci- di- vistes 119
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc. . . . .	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
Faux en écritures . . . . .	3	1	3	2	1	7	7	4	2	1	14	5	2	2	
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	2	2	-	-	4	-	-	-	-	-	-	2	1	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes . . . . .	6	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers . . . . .	7	peines correctionnelles		38	19	19	4	80	21	14	8	4	47	47	30
		» de police . . . . .		8	7	7	-	21	6	3	9	-	18	5	3
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	5	5	-	-	10	-	1	-	-	-	1	5	5	
Avortement . . . . .	10	-	-	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	1	-	1	-	2	-	1	-	-	1	-	-	-	
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	
Attentats à la pudeur et viols . . . . .	14	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		» correctionnelles		15	-	1	-	1	-	1	-	-	1	4	2
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	1	-	2	-	3	-	-	-	1	1	-	-	-	
Outrages publics aux mœurs . . . . .	17	peines correctionnelles		1	1	1	-	3	-	-	-	-	-	1	1
		» de police . . . . .		18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et bigamie . . . . .	19	1	3	3	1	8	1	1	-	-	2	1	4	4	
Abandon de famille . . . . .	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	
Meurtre . . . . .	21	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		» correctionnelles		22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Lésions corporelles volontaires . . . . .	23	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		» correctionnelles		24	3	7	1	1	12	3	5	2	-	10	10
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers . . . . .	25	» de police . . . . .		34	16	30	11	91	12	7	12	6	37	28	21
		peines criminelles		27	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Calomnies et injures . . . . .	28	peines correctionnelles		2	1	-	-	3	1	-	3	1	5	3	2
		» de police . . . . .		29	1	-	3	3	7	-	1	2	-	3	17
Violation de sépulture . . . . .	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires . . . . .	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation du secret professionnel . . . . .	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation du secret des lettres et autres communications . . . . .	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vols et maraudages . . . . .	34	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		» correctionnelles		35	67	61	49	20	197	92	57	47	10	206	115
Banqueroute . . . . .	36	» de police . . . . .		40	9	43	9	101	21	8	12	5	46	5	6
		peines criminelles		37	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie . . . . .	38	peines correctionnelles		46	35	31	6	118	9	6	5	3	23	21	20
		» de police . . . . .		39	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	1
Recel . . . . .	40	14	12	29	6	61	5	3	7	-	15	6	7	7	
Incendie . . . . .	41	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		» correctionnelles		42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destructions et dommages . . . . .	43	peines criminelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		» correctionnelles		44	-	-	1	1	1	-	-	-	1	11	1
. . . . .	45	» de police . . . . .		5	2	1	1	9	1	1	-	1	3	4	1
		peines criminelles		46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux :</b>		<b>272</b>	<b>187</b>	<b>225</b>	<b>65</b>	<b>749</b>	<b>180</b>	<b>113</b>	<b>109</b>	<b>32</b>	<b>434</b>	<b>294</b>	<b>213</b>		

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

CHÂTEAU			NAMUR					DINANT					À L'ÉTRANGER					TOTAL GÉNÉRAL					Nu- méros de la no- men- cla- ture 2bis	
Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes				
Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total		
120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4	-	-	9	1	
-	-	2	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	49	27	28	8	112	2	
1	1	9	9	1	2	2	14	8	3	4	2	17	8	2	2	2	14	755	324	321	84	1,484	3	
-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	1	-	3	-	-	-	-	-	13	2	9	2	26	4	
1	-	4	4	-	4	1	9	4	1	-	-	5	-	-	-	-	-	179	64	107	24	374	5	
-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	7	4	-	84	6	
19	6	102	39	39	21	16	115	42	42	18	11	113	2	-	-	-	2	1,936	1,725	846	406	4,913	7	
4	1	13	37	16	28	12	93	39	10	18	6	73	-	-	-	-	-	541	236	298	95	1,170	8	
2	1	13	9	4	-	1	14	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	93	94	18	12	217	9	
-	-	-	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	10	40	25	80	10	
1	-	1	1	2	-	3	6	1	-	2	-	3	-	-	-	-	-	29	41	54	24	148	11	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	2	12	
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	7	3	2	18	13	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	14
-	-	6	7	6	1	-	14	4	-	1	-	5	-	-	-	-	-	189	107	8	7	311	15	
1	1	2	1	2	9	3	15	-	1	2	-	3	-	-	-	-	-	47	35	148	67	297	16	
1	-	3	6	5	25	1	37	13	5	8	3	29	-	-	-	-	-	142	78	202	26	448	17	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	18	
2	1	8	13	9	11	6	39	8	4	7	3	22	1	1	1	-	3	773	630	690	191	2,284	19	
-	-	1	-	3	-	-	3	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	41	75	-	3	119	20	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	4	2	-	15	21	
-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	22	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	
5	5	34	11	10	1	2	24	14	13	1	-	28	1	-	-	-	1	883	799	320	191	2,193	24	
22	7	78	87	51	62	25	225	45	27	19	10	101	-	-	-	-	-	1,375	782	1,134	513	3,804	25	
-	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	14	2	-	29	27	
2	2	9	1	1	4	1	7	1	4	4	-	9	-	-	-	-	-	58	47	94	46	245	28	
17	7	43	1	3	6	8	18	5	2	-	1	8	-	-	-	-	-	93	43	170	63	369	29	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	2	-	5	30	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	31	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-	3	33	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34	
37	23	263	409	240	166	73	888	205	166	97	18	486	67	38	18	4	127	9,924	5,879	4,888	1,749	22,440	35	
8	-	19	90	28	79	26	223	71	20	78	9	178	-	-	-	-	-	1,997	742	1,536	435	4,710	36	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	7	2	-	19	37	
18	2	61	33	26	30	9	98	22	29	20	10	81	12	14	-	-	26	2,510	1,631	2,275	548	6,964	38	
-	-	2	-	-	-	1	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	47	17	21	3	88	39	
3	2	18	15	6	20	7	48	23	13	25	11	72	6	1	4	-	11	945	743	875	345	2,908	40	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	42	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43	
-	-	12	1	1	1	-	3	3	2	-	-	5	-	-	-	-	-	118	74	19	15	226	44	
2	1	8	3	3	-	2	8	1	1	1	-	3	-	-	-	-	-	92	66	38	16	212	45	
146	60	713	782	456	473	199	1,910	513	345	306	84	1,248	99	56	25	6	186	22,956	14,315	14,160	4,901	56,332		

## TABLEAU n° 36

Ce tableau d'une conception nouvelle, tend à mettre à la disposition des consultants de la statistique, des éléments d'une localisation plus variée dans ses bases et plus étroitement circonscrite de la criminalité.

Il est à noter, en effet, que lors de la première édition de la statistique, en 1898, l'arrondissement de naissance du condamné était seul retenu; que dès 1901 ce renseignement fut abandonné dans la publication et remplacé par celui de l'arrondissement où les faits avaient été commis.

L'indication de l'arrondissement étant manifestement insuffisante, dès 1899 une statistique des infractions fut fondée, dans le but de situer les faits criminels dans les communes classées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants et en tenant compte de la nature de l'infraction. Cette statistique ne fut toutefois plus publiée à partir de 1920.

En 1907, d'autre part, et jusqu'en 1914, un tableau fut présenté étendant l'énonciation des arrondissements où les faits avaient été commis par la répartition des condamnés d'après les cantons des faits.

Ce sont ces diverses initiatives, pourtant successivement abandonnées, qui, en 1941, ont déterminé l'Office Central de Statistique à dresser, sur la base du critère de l'individu condamné,

un tableau d'ensemble qui permette de tirer profit des indications de localisation de la criminalité, contenues dans les bulletins individuels de condamnation.

Si pour l'étude de la criminalité, le lieu où les faits ont été commis importe, il ne fait pas de doute que le lieu de naissance et celui du domicile ou de la résidence du condamné ont également leur valeur, car il est tout aussi intéressant, en criminologie, de situer le lieu où les dispositions criminelles ont été conçues que de rechercher l'endroit où l'acte criminel s'est accompli.

La mise en regard du nombre de condamnés, nés, domiciliés ou qui ont perpétré leur délit dans un canton déterminé a semblé être le meilleur moyen pour arriver à un résultat permettant des comparaisons utiles.

Le tableau ci-après porte sur l'ensemble des condamnés sans énonciation de la nature de l'infraction.

La distinction entre les délinquants du sexe masculin et du sexe féminin est faite, mais le rapport du nombre des condamnés avec la population de chaque canton n'est établi qu'en ce qui concerne le chiffre d'ensemble, c'est-à-dire les deux sexes réunis.

Il n'est pas tenu compte de la division entre délinquants primaires et récidivistes.



Tableau n° 36. — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE ET DE LIEU OÙ LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS, EN RAPPORT AVEC LE CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1941

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Bruxelles</i> (*) . . . . .	1,698	691	2,389	2.98	2,557	1,163	3,720	4.64	2,089	1,043	3,132	3.91
Assche . . . . .	250	119	369	6.91	210	82	292	5.47	125	67	192	3.59
Hal . . . . .	163	80	243	4.39	124	72	196	3.54	106	59	165	2.98
Saint-Gilles . . . . .	104	32	136	2.31	192	115	307	5.22	127	80	207	3.52
Schaerbeek . . . . .	245	85	330	2.17	445	220	665	4.38	285	150	435	2.86
Sint-Kwintens-Lennik . . . . .	174	88	262	6.79	123	68	191	4.95	92	65	157	4.07
Vilvorde . . . . .	149	62	211	3.66	169	68	237	4.11	156	39	195	3.38
Wolvertem . . . . .	122	48	170	3.53	97	33	130	2.70	89	31	120	2.49
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	689	230	919	—
<i>Louvain</i> . . . . .	442	176	618	5.04	409	156	565	4.61	402	162	564	4.60
Aarschot . . . . .	162	59	221	6.42	122	42	164	4.76	110	51	161	4.68
Diest . . . . .	236	111	347	8.92	177	64	241	6.19	163	62	225	5.78
Glabbeek . . . . .	103	45	148	7.92	51	19	70	3.75	57	25	82	4.39
Haacht . . . . .	150	54	204	6.30	112	42	154	4.76	121	42	163	5.03
Tirlemont . . . . .	274	196	470	10.16	239	192	431	9.31	231	196	427	9.23
Léau . . . . .	105	75	180	10.49	77	65	142	8.27	65	60	125	7.28
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—
<i>Nivelles</i> . . . . .	266	174	440	6.74	307	202	509	7.80	301	189	490	7.51
Genappe . . . . .	78	60	138	7.77	83	45	128	7.21	89	45	134	7.55
Jodoigne . . . . .	117	70	187	6.84	108	71	179	6.55	100	55	155	5.67
Perwez . . . . .	102	43	145	8.10	74	42	116	6.48	70	33	103	5.75
Wavre . . . . .	206	109	315	6.07	219	129	348	6.70	183	120	303	5.83
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	83	44	127	—
<i>Anvers</i> . . . . .	997	548	1,545	5.09	1,328	868	2,196	7.24	1,644	1,060	2,704	8.92
Berchem . . . . .	118	47	165	1.90	176	90	266	3.06	81	48	129	1.48
Boom . . . . .	133	82	215	4.02	108	52	160	2.99	91	37	128	2.39
Borgerhout . . . . .	283	137	420	3.03	345	162	507	3.66	141	64	205	1.48
Brecht . . . . .	174	61	235	5.80	167	37	204	5.03	176	41	217	5.35
Ekeren . . . . .	248	79	327	4.71	299	100	399	5.75	240	75	315	4.54
Kontich . . . . .	131	67	198	4.68	163	89	252	5.95	174	83	257	6.07
Zandhoven . . . . .	150	63	213	5.87	149	49	198	5.46	154	52	206	5.68
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—
<i>Malines</i> . . . . .	265	140	405	4.45	269	139	408	4.49	281	139	420	4.62
Duffel . . . . .	200	92	292	7.64	212	81	293	7.67	214	82	296	7.74
Heist-op-den-Berg . . . . .	249	108	357	8.44	218	81	299	7.07	193	75	268	6.34
Lierre . . . . .	201	63	264	6.49	187	51	238	5.85	182	51	233	5.73
Puurs . . . . .	131	76	207	6.48	114	69	183	5.73	99	64	163	5.10
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—

\* Y compris les cantons d'Anderlecht, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Node et Uccle.

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Turnhout</i> . . . . .	226	120	346	7.18	205	103	308	6.39	197	97	294	6.10
<i>Arendonk</i> . . . . .	84	44	128	5.52	75	40	115	4.96	95	42	138	5.95
<i>Herentals</i> . . . . .	211	180	391	8.33	199	209	408	8.70	204	208	412	8.78
<i>Hoogstraten</i> . . . . .	94	65	159	7.30	73	66	139	6.38	84	66	150	6.89
<i>Mol</i> . . . . .	352	228	580	9.95	280	181	461	7.94	257	172	429	7.36
<i>Westerloo</i> . . . . .	247	164	411	11.84	173	140	313	9.02	168	134	302	8.70
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
<i>Mons</i> . . . . .	396	305	701	8.98	443	337	780	9.99	436	300	736	9.42
<i>Boussu</i> . . . . .	522	349	871	11.80	603	378	981	13.29	579	372	951	12.89
<i>Chièvres</i> . . . . .	98	50	148	9.04	90	55	145	8.85	88	52	140	3.55
<i>Dour</i> . . . . .	212	122	334	9.77	233	141	374	10.94	236	140	376	11.00
<i>Enghien</i> . . . . .	66	34	100	6.55	62	25	87	5.70	56	29	85	5.57
<i>La Louvière</i> . . . . .	307	169	476	9.15	397	215	612	11.77	387	237	624	12.00
<i>Lens</i> . . . . .	115	72	187	7.20	135	75	210	8.09	152	82	234	9.01
<i>Pâturages</i> . . . . .	241	198	439	10.01	264	197	461	10.51	253	200	453	10.33
<i>Rœulx</i> . . . . .	163	98	261	7.25	198	127	325	9.03	229	122	351	9.75
<i>Soignies</i> . . . . .	143	77	220	6.17	145	89	234	6.57	153	93	246	6.90
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Charleroi</i> . . . . .	565	368	933	6.59	735	463	1,198	8.46	634	466	1,100	7.77
<i>Beaumont</i> . . . . .	55	26	81	6.48	60	23	83	7.22	46	22	68	5.45
<i>Binche</i> . . . . .	312	191	503	7.57	337	183	520	7.82	267	145	412	6.20
<i>Châtelet</i> . . . . .	316	234	550	8.32	361	245	6.06	9.17	325	205	530	8.02
<i>Chimay</i> . . . . .	67	27	94	6.10	70	33	103	6.69	70	33	103	6.69
<i>Fontaine-l'Évêque</i> . . . . .	174	158	332	6.33	222	172	394	7.52	224	157	381	7.27
<i>Gosselies</i> . . . . .	184	111	295	6.25	211	126	337	7.14	208	148	356	7.54
<i>Jumet</i> . . . . .	104	80	184	4.82	140	108	248	6.49	109	88	197	5.16
<i>Marchienne-au-Pont</i> . . . . .	126	94	220	5.63	138	96	234	5.99	157	76	233	5.96
<i>Merbes-le-Château</i> . . . . .	71	38	109	6.26	96	56	152	8.74	103	55	158	9.08
<i>Seneffe</i> . . . . .	164	82	246	5.65	190	75	265	6.09	166	80	246	5.65
<i>Thuin</i> . . . . .	70	35	105	1.53	77	28	105	4.53	101	36	137	5.91
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	58	17	75	—
<i>Tournai</i> . . . . .	208	101	309	6.22	221	102	323	6.50	216	120	336	6.76
<i>Antoing</i> . . . . .	130	49	179	6.64	139	53	192	7.12	140	47	187	6.94
<i>Ath</i> . . . . .	117	55	172	9.47	132	53	185	10.18	162	64	226	12.44
<i>Celles</i> . . . . .	46	32	78	6.05	27	15	42	3.26	37	16	53	4.11
<i>Flobecq</i> . . . . .	36	10	46	3.78	20	10	30	2.46	26	18	44	3.61
<i>Frasnes-lez-Buissenal</i> . . . . .	46	23	69	6.40	43	16	59	5.48	40	18	58	5.38
<i>Lessines</i> . . . . .	144	40	184	7.71	132	44	176	7.37	124	31	155	6.49
<i>Leuze</i> . . . . .	78	41	119	6.04	80	39	119	6.04	90	36	126	6.39
<i>Péruwelz</i> . . . . .	168	108	276	12.06	221	128	349	15.25	259	134	393	17.18
<i>Quevaucamps</i> . . . . .	168	94	262	11.45	204	104	308	13.46	168	93	261	11.41
<i>Templeuve</i> . . . . .	82	29	111	5.54	125	47	172	8.59	120	45	165	8.24
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—
<i>Gand</i> . . . . .	812	380	1,192	6.76	1,059	518	1,577	8.95	1,152	618	1,770	10.05
<i>Assenede</i> . . . . .	131	59	190	8.01	123	50	173	7.29	130	42	172	7.25
<i>Deinze</i> . . . . .	126	74	200	8.10	137	79	216	8.74	150	65	215	8.70

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habi- tants			Chiffres absolus	par 1,000 habi- tants			Chiffres absolus	par 1,000 habi- tants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Eekloo . . . . .	223	90	313	8.42	209	81	290	7.80	209	79	288	7.75
Evergem . . . . .	254	98	352	7.90	263	120	383	8.60	256	103	359	8.06
Kaprijke . . . . .	139	51	190	11.40	125	49	174	10.44	161	52	213	12.78
Kruishoutem . . . . .	115	61	176	8.85	86	32	118	10.84	91	30	121	6.09
Ledeberg . . . . .	157	65	222	5.50	194	71	265	6.57	155	49	204	5.06
Loochristi . . . . .	134	67	201	7.49	103	49	152	5.67	101	42	143	5.33
Nazareth . . . . .	122	43	165	8.07	89	36	125	6.11	88	34	122	5.97
Nevele . . . . .	121	43	164	8.39	92	35	127	6.50	103	40	143	7.31
Oosterzele . . . . .	216	102	318	7.79	167	72	239	5.85	161	72	233	5.71
Waarschoot . . . . .	130	49	179	12.74	113	42	155	11.03	102	39	141	10.04
Zomergem . . . . .	233	70	303	14.29	179	59	238	11.23	175	53	228	10.75
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	1	1	—	3	3	6	—
<i>Audenarde . . . . .</i>	292	122	414	11.25	225	103	328	8.91	238	120	358	9.73
Grammont . . . . .	285	101	386	12.27	282	93	375	11.92	285	88	373	11.85
Herzele . . . . .	330	138	468	11.73	339	142	481	12.05	351	146	497	12.45
Nederbrakel . . . . .	105	54	159	9.03	81	36	117	6.65	79	46	125	7.10
Ninove . . . . .	333	155	488	11.39	325	157	482	11.25	356	147	503	11.74
Renaix . . . . .	168	78	246	7.96	192	87	279	9.03	179	84	263	8.52
Sint-Maria-Horebeke . . . . .	130	61	191	11.36	81	34	115	6.84	79	34	113	6.72
Zottegem . . . . .	178	83	261	9.65	148	73	221	8.17	165	76	241	8.91
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
<i>Termonde . . . . .</i>	240	140	380	6.66	211	112	323	5.66	198	112	310	5.43
Alost . . . . .	427	209	636	6.58	361	183	544	5.63	317	168	485	5.01
Beveren-Waas . . . . .	197	80	277	9.65	167	58	225	7.84	140	42	182	6.34
Hamme . . . . .	129	48	177	6.23	105	39	144	5.07	102	47	149	5.24
Lokeren . . . . .	177	79	256	8.16	134	77	211	6.73	124	74	198	6.31
Sint-Gillis-Waas . . . . .	203	84	287	8.87	179	69	248	7.66	160	60	220	6.80
Saint-Nicolas . . . . .	214	87	301	5.78	185	73	258	4.95	202	89	291	5.59
Tamise . . . . .	150	76	226	6.29	124	45	169	4.70	135	40	175	4.87
Wetteren . . . . .	224	114	338	9.26	160	90	250	6.85	137	89	226	6.19
Zelee . . . . .	210	64	274	8.66	173	44	217	6.86	157	34	191	6.04
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	28	11	39	—
<i>Bruges . . . . .</i>	697	305	1,002	5.76	624	274	898	5.16	630	299	929	5.34
Ardoois . . . . .	51	20	71	4.54	28	6	34	2.17	39	11	50	3.20
Gistel . . . . .	141	72	213	7.20	115	46	161	5.44	112	48	160	5.41
Ostende . . . . .	275	101	376	6.74	288	111	399	7.16	274	103	377	6.76
Ruisélede . . . . .	53	26	79	6.06	37	21	58	4.45	39	20	59	4.53
Tielt . . . . .	76	30	106	5.78	66	21	87	4.75	70	26	96	5.24
Torhout . . . . .	289	103	392	7.71	254	81	335	6.59	214	76	290	5.70
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Courtrai . . . . .</i>	269	108	377	4.11	196	99	295	3.21	223	128	351	3.82
Avelgem . . . . .	58	21	79	5.27	52	14	66	4.40	43	11	54	3.60
Harelbeke . . . . .	105	37	142	3.65	105	28	133	3.42	91	28	119	3.06
Izegem . . . . .	83	44	127	4.09	70	30	100	3.22	67	33	100	3.22
Menin . . . . .	169	71	240	4.41	215	116	331	6.08	203	113	316	5.81
Meulebeke . . . . .	84	35	119	6.93	58	22	80	4.66	44	23	67	3.90

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Mouscron . . . . .	120	46	166	3.07	191	105	296	5.47	194	103	297	5.49
Moorsele . . . . .	65	32	97	4.24	60	24	84	3.67	47	20	67	2.93
Oostrozebeke . . . . .	48	18	66	3.69	37	16	53	2.97	41	16	57	3.19
Roulers . . . . .	107	59	166	4.29	104	59	163	4.21	87	56	143	3.69
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
<i>Furnes . . . . .</i>	90	42	132	4.72	111	52	163	5.83	137	59	196	7.01
Dixmude . . . . .	174	74	248	10.02	170	63	233	9.41	198	69	267	10.79
Haringe . . . . .	47	25	72	4.71	28	11	39	2.55	25	9	34	2.23
Nieuport . . . . .	50	26	76	3.52	68	22	90	4.17	94	25	119	5.51
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Ypres . . . . .</i>	172	90	262	5.77	183	99	282	6.21	207	99	306	6.73
Hooglede . . . . .	54	19	73	4.22	43	14	57	3.29	42	12	54	3.12
Messines . . . . .	50	21	71	4.09	58	17	75	4.32	64	20	84	4.84
Passendale . . . . .	59	35	94	5.23	48	29	77	4.29	49	31	80	4.45
Poperinge . . . . .	57	31	88	5.55	49	23	72	4.54	58	28	86	5.42
Wervik . . . . .	111	59	170	5.84	123	79	202	6.94	127	80	207	7.11
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Liège (*) . . . . .</i>	1,225	632	1,857	6.51	1,652	972	2,624	9.20	1,532	1,008	2,540	8.90
Dalhem . . . . .	89	43	132	6.49	87	36	123	6.05	77	34	111	5.46
Fexhe-Slins . . . . .	141	95	236	7.32	166	106	272	8.44	204	126	330	10.24
Fléron . . . . .	194	108	302	5.65	212	102	314	5.87	162	72	234	4.38
Hollogne-aux-Pierres . . . . .	384	263	647	8.37	451	316	767	9.92	360	234	594	7.68
Louveigné . . . . .	92	46	138	6.87	75	35	110	5.48	68	21	89	4.43
Seraing-sur-Meuse . . . . .	327	184	511	7.85	397	237	634	9.74	250	136	386	5.93
Waremme . . . . .	95	57	152	7.39	75	49	124	6.03	96	58	154	7.49
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Huy . . . . .</i>	310	199	509	11.23	304	203	507	11.19	254	179	433	9.56
Ferrières . . . . .	25	8	33	7.05	13	—	13	2.78	12	6	18	3.84
Hannut . . . . .	128	73	201	10.09	102	60	162	8.13	129	74	203	10.19
Héron . . . . .	118	80	198	13.73	125	86	211	14.63	117	74	191	13.25
Jehay-Bodegnée . . . . .	99	73	172	10.09	77	63	140	8.21	93	95	188	11.03
Landen . . . . .	248	175	423	21.63	256	181	437	22.35	276	181	457	23.37
Nandrin . . . . .	173	72	245	10.66	172	67	239	10.40	218	103	321	13.96
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	1	—	1	—	1	—	1	—	2	1	3	—
<i>Verviers . . . . .</i>	236	95	331	6.72	236	96	332	6.74	217	105	322	6.54
Aubel . . . . .	60	20	80	9.76	20	5	25	3.05	21	5	26	3.17
Dison . . . . .	48	17	65	3.36	51	25	76	3.93	47	14	61	3.16
Herve . . . . .	51	29	80	6.82	56	25	81	6.90	54	28	82	6.99
Limbourg . . . . .	51	18	69	5.32	44	16	60	4.63	40	12	52	4.01
Spa . . . . .	106	44	150	4.23	127	57	184	5.19	124	54	178	5.02
Stavelot . . . . .	51	37	88	5.72	26	22	48	3.12	50	24	74	4.21
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	8	—

\* Y compris les cantons de Grivegnée, Herstal et Saint-Nicolas.

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Tongres</i>	214	118	332	11.30	196	101	297	10.11	227	109	336	11.44
<i>Bilzen</i>	224	90	314	5.90	380	169	549	10.32	479	180	659	12.38
<i>Looz</i>	168	122	290	9.60	146	84	230	7.61	148	84	232	7.68
<i>Bree</i>	93	18	111	5.77	85	16	101	5.25	62	16	78	4.06
<i>Maaseik</i>	106	32	138	5.56	89	33	122	4.91	99	41	140	5.64
<i>Mechelen</i>	167	51	218	5.69	246	77	323	8.42	248	75	323	8.42
<i>Zichen-Z.-B.</i>	74	24	98	7.08	66	18	84	6.07	81	22	103	7.44
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—
<i>Hasselt</i>	283	108	391	8.26	289	119	408	8.62	234	116	350	7.40
<i>Beringen</i>	329	129	458	8.85	430	147	577	11.14	430	149	579	11.18
<i>Herck-la-Ville</i>	128	65	193	7.57	91	44	135	5.30	92	46	138	5.41
<i>Neerpelt</i>	162	50	212	5.95	150	30	180	5.05	156	32	188	5.27
<i>Peer</i>	98	29	127	7.03	92	14	106	5.87	126	16	142	7.86
<i>Saint-Trond</i>	271	201	472	11.66	204	175	379	9.36	240	206	446	11.01
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Arlon</i>	90	51	141	6.71	105	68	173	8.23	116	70	186	8.85
<i>Etalle</i>	65	41	106	7.32	68	37	105	7.25	70	40	110	7.60
<i>Fauvillers</i>	23	18	41	9.30	14	7	21	4.76	17	9	26	5.89
<i>Flourenville</i>	51	25	76	7.34	42	25	67	6.36	42	26	68	6.45
<i>Messancy</i>	69	51	120	7.16	111	96	207	12.34	110	98	208	12.40
<i>Virton</i>	83	41	124	6.72	96	48	144	7.80	102	46	148	8.02
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—
<i>Marche-en-Famenne</i>	102	54	156	11.67	117	58	175	13.10	109	67	176	13.17
<i>Durbuy</i>	21	15	36	4.41	24	12	36	4.41	34	12	46	5.63
<i>Erezée</i>	35	25	60	9.48	18	15	33	5.21	28	11	39	6.14
<i>Houffalize</i>	42	18	60	6.30	21	6	27	2.84	41	16	57	5.99
<i>La Roche</i>	47	24	71	7.24	20	14	34	3.47	46	26	72	7.35
<i>Nassogne</i>	23	12	35	7.73	17	3	20	4.42	20	4	24	5.30
<i>Vielsalm</i>	24	13	37	4.61	13	4	17	2.12	14	5	19	2.37
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
<i>Neufchâteau</i>	91	39	130	7.87	83	33	116	7.02	112	46	158	9.56
<i>Bastogne</i>	64	35	99	8.92	74	30	104	9.37	123	48	171	14.14
<i>Bouillon</i>	30	11	41	5.54	33	26	59	7.98	37	24	61	8.25
<i>Paliseul</i>	75	31	106	9.47	70	35	105	9.38	78	40	118	10.54
<i>Saint-Hubert</i>	63	24	87	7.87	50	17	67	6.06	64	17	81	7.33
<i>Sibret</i>	37	19	56	6.77	25	13	38	4.59	53	17	70	8.46
<i>Wellin</i>	35	10	45	7.73	33	9	42	7.22	32	12	44	7.56
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	10	—
<i>Namur</i>	454	250	704	7.63	523	293	816	8.84	521	312	833	9.02
<i>Andenne</i>	159	95	254	12.46	153	74	227	11.14	149	73	222	10.89
<i>Eghezée</i>	110	65	175	8.36	70	40	110	5.25	89	56	145	6.93
<i>Fosse</i>	241	141	382	8.03	259	130	389	8.18	258	123	381	8.01
<i>Gembloux</i>	144	92	236	8.18	144	84	228	7.90	181	95	276	9.56
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	40	13	53	—

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Dinant . . . . .	166	87	253	10.05	171	95	266	1,057	203	99	302	12.00
Beauraing . . . . .	65	37	102	7.85	52	33	85	6,54	63	43	106	8.16
Ciney . . . . .	118	64	182	8.29	114	64	178	8.11	150	60	210	9.57
Couvin . . . . .	62	50	112	6.59	70	55	125	7.35	75	52	127	7.47
Florennes . . . . .	64	27	91	7.12	74	32	106	8.29	86	36	122	9.54
Gedinne . . . . .	50	17	67	6.06	45	12	57	5.16	50	14	64	5.79
Philippeville . . . . .	44	19	63	6.14	36	12	48	4.68	35	12	47	4.58
Rochefort . . . . .	89	47	136	9.33	102	40	142	9.74	118	45	163	11.19
Walcourt . . . . .	71	26	97	5.92	75	27	102	6.22	78	27	105	6.40
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—

## Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel

Bruxelles . . . . .	2,905	1,205	4,110	3.25	3,917	1,821	5,738	4.53	3,758	1,764	5,522	4.36
Louvain . . . . .	1,472	716	2,188	7.05	1,187	580	1,767	5.69	1,152	598	1,750	5.64
Nivelles . . . . .	769	456	1,225	6.80	791	489	1,280	7.10	826	486	1,312	7.28
Anvers . . . . .	2,234	1,084	3,318	4.30	2,735	1,447	4,182	5.43	2,708	1,460	4,168	5.41
Malines . . . . .	1,047	479	1,526	6.25	1,001	421	1,422	5.83	969	411	1,380	5.65
Turhnout . . . . .	1,214	801	2,015	8.64	1,005	739	1,744	7.48	1,006	720	1,726	7.40
Mons . . . . .	2,263	1,474	3,737	9.09	2,570	1,639	4,209	10.24	2,569	1,627	4,196	10.21
Charleroi . . . . .	2,208	1,444	3,652	6.49	2,637	1,608	4,245	7.54	2,468	1,528	3,996	7.10
Tournai . . . . .	1,223	582	1,805	7.52	1,344	611	1,955	8.14	1,384	623	2,007	8.36
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles . . . . .	15,335	8,241	23,576	5.59	17,187	9,355	26,542	6.29	16,840	9,217	26,057	6.18
Gand . . . . .	2,913	1,252	4,165	7.92	2,939	1,294	4,233	8.05	3,037	1,321	4,358	8.28
Audenarde . . . . .	1,821	792	2,613	10.74	1,673	726	2,399	9.86	1,732	741	2,473	10.16
Termonde . . . . .	2,171	983	3,154	7.32	1,799	790	2,589	6.01	1,700	766	2,466	5.72
Bruges . . . . .	1,582	657	2,239	6.27	1,412	560	1,972	5.52	1,378	583	1,961	5.49
Courtrai . . . . .	1,108	471	1,579	4.13	1,088	513	1,601	4.19	1,041	531	1,572	4.12
Furnes . . . . .	361	167	528	5.89	377	148	525	5.86	454	162	616	6.88
Ypres . . . . .	503	255	758	5.30	504	261	765	5.35	547	270	817	5.71
Ressort de la Cour d'Appel de Gand . . . . .	10,459	4,577	15,036	6.92	9,792	4,292	14,084	6.48	9,889	4,374	14,263	6.57
Liège . . . . .	2,547	1,428	3,975	6.92	3,115	1,853	4,968	8.65	2,749	1,689	4,438	7.73
Huy . . . . .	1,102	680	1,782	12.38	1,050	660	1,710	11.88	1,101	713	1,814	12.60
Verviers . . . . .	603	260	863	5.67	560	246	806	5.29	557	246	803	5.27
Tongres . . . . .	1,046	455	1,501	7.18	1,208	498	1,706	8.16	1,347	527	1,874	8.97
Hasselt . . . . .	1,271	582	1,853	8.47	1,256	529	1,785	8.16	1,278	565	1,843	8.42
Arlon . . . . .	381	227	608	7.10	436	281	717	8.37	459	290	749	8.74
Marche-en-Famenne . . . . .	294	161	455	7.62	230	112	342	5.73	293	141	434	7.27
Neufchâteau . . . . .	395	169	564	7.80	368	163	531	7.34	507	206	713	9.85
Namur . . . . .	1,108	643	1,751	8.34	1,149	621	1,770	8.43	1,238	672	1,910	9.09
Dinant . . . . .	729	374	1,103	7.76	739	370	1,109	7.80	858	390	1,248	8.78
Ressort de la Cour d'Appel de Liège . . . . .	9,476	4,979	14,455	7.74	10,111	5,333	15,444	8.27	10,387	5,439	15,826	8.47
<b>Totaux :</b>	<b>35,270</b>	<b>17,797</b>	<b>53,067</b>	<b>6.43</b>	<b>37,090</b>	<b>18,980</b>	<b>56,070</b>	<b>6.79</b>	<b>37,116</b>	<b>19,030</b>	<b>56,146</b>	<b>6.80</b>
A l'étranger . . . . .	2,001	1,264	3,265	0.39	172	72	244	0.03	151	31	182	0.02
Inconnu . . . . .	—	—	—	—	9	9	18	—	4	—	4	—
<b>TOTAUX GENERAUX :</b>	<b>37,271</b>	<b>19,061</b>	<b>56,332</b>	<b>6.82</b>	<b>37,271</b>	<b>19,061</b>	<b>56,332</b>	<b>6.82</b>	<b>37,271</b>	<b>19,061</b>	<b>56,332</b>	<b>6.82</b>

TABLEAU n° 37

## DE LA RÉCIDIVE GÉNÉRALE ET DE LA RÉCIDIVE SPÉCIALE

Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le clas-

sement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DÉNOMINATION DES GROUPES 1	N <sup>os</sup> d'ordre 2	N <sup>os</sup> D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe 3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public . . . . .	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique . . . . .	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications . . . . .	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles . . . . .	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique . . . . .	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires . . . . .	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers . . . . .	7	27.
Calomnies et injures . . . . .	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages . . . . .	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le tableau n° 37 est la même que celle attribuée aux tableaux 30 et 31, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Tableau n° 37. — RÉCIDIVISTES RÉPARTIS EN SPÉCIALISTES ET NON SPÉCIALISTES

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	1 <sup>er</sup> DEGRÉ			2 <sup>e</sup> DEGRÉ			3 <sup>e</sup> DEGRÉ			4 <sup>e</sup> DEGRÉ			
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations			
			Spé- cia- lis- tes 4	Non spé- cialis- tes 5	Total 6	Spé- cia- lis- tes 7	Non spé- cialis- tes 8	Total 9	Spé- cia- lis- tes 10	Non spé- cialis- tes 11	Total 12	Spé- cia- lis- tes 13	Non spé- cialis- tes 14	Total 15	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- - -	- - -	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	- - -	- - -	- - -	2 - 2	2 - 2	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . . . .	2	Hommes . Femmes . Ensemble:	6 2 8	8 2 10	14 4 18	2 1 3	1 - 1	3 1 4	- 1 1	5 - 5	5 1 6	1 1 2	2 - 2	3 1 4	
Faux en écritures . . . . .	3	Hommes . Femmes . Ensemble:	62 25 87	85 25 110	147 50 197	35 12 47	29 3 32	64 15 79	14 6 20	21 3 24	35 9 44	16 - 16	12 - 12	28 - 28	
Faux témoignages ou serment . . . . .	4	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	2 1 3	2 1 3	- - -	- 1 1	- 1 1	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
Usurpation de fonctions, titres ou nom . . . . .	5	Hommes . Femmes . Ensemble:	2 1 3	32 11 41	34 12 44	- - -	3 6 9	3 6 9	1 - 1	8 2 10	9 2 11	- - -	6 - 6	6 - 6	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . . . .	6	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	7 - 7	7 - 7	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers . . . . .	7	Hommes . Femmes . Ensemble:	170 58 228	498 158 656	668 216 884	131 22 153	181 53 234	312 75 387	47 9 56	177 29 206	224 38 262	30 5 35	105 22 127	135 27 162	peines correct.
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	Hommes . Femmes . Ensemble:	3 - 3	24 7 31	27 7 34	3 1 4	14 1 15	17 2 19	1 - 1	13 - 13	14 - 14	1 - 1	10 2 12	11 2 13	
Avortement . . . . .	10	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 1 2	5 12 17	6 13 19	- 1 1	3 3 6	3 4 7	- - -	- 3 3	- 3 3	- 1 1	1 - 1	1 1 2	
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	Hommes . Femmes . Ensemble:	- 2 2	14 8 22	14 10 24	2 1 3	8 5 13	10 6 16	1 1 2	6 4 10	7 5 12	- - -	3 3 6	3 3 6	
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- 1 1	- 1 1	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	2 1 3	2 1 3	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	1 1 2	1 1 2	- - -	1 - 1	1 - 1	
Attentats à la pudeur et viols . . . . .	14	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	- - -	- - -	peines crimin.



## ET D'APRÈS LE NOMBRE DE CONDAMNATIONS QU'ILS ONT ENCOURUES

5° DEGRÉ			6° DEGRÉ			7° DEGRÉ			8° DEGRÉ			9° DEGRÉ			10° DEGRÉ et au delà 11 condamnations et plus			AU TOTAL			
6 condamnations			7 condamnations			8 condamnations			9 condamnations			10 condamnations			11 condamnations et plus						
Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	
-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	1	10	17	27	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	2	8	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	1	16	19	35	
8	11	19	4	1	5	5	2	7	3	2	5	1	3	4	8	2	10	156	168	324	
1	-	1	2	-	2	-	3	3	1	-	1	1	1	2	1	-	1	49	35	84	
9	11	20	6	1	7	5	5	10	4	2	6	2	4	6	9	2	11	205	203	408	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	
-	5	5	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	3	3	3	61	64	
-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	1	23	24	
-	6	6	-	3	3	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	5	5	4	84	88	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7	
12	80	92	12	55	67	8	40	48	4	33	37	1	34	35	16	91	107	431	1,294	1,725	
-	6	6	4	13	17	3	8	11	-	7	7	-	4	4	2	3	5	103	303	406	
12	86	98	16	68	84	11	48	59	4	40	44	1	38	39	18	94	112	534	1,597	2,131	
3	3	6	-	-	-	-	5	5	-	2	2	-	3	3	1	6	7	47	189	236	
1	2	3	-	3	3	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	82	95	
4	5	9	-	3	3	-	7	7	-	2	2	-	3	3	1	6	7	60	271	331	
1	2	3	-	5	5	2	3	5	-	3	3	-	2	2	1	6	7	12	82	94	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	11	12	
1	2	3	-	5	5	2	3	5	-	3	3	-	2	2	1	7	8	13	93	106	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	9	10	
-	1	1	-	-	-	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	3	22	25	
-	1	1	-	-	-	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	4	31	35	
-	3	3	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	2	3	38	41	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	20	24	
-	3	3	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	2	7	58	65	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	
-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
-	9	9	-	3	3	-	1	1	-	-	-	-	3	3	-	4	4	14	93	107	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	6	7
-	9	9	-	3	3	-	1	1	-	-	-	-	3	3	-	4	4	15	99	114	





Tableau n° 37 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	1 <sup>er</sup> DEGRÉ			2 <sup>e</sup> DEGRÉ			3 <sup>e</sup> DEGRÉ			4 <sup>e</sup> DEGRÉ		
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations		
			Spé- cia- lis- tes 4	Non spé- cialis- tes 5	Total 6	Spé- cia- lis- tes 7	Non spé- cialis- tes 8	Total 9	Spé- cia- lis- tes 10	Non spé- cialis- tes 11	Total 12	Spé- cia- lis- tes 13	Non spé- cialis- tes 14	Total 15
Violation du secret professionnel . . . . .	32	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
Violation du secret des lettres et autres communications . . . . .	33	Hommes . Femmes . Ensemble:	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
Vols et maraudages . . . . .	34	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
» correct.	35	Hommes .	1,192	1,345	2,537	704	388	1,092	297	395	692	227	154	381
		Femmes .	507	444	951	229	113	342	80	81	161	55	45	100
		Ensemble:	1,699	1,789	3,488	933	501	1,434	377	476	853	282	199	481
» de pol.	36	Hommes .	164	244	408	84	68	152	14	40	54	19	20	39
		Femmes .	104	137	241	51	25	76	27	22	49	20	9	29
		Ensemble:	268	381	649	135	93	228	41	62	103	39	29	68
Banqueroute . . . . .	37	Hommes .	3	1	4	-	-	-	-	-	-	1	1	2
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble:	3	1	4	-	-	-	-	-	-	1	1	2
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie . . . . .	38	Hommes .	311	408	719	181	142	323	77	108	185	50	47	97
		Femmes .	160	189	349	55	34	89	15	23	38	17	10	27
		Ensemble:	471	597	1,068	236	176	412	92	131	223	67	57	124
» de pol.	39	Hommes .	2	8	10	1	3	4	1	-	1	-	-	-
		Femmes .	-	1	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-
		Ensemble:	2	9	11	3	3	6	1	-	1	-	-	-
Recel . . . . .	40	Hommes .	116	202	318	75	58	133	35	43	78	30	27	57
		Femmes .	73	109	182	45	28	73	11	23	34	12	8	20
		Ensemble:	189	311	500	120	86	206	46	66	112	42	35	77
Incendie . . . . .	41	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destructions et dom- mages . . . . .	42	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
» correct.	43	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
» de pol.	44	Hommes .	3	29	32	2	9	11	-	5	5	-	3	3
		Femmes .	-	8	8	-	3	3	-	3	3	-	-	-
		Ensemble:	3	37	40	2	12	14	-	8	8	-	3	3
Totaux :	45	Hommes .	1	25	26	-	8	8	2	11	13	-	7	7
		Femmes .	-	10	10	-	1	1	-	4	4	-	-	-
		Ensemble:	1	35	36	-	9	9	2	15	17	-	7	7
Totaux :	45	Hommes .	2,516	3,758	6,274	1,537	1,191	2,728	586	1,052	1,638	439	519	958
		Femmes .	1,185	1,558	2,743	551	388	939	191	273	464	131	141	272
		Ensemble:	3,701	5,316	9,017	2,088	1,579	3,667	777	1,325	2,102	570	660	1,230

5° DEGRÉ 6 condamnations			6° DEGRÉ 7 condamnations			7° DEGRÉ 8 condamnations			8° DEGRÉ 9 condamnations			9° DEGRÉ 10 condamnations			10° DEGRÉ et au delà 11 condamnations et plus			AU TOTAL			
Spé- cia- lis- tes 16	Non spé- cialis- tes 17	Total 18	Spé- cia- lis- tes 19	Non spé- cialis- tes 20	Total 21	Spé- cia- lis- tes 22	Non spé- cialis- tes 23	Total 24	Spé- cia- lis- tes 25	Non spé- cialis- tes 26	Total 27	Spé- cia- lis- tes 28	Non spé- cialis- tes 29	Total 30	Spé- cia- lis- tes 31	Non spé- cialis- tes 32	Total 33	Spé- cia- lis- tes 34	Non spé- cialis- tes 35	Total 36	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
125	177	302	105	92	197	56	61	117	47	47	94	38	53	91	187	189	376	2,978	2,901	5,879	
32	28	60	10	11	21	20	12	32	10	11	21	8	2	10	32	19	51	983	766	1,749	
157	205	362	115	103	218	76	73	149	57	58	115	46	55	101	219	208	427	3,961	3,667	7,628	
9	13	22	1	10	11	2	12	14	-	6	6	1	5	6	16	14	30	310	432	742	
7	5	12	5	1	6	-	2	2	5	-	5	2	-	2	11	2	13	232	203	435	
16	18	34	6	11	17	2	14	16	5	6	11	3	5	8	27	16	43	542	635	1,177	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	5	2	7	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	5	2	7	
29	42	71	35	20	55	11	19	30	16	13	29	13	8	21	62	39	101	785	846	1,631	
3	9	12	3	2	5	3	6	9	4	1	5	-	-	-	8	6	14	268	280	548	
32	51	83	38	22	60	14	25	39	20	14	34	13	8	21	70	45	115	1,053	1,126	2,179	
-	1	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	12	17	
-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	3	
-	1	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	13	20	
12	27	39	9	14	23	6	18	24	4	18	22	2	7	9	17	23	40	306	437	743	
3	10	13	3	4	7	-	4	4	2	1	3	-	-	-	6	2	8	156	189	345	
15	37	52	12	18	30	6	22	28	6	19	25	2	7	9	23	25	48	462	626	1,088	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	6	7	-	3	3	-	3	3	-	3	3	-	1	1	-	6	6	6	68	74	
-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	15	
1	6	7	-	4	4	-	3	3	-	3	3	-	1	1	-	6	6	6	83	89	
-	7	7	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3	3	3	63	66	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	16	16	
-	7	7	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	4	4	3	79	82	
234	466	700	200	254	454	108	197	305	94	152	246	62	148	210	352	450	802	6,128	8,187	14,315	
57	78	135	34	47	81	31	40	71	32	26	58	12	11	23	69	46	115	2,293	2,608	4,901	
291	544	835	234	301	535	139	237	376	126	178	304	74	159	233	421	496	917	8,421	10,795	19,216	



TABLEAU n° 38

Ce tableau réunit dans un même cadre les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part.

Il importe, en effet, de pouvoir suivre l'influence de l'ivrognerie sur la criminalité non seulement par groupes de criminels mais aussi

et antérieurement à toute étude détaillée pour l'ensemble de ceux-ci.

Il est possible ainsi d'établir rapidement le taux d'intervention de l'ivrognerie sous ses divers aspects réunis, dans les causes de la criminalité.

Les chiffres ci-dessous en donnent les proportions pour les douze dernières années :

ANNÉES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38,362	9,483	24.78
1932	38,150	9,179	24.06
1933	37,997	8,808	23.18
1934	39,653	8,756	22.08
1935	38,518	8,271	21.47
1936	36,966	8,403	22.73
1937	34,672	7,990	23.04
1938	33,978	7,266	21.38
1939	31,900	6,878	21.56
1940	33,256	6,077	18.27
1941	49,837	4,965	9.96
1942	56,332	4,487	7.96

On constate un mouvement décroissant constant, sauf pour les années d'euphorie 1936 et 1937. En 1940, la chute est déjà plus forte; en 1941, elle est particulièrement profonde; elle s'accroît encore en 1942.

Tableau n° 38. — IVROGNERIE

NATURE DE L'INFRACTION 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Contrefaçon ou altération de mon- naies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	1 — 1	7 2 9	— — —	— — —	1 — 1	7 2 9	— — —	
Faux en écritures	3	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	19 — 19	55 1 56	— — —	— — —	18 — 18	54 1 55	1 — 1	
Faux témoignage ou serment	4	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	6 1 7	18 — 18	— — —	— — —	5 — 5	17 — 17	1 1 2	
Infraction contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	
Infractions contre l'ordre public par des parti- culiers	7	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	146 14 160	604 28 632	9 1 10	3 — 3	35 3 38	418 21 439	102 10 112	183 7 190
		{ Hommes . Femmes . Ensemble :	42 2 44	51 4 55	2 — 2	— — —	20 1 21	35 3 38	20 1 21	16 1 17
Infractions contre la sécurité pu- blique	9	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	4 — 4	24 2 26	— — —	— — —	2 — 2	21 2 23	2 — 2	3 — 3
		{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— 1 1	1 — 1	— — —	— — —	— 1 1	1 — 1	— — —	— — —
Avortement	10	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— 1 1	1 — 1	— — —	— — —	— 1 1	1 — 1	— — —	— — —
		{ Hommes . Femmes . Ensemble :	3 — 3	11 1 12	— — —	— — —	3 — 3	11 1 12	— — —	— — —
Destruction ou supposition d'état	12	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs	13	{ Hommes . Femmes . Ensemble :	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —



NATURE DE L'INFRACTION	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Attentat à la pu- deur et viols	14	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
» correct.	15	Hommes .	5	18	—	—	5	18	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	5	18	—	—	5	18	—	—
Corruption de la jeunesse et pros- titution	16	Hommes .	4	3	—	—	4	3	—	—
		Femmes .	—	4	—	—	—	4	—	—
		Ensemble:	4	7	—	—	4	7	—	—
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes .	7	19	2	—	3	14	2	5
		Femmes .	2	4	—	—	1	4	1	—
		Ensemble:	9	23	2	—	4	18	3	5
» de pol.	18	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	Hommes .	30	151	—	1	30	149	—	1
		Femmes .	2	8	1	—	1	8	—	—
		Ensemble:	32	159	1	1	31	157	—	1
Abandon de famille	20	Hommes .	—	10	—	—	—	10	—	—
		Femmes .	1	—	1	—	—	—	—	—
		Ensemble:	1	10	1	—	—	10	—	—
Meurtre	21	Hommes .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	1	—	—	—	1	—	—
» correct.	22	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporel- les volontaires.	23	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
» correct.	24	Hommes .	41	234	7	—	25	200	9	34
		Femmes .	2	10	—	—	1	8	1	2
		Ensemble:	43	244	7	—	26	208	10	36
» de pol.	25	Hommes .	45	190	1	—	24	166	20	24
		Femmes .	4	20	—	—	2	20	2	—
		Ensemble:	49	210	1	—	26	186	22	24
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers.	27	Hommes .	1	5	—	1	—	3	1	1
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	1	5	—	1	—	3	1	1

Tableau n° 38 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	peines correct.	Hommes .	3	8	—	—	3	7	—	1
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	3	8	—	—	3	7	—	1
	» de pol.	Hommes .	2	8	—	—	—	8	2	—
		Femmes .	—	3	—	—	—	2	—	1
		Ensemble:	2	11	—	—	—	10	2	1
Violation de sépulture.	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel.	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	peines crimin.	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	
	peines correct	Hommes .	230	1,349	—	1	228	1,339	2	9
		Femmes .	16	50	—	1	14	46	2	3
		Ensemble:	246	1,399	—	2	242	1,385	4	12
» de pol.	Hommes .	37	155	1	—	36	155	—	—	
	Femmes .	—	9	—	—	—	9	—	—	
	Ensemble:	37	164	1	—	36	164	—	—	
Banqueroute	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—	
Abus de confiance escroquerie, tromperie	peines correct	Hommes .	61	359	1	—	60	357	—	2
		Femmes .	7	24	1	—	6	24	—	—
		Ensemble:	68	383	2	—	66	381	—	2
	» de pol.	Hommes .	1	6	—	—	1	6	—	—
		Femmes .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble:	1	7	—	—	1	7	—	—
Recel	Hommes .	30	176	1	—	29	175	—	1	
	Femmes .	1	11	—	—	1	11	—	—	
	Ensemble:	31	187	1	—	30	186	—	1	
Incendie	peines crimin.	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	
	» correct.	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	

NATURE DE L'INFRACTION 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	SEXE des condamnés 3	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
Destructions et dommages	peines crimin.	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—	—	—
	» correct.	Hommes .	8	26	3	—	1	21	4	5
		Femmes .	3	2	—	—	2	2	1	—
		Ensemble :	11	28	3	—	3	23	5	5
» de pol.	Hommes .	4	20	—	—	1	16	3	4	
	Femmes .	2	4	—	—	1	3	1	1	
	Ensemble :	6	24	—	—	2	19	4	5	
<i>Totaux :</i>	Hommes .	731	3,511	27	6	535	3,214	169	291	
	Femmes .	57	188	3	1	34	172	20	15	
	Ensemble :	788	3,699	30	7	569	3,386	189	306	

Tableau n° 39. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1<sup>er</sup> § 1 ET 3 DE L'ARRÊTÉ-LOI  
DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA RÉPRESSION DE L'IVRESSE  
jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises

CATÉGORIES DE CONTRAVENTIONS 1	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque incon- nue ou indé- termi- née 14	TO- TAUX 15
	Jan- vier 2	Fé- vrier 3	Mars 4	Avril 5	Mai 6	Juin 7	Juillet 8	Août 9	Sep- tembre 10	Octo- bre 11	No- vem- bre 12	Dé- cem- bre 13		
Faits d'ivresse connexes à un délit . . . . .	44	35	35	34	39	32	45	35	34	35	44	49	—	461
Faits d'ivresse commis iso- lément . . . . .	139	112	135	133	179	133	114	130	144	156	178	185	2	1,740
<i>Total des deux catégories ci-dessus . . . . .</i>	183	147	170	167	218	165	159	165	178	191	222	234	2	2,201

Il y a lieu de se reporter pour ce tableau à ce qui a été dit dans la publication décennale de la statistique judiciaire (1).

On peut constater que depuis 1940 de nouvelles baisses importantes se sont produites dans les faits d'ivresse jugés en 1941 et 1942.

(1) Cfr. aussi *Bulletin de Statistique*, 27<sup>e</sup> année, nos 10-11, octobre-novembre 1941, pp. 112-113 : Statistique des infractions à la loi sur l'ivresse 1931 à 1940.



SECTION II.

**STATISTIQUE**

DE LA

**JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE**

ET DE LA

**JURIDICTION DU TRAVAIL**



# JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

---

Les données de la statistique de la justice civile et commerciale sont inscrites, pour chaque juridiction, par les soins des greffiers, dans des formulaires, issus du Ministère de la Justice et dont les textes respectifs ont été arrêtés depuis de nombreuses années par ce département.

Ces documents, appelés états statistiques ou comptes rendus, sont dressés à la fin de chaque année.

Pour les divorces, les adoptions et les faillites, des listes nominatives sont, en outre, établies par les greffes.

Une circulaire ministérielle du 8 décembre

1934 stipule que les fonctionnaires intéressés doivent faire toutes les annotations nécessaires pour que la statistique soit établie avec la plus parfaite exactitude.

Après vérification de ces états, comptes ou listes nominatives, le département de la Justice les transmet à l'Office Central de Statistique.

Celui-ci compulse les éléments statistiques dans des cahiers de dépouillement, qui permettent une nouvelle vérification et la totalisation des différentes données.

Les tableaux statistiques présentés ci-après sont extraits de ces cahiers de dépouillement.

---

## I° JUSTICES DE PAIX

*Compétence.* — Jusqu'en mai 1940, les arrondissements judiciaires du Royaume étaient divisés en 230 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprenait 88, celui de Gand 65, celui de Liège 77.

Depuis, il y a lieu de tenir compte de la soustraction à l'administration belge des territoires comportant les cantons de : Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les cantons du Royaume étant ainsi réduits à 227 et ceux du ressort de la cour d'appel de Liège à 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Une place de greffier adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis-greffier doit faire habituellement les fonctions de greffier.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats de leur activité, en matière contentieuse, sont consignés dans le tableau n° 40.

*Jurisdiction contentieuse.* — L'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 modifiant la loi du 25 mars 1876 détermine comme suit la compétence du juge de paix :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 5,000 francs, en outre des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi, mais seulement en dernier ressort et jusqu'à la valeur de 1,000 francs.

Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 5,000 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur l'article 212 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 des lois sur la compétence, dépasse ou ne dépasse pas 1,000 francs.)

Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'art. 2 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 et par l'Arrêté Royal du 30 mars 1935) étant les contestations relatives aux baux à ferme et à loyer, aux obligations de copropriétaires, aux servitudes, aux droits de passage; les actions possessoires, les contestations relatives aux engagements de travail, sous réserve de la juridiction des prud'hommes; les actions rédhibitoires dans les ventes ou échanges d'animaux, les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, les contestations relatives aux ventes de semences, engrais, nourritures d'animaux, si l'acheteur n'a pas fait acte de commerce; les oppositions frappant l'épargne de la femme mariée et du mineur.

En outre, en vertu des articles 8 et 21 du Code rural, ils connaissent des indemnités relatives au droit de fouille et aux droits d'irrigation et de dessèchement.

Selon l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 juillet 1935 remplaçant l'article 59 des lois coordonnées sur les mines, les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 15,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 40,000 francs.

En cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre ceux-ci de leur responsabilité, ils sont compétents en dernier ressort jusqu'à la valeur de 8,000 francs, en



premier ressort jusqu'à la valeur de 20,000 francs (art. 59 A. R. Mines, coord. 15 septembre 1919, modifié par la loi du 15 septembre 1928).

L'article 6 de la loi du 25 mars 1841 donne compétence aux juges de paix pour connaître des demandes en validité et en main-levée des saisies-gageries et des saisies-foraines.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ... ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (A. R. du 28 septembre 1931 coordonnant les lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, modifié par A. R. du 31 mars 1936, art. 24.)

Il a la même compétence en ce qui concerne la réparation des accidents du travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre (Arrêté du 9 août 1941, art. 15).

De même le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bâtiment est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou aux ayants droit ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

En vertu de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1927, les recours contre les décisions du Fonds de prévoyance sont portés devant le juge de paix, qui statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Les dispositions légales exceptionnelles en matière de loyer et de fermage ont également

attribué la compétence des contestations au juge de paix de la situation de l'immeuble. A cet égard il y a lieu de citer :

En ce qui concerne les *baux à loyer* :

L'arrêté du 20 septembre 1940, dont les effets furent successivement prorogés par les arrêtés du 24 décembre 1940 et du 26 février 1941;

L'arrêté modificatif du 28 avril 1941;

L'arrêté du 18 novembre 1942.

La compétence du juge de paix est en dernier ressort si le loyer annuel n'excède pas 2,500 francs (art. 12 de l'A. du 29-9-1940).

En ce qui concerne les *baux à ferme* :

Les arrêtés du 26 novembre et du 4 décembre 1940 qui, muets sur la compétence, laissent leur application intégrale aux lois sur la compétence en la matière.

*Juridiction gracieuse.* — Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail.

*Notariat.* — Le notariat est régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), modifiée par les lois des 16 décembre 1922 et 16 avril 1927, et par l'Arrêté Royal du 13 décembre 1935.

En vertu de l'article 2 de la loi du 16 avril 1927, le nombre des notaires, leur placement et leur résidence seront déterminés par le gouvernement, de manière qu'il y ait un notaire au plus par 6,500 habitants dans les agglomérations de Bruxelles, Liège, Anvers, Gand et Charleroi et un notaire au plus par 6,000 habitants dans les autres cantons avec minimum de deux notaires par canton.

Toutefois, dans les cantons qui ont une population dépassant 35,000 habitants, le nombre de notaires ne pourra être supérieur à six.

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 7. novembre 1940, pp. 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale, procédures nouvelles en justice de paix. — Résultats statistiques.

Tableau n° 40. — JUSTICE DE PAIX. — ÉTAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugement rendu avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugements	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles 1 <sup>er</sup> cant.	1,503	184	360	1,327	130	Malines (Nord)	296	9	2	303	10
» 2 <sup>e</sup> »	2,552	409	857	2,104	118	» (Sud)	357	32	43	346	27
» 3 <sup>e</sup> »	2,653	1,517	1,717	2,453	62	Duffel	216	8	24	200	15
» 4 <sup>e</sup> »	769	140	190	719	82	Heist-op-den-Berg	135	3	19	119	13
Anderlecht	1,424	690	749	1,365	123	Lierre	186	5	13	178	6
Assche	253	226	243	236	66	Puurs	125	2	19	108	19
Hal	323	23	35	311	85	<i>Totaux :</i>	<b>1,315</b>	<b>59</b>	<b>120</b>	<b>1,254</b>	<b>90</b>
Ixelles 1 <sup>er</sup> canton	1,016	19	77	958	53	Turnhout	237	144	107	274	27
» 2 <sup>e</sup> »	867	15	152	730	160	Arendonk	102	243	277	68	20
Molenbeek-St-Jean	1,797	431	624	1,604	350	Herentals	283	266	265	284	21
Saint-Gilles	843	191	283	751	60	Hoogstraten	63	73	78	58	17
St-Josse-ten-Noode	1,737	449	637	1,549	196	Mol	229	25	28	226	78
Schaerbeek 1 <sup>er</sup> cant.	954	326	318	962	115	Westerloo	119	1	20	100	26
» 2 <sup>e</sup> »	1,024	326	356	994	84	<i>Totaux :</i>	<b>1,033</b>	<b>752</b>	<b>775</b>	<b>1,010</b>	<b>189</b>
Sint-Kwintens-Lénnik	223	4	30	197	67	Boussu	910	24	122	812	116
Uccle	1,402	410	510	1,302	105	Mons	767	10	126	651	87
Vilvorde	383	35	16	402	29	Chièvres	66	48	55	59	16
Wolvertem	219	228	240	207	—	Dour	235	257	279	213	9
<i>Totaux :</i>	<b>19,942</b>	<b>5,623</b>	<b>7,394</b>	<b>18,171</b>	<b>1,885</b>	Enghien	78	—	8	70	22
Louvain 1 <sup>er</sup> cant.	425	625	650	400	36	La Louvière	607	1,389	1,256	740	48
» 2 <sup>e</sup> »	569	858	942	485	24	Lens	151	379	410	120	23
Aarschot	117	413	413	117	—	Pâturages	318	265	287	296	36
Diest	185	5	45	145	24	Rœulx	209	458	458	209	22
Glabbeek	79	97	109	67	12	Soignies	230	517	525	222	17
Haacht	111	208	237	82	9	<i>Totaux :</i>	<b>3,571</b>	<b>3,347</b>	<b>3,526</b>	<b>3,392</b>	<b>396</b>
Tirlemont	475	594	655	414	42	Charleroi (Nord)	599	1,735	1,790	544	58
Léau	75	148	165	58	10	» (Sud)	1,476	1,186	680	1,982	41
<i>Totaux :</i>	<b>2,036</b>	<b>2,948</b>	<b>3,216</b>	<b>1,768</b>	<b>157</b>	Beaumont	84	112	112	84	29
Nivelles	442	526	492	476	83	Binche	612	1,036	1,080	568	122
Genappe	120	191	211	100	40	Châtelet	438	1,462	1,481	419	62
Jodoigne	105	237	156	186	27	Chimay	106	—	—	106	26
Perwez	48	80	57	71	—	Fontaine-l'Évêque	379	16	26	369	34
Wavre	423	431	511	343	138	Gosselies	405	468	463	410	46
<i>Totaux :</i>	<b>1,138</b>	<b>1,465</b>	<b>1,427</b>	<b>1,176</b>	<b>288</b>	Jumet	549	13	36	526	39
Anvers 1 <sup>er</sup> canton	796	564	687	673	82	Marchienne-au-Pont	461	1,130	1,104	487	52
» 2 <sup>e</sup> »	1,314	630	877	1,067	127	Merbes-le-Château	90	186	183	93	7
» 3 <sup>e</sup> »	1,415	902	1,089	1,228	67	Seneffe	312	987	966	333	101
» 4 <sup>e</sup> »	747	157	73	831	153	Thuin	132	2	15	119	20
Berchem	794	264	328	730	139	<i>Totaux :</i>	<b>5,643</b>	<b>8,333</b>	<b>7,936</b>	<b>6,040</b>	<b>637</b>
Boom	346	271	271	346	31						
Borgerhout	1,484	27	189	1,322	139						
Brecht	123	139	140	122	10						
Ekeren	414	13	42	385	58						
Kontich	298	212	251	259	21						
Zandhoven	175	107	98	184	13						
<i>Totaux :</i>	<b>7,906</b>	<b>3,286</b>	<b>4,045</b>	<b>7,147</b>	<b>840</b>						

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Tournai	390	721	735	376	197	Bruges 1 <sup>er</sup> cant.	232	658	679	211	30
Antoing	109	18	11	116	17	» 2 <sup>e</sup> »	399	847	871	375	187
Ath	102	444	451	95	36	» 3 <sup>e</sup> »	224	555	569	210	190
Celles	27	1	3	25	7	Ardoois	33	48	52	29	5
Flobecq	36	103	13	126	11	Gistel	97	2	12	87	18
Frasnes	24	1	4	21	3	Ostende	381	815	852	344	37
Lessines	121	391	397	115	14	Ruiselede	30	91	95	26	7
Leuze	66	—	—	66	12	Tielt	53	119	125	47	9
Péruwelz	105	211	220	96	16	Torhout	144	504	527	121	44
Quevaucamps	190	203	196	197	20	<i>Totaux :</i>	<b>1,593</b>	<b>3,639</b>	<b>3,782</b>	<b>1,450</b>	<b>527</b>
Templeuve	123	267	280	110	71	Courtrai 1 <sup>er</sup> cant.	151	141	161	131	82
<i>Totaux :</i>	<b>1,293</b>	<b>2,360</b>	<b>2,310</b>	<b>1,343</b>	<b>404</b>	» 2 <sup>e</sup> »	224	203	214	213	22
Gand 1 <sup>er</sup> canton	701	39	131	609	16	Avelgem	50	105	110	45	4
» 2 <sup>e</sup> »	529	2	40	491	38	Harelbeke	148	287	299	136	—
» 3 <sup>e</sup> »	513	37	45	505	110	Izegem	64	200	206	58	6
Assenede	99	186	169	116	4	Menin	240	1	45	196	29
Deinze	55	108	116	47	11	Meulebeke	52	67	77	42	27
Eekloo	124	130	144	110	7	Mousseron	352	815	816	351	40
Evergem	176	11	46	141	4	Moorseele	43	5	16	32	7
Kapryke	40	95	63	72	3	Oostroozebeke	61	96	98	59	5
Kruishoutem	43	62	68	37	3	Roulers	168	355	358	165	9
Ledeberg	189	14	23	180	19	<i>Totaux :</i>	<b>1,553</b>	<b>2,275</b>	<b>2,400</b>	<b>1,428</b>	<b>231</b>
Loochristi	81	—	16	65	6	Furnes	82	20	25	77	2
Nazareth	64	4	9	59	8	Dixmude	72	128	97	103	17
Nevele	49	1	13	37	4	Haringe	21	2	4	19	—
Oosterzele	112	393	413	92	9	Nieuport	78	210	219	69	3
Waarschot	24	5	5	24	4	<i>Totaux :</i>	<b>253</b>	<b>360</b>	<b>345</b>	<b>268</b>	<b>22</b>
Zomergem	46	159	165	40	5	Ypres 1 <sup>er</sup> canton	27	135	137	25	—
<i>Totaux :</i>	<b>2,845</b>	<b>1,246</b>	<b>1,466</b>	<b>2,625</b>	<b>251</b>	» 2 <sup>e</sup> »	62	204	205	61	7
Audenarde	135	332	332	135	21	Hooglede	39	53	54	38	8
Grammont	119	366	390	95	13	Messines	60	113	117	56	—
Herzele	111	5	16	100	20	Passchendale	21	68	70	19	5
Nederbrakel	41	108	118	31	8	Poperinge	45	103	99	49	10
Ninove	227	496	515	208	30	Wervik	146	198	252	92	11
Renaix	120	353	369	104	28	<i>Totaux :</i>	<b>400</b>	<b>874</b>	<b>934</b>	<b>340</b>	<b>41</b>
Sint-Maria-Horebeke	47	118	118	47	8	Liège 1 <sup>er</sup> canton	1,636	784	839	1,581	90
Zottegem	72	3	16	59	13	» 2 <sup>e</sup> »	1,716	903	1,202	1,417	200
<i>Totaux :</i>	<b>872</b>	<b>1,781</b>	<b>1,874</b>	<b>779</b>	<b>141</b>	Dalhem	166	126	135	157	18
Termonde	196	9	8	197	15	Fexhe-Slins	207	11	16	202	23
Alost	634	927	1,009	552	49	Fléron	395	23	40	378	21
Beveren	109	128	129	108	8	Grivegnée	591	748	770	569	38
Hamme	74	244	245	73	17	Herstal	401	484	484	401	86
Lokeren	130	14	34	110	15	Hollogne-aux-Pierres	608	602	437	773	43
Sint-Gillis-Waas	83	322	261	144	9	Louveigné	312	233	219	326	28
Saint-Nicolas	288	902	769	421	26	Saint-Nicolas	356	31	42	345	33
Tamise	202	281	285	198	27	Seraing	741	448	423	766	75
Wetteren	148	5	11	142	8	Waremmes	150	185	157	178	—
Zeel	104	9	21	92	17	<i>Totaux :</i>	<b>7,279</b>	<b>4,578</b>	<b>4,764</b>	<b>7,093</b>	<b>655</b>
<i>Totaux :</i>	<b>1,968</b>	<b>2,841</b>	<b>2,772</b>	<b>2,037</b>	<b>191</b>						

Tableau n° 40 (suite).

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Huy	278	671	681	268	57	Marche-en-Famenne	62	155	169	48	57
Ferrières	17	27	34	10	11	Durbuy	32	28	21	39	7
Hannut	55	164	157	62	5	Erezée	16	31	31	16	5
• Héron	62	72	71	63	25	Houffalize	52	122	132	42	7
Jehay-Bodegnée	43	79	77	45	5	Laroche	66	97	121	42	11
Landen	82	281	287	76	19	Nassogne	23	91	93	21	4
Nandrin	118	191	199	110	28	Vielsalm	26	5	6	25	1
<i>Totaux :</i>	<b>655</b>	<b>1,485</b>	<b>1,506</b>	<b>634</b>	<b>150</b>	<i>Totaux :</i>	<b>277</b>	<b>529</b>	<b>573</b>	<b>233</b>	<b>94</b>
Verviers	257	438	463	232	35	Neufchâteau	52	141	151	42	13
Aubel	31	40	45	26	6	Bastogne	37	—	13	24	—
Dison	64	135	87	112	19	Bouillon	22	50	45	27	5
Herve	42	45	40	47	7	Paliseul	44	85	91	38	17
Limbourg	43	90	82	51	6	Saint-Hubert	28	95	100	23	3
Spa	158	247	159	246	16	Sibret	21	1	5	17	5
Stavelot	47	7	12	42	20	Wellin	12	1	1	12	8
<i>Totaux :</i>	<b>642</b>	<b>1,002</b>	<b>888</b>	<b>756</b>	<b>109</b>	<i>Totaux :</i>	<b>216</b>	<b>373</b>	<b>406</b>	<b>183</b>	<b>51</b>
Tongres	137	6	15	128	12	Namur 1 <sup>er</sup> c. (N.)	463	46	86	423	55
Bilzen	165	489	538	116	26	» 2 <sup>e</sup> » (S.)	271	12	51	232	23
Looz	81	189	209	61	9	Andenne	168	199	203	164	28
Bree	48	6	4	50	9	Eghezée	103	4	23	84	19
Maaseik	69	9	4	74	10	Fosses	305	47	69	283	23
Mechelen	135	252	156	231	—	Gembloux	272	353	150	475	22
Zichen-Zussen-Bolder	46	88	91	43	5	<i>Totaux :</i>	<b>1,582</b>	<b>661</b>	<b>582</b>	<b>1,661</b>	<b>170</b>
<i>Totaux :</i>	<b>681</b>	<b>1,039</b>	<b>1,017</b>	<b>703</b>	<b>71</b>	Dinant	193	6	16	183	16
Hasselt	328	351	365	314	32	Beauraing	83	177	215	45	—
Beringen	179	69	13	235	14	Ciney	97	134	137	94	6
Herck-la-Ville	60	238	245	53	8	Couvin	75	—	9	66	14
Neerpelt	81	12	16	77	16	Florennes	55	131	140	46	8
Peer	27	45	43	29	5	Gedinne	28	4	11	21	4
Saint-Trond	176	488	475	189	13	Philippeville	40	77	52	65	—
<i>Totaux :</i>	<b>851</b>	<b>1,203</b>	<b>1,157</b>	<b>897</b>	<b>88</b>	Rochefort	53	—	7	46	9
Arlon	123	107	107	123	28	Walcourt	64	190	132	122	2
Etalle	52	113	114	51	19	<i>Totaux :</i>	<b>688</b>	<b>719</b>	<b>719</b>	<b>688</b>	<b>61</b>
Fauvillers	21	133	106	48	10	LE ROYAUME :	<b>66,591</b>	<b>53,519</b>	<b>56,656</b>	<b>63,454</b>	<b>7,815</b>
Florenville	22	3	11	14	3	Le	1941	84,626	65,296	68,902	81,020
Messancy	89	144	145	88	4	Royaume	1940	83,271	67,377	70,391	80,257
Virton	52	241	239	54	12	en	1939	112,222	61,819	66,923	105,118
<i>Totaux :</i>	<b>359</b>	<b>741</b>	<b>722</b>	<b>378</b>	<b>76</b>						

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'Arrêté Royal du 13 juillet 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNÉES	TOTAL des affaires à juger	NOMBRE des affaires commerciales à juger	PROPORTION %
1	2	3	4
1942	127,800	7,091	5.6
1941	158,110	12,852	8.1
1940	160,208	15,205	9.5
1939	181,595	31,936	17.6
1938	181,165	31,987	17.6

Tableau n° 41. — CERTAINES ACTIVITÉS DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNÉES	NOMBRE de conseils de famille présidés	ACTES d'émancipation reçus	ACTES de notoriété reçus	NOMBRE de levées de scellés	RÉCEPTION de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1942	19,370	3,223	15,795	1,200	104,878
1941	19,828	3,656	16,258	919	91,063
1940	19,265	3,592	15,004	654	64,254
1939	18,897	2,774	14,455	795	93,982
1938	18,363	2,321	14,833	796	106,087

Tableau n° 42. — ACTES NOTARIÉS ET DROITS D'ENREGISTREMENT Y PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT (1)

CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3	CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3
Bruxelles (4 cantons)	22,885	114,833,479	Turnhout . . . . .	1,341	3,216,692
Anderlecht . . . . .	4,244	15,500,873	Arendonk . . . . .	494	1,348,062
Assche . . . . .	1,944	2,435,270	Herentals . . . . .	1,714	2,788,946
Hal . . . . .	2,292	4,689,669	Hoogstraten . . . . .	544	1,090,724
Ixelles (2 cantons)	5,133	21,186,107	Mol . . . . .	1,972	2,310,131
Molenbeek-Saint-Jean . . . . .	3,473	9,761,741	Westerloo . . . . .	973	1,699,950
Saint-Gilles . . . . .	2,080	9,188,000			
Saint-Josse-ten-Noode . . . . .	5,822	23,013,807	<i>Total :</i>	<b>7,038</b>	<b>12,454,505</b>
Schaerbeek (2 cantons)	7,669	31,808,146			
Sint-Kwintens-Lennik . . . . .	1,413	1,533,829	Mons . . . . .	4,088	5,833,202
Uccle . . . . .	5,419	20,120,245	Boussu . . . . .	2,489	1,993,305
Vilvorde . . . . .	2,118	3,614,935	Chièvres . . . . .	530	561,408
Wolvertem . . . . .	2,356	6,063,093	Dour . . . . .	1,736	1,568,411
<i>Total :</i>	<b>66,848</b>	<b>263,749,194</b>	Enghien . . . . .	520	890,354
			La Louvière . . . . .	2,287	4,525,999
Louvain (2 cantons)	5,855	12,323,182	Lens . . . . .	1,165	1,246,186
Aarschot . . . . .	919	1,339,744	Pâturages . . . . .	1,989	2,094,636
Diest . . . . .	1,237	2,135,854	Rœulx . . . . .	1,221	1,395,814
Glabbeek . . . . .	514	500,157	Soignies . . . . .	1,498	2,534,098
Haacht . . . . .	1,152	2,360,841			
Tirlemont . . . . .	1,782	2,730,153	<i>Total :</i>	<b>17,523</b>	<b>22,673,413</b>
Léau . . . . .	434	443,696			
<i>Total :</i>	<b>11,893</b>	<b>21,833,627</b>	Charleroi (2 cantons)	7,202	12,356,325
			Beaumont . . . . .	634	1,692,672
Nivelles . . . . .	3,487	7,434,873	Binche . . . . .	2,360	2,876,241
Genappe . . . . .	1,167	1,675,592	Châtelet . . . . .	2,344	2,755,289
Jodoigne . . . . .	1,357	2,448,832	Chimay . . . . .	874	1,238,578
Perwez . . . . .	611	560,944	Fontaine-l'Evêque . . . . .	1,804	2,062,097
Wavre . . . . .	3,144	5,973,063	Gosselies . . . . .	2,104	2,476,681
<i>Total :</i>	<b>9,766</b>	<b>18,093,304</b>	Jumet . . . . .	2,557	2,606,982
			Marchienne-au-Pont . . . . .	1,606	2,550,455
Anvers (4 cantons)	23,993	82,655,651	Merbes-le-Château . . . . .	681	773,765
Berchem . . . . .	1,566	4,233,916	Seneffe . . . . .	1,586	2,181,138
Boom . . . . .	1,250	1,912,277	Thuin . . . . .	1,037	1,201,090
Borgerhout . . . . .	4,388	13,831,630			
Brecht . . . . .	1,771	3,505,158	<i>Total :</i>	<b>24,789</b>	<b>34,771,313</b>
Ekeren . . . . .	2,978	5,239,823			
Kontich . . . . .	1,220	3,017,353	Tournai . . . . .	2,289	5,136,681
Zandhoven . . . . .	1,493	2,093,843	Antoing . . . . .	888	3,573,831
<i>Total :</i>	<b>38,659</b>	<b>116,489,651</b>	Ath . . . . .	590	1,184,950
			Celles . . . . .	379	487,497
Mâlines (2 cantons)	4,282	12,223,922	Flobecq . . . . .	480	374,006
Duffel . . . . .	1,217	1,829,354	Frasnes . . . . .	700	1,355,645
Heist-op-den-Berg . . . . .	1,153	1,617,015	Lessines . . . . .	1,079	1,084,379
Lierre . . . . .	1,239	2,397,572	Leuze . . . . .	729	1,180,730
Puurs . . . . .	1,045	1,219,773	Péruwelz . . . . .	879	1,211,953
<i>Total :</i>	<b>8,936</b>	<b>19,287,636</b>	Quevaucamps . . . . .	801	1,172,580
			Templeuve . . . . .	691	1,131,995
			<i>Total :</i>	<b>9,505</b>	<b>17,894,247</b>

(1) Lire « Bulletin de Statistique », 28<sup>e</sup> année, n° 12, décembre 1942, pp. 225 et 226 : « Les actes notariés en 1941 ».

CANTONS 1	ACTES notariés. — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3	CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3
Gand (3 cantons)	7,201	29,900,622	Courtrai (2 cantons)	3,128	7,560,133
Assenede	639	782,507	Avelgem	214	970,695
Deinze	643	1,038,669	Harelbeke	1,296	2,316,291
Eekloo	877	1,801,242	Izegem	899	1,628,320
Evergem	1,614	3,671,399	Menin	1,233	2,185,156
Kapryke	544	931,332	Meulebeke	610	1,714,834
Kruishoutem	412	766,805	Mouscron	2,097	3,766,647
Ledeberg	1,451	3,602,476	Moorsele	562	1,096,090
Loochristi	519	791,619	Oostroozebeke	266	368,248
Nazareth	608	1,371,150	Roulers	1,214	2,674,640
Nevele	321	686,717	<i>Total :</i>	<b>11,519</b>	<b>24,281,054</b>
Oosterzele	817	1,677,437	Furnes	844	2,245,910
Waarschoot	408	530,049	Dixmude	390	808,866
Zomergem	542	1,205,468	Haringe	428	1,038,193
<i>Total :</i>	<b>16,596</b>	<b>48,757,492</b>	Nieuport	486	1,726,030
Audenarde	1,193	3,686,849	<i>Total :</i>	<b>2,148</b>	<b>5,819,000</b>
Grammont	1,139	2,475,079	Ypres (2 cantons)	706	1,858,811
Herzele	1,624	3,205,575	Hoogdele	275	448,314
Nederbrakel	421	1,037,105	Messines	465	610,842
Ninove	2,328	5,704,051	Passendale	414	1,260,019
Renaix	1,026	3,128,007	Poperinge	504	481,020
Sint-Maria-Horebeke	221	458,745	Wervik	666	1,657,912
Zottegem	586	1,095,461	<i>Total :</i>	<b>3,030</b>	<b>6,316,918</b>
<i>Total :</i>	<b>8,538</b>	<b>20,790,872</b>	Liège (2 cantons)	8,278	25,931,150
Termonde	1,474	2,654,246	Dalhem	678	1,438,916
Alost	3,010	7,029,781	Fexhe-Slins	1,834	2,560,520
Beveren	1,002	1,558,886	Fléron	1,930	2,452,240
Hamme	973	1,927,270	Grivegnée	2,970	8,180,410
Lokeren	902	1,993,112	Hérstal	1,663	2,641,178
Sint-Gillis-Waas	1,581	1,880,745	Höllogne-aux-Pierres	1,879	2,457,826
Saint-Nicolas	1,629	3,874,325	Louveigné	741	1,405,808
Tamise	1,100	1,301,638	Saint-Nicolas	1,357	2,984,734
Wetteren	949	1,339,517	Seraing	2,536	3,338,111
Zele	1,049	1,999,996	Waremmé	790	862,888
<i>Total :</i>	<b>13,669</b>	<b>25,559,517</b>	<i>Total :</i>	<b>24,656</b>	<b>54,253,781</b>
Bruges (3 cantons)	5,962	20,192,312	Huy	1,934	2,389,930
Ardooie	342	678,633	Ferrières	267	433,285
Gistel	781	1,524,047	Hannut	1,065	1,045,481
Ostende	1,620	6,406,824	Héron	573	826,848
Ruiselede	226	908,626	Jehay-Bodegnée	947	1,286,553
Tielt	568	1,941,827	Landen	602	516,893
Torhout	1,398	2,302,857	Nandrin	767	771,266
<i>Total :</i>	<b>10,897</b>	<b>33,955,126</b>	<i>Total :</i>	<b>6,155</b>	<b>7,270,257</b>

Tableau n° 42 (suite).

CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3	CANTONS 1	ACTES notariés — Nombre 2	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS 3
Verviers . . . . .	2,511	6,970,586	Marche-en-Famenne . . . . .	632	1,234,149
Aubel . . . . .	231	586,500	Durbuy . . . . .	508	830,637
Dison . . . . .	1,101	2,940,106	Erezée . . . . .	176	327,338
Herve . . . . .	673	1,159,904	Houffalize . . . . .	388	624,260
Limbourg . . . . .	399	746,912	La Roche . . . . .	468	1,242,245
Spa . . . . .	1,219	2,978,622	Nassogne . . . . .	339	653,999
Stavelot . . . . .	778	1,879,265	Vielsalm . . . . .	415	454,451
<i>Total :</i>	<b>6,812</b>	<b>17,261,895</b>	<i>Total :</i>	<b>2,926</b>	<b>5,367,079</b>
Tongres . . . . .	1,038	1,697,265	Neufchâteau . . . . .	659	958,424
Bilzen . . . . .	1,102	1,263,685	Bastogne . . . . .	538	1,481,006
Bree . . . . .	769	848,257	Bouillon . . . . .	265	237,793
Looz . . . . .	342	397,804	Paliseul . . . . .	309	492,310
Maaseik . . . . .	600	841,548	Saint-Hubert . . . . .	481	1,106,035
Mechelen . . . . .	756	981,798	Sibret . . . . .	267	707,969
Zichem-Zussen-Bolder . . . . .	423	499,994	Wellin . . . . .	254	233,506
<i>Total :</i>	<b>5,030</b>	<b>6,530,351</b>	<i>Total :</i>	<b>2,773</b>	<b>5,217,043</b>
Hasselt . . . . .	1,284	3,010,705	Namur (2 cantons) . . . . .	4,609	8,806,540
Beringen . . . . .	943	1,832,902	Andenne . . . . .	1,064	3,513,773
Herck-la-Ville . . . . .	656	799,705	Eghezée . . . . .	572	1,210,073
Neerpelt . . . . .	738	850,652	Fosses . . . . .	1,487	2,397,814
Peer . . . . .	336	464,998	Gembloux . . . . .	1,683	2,218,228
Saint-Trond . . . . .	1,173	1,998,715	<i>Total :</i>	<b>9,415</b>	<b>18,146,428</b>
<i>Total :</i>	<b>5,130</b>	<b>8,957,677</b>	Dinant . . . . .	1,428	3,725,501
Arlon . . . . .	959	1,802,646	Beauraing . . . . .	567	889,295
Etalle . . . . .	489	703,172	Ciney . . . . .	1,022	1,854,493
Fauvillers . . . . .	159	141,214	Couvin . . . . .	849	954,371
Florenville . . . . .	512	602,819	Florennes . . . . .	569	684,395
Messancy . . . . .	583	789,319	Gedinne . . . . .	298	416,558
Virton . . . . .	686	964,269	Philippeville . . . . .	526	422,740
<i>Total :</i>	<b>3,388</b>	<b>5,003,439</b>	Rochefort . . . . .	536	791,628
			Walcourt . . . . .	600	656,375
			<i>Total :</i>	<b>6,395</b>	<b>10,395,356</b>
			<b>TOTAL GENERAL :</b>	<b>334,034</b>	<b>831,130,175</b>
			TOTAUX	1941	311,229
			GENERAUX	1940	170,331
			EN	1939	289,982
					747,309,991
					237,698,152
					307,534,065



## 2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (1)

*Compétence.* — Il y a dans le Royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

La loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les tribunaux forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Le greffier porte le titre de greffier en chef; les greffiers adjoints portent le titre de greffier.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Cependant, d'après le paragraphe VI de la loi du 25 octobre 1919 prorogée, modifiée par la loi du 12 mai 1937, « le juge appelé à siéger seul ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent en matière civile, au nombre de trois juges.

» Elles ne siègent avec l'assistance du ministère public que dans les cas suivants :

» 1<sup>o</sup> Lorsqu'elles connaissent soit de demandes en divorce ou en séparation de corps, soit d'autres causes concernant l'état des personnes, soit de demandes en interdiction;

» 2<sup>o</sup> Lorsqu'elles connaissent des actions civiles nées en raison d'un délit de presse;

» 3<sup>o</sup> Lorsque le ministère public est partie principale ou intervenante dans l'instance. »

Les tribunaux civils connaissent de toutes les matières; ils ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes, sauf lorsque la partie défenderesse le demande. (Loi du 15 mars 1932, art. 1<sup>er</sup>, formant l'art. 8 des lois sur la compétence.)

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix. (Art. 9.)

En vertu de l'Arrêté Royal portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogeant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont rendus applicables, l'appel des jugements prononcés par les juges de paix, en la matière, est porté devant un juge, membre du tribunal de première instance, désigné par le Roi, et statuant sans intervention du ministère public.

Cette disposition d'appel devant un juge unique a été maintenue dans les divers textes légaux de prorogation en matière de loyers, et reprise par les lois et arrêtés royaux ultérieurs, réglant exceptionnellement ou temporairement les droits des parties en matière de loyer et de fermage.

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 12,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé. (Art. 16, modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.)

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal. (Loi du 26 décembre 1891, art. 11 des lois sur la compétence.)

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes. (Livre I<sup>er</sup> du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.)

(1) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 7, novembre 1940, pages 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. — Résultats statistiques.

Tableau n° 43. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES										Nom- bre des affaires restant à juger	AFFAIRES TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS				
	AFFAIRES À JUGER					AFFAIRES TERMINÉES						qui accueil- lent la de- mande	qui rejet- tent la de- mande	rendus par une cham- bre de trois juges	rendus par le juge uni- que	rendus après com- muni- cation au minis- tère public
	anciennes			Nou- velles intro- duites pend- ant l'année	Nom- bre total des affaires à juger	par des jugements			par décrè- tement trans- ac- tion, aban- don, jonc- tion ou radia- tion	Nom- bre total des affaires ter- minées						
	pen- dantes au com- mencement de l'an- née	réin- scrites au rôle	sur oppo- sition à des jugements par défaut			con- tradic- toires	par défaut	Nom- bre total des affaires termi- nées par des jugements								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles . . . . .	4,366	210	147	5,753	10,476	2,328	1,458	3,786	1,172	4,958	5,518	2,862	924	1,956	1,830	2,931
Louvain . . . . .	580	9	5	479	1,073	203	168	371	101	472	601	283	88	330	41	109
Nivelles . . . . .	289	5	3	384	681	188	103	291	68	359	322	199	92	273	18	58
Anvers . . . . .	1,526	47	48	2,484	4,105	1,114	710	1,824	880	2,704	1,401	1,353	471	1,391	433	878
Malines . . . . .	399	2	2	297	700	126	97	223	62	285	415	165	58	125	98	140
Turnhout . . . . .	126	9	—	233	368	155	47	202	21	223	145	137	65	198	4	20
Mons . . . . .	499	13	16	780	1,308	316	186	502	131	633	675	289	213	349	153	307
Charleroi . . . . .	1,384	13	18	1,692	3,107	702	533	1,235	128	1,363	1,744	1,049	186	1,040	195	645
Tournai . . . . .	457	—	—	358	815	166	102	268	65	333	482	205	63	219	49	127
Gand . . . . .	1,190	2	14	977	2,183	404	356	760	113	873	1,310	579	181	591	169	420
Audenarde . . . . .	274	10	3	262	549	151	65	216	102	318	231	171	45	211	5	53
Termonde . . . . .	241	32	4	476	753	234	134	368	117	485	268	225	143	329	39	133
Bruges . . . . .	815	16	3	739	1,573	329	253	582	258	840	733	419	163	531	51	194
Courtrai . . . . .	536	13	1	549	1,099	240	170	410	113	523	576	310	100	349	61	195
Furnes . . . . .	81	—	—	131	212	60	30	90	30	120	92	55	35	71	19	35
Ypres . . . . .	67	2	—	140	209	65	38	103	8	111	98	74	29	84	19	59
Liège . . . . .	2,036	19	7	1,377	3,439	661	397	1,058	184	1,242	2,197	901	157	707	351	734
Huy . . . . .	222	—	2	232	456	131	47	178	41	219	237	127	51	118	60	105
Verviers . . . . .	318	5	6	334	663	159	110	269	63	332	331	206	63	237	32	150
Tongres . . . . .	116	2	3	160	281	89	41	130	16	146	135	102	28	130	—	10
Hasselt . . . . .	174	45	5	215	439	116	39	155	55	210	229	103	52	152	3	30
Arlon . . . . .	162	—	6	195	363	60	59	119	95	214	149	87	32	66	53	84
Marche-en-Fam. . . . .	95	—	1	84	180	28	18	46	14	60	120	39	7	46	—	5
Neufchâteau . . . . .	323	—	1	85	409	39	43	82	7	89	320	78	9	82	—	23
Namur . . . . .	928	1	5	410	1,344	180	98	278	137	415	929	202	76	244	34	87
Dinant . . . . .	366	9	5	293	673	157	75	232	119	351	322	169	63	189	43	117
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles . . . . .	9,626	308	239	12,460	22,633	5,298	3,404	8,702	2,628	11,330	11,303	6,542	2,160	5,881	2,821	5,215
Gand . . . . .	3,204	75	25	3,274	6,578	1,483	1,046	2,529	741	3,270	3,308	1,833	696	2,166	363	1,089
Liège . . . . .	4,740	81	41	3,385	8,247	1,620	927	2,547	731	3,278	4,969	2,009	538	1,971	576	1,345
<i>Le Royaume :</i>	17,570	464	305	19,119	37,458	8,401	5,377	13,778	4,100	17,878	19,580	10,384	3,394	10,018	3,760	7,649
<i>Le Royaume en :</i>																
1941 . . . . .	17,300	338	209	17,083	34,930	7,786	4,851	12,637	4,723	17,360	17,570	9,540	3,097	9,101	3,536	7,235
1940 . . . . .	16,970	388	186	11,191	28,735	5,342	3,358	8,700	2,735	11,435	17,300	6,598	2,102	5,995	2,705	5,452
1939 . . . . .	18,393	498	386	17,465	36,742	8,860	5,695	14,555	5,217	19,772	16,970	10,966	3,589	9,370	5,185	9,691

Tableau n° 44. — JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND  
AFFAIRES SUR REQUÊTE. — RÉFÉRÉS

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				NOMBRE des jugements statuant sur des demandes de pro deo	RÉFÉRÉS  JUGÉS
		accordées	rejetées	sans suite	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles . . . . .	1,058	5,611	118	240	5,969	2,268	543
Louvain . . . . .	111	507	15	3	525	185	123
Nivelles . . . . .	54	418	18	—	436	123	62
Anvers . . . . .	495	2,444	13	25	2,482	415	415
Malines . . . . .	52	311	4	—	315	40	38
Turnhout . . . . .	28	180	—	—	180	30	24
Mons . . . . .	210	997	33	39	1,069	397	187
Charleroi . . . . .	323	2,117	149	—	2,266	118	319
Tournai . . . . .	91	250	27	—	277	83	76
Gand . . . . .	180	1,014	11	23	1,048	409	145
Audenarde . . . . .	65	260	3	2	265	53	18
Termonde . . . . .	76	424	25	1	450	124	42
Bruges . . . . .	136	565	8	—	573	168	133
Courtrai . . . . .	123	687	5	5	697	204	66
Furnes . . . . .	15	192	9	2	203	29	21
Ypres . . . . .	95	240	5	—	245	88	15
Liège . . . . .	385	2,041	35	58	2,134	687	373
Huy . . . . .	61	342	2	—	344	78	49
Verviers . . . . .	145	501	41	15	557	251	86
Tongres . . . . .	14	208	8	6	222	45	10
Hasselt . . . . .	88	177	13	—	190	32	19
Arlon . . . . .	49	227	—	—	227	50	29
Marche-en-Famenne . . . . .	42	107	2	—	109	26	8
Neufchâteau . . . . .	16	125	—	—	125	9	10
Namur . . . . .	111	579	9	—	588	158	73
Dinant . . . . .	97	360	3	—	363	70	35
Ressort de la Cour d'appel de							
{ Bruxelles . . . . .	2,422	12,835	377	307	13,519	3,659	1,787
{ Gand . . . . .	690	3,382	66	33	3,481	1,075	440
{ Liège . . . . .	1,008	4,667	113	79	4,859	1,406	692
<i>Le Royaume :</i>	4,120	20,884	556	419	21,859	6,140	2,919
<i>Le Royaume en</i> { 1941 . . . . .	3,153	19,558	480	486	20,524	6,893	2,235
{ 1940 . . . . .	2,642	12,918	456	247	13,621	4,274	1,341
{ 1939 . . . . .	4,364	16,861	729	569	18,159	7,331	2,181

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de « pro Deo » sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requêtes.

## DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS

La matière fait l'objet des tableaux nos 45 et 46 et est régie par les articles 229 à 311bis du Code civil (1).

La statistique tient compte des demandes, qui dans l'année de compte ont reçu leur solution devant le tribunal de première instance.

Les chiffres sont donc différents de ceux qui relèveraient les demandes en divorce ou en séparation de corps, année par année, à mesure de leur introduction.

Ils ne peuvent pas non plus correspondre, en ce qui concerne les demandes accueillies, aux nombres des divorces et des séparations de corps actés sur les registres de l'état civil. Les jugements relevés n'ont, en effet, pas nécessairement

force de chose jugée et leur signification ou non, à l'officier de l'état civil reste ignorée.

Néanmoins, la statistique qui fait le compte des demandes à un moment donné (lors de la décision de première instance) et qui se répète d'année en année avec une exactitude toujours égale, n'en forme pas moins une base certaine pour apprécier l'évolution des divorces et des séparations de corps, avec leurs effets sociaux ou leurs répercussions d'ordre familial.

A titre d'exemple analytique, l'examen est fait ci-après des demandes en divorce pendant les cinq dernières années, d'après qu'elles sont introduites par le mari, la femme ou de consentement mutuel et d'après qu'elles sont fondées sur l'adultère du mari ou de la femme.

ANNÉES	DEMANDES EN DIVORCE											
	Total des demandes		introduites par le mari		introduites par la femme		par consentement mutuel		motivées par l'adultère du mari		motivées par l'adultère de la femme	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1938	4,012	100	1,684	41.97	1,956	48.75	372	9.28	416	10.37	588	14.66
1939	3,968	100	1,627	41.00	1,923	48.46	418	10.54	389	9.80	566	14.26
1940	2,492	100	1,028	41.25	1,115	44.75	349	14.00	240	9.63	348	13.96
1941	2,856	100	1,280	44.82	1,397	48.91	179	6.27	370	12.95	483	16.91
1942	3,645	100	1,704	46.75	1,595	43.76	346	9.49	451	12.37	563	15.45

On constate une augmentation massive des demandes en divorce en 1942 (col. 2); elles dépassent les demandes de 1941 de 27 %.

Contrairement à ce qui se passait pendant les années 1938 à 1941, les demandes introduites par le mari sont plus nombreuses que celles émanant de la femme en 1942 (col. 4 à 7).

Les divorces par consentement mutuel, qui ont connu leur proportion d'apogée en 1940, se sont raréfiés en 1941 pour reprendre en 1942 (col. 8 et 9).

Les divorces basés sur l'adultère, dont la proportion allait en décroissant de 1938 à 1940, ont pris une ampleur plus grande en 1941 et 1942 et dépassent même le taux proportionnel de 1938. L'accroissement considérable de l'adultère du mari est à retenir (col. 10 à 13).

(1) Voir indications plus développées à cet égard dans : « La Statistique Judiciaire de la Belgique », années 1931 à 1940, p. 223; et année 1941, p. 196.

Tableau n° 45. – DIVORCES.

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Tableau n° 46. – SEPARATIONS DE CORPS.

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Tableau n° 45. — DIVORCES. —

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Demandes	accueillies	1021	60	36	426	32	7	137	399	56	185	
	rejetées	130	9	15	34	7	—	8	61	5	21	
	abandonnées	—	—	1	—	—	—	4	1	—	5	
<i>Totaux :</i>		1151	69	52	460	39	7	149	461	61	211	
Demandes doubles formées par chacun des époux		91	11	6	44	—	—	10	60	—	16	
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bifurcation d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nombre de ménages en instance		1060	58	46	416	39	7	139	401	61	195	
Demandes formées	par le mari	495	31	24	213	20	5	74	242	34	106	
	par la femme	512	31	23	214	15	2	64	193	25	91	
	par consentement mutuel	144	7	5	33	4	—	11	26	2	14	
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant	225	22	16	129	9	4	44	109	18	69	
	ayant 2 enfants	84	8	8	51	10	3	19	35	6	21	
	ayant 3 enfants	17	4	—	20	—	—	3	10	5	3	
	ayant 4 enfants	2	2	1	3	—	—	3	4	2	—	
	ayant 5 enfants	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
	ayant 6 enfants ou plus	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	
	n'ayant pas ou plus d'enfants	723	21	19	211	19	—	69	243	30	86	
situation inconnue	3	—	2	1	—	—	—	—	—	16		
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	De 1 à 5 ans	85	8	5	48	3	—	14	59	3	17	
	De 5 à 10 ans	306	21	16	133	12	2	37	104	21	53	
	De 10 à 20 ans	514	20	17	170	16	1	68	167	31	95	
	De 20 à 30 ans	133	8	6	48	7	3	19	59	4	27	
	De 30 à 40 ans	19	1	2	16	1	1	1	12	1	2	
	De 40 à 50 ans	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Durée inconnue	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	544	35	11	254	22	1	86	204	30	100
		rejetées et abandonnées	126	8	14	34	6	—	12	61	5	23
		accueillies	150	8	6	80	1	2	14	73	8	27
	Adultère du mari	rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
		accueillies	181	10	14	58	5	3	23	34	15	41
	Adultère de la femme	rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle	du mari	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de la femme	rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de séparation de corps	accueillies	5	—	—	1	—	1	3	2	1	3	
	rejetées et abandonnées	1	1	2	—	1	—	—	1	—	2	
Par consentement mutuel	accueillies	141	7	5	33	4	—	11	26	2	14	
	rejetées	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Les totaux des demandes en divorce pour le Royaume étaient : en 1941 de 2,856; en 1940 de 2,492; en 1939

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME
																Bruxelles	Gand	Liège	
																28	29	30	
18	27	63	98	15	20	376	21	74	8	9	16	—	3	44	38	2,174	426	589	3,189
1	1	19	1	2	1	29	6	15	1	2	1	—	—	5	7	269	46	66	381
—	—	—	35	—	—	—	—	29	—	—	—	—	—	—	—	6	40	29	75
19	28	82	134	17	21	405	27	118	9	11	17	—	3	49	45	2,449	512	684	3,645
2	1	15	7	—	—	15	2	11	—	2	—	—	—	1	2	222	41	33	296
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	27	67	127	17	21	390	25	107	9	9	17	—	3	48	43	2,227	471	651	3,349
12	16	36	67	9	16	169	10	54	6	6	11	—	2	19	27	1,138	262	304	1,704
7	12	38	65	7	4	182	13	51	3	4	6	—	1	17	15	1,079	224	292	1,595
—	—	8	2	1	1	54	4	13	—	1	—	—	—	13	3	232	26	88	346
7	6	16	39	6	5	90	9	34	—	2	5	—	2	13	18	576	148	173	897
4	3	8	25	4	3	27	2	16	5	2	4	—	—	8	4	224	68	68	360
—	3	1	6	1	1	6	—	1	—	—	—	—	—	2	—	59	15	9	83
—	—	4	3	2	—	3	—	2	—	—	—	—	—	1	2	17	9	8	34
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	4
—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	2	1	6
6	15	37	52	4	11	261	14	52	3	5	8	—	1	24	17	1,340	211	385	1,936
—	—	1	1	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	2	6	18	5	29
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
3	4	9	11	—	1	34	2	31	1	—	2	—	—	9	5	225	45	84	354
3	5	9	39	8	7	109	10	23	2	4	5	—	1	13	12	652	124	179	955
6	11	31	45	5	10	189	9	43	5	4	8	—	1	25	16	1,004	203	300	1,507
4	6	15	27	4	3	52	3	6	1	1	1	—	1	1	8	287	86	74	447
1	1	2	4	—	—	6	1	2	—	—	1	—	—	—	2	54	10	12	76
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	4
13	16	29	56	7	16	255	8	57	3	5	9	—	1	15	25	1,187	237	378	1,802
1	1	18	35	1	1	29	6	44	1	2	1	—	—	5	7	266	80	95	441
—	3	10	14	2	1	37	1	1	1	1	1	—	—	5	3	342	57	50	449
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
4	7	14	21	5	2	30	8	3	4	2	6	—	1	8	3	403	94	65	562
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	13	8	8	29
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	—	9
—	—	8	2	1	1	54	4	13	—	1	—	—	—	13	3	229	26	88	343
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3

Tableau n° 46. — SÉPARATIONS DE CORPS. —

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1											
Demandes	accueillies . . . . .	64	1	4	14	5	—	13	13	8	8
	rejetées . . . . .	6	1	—	3	1	—	2	7	2	3
	abandonnées . . . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2
<i>Totaux :</i>		70	2	5	17	6	—	15	20	10	13
Demandes doubles formées par chacun des époux . . . . .		6	—	—	—	—	—	1	2	—	—
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bif- fure d'une précédente demande . . . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nombre de ménages en instance . . . . .		64	2	5	17	6	—	14	18	10	13
Demandes formées . . . . .	par le mari . . . . .	14	—	—	1	1	—	3	3	—	1
	par la femme . . . . .	56	2	5	16	5	—	12	17	10	12
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant . . . . .	14	—	1	3	1	—	4	6	3	2
	ayant 2 enfants . . . . .	6	—	2	3	2	—	1	3	2	3
	ayant 3 enfants . . . . .	1	—	—	2	1	—	—	—	—	1
	ayant 4 enfants . . . . .	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1
	ayant 5 enfants . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	ayant 6 enfants ou plus n'ayant pas ou plus d'enfants . . . . .	43	2	2	8	2	—	1	—	2	1
	situation inconnue . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 1 à 5 ans . . . . .	1	—	2	5	—	—	1	1	—	1
	De 5 à 10 ans . . . . .	10	—	—	2	1	—	2	4	—	2
	De 10 à 20 ans . . . . .	31	2	2	6	2	—	3	6	5	3
	De 20 à 30 ans . . . . .	11	—	—	2	1	—	6	4	5	3
	De 30 à 40 ans . . . . .	9	—	1	2	2	—	1	2	—	3
	De 40 à 50 ans . . . . .	2	—	—	—	—	—	1	1	—	1
Plus de 50 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Durée inconnue . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures gra- ves . . . . .	accueillies . . . . .	54	1	2	14	5	—	10	9	8
		rejetées et abandonnées . . . . .	6	1	1	3	1	—	2	7	2
	Adultère du mari . . . . .	accueillies . . . . .	8	—	2	—	—	—	2	4	—
		rejetées et abandonnées . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Adultère de la femme . . . . .	accueillies . . . . .	2	—	—	—	—	—	1	—	—
		rejetées et abandonnées . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle . . . . .	du mari . . . . .	accueillies . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		de la femme . . . . .	accueillies . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—

Les totaux des demandes en séparation de corps pour le Royaume étaient : en 1941 de 219; en 1940 de 183;



RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Audenarde	Ternonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME
																Bruxelles	Gand	Liège	
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
3	4	8	11	—	3	13	3	4	—	1	3	—	2	10	5	122	37	41	200
4	1	1	1	—	—	6	2	4	1	1	1	—	—	1	3	20	10	19	51
1	—	—	4	—	—	—	—	8	—	—	—	1	—	—	—	1	7	9	17
8	5	9	16	—	3	19	5	16	1	2	4	1	2	11	8	145	54	69	268
2	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	9	3	2	14
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	5	9	15	—	3	19	5	15	1	2	4	1	2	10	8	136	51	67	254
1	1	—	2	—	—	1	2	—	—	1	1	—	—	3	1	22	5	9	36
7	4	9	14	—	3	18	3	16	1	1	3	1	2	8	7	123	49	60	232
3	1	1	8	—	—	3	2	7	—	—	1	—	—	4	1	32	15	18	65
—	—	2	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	19	6	7	32
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	4	3	2	9
—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2	2	3	7
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	3
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	6
3	4	5	4	—	2	14	2	3	1	1	1	1	1	2	6	75	23	32	130
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	2	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	1	—	10	8	4	22
—	—	1	6	—	—	2	1	4	—	—	—	—	—	3	1	19	9	11	39
3	2	3	3	—	3	6	—	6	1	2	1	—	2	4	3	57	17	25	99
2	2	3	1	—	—	9	2	2	—	—	3	1	—	2	4	29	11	23	63
—	—	—	2	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	17	5	4	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	1	7	10	—	3	13	2	4	—	1	2	—	2	8	5	103	32	37	172
5	1	1	5	—	—	6	2	12	1	1	1	1	—	1	3	23	17	28	68
—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	16	4	2	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	3	1	2	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

## ADOPTION \*

---

La loi du 22 mars 1940, modifiant les articles 343 à 360 du Code Civil est venue, dans une large mesure, adoucir les conditions auxquelles l'adoption était soumise.

Celle-ci, tenue pour un contrat dérogeant aux règles naturelles de l'hérédité, était encore considérée avec méfiance par le Code Civil. Les conditions pour faire naître le contrat, les formes à observer pour lui donner sa valeur étaient rigoureuses :

L'adoptant devait être âgé d'au moins 50 ans, et dépasser d'au moins 15 ans l'âge de l'adopté; il ne pouvait avoir ni enfant ni descendant légitime et devait avoir fourni à l'adopté des secours ou des soins ininterrompus pendant au moins six ans de la minorité de celui-ci.

L'adopté devait être âgé d'au moins 21 ans, et était tenu de rapporter les consentements de ses père et mère s'il n'avait pas atteint sa 25<sup>e</sup> année.

L'acte devait être passé devant le juge de paix et ratifié par le tribunal de première instance et par la Cour d'Appel.

La loi du 22 mars 1940, s'inspirant de l'intérêt de l'adopté et de justes motifs, apporte les allègements suivants :

La condition d'âge dans le chef de l'adopté est

supprimée; un enfant peut être adopté. Le consentement des parents ou du représentant légal n'est plus nécessaire si l'adopté a atteint sa majorité.

Le minimum d'âge requis dans le chef de l'adoptant est réduit à 35 ans; il n'est plus besoin que celui-ci ait presté des secours ou soins, antérieurement, à la personne qu'il désire adopter.

L'acte d'adoption peut être passé soit devant le juge de paix, soit devant notaire; la seule homologation par le tribunal de première instance suffit pour la validité de l'acte, la Cour d'Appel n'intervenant plus qu'en cas de recours par requête, soit de la part des parties contractantes, soit de la part du procureur du Roi.

Le tableau n° 47 ci-après dénombre les homologations d'adoptions, prononcées par les tribunaux de première instance, en tenant compte :

Dans le chef des adoptants : de l'adoption isolée par sexe, de l'adoption par des époux.

Dans le chef des adoptés : de leur sexe et de leur âge.

On constate en 1942 une augmentation considérable tant des adoptants que des adoptés dans toutes les catégories.

---

(\*) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 30<sup>e</sup> année, n° 7, juillet 1944, pages 222 et suivantes : « Une Statistique des Adoptions de 1931 à 1942 ».

Tableau n° 47. — ADOPTIONS HOMOLOGUÉES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

ARRONDISSEMENTS	ADOPTANTS				ADOPTÉS												
	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		Plus de 21 ans		Total des adoptés		
					Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles . . . . .	69	32	38	139	18	11	11	10	19	18	11	16	23	17	82	72	154
Louvain . . . . .	2	7	8	17	—	2	2	2	1	4	3	2	2	5	8	15	23
Nivelles . . . . .	3	5	5	13	1	—	—	1	—	1	—	1	3	6	4	9	13
Anvers . . . . .	23	15	8	46	4	6	3	4	4	3	2	2	7	10	20	25	45
Malines . . . . .	2	3	—	5	—	—	—	1	—	—	—	—	4	—	4	1	5
Turnhout . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . . . .	9	5	9	23	1	4	2	2	—	—	3	3	6	5	12	14	26
Charleroi . . . . .	8	5	11	24	4	1	—	—	2	4	3	2	5	4	14	11	25
Tournai . . . . .	2	11	1	14	—	1	—	—	3	2	—	—	4	4	7	7	14
Gand . . . . .	4	2	5	11	1	—	4	1	2	—	1	—	2	3	10	4	14
Audenarde . . . . .	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	2	4
Termonde . . . . .	3	2	1	6	—	—	—	—	—	1	—	2	4	—	4	3	7
Bruges . . . . .	1	4	7	12	—	2	2	1	—	1	2	1	3	2	7	7	14
Courtrai . . . . .	2	4	7	13	1	2	1	—	4	—	—	1	3	3	9	6	15
Furnes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . . . .	1	—	2	3	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	2	3
Liège . . . . .	10	6	29	45	4	4	7	4	4	7	—	4	9	10	24	29	53
Huy . . . . .	3	11	7	21	—	—	1	1	—	3	—	5	7	9	8	18	26
Verviers . . . . .	6	2	6	14	4	1	—	4	2	1	—	—	1	2	7	8	15
Tongres . . . . .	4	9	4	17	1	2	2	—	—	—	—	1	3	8	6	11	17
Hasselt . . . . .	—	—	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	2
Arlon . . . . .	—	5	3	8	—	1	—	1	1	—	1	—	2	2	4	4	8
Marche-en-Famenne	1	1	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2
Neufchâteau . . . . .	1	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	2
Namur . . . . .	7	3	5	15	1	3	—	—	2	3	1	1	4	3	8	10	18
Dinant . . . . .	4	2	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	4	4	8
Par ressort de Cour d'Appel de :																	
Bruxelles . . . . .	118	83	80	281	28	25	18	20	29	32	22	26	54	51	151	154	305
Gand . . . . .	11	16	22	49	3	4	7	3	6	3	3	4	14	10	33	24	57
Liège . . . . .	36	40	57	133	10	13	10	10	10	15	2	11	30	40	62	89	151
<i>Le Royaume :</i>	165	139	159	463	41	42	35	33	45	50	27	41	98	101	246	267	513
Le Royaume en 1941:	83	84	155	322	24	27	26	28	36	38	20	20	61	84	167	197	364

### 3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

---

*Compétence* : Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2° alinéa.)

Lorsque aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce. (Titre I<sup>er</sup>, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 10 avril 1934.)

Lorsqu'un tribunal de commerce se trouve dans l'impossibilité de fonctionner par suite d'absence ou d'empêchement de ses membres, le tribunal de première instance est chargé d'exercer la juridiction commerciale dans son ressort. (Arrêté du 23 juillet 1940.)

Les tribunaux de commerce et les tribunaux civils siégeant commercialement, connaissent :

1° des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi et spécialement des actions dirigées par les tiers contre les facteurs

ou commis de marchands, à raison de leur trafic;

(Sont toutefois exceptés à cet égard les contestations jusqu'à la valeur de 1,000 francs attribuées à la juridiction de premier et de dernier ressort des juges de paix, suivant l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935, article 1 § 2.)

2° des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés, pour raison d'une société de commerce;

3° des contestations relatives au transport des marchandises et objets de toute nature par les chemins de fer de l'Etat;

4° de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre III du Code de commerce.

(Art. 12 des lois sur la compétence.)

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce est fixé à 12,500 fr. par l'article 16 du titre préliminaire du Code de procédure civile (25 mars 1876) modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

---

Tableau n° 48. — APERÇU GÉNÉRAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGEMENTS au fond rendus avant de statuer
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par décrétement, transaction, abandon, jonction ou radiation	Total des causes terminées		
pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut	contradictoires	par défaut			Total						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
	Bruxelles . . . . .	3,645	355	241	3,712	7,953	1,674	1,204	2,878	2,214	5,092	2,861	525
	Louvain . . . . .	130	5	11	192	338	70	68	138	99	237	101	30
Nivelles . . . . .		44	3	1	94	142	32	29	61	45	106	36	21
	Anvers . . . . .	3,534	9	49	1,653	5,245	841	305	1,146	1,584	2,730	2,515	222
Malines . . . . .		363	5	7	149	524	75	45	120	76	196	328	36
Turnhout. . . . .		98	2	1	91	192	50	22	72	28	100	92	13
	Mons . . . . .	216	22	20	291	549	150	98	248	206	454	95	78
Charleroi. . . . .		728	11	21	447	1,207	194	129	323	124	447	760	59
	Tournai . . . . .	214	1	6	145	366	67	32	99	120	219	147	32
	Gand . . . . .	576	11	8	617	1,212	401	111	512	191	703	509	80
Audenarde . . . . .		194	—	3	45	242	21	6	27	126	153	89	10
	Alost . . . . .	96	5	6	120	227	53	22	75	61	136	91	26
	Saint-Nicolas . . . . .	222	—	1	74	297	47	16	63	47	110	187	55
Termonde . . . . .		144	—	1	60	205	30	10	40	63	103	102	6
	Bruges . . . . .	261	5	5	178	449	81	29	110	37	147	302	27
	Ostende . . . . .	246	—	4	71	321	33	23	56	58	114	207	21
	Courtrai . . . . .	326	13	2	230	571	121	46	167	152	319	252	123
Furnes . . . . .		20	—	—	34	54	15	6	21	9	30	24	7
Ypres . . . . .		58	—	—	57	115	28	11	39	32	71	44	7
	Liège . . . . .	594	146	49	842	1,631	467	262	729	466	1,195	436	104
Huy . . . . .		240	—	1	69	310	49	12	61	35	96	214	17
	Verviers . . . . .	364	—	—	185	549	131	33	164	12	176	373	4
Tongres . . . . .		109	—	2	53	164	26	10	40	13	53	111	5
Hasselt . . . . .		90	14	4	75	183	42	23	65	50	115	68	21
Arlon . . . . .		88	—	2	35	125	14	15	29	50	79	46	11
Marche-en-Fam. . . . .		89	—	1	38	128	13	9	22	18	40	38	12
Neufchâteau . . . . .		225	—	—	29	254	13	6	9	10	29	225	5
	Namur. . . . .	252	7	4	159	422	91	41	132	106	238	184	30
Dinant . . . . .		234	1	6	79	320	26	29	55	19	74	246	8

Tableau n° 48 (suite).

TRIBUNAUX ET RESSORTS		NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGE- MENTS rendus avant de statuer au fond
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par décretement, transaction, abandon, jonction ou radiation	Total des causes termi- nées		
		pen- dantes au com- mence- ment de l'année	réin- scrites après avoir été rayées comme termi- nées	pour- suivies sur oppo- sition à des juge- ments par défaut			con- tradic- toires	par défaut	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Ressort de la Cour d'appel de	Bruxelles . . . . .	8,972	413	357	6,774	16,516	3,153	1,932	5,085	4,496	9,581	6,935	1,016
	Gand . . . . .	2,143	34	30	1,486	3,693	830	280	1,110	776	1,886	1,807	362
	Liège . . . . .	2,285	168	69	1,564	4,086	872	444	1,316	779	2,095	1,991	217
TRIBUNAUX civils . . . . .		2,724	36	50	1,355	4,165	628	366	994	698	1,692	2,473	238
de commerce . . . . .		10,676	579	406	8,469	20,130	4,227	2,290	6,517	5,353	11,870	8,260	1,357
<i>Totaux :</i>		13,400	615	456	9,824	24,295	4,855	2,656	7,511	6,051	13,562	10,733	1,595
Totaux en . . . . .	1941 . . . . .	18,217	651	618	14,755	34,241	6,516	4,185	10,701	10,140	20,841	13,400	1,794
	1940 . . . . .	17,878	407	761	16,585	35,631	6,888	5,938	12,826	4,588	17,414	18,217	1,175
	1939 . . . . .	17,119	974	1,910	39,537	59,540	16,037	15,820	31,857	9,803	41,660	17,880	2,314

Un nouveau et considérable recul du nombre des causes commerciales introduites au cours de l'année 1942, ressort du tableau n° 48.

Les tableaux 49 et 50 ci-dessous donnent des renseignements globaux en ce qui concerne les ordonnances de référé rendues par les présidents des juridictions commerciales, et en ce qui concerne le nombre et la valeur des lettres de change acceptées, qui ont été protestées et dont les tableaux ont été dressés et communiqués conformément à l'article 443 du Code de commerce :

Tableau n° 49. — ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ  
DES JURIDICTIONS COMMERCIALES

SPÉCIFICATION	1942	1941	1940	1939
1	2	3	4	5
Nombre des ordonnances de référé rendues	343	367	380	581

Tableau n° 50.  
LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTESTÉES

ANNÉES	NOMBRE des protêts	MONTANT TOTAL des valeurs protestées en francs
1	2	3
1942	4,504	8,996,744
1941	5,608	9,762,661
1940	26,864	30,036,249
1939	128,600	173,497,045

En ce qui concerne les lettres de change, il est à remarquer qu'un arrêté du 4 octobre 1940, modifié par les arrêtés des 26 novembre 1940 et 18 janvier 1941 a suspendu les délais en matière civile et commerciale et a sursis aux actes d'exécution, de sorte qu'une série de protêts n'ont pas été portés au tableau pour l'année 1942.

## CONCORDATS JUDICIAIRES

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite (faculté réservée même après le décès du débiteur) en obtenant de la majorité de ses créanciers un concordat.

Ce concordat n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1<sup>o</sup> aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2<sup>o</sup> aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3<sup>o</sup> aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

L'arrêté du 9 septembre 1940 relatif au concordat judiciaire, a abrogé et remplacé la loi du 29 juin 1887.

Les réformes apportées par la législation nouvelle sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Le calcul des majorités créancières permettant au débiteur malheureux et de bonne foi d'obtenir le bénéfice du concordat est modifié.

La proportion des deux tiers de toutes les sommes dues est suffisante.

2<sup>o</sup> La notion de bonne foi dans le chef de certaines sociétés est précisée.

3<sup>o</sup> Des avantages et des garanties de procédure supplémentaires sont accordés au débiteur, savoir :

a) le bénéfice du sursis de paiement dès le dépôt de la requête;

b) la délégation obligatoire d'un juge;

c) la substitution d'une procédure contentieuse à la juridiction gracieuse.

4<sup>o</sup> La loi a été adaptée aux circonstances de fait pour les débiteurs à créanciers multiples : faculté de supprimer l'assemblée des créanciers.

5<sup>o</sup> Le mandat des liquidateurs est plus étendu.

Pour le restant, les principes qui avaient été érigés par l'ancienne loi du 29 juin 1887 ont été maintenus.

Tableau n° 51. — CONCORDATS JUDICIAIRES

ANNÉES	Nombre de demandes de concordat		DEMANDES DE CONCORDAT JUDICIAIRE						
			accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admissibles par les créanciers, mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
	antérieures à l'année	introduites durant l'année		avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1942	65	6	2	—	4	—	—	3	62
1941	76	31	34	1	—	—	3	4	65
1940	98	114	93	7	15	—	9	12	76
1939	68	342	174	25	36	2	51	17	98

Tableau n° 52. — CONCORDATS CLÔTURÉS PAR LIQUIDATION APRÈS ABANDON D'ACTIF  
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	PASSIF								TOTAL	
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Rien . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Moins de 10 % . . . . .	—	—	—	1	3	2	2	1	9	
De 10 à 20 % . . . . .	—	—	—	1	3	—	1	—	5	
De 20 à 30 % . . . . .	—	—	1	1	1	—	1	—	4	
De 30 à 50 % . . . . .	—	1	2	2	5	1	1	—	12	
De 50 à 75 % . . . . .	—	—	1	1	1	1	—	—	4	
De 75 % et plus . . . . .	—	1	—	2	1	—	—	—	4	
Paiement intégral . . . . .	—	1	—	—	2	2	4	—	9	
Inconnu . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<i>Total :</i>	—	3	4	8	16	6	9	1	47	
Totaux en	1941 . . . . .	—	2	4	4	11	6	2	1	30
	1940 . . . . .	—	5	8	11	16	4	5	4	53
	1939 . . . . .	—	2	4	7	5	1	4	1	24

### FAILLITES \*

Tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple

et punie correctionnellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre I<sup>er</sup> du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

\* Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 30<sup>e</sup> année, n° 3, mars 1944, pp. 74 et suivantes : « Durée de la liquidation des faillites ».



Tableau n° 53. — FAILLITES. — APERÇU GÉNÉRAL

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES															
	antérieures à l'année	DÉCLARÉES PENDANT L'ANNÉE					RÉOUVERTES			Total des failli- tes	TERMINÉES					restant à ter- miner à la fin de l'année
		sur aveu du failli	à la poursuite des créanciers		d'of- fice	Total	après clôture pour défaut d'actif	après révo- cation du concor- dat	par concor- dat		par liqui- da- tion	révo- quées	closes à défaut d'actif	Total		
			sur as- signa- tion	sur re- quête												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Bruxelles . . . . .	387	1	5	—	6	12	2	2	403	3	30	*2	38	73	330	
Louvain . . . . .	11	—	—	—	—	—	—	—	11	—	1	—	—	1	10	
Nivelles . . . . .	14	—	—	—	—	—	—	—	14	—	2	—	—	2	12	
Anvers . . . . .	486	—	8	1	3	12	—	—	498	5	15	4	17	41	457	
Malines . . . . .	46	—	1	—	—	1	—	—	47	1	3	—	—	4	43	
Turnhout . . . . .	13	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	—	—	13	
Mons . . . . .	45	—	—	—	—	—	—	—	45	—	5	—	—	5	40	
Charleroi . . . . .	225	—	1	—	—	1	—	—	226	1	5	—	14	20	206	
Tournai . . . . .	60	—	—	1	—	1	—	—	61	—	4	—	6	10	51	
Gand . . . . .	113	—	1	—	—	1	—	—	114	1	12	1	7	21	93	
Audenarde . . . . .	10	—	—	—	—	—	—	—	10	—	2	—	—	2	8	
Alost . . . . .	18	—	—	1	—	1	—	—	19	1	5	1	2	9	10	
Saint-Nicolas . . . . .	23	—	—	—	—	—	—	—	23	—	6	1	—	7	16	
Termonde . . . . .	17	—	—	—	—	—	—	—	17	—	1	—	—	1	16	
Bruges . . . . .	49	—	—	—	1	1	—	—	50	—	15	1	2	18	32	
Ostende . . . . .	16	—	—	—	—	—	—	—	16	—	3	—	—	3	13	
Courtrai . . . . .	107	—	—	—	—	—	—	—	107	2	7	—	3	12	95	
Furnes . . . . .	13	—	—	—	—	—	—	—	13	—	4	—	—	4	9	
Ypres . . . . .	10	—	—	1	—	1	—	—	11	—	—	—	—	—	11	
Liège . . . . .	35	—	—	—	—	—	—	—	35	—	6	—	—	6	29	
Huy . . . . .	21	—	—	—	—	—	—	—	21	—	1	1	1	3	18	
Verviers . . . . .	34	—	1	—	—	1	—	—	35	—	2	—	2	4	31	
Tongres . . . . .	10	—	—	—	1	1	—	—	11	—	—	1	—	1	10	
Hasselt . . . . .	11	—	—	—	—	—	—	—	11	—	2	—	—	2	9	
Arlon . . . . .	24	1	—	—	—	1	—	—	25	—	7	—	7	14	11	
Marche-en-Famenne . . . . .	4	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	4	
Neufchâteau . . . . .	32	—	—	—	—	—	—	—	32	—	—	—	—	—	32	
Namur . . . . .	24	—	—	—	—	—	—	—	24	1	6	—	1	8	16	
Dinant . . . . .	22	—	1	—	—	1	—	—	23	—	4	—	1	5	18	
Cour d'appel de } Bruxelles . . . . .	1,287	1	15	2	9	27	2	2	1,318	10	65	6	75	156	1,162	
} Gand . . . . .	376	—	1	2	1	4	—	—	380	4	55	4	14	77	303	
} Liège . . . . .	217	1	2	—	1	4	—	—	221	1	28	2	12	43	178	
<i>Totaux généraux :</i>	1,880	2	18	4	11	35	2	2	1,919	15	148	12	101	276	1,643	
<i>Totaux généraux en</i> } 1941 . . . . .	2,163	13	36	16	16	81	—	—	2,244	37	173	11	143	364	1,880	
} 1940 . . . . .	2,249	101	64	13	49	227	—	2	2,478	16	133	7	164	320	2,158	
} 1939 . . . . .	2,121	346	249	71	79	745	5	5	2,876	35	241	22	301	603	2,273	

(\*) Dont une faillite close à défaut de passif.

Tableau n° 54. — FAILLITES DÉCLARÉES. — MONTANT DU PASSIF

TRIBUNAUX	NOMBRE total des faillites déclarées	MONTANT DU PASSIF								
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	encore inconnu
1.	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles . . . . .	12	—	—	1	3	5	2	—	1	—
Louvain . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers . . . . .	12	—	1	—	1	1	2	3	—	4
Malines . . . . .	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Turnhout . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand . . . . .	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Audenarde . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Ostende . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Liège . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers . . . . .	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Tongres . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon . . . . .	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Marche-en-Famenne . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Cour d'appel de { Bruxelles . . . . .	27	1	1	1	5	7	4	3	1	4
{ Gand . . . . .	4	—	1	—	—	—	—	1	—	2
{ Liège . . . . .	4	—	1	—	—	2	—	—	—	1
<i>Totaux généraux :</i>	35	1	3	1	5	9	4	4	1	7
<i>Totaux généraux en</i> { 1941 . . . . .	81	3	20	14	11	7	8	4	—	14
{ 1940 . . . . .	227	7	58	44	29	31	17	14	2	25
{ 1939 . . . . .	745	23	163	114	113	96	49	52	6	129

Tableau n° 55. — FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT  
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 % . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à 20 % . . . . .	—	1	1	—	1	—	—	—	3
De 20 à 30 % . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	1
De 30 à 50 % . . . . .	—	1	—	—	—	—	1	—	2
De 50 à 75 % . . . . .	—	1	1	1	1	—	—	—	4
De 75 % et plus . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Paiement intégral . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	2
Inconnu . . . . .	—	—	—	—	2	—	—	—	2
<i>Total :</i>	1	4	2	3	4	—	1	—	15

Tableau n° 56. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION  
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien . . . . .	2	—	1	—	—	2	—	—	5
Moins de 10 % . . . . .	1	6	19	12	15	4	7	2	66
De 10 à 20 % . . . . .	—	3	3	8	4	5	2	1	26
De 20 à 30 % . . . . .	—	2	—	1	2	1	—	—	6
De 30 à 50 % . . . . .	—	1	4	2	4	—	2	—	13
De 50 à 75 % . . . . .	1	4	1	3	2	—	—	—	11
De 75 % et plus . . . . .	—	1	1	—	1	—	—	—	3
Paiement intégral . . . . .	—	3	2	4	—	2	1	—	12
Inconnu . . . . .	1	1	—	2	2	—	—	—	6
<i>Total :</i>	5	21	31	32	30	14	12	3	148

**Tableau n° 57. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION**  
**Emploi de l'actif réalisé**

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif 1	NOMBRE des faillites 2	PASSIF chirographaire 3	ACTIF réalisé 4	FRAIS de tout genre 5	HONORAIRES des curateurs 6	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
						privilégiés 7	chirographaires 8
Moins de 10,000 francs . . .	5	28,218	44,187	17,077	4,062	17,352	4,796
De 10,000 à — 50,000 fr.	21	545,240	336,958	35,820	35,624	89,165	176,349
De 50,000 à — 100,000 fr.	31	2,227,350	880,818	86,654	83,164	242,295	468,705
De 100,000 à — 200,000 fr.	32	4,528,625	3,291,212	222,426	207,050	1,601,589	1,260,147
De 200,000 à — 500,000 fr.	30	9,964,786	3,964,953	340,593	253,668	1,792,493	1,578,199
De 500,000 à — 1,000,000 fr.	14	7,650,724	6,326,624	156,075	162,096	4,264,765	1,743,688
De 1,000,000 à — 5,000,000 fr.	12	20,624,570	8,193,418	443,247	389,077	1,802,931	5,558,163
De 5,000,000 fr. et plus . . .	3	43,814,695	5,816,907	275,779	686,412	1,004,552	3,850,164
<b>Total des faillites terminées par liquidation . . .</b>	<b>148</b>	<b>89,384,208</b>	<b>28,855,077</b>	<b>1,577,671</b>	<b>1,822,053</b>	<b>10,815,142</b>	<b>14,640,211</b>

### SURSIS DE PAIEMENT

Le sursis de paiement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

**Tableau n° 58. — NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS**

SPÉCIFICATIONS 1	ANNÉES			
	1939 2	1940 3	1941 4	1942 5
Sursis provisoires . . .	3	—	—	—
Sursis définitifs . . .	—	—	—	—
<i>Total :</i>	3	—	—	—

## 4° COURS D'APPEL

---

*Compétence.* — L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I<sup>er</sup> de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

La loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les cours d'appel jugent au nombre

fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur ».

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'Ordre des avocats.

L'appel des décisions du conseil des prises est porté devant la cour d'appel de Bruxelles siégeant toutes chambres réunies.

Les cours d'appel statuent, en outre, sur certains recours en matière électorale et fiscale.

---

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 7, novembre 1940, pp. 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. — Résultats statistiques.

Tableau n° 59. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES  
CAUSES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
				contra- dic- toire	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

## COUR D'APPEL DE BRUXELLES

Tribunaux de première instance en matière civile . . . . .	1,223	858	2,081	691	65	756	194	950	1,131	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale . . . . .	64	45	109	31	1	32	17	49	60	—
Tribunaux de commerce . . . . .	563	432	995	279	19	298	93	391	604	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation) . . . . .	2	3	5	1	—	1	1	2	3	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats . . . . .	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—
Appels de jugements d'arbitres . . . . .	6	13	19	7	—	7	—	7	12	—
Référés . . . . .	112	116	238	135	6	141	44	185	53	—
Affaires portées directement devant la Cour . . . . .	4	15	19	5	—	5	2	7	12	—

## COUR D'APPEL DE GAND

Tribunaux de première instance en matière civile . . . . .	218	225	443	203	12	215	20	235	208	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale . . . . .	16	13	29	9	—	9	2	11	18	—
Tribunaux de commerce . . . . .	128	111	239	81	4	85	17	102	137	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation) . . . . .	2	4	6	1	—	1	—	1	5	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats . . . . .	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—
Appels de jugements d'arbitres . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Référés . . . . .	10	16	26	15	1	16	3	19	7	—

## COUR D'APPEL DE LIÈGE

Tribunaux de première instance en matière civile . . . . .	614	320	934	226	14	240	35	275	659	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale . . . . .	92	26	118	23	—	23	1	24	94	—
Tribunaux de commerce . . . . .	183	72	255	47	1	48	5	53	202	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation) . . . . .	3	1	4	4	—	4	—	4	—	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats . . . . .	1	—	1	1	—	1	—	1	—	—
Appels de jugements d'arbitres . . . . .	3	3	6	4	—	4	—	4	2	—
Référés . . . . .	12	67	79	32	—	32	1	33	46	—

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causes restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
				contra- dic- toire	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

Tribunaux de première instance en matière civile . . . . .	2,055	1,403	3,458	1,120	91	1,211	249	1,460	1,998	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale . . . . .	120	77	197	49	1	50	19	69	128	—
Tribunaux de commerce . . . . .	926	622	1,548	421	24	445	116	561	987	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation) . . . . .	7	8	15	6	—	6	1	7	8	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats . . . . .	2	1	3	2	—	2	1	3	—	—
Appels de jugements d'arbitres . . . . .	9	16	25	11	—	11	—	11	14	—
Référés . . . . .	144	199	343	182	7	189	48	237	106	—
Affaires portées directement devant la Cour . . . . .	4	15	19	5	—	5	2	7	12	—
Totaux par ressort . . . . .										
{ Bruxelles . . . . .	1,984	1,483	3,467	1,150	91	1,241	351	1,592	1,875	82
{ Gand . . . . .	375	369	744	309	17	326	43	369	375	7
{ Liège . . . . .	908	489	1,397	337	15	352	42	394	1,003	47
<i>Totaux généraux :</i>	<b>3,267</b>	<b>2,341</b>	<b>5,608</b>	<b>1,796</b>	<b>123</b>	<b>1,919</b>	<b>436</b>	<b>2,355</b>	<b>3,253</b>	<b>136</b>
<i>Totaux généraux en</i>										
{ 1941 . . . . .	3,540	2,170	5,710	1,755	112	1,867	576	2,443	3,267	156
{ 1940 . . . . .	3,896	1,417	5,313	1,315	93	1,408	365	1,773	3,540	118
{ 1939 . . . . .	4,072	2,716	6,788	2,095	184	2,279	613	2,892	3,896	217

La proportion entre les affaires en matière civile et les affaires en matière commerciale, soumises aux cours d'appel s'établit comme suit pour les trois ressorts réunis :

COURS D'APPEL

ANNÉES	TOTAL DES CAUSES À JUGER		APPELS EN MATIÈRE CIVILE		APPELS EN MATIÈRE COMMERCIALE	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7
1942	5,608	100	3,845	69.—	1,763	31.—
1941	5,708	100	4,004	70.—	1,704	30.—
1940	5,313	100	3,662	69.—	1,651	31.—
1939	6,788	100	4,677	69.—	2,111	31.—

Tableau n° 60. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES FISCALES

COUR D'APPEL de	AFFAIRES À JUGER			Arrêts interlocu- toires	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
	pendantes au commen- ment de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation, trans- action, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles . . . . .	458	296	754	3	176	70	246	508
Gand . . . . .	20	48	68	1	36	8	44	24
Liège . . . . .	138	59	197	2	66	11	77	120
<i>Le Royaume :</i>	616	403	1,019	6	278	89	367	652
<i>Le Royaume en</i> { 1941 . . . . .	588	391	979	5	270	93	363	616
{ 1940 . . . . .	708	308	1,016	5	307	121	428	588
{ 1939 . . . . .	664	473	1,137	8	307	122	429	708



# JURIDICTION DU TRAVAIL

---

Les données de la statistique des Juridictions du Travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Office Central de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

---

## A) CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Il y avait dans le Royaume 47 conseils de prud'hommes dont celui d'Eupen a été soustrait à partir de fin mai 1940.

Conformément à la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926, modifiée par les lois des 25 juin 1927, 30 mai 1928 et 22 janvier 1931, article 1<sup>er</sup> :

« Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les contestations relatives au travail qui s'élèvent :

» soit entre les employeurs, d'une part, et leurs ouvriers ou employés, d'autre part;

» soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés. »

Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres; l'une pour ouvriers; l'autre pour employés (art. 7).

Une chambre mixte est chargée de résoudre les questions de compétence (art. 65).

Les conseils connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 500 francs sans appel, et, à charge d'appel au delà de cette somme (art. 45).

Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection (art. 10).

Deux présidents issus, l'un du groupe de prud'hommes employeurs, l'autre du groupe de prud'hommes ouvriers ou employés sont nommés par le Roi et siègent alternativement (art. 25).

Le Roi nomme en outre auprès de chaque chambre un docteur en droit, en qualité d'assesseur juridique (art. 26) et auprès de chaque conseil un greffier et éventuellement des greffiers-adjoints (art. 28).

Chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties (art. 50), ses membres sont renouvelés tous les trois mois.

Toutes les affaires portées au greffe du conseil des prud'hommes sont soumises au bureau de conciliation, dont la mission consiste, soit à concilier les parties, soit à les renvoyer devant le conseil, soit à trancher le différend si la valeur

du litige est inférieure à 200 francs. Dans ce dernier cas, le bureau de conciliation s'adjoint l'assesseur juridique et s'appelle bureau de jugement (art. 50 à 54).

Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel (art. 54).

La chambre compétente du conseil ne statue par jugement, qu'après avoir épuisé les moyens de conciliation (art. 55).

Par Arrêté Royal du 10 mai 1927 modifié par celui du 10 décembre 1928, il a été créé auprès du conseil de prud'hommes d'Anvers et à titre provisoire une chambre spéciale, chargée de trancher les litiges afférents au contrat de travail des ouvriers du port.

Cette chambre spéciale est la seule qui ait été créée en Belgique en vertu du pouvoir accordé à cet effet au Roi, par les dispositions de l'article 7 de la loi organique.

En dehors de leur mission juridictionnelle, les conseils de prud'hommes peuvent être appelés par le gouvernement à donner leur avis sur des questions ou projets relatifs au travail (art. 1<sup>er</sup> *in fine*).

Ils sont en outre chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels (art. 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi organique et art. 1<sup>er</sup> de l'Arrêté Royal du 10 décembre 1884), et de la réception du dépôt des règlements d'atelier (art. 7, § 6, de la loi du 15 juin 1896).

A défaut de conseil de prud'hommes, les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail et de ceux qui les emploient sont de la compétence des juges de paix (A. R. du 13 janvier 1935, art. 2, 6<sup>o</sup> — Lois sur la compétence.)

*Rédaction du tableau.* — Le tableau statistique a été établi d'après les états fournis par les conseils de prud'hommes au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis à l'Office Central de Statistique, ces états y sont vérifiés et compulsés dans des cahiers de dépouillement, permettant l'étude et la totalisation des résultats.

Tableau n° 61. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES  
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM-BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites, dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles . . .	O*	1,192	327	26	771	68	27	2	18	—	7	409	98	298	—	13
	E*	539	142	9	307	81	5	1	4	—	—	338	34	277	—	27
Hal . . . . .	O	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
	E	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vilvorde . . .	O	11	4	—	2	5	1	—	1	—	—	2	—	2	—	—
	E	6	1	—	4	1	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Louvain . . . .	O	34	2	—	11	21	—	—	—	—	—	13	—	13	—	—
	E	14	4	—	6	4	—	—	—	—	—	7	—	6	—	1
Nivelles . . . .	O	17	8	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	5	1	—	4	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1
Tubize . . . . .	O	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
	E	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wavre . . . . .	O	24	6	—	8	10	—	—	—	—	—	9	2	6	—	1
	E	5	2	—	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—
Anvers . . . . .	O	494	79	383	28	—	—	—	—	—	—	89	11	54	—	24
	E	147	30	—	101	13	—	—	—	—	—	130	10	114	—	6
	S*	29	5	—	—	—	—	—	—	—	—	17	2	15	—	—
Malines . . . . .	O	34	6	—	18	5	—	—	—	—	—	15	—	9	—	6
	E	16	2	—	6	6	—	—	—	—	—	11	—	9	—	2
Turnhout . . . .	O	15	13	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—
	E	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Mons . . . . .	O	62	21	4	36	1	9	—	9	—	—	50	—	37	—	13
	E	53	19	—	33	1	—	—	—	—	—	59	2	52	—	5
Dour . . . . .	O	35	8	1	14	12	1	—	—	1	—	4	—	—	4	—
	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière . .	O	396	190	15	88	103	2	—	—	—	2	26	18	7	—	1
	E	93	56	—	16	21	—	—	—	—	—	11	6	4	—	1
Pâturages . . .	O	55	17	1	4	33	1	—	1	—	—	5	—	5	—	—
	E	5	1	—	3	1	—	—	—	—	—	8	1	7	—	—
Soignies . . . .	O	13	10	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Charleroi . . . .	O	2,178	612	10	174	1,382	10	—	8	—	2	174	4	170	—	—
	E	293	91	1	106	95	1	—	1	—	—	106	3	103	—	—
Binche . . . . .	O	89	63	2	13	11	1	—	—	1	—	12	1	10	—	1
	E	9	4	—	4	1	—	—	—	—	—	5	—	4	—	1
Font.l'Evêque .	O	89	5	7	68	9	5	—	4	—	1	29	—	29	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1

\* O = Pour ouvriers; E = Pour employés; S = Spéciale pour ouvriers du port.

Tableau n° 61 (suite).

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM- BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires.					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	O	9	2	—	6	1	—	—	—	—	—	6	1	5	—	—
	E	7	2	—	5	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—
Lessines	O	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
	E	6	—	—	4	2	—	—	—	—	—	4	—	2	1	1
Gand	O	94	42	10	42	—	5	—	5	—	—	34	2	21	—	11
	E	43	7	—	36	—	—	—	—	—	—	46	—	32	—	14
Eekloo	O	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	O	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	O	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—
Termonde	O	9	6	—	1	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	E	8	4	—	1	3	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Alost	O	24	3	—	19	2	—	—	—	—	—	19	—	16	1	2
	E	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	4	—	3	—	1
Saint-Nicolas	O	23	15	—	5	3	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—
	E	4	1	—	2	1	—	—	—	—	—	5	—	4	—	1
Bruges	O	25	7	14	4	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
	E	22	6	16	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	—
Ostende	O	49	24	—	22	3	—	—	—	—	—	19	4	4	—	11
	E	9	2	—	—	7	—	—	—	—	—	21	6	11	—	4
Tielt	O	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Courtrai	O	22	17	—	4	1	1	1	—	—	—	5	—	5	—	—
	E	16	6	—	10	—	—	—	—	—	—	14	1	10	—	3
Mouscron	O	6	1	2	2	1	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6
	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	O	14	2	2	1	9	2	1	1	—	—	1	—	1	—	—
	E	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Ypres	O	46	15	—	1	30	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
	E	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	O	235	90	—	79	66	—	—	—	—	—	81	4	69	—	8
	E	123	16	—	90	17	—	—	—	—	—	76	1	73	—	2
Comblain-au-P.	O	3	—	—	3	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
	E	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	O	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	O	13	11	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
	E	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jemeppe	O	36	7	11	17	1	—	—	—	—	—	9	—	3	—	6
	E	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	7	—	1	—	6

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM- BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Verviers	O	23	1	—	7	15	1	—	—	—	1	18	—	6	—	12
	E	20	4	—	9	7	—	—	—	—	—	19	—	10	—	9
Hasselt	O	180	57	101	—	22	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—
	E	11	—	10	—	1	—	—	—	—	—	9	—	8	—	1
Namur	O	28	12	7	6	3	7	—	7	—	—	6	1	4	—	1
	E	13	5	—	5	3	—	—	—	—	—	9	3	6	—	—
Andenne	O	29	—	—	9	20	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auvclais	O	11	9	—	—	2	2	—	1	1	—	1	—	1	—	—
	E	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	3	—	2	1	—
Dinant	O	5	2	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	1	2	—
	E	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
Philippeville	O	54	18	—	25	11	—	—	—	—	—	21	—	21	—	—
	E	5	2	—	3	—	—	—	—	—	—	4	—	2	—	2
Le Royaume :	O	5,690	1,717	599	1,503	1,862	77	5	56	3	13	1,104	148	832	7	117
	E	1,503	414	37	770	277	7	2	5	—	—	929	69	767	3	90
	S	29	5	—	—	—	—	—	—	—	—	17	2	15	—	—
Au total :		7,222	2,136	636	2,273	2,139	84	7	61	3	13	2,050	219	1,614	10	207
Au total en	1941	8,602	2,342	242	3,860	2,111	174	42	124	—	8	3,247	300	2,600	27	320
	1940	10,873	3,463	386	4,467	2,473	185	53	121	1	10	3,541	299	2,640	212	402
	1939	14,589	4,372	652	6,729	2,813	440	72	329	4	18	5,361	524	3,943	224	433

Il est à remarquer que l'activité générale des conseils de prud'hommes pendant l'année 1942 est encore en régression.

C'est surtout le bureau de conciliation par lequel doivent passer les affaires nouvelles, qu'il y a lieu d'observer à cet égard :

De 1939 à 1940 le total des affaires au rôle pour ouvriers tombait de 10,168 à 6,798, tandis que celui pour employés ne subissait guère de modification importante : 4,356 en 1939 pour 4,024 en 1940.

De 1940 à 1941 ce sont, au contraire, les affaires au rôle pour employés qui fléchissent de

4,024 à 2,454, tandis que celles pour ouvriers conservent une certaine stabilité : 6,798 en 1940 pour 6,109 en 1941.

De 1941 à 1942 c'est le dernier phénomène qui se reproduit : les affaires au rôle pour employés diminuent de 2,454 à 1,503, tandis que celles pour ouvriers ne subissent qu'une baisse de 6,109 à 5,690.

Pour l'étude de la matière sur un plus grand nombre d'années, on pourrait utilement consulter les nos 12, décembre 1942, et 10, octobre 1943, du *Bulletin de Statistique*, publiant respective-

ment la statistique des juridictions du travail de 1937 à 1941 et de 1938 à 1942.

\*  
\*\*

En ce qui concerne le dépôt des règlements d'ateliers et celui des dessins et modèles indus-

triels aux greffes des conseils de prud'hommes, les nombres au complet par siège de juridiction en sont reproduits ci-après.

La comparaison des chiffres avec ceux de l'année précédente fait ressortir une augmentation des dépôts des deux espèces de documents.

SIÈGE DE JURIDICTION	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels	SIÈGE DE JURIDICTION	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles . . . . .	1,284	86	Termonde . . . . .	36	4
Hal . . . . .	10	—	Alost . . . . .	195	2
Vilvorde . . . . .	16	—	Saint-Nicolas . . . . .	237	—
Louvain . . . . .	132	1	Bruges . . . . .	262	3
Nivelles . . . . .	19	—	Ostende . . . . .	80	—
Tubize . . . . .	4	—	Tielt . . . . .	9	—
Wavre . . . . .	22	—	Courtrai . . . . .	193	1
Anvers . . . . .	791	9	Mouscron . . . . .	7	—
Malines . . . . .	89	2	Roulers . . . . .	167	—
Turnhout . . . . .	130	3	Ypres . . . . .	68	—
Mons . . . . .	38	3	Liège . . . . .	218	17
Dour . . . . .	10	1	Comblain-au-Pont . . . . .	2	—
La Louvière . . . . .	18	—	Fléron . . . . .	—	—
Pâturages . . . . .	28	—	Huy . . . . .	38	1
Soignies . . . . .	17	—	Jemeppe . . . . .	4	—
Charleroi . . . . .	105	3	Verviers . . . . .	134	7
Binche . . . . .	37	—	Hasselt . . . . .	31	2
Fontaine-l'Evêque . . . . .	1	—	Namur . . . . .	22	6
Tournai . . . . .	121	—	Andenne . . . . .	4	—
Lessines . . . . .	15	1	Auvélais . . . . .	—	—
Gand . . . . .	489	5	Dinant . . . . .	11	—
Eekloo . . . . .	—	—	Philippeville . . . . .	22	—
Audenarde . . . . .	—	—			
Renaix . . . . .	60	—			
			<i>Le Royaume :</i>	5,176	157
			En 1941 . . . . .	4,662	119

**B) CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL**

Il y a dans le Royaume sept conseils de prud'hommes d'appel dont les sièges sont fixés respectivement à Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Mons, Liège et Namur, et dont la juridiction s'étend aux provinces dont les sièges sont les chefs-lieux. (Loi du 25 juin 1913.)

L'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes d'appel sont régis par les articles 116 et suivants de la loi organique des conseils de prud'hommes.

Les conseillers sont élus par des collèges électoraux spéciaux.

Chaque conseil de prud'hommes d'appel comprend une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés.

Une chambre mixte tranche les contestations entre ouvriers et employés, et résout les questions de compétence.

Le Roi nomme près de chaque conseil d'appel deux présidents avec détermination de la chambre à laquelle chaque président est attaché.

Ces présidents doivent être docteurs en droit.

**Tableau n° 62. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL. — APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER**

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			AFFAIRES restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, abandon, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers . . . . .	109	76	185	58	—	58	127
	pour employés . . . . .	314*	125	439	129	—	129	310
	mixte . . . . .	46	17	63	28	—	28	35
Anvers	pour ouvriers . . . . .	4*	18	22	4	—	4	18
	pour employés . . . . .	117*	58	175	47	8	55	120
	mixte . . . . .	19*	9	28	5	1	6	22
Mons	pour ouvriers . . . . .	7	5	12	5	2	7	5
	pour employés . . . . .	24	15	39	17	7	24	15
	mixte . . . . .	4	1	5	4	1	5	—
Gand	pour ouvriers . . . . .	2	15	17	4	—	4	13
	pour employés . . . . .	11	15	26	15	—	15	11
	mixte . . . . .	2	—	2	—	2	2	—
Bruges	pour ouvriers . . . . .	—	4	4	4	—	4	—
	pour employés . . . . .	—	21	21	21	—	21	—
	mixte . . . . .	—	1	1	1	—	1	—
Liège	pour ouvriers . . . . .	6	25	31	11	—	11	20
	pour employés . . . . .	10	71	81	59	—	59	22
	mixte . . . . .	4	3	7	7	—	7	—
Namur	pour ouvriers . . . . .	—	—	—	—	—	—	—
	pour employés . . . . .	2	5	7	6	—	6	1
	mixte . . . . .	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	pour ouvriers . . . . .	128*	143	271	86	2	88	183
	pour employés . . . . .	478*	310	788	294	15	309	479
	mixte . . . . .	75*	31	106	45	4	49	57
	<i>Total :</i>	681*	484	1,165	425	21	446	719*
<i>Total :</i>	1941 . . . . .	675	810	1,485	645	169	814	671
	1940 . . . . .	507	677	1,184	499	9	508	676
	1939 . . . . .	613	835	1,448	906	30	936	512

\* Chiffres rectifiés.

## COUR DE CASSATION

**Compétence.** — La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment. (Voir Statistique pénale.)

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. — La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. — Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou

pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1<sup>er</sup>.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28.)

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 63. — COUR DE CASSATION (1<sup>re</sup> Chambre). — POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			ARRÊTS					TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger
	pendantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
					Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<b>COURS D'APPEL</b>												
<b>a) Jugeant en matière civile :</b>												
Bruxelles . . . . .	16	34	50	1	7	18	—	3	29	—	—	21
Gand . . . . .	21	9	30	—	—	2	—	—	2	—	—	28
Liège . . . . .	13	8	21	—	3	3	—	—	6	—	—	15
<b>Totaux :</b>	<b>50</b>	<b>51</b>	<b>101</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>23</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>37</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>64</b>
<b>b) Jugeant en matière com- merciale :</b>												
Bruxelles . . . . .	8	17	25	—	3	2	—	1	6	—	—	19
Gand . . . . .	—	2	2	—	—	1	—	—	1	—	—	1
Liège . . . . .	2	6	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Elisabethville . . . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
<b>Totaux :</b>	<b>11</b>	<b>25</b>	<b>36</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>28</b>

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.



COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			ARRÊTS					TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger
	pendantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pend- ant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
					Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<b>TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (2)</b>												
a) <i>Jugeant en premier degré :</i>												
Bruxelles . . . . .	4	3	7	—	3	1	—	—	4	—	—	3
Nivelles . . . . .	1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1
Anvers . . . . .	7	5	12	—	1	—	—	—	1	—	—	11
Malines . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Mons . . . . .	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Charleroi . . . . .	1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1
Tournai . . . . .	—	2	2	—	—	1	—	—	1	—	—	1
Gand . . . . .	2	2	4	—	2	—	—	—	2	—	—	2
Termonde . . . . .	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Audenarde . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Bruges . . . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Furnes . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liège . . . . .	2	3	5	—	—	1	—	—	1	—	—	4
Huy . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Tongres . . . . .	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Arlon . . . . .	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Neufchâteau . . . . .	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur . . . . .	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Dinant . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
<i>Totaux :</i>	22	32	54	—	8	4	—	—	12	—	—	42
b) <i>Jugeant en degré d'appel :</i>												
Bruxelles . . . . .	4	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Louvain . . . . .	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Nivelles . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Anvers . . . . .	3	4	7	—	—	1	—	—	1	—	—	6
Mons . . . . .	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Tournai . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Gand . . . . .	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Bruges . . . . .	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liège . . . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Verviers . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
<i>Totaux :</i>	14	14	28	—	1	2	—	—	3	—	—	25
TRIBUNAUX DE COMMERCE	2	3*	5*	—	1	—	—	—	1	—	—	4*
JUSTICE DE PAIX	1	6	7	—	—	—	—	—	—	—	—	7
DOMMAGES DE GUERRE	4	2	6	—	2	—	—	1	3	—	—	3
CONSEILS DE PPUD'HOM- MÉS	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
<i>Totaux généraux :</i>	104	136	240	1	25	33	—	5	64	—	—	176
Totaux généraux en { 1941 . . . . .	108	79	187	1	22	53	—	5	81	—	—	104
{ 1940 . . . . .	139	47	186	—	15	61	1	1	78	78	—	108
{ 1939 . . . . .	123	92	215	—	19	54	—	3	76	76	—	139

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.

(2) Les tribunaux, dont aucun jugement n'a été attaqué, ne sont pas mentionnés.

\* Dont une ordonnance de référé.



SECTION III

**STATISTIQUE**

DE LA

**PROTECTION DE L'ENFANCE**



## RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 15 MAI 1912

Le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance est relatif à la déchéance de la puissance paternelle. Les tableaux A à D analysent le nombre de déchéances prononcées, le nombre de parents qui ont été réintégrés dans les droits de la puissance paternelle et le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure.

Le tableau E établit le mouvement de la population et la situation au 31 décembre des mineurs, dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, et qui sont confiés soit à des particuliers, soit à des établissements d'éducation privés, soit à des établissements spéciaux privés.

Le tableau F s'occupe de la situation au 31 décembre, des enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle, et qui sont moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre.

Le chapitre II de la loi est attribué aux enfants traduits en justice pour mendicité, vagabondage, inconduite ou faits qualifiés infractions par la loi.

Les tableaux G à K relèvent le nombre de mineurs dont les parquets ou les juges d'instruction ont dû s'occuper et ceux qui ont été mis en garde provisoire ou en observation avant jugement.

Les tableaux L à N indiquent le nombre de mineurs qui ont comparu devant les juges des enfants, ainsi que la nature des faits qu'ils avaient commis, leur âge et le résultat des poursuites.

Le tableau O donne les résultats définitifs des affaires terminées pendant l'année, la nature et le pourcentage des décisions intervenues.

L'article 31 de la loi du 15 mai 1912 permet au juge de modifier, suivant les besoins de l'éducation du mineur, les mesures qui ont été prises à son égard; celles-ci doivent, en tout cas, faire l'objet d'une révision tous les trois ans.

Le tableau P traite des ordonnances ou jugements modificatifs et des revisions triennales.

Les tableaux Q à S reflètent le mouvement de la population et la situation, au 31 décembre, des mineurs placés dans des établissements d'observation officiels ou privés, laissés en liberté surveillée dans leur famille, confiés à des particuliers, placés dans des établissements d'éducation ou des établissements spéciaux privés, confiés à des établissements d'éducation ou à des établissements spéciaux de l'Etat.

Le tableau T récapitule par arrondissement la situation, au 31 décembre, de tous les mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants.

Le tableau U classifie les anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26<sup>e</sup> année et qui ont subi une ou plusieurs condamnations depuis leur majorité.

Le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 aggrave les peines de certains crimes ou délits commis par des majeurs à l'égard des enfants. L'application de ces dispositions est relevée dans la Statistique de l'administration de la justice pénale.

### *Rédaction des tableaux :*

Les tableaux sont confectionnés par l'Office de la protection de l'enfance du Ministère de la Justice, d'après les renseignements obtenus par cet Office.

Pour leur publication, ils sont pourvus à la fois d'un indice littéral et d'un numéro d'ordre. Seul le tableau E, qui n'a pas de base de comparaison antérieure à l'année 1941, est dépourvu de numéro.

Il y a lieu de se reporter, à ce sujet, à ce qui a été dit dans la publication de l'année 1941, page 229 *in fine*.

## CHAPITRE PREMIER

## DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Tableau n° 64. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DÉCLARÉS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 1<sup>er</sup>, 3 ET 4

A

ARRONDISSEMENTS 1	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 <sup>er</sup> )		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 <sup>er</sup> 3 et 4)		RÉQUISITIONS du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
	Hommes 2	Femmes 3	En tout		En partie		Hommes 8	Femmes 9	Hommes 10	Femmes 11
			Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7				
Bruxelles . . . . .	5	2	19	18	—	—	24	20	1	2
Louvain . . . . .	1	1	3	3	—	—	4	4	1	2
Nivelles . . . . .	3	1	3	7	—	—	6	8	—	—
Anvers . . . . .	—	—	8	5	—	—	8	5	1	—
Malines . . . . .	—	—	2	2	—	—	2	2	6	7
Turnhout . . . . .	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—
Mons . . . . .	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1
Charleroi . . . . .	1	1	29	26	—	3	30	30	2	2
Tournai . . . . .	—	—	3	4	—	—	3	4	1	2
Gand . . . . .	1	—	1	7	—	—	2	7	1	2
Audenarde . . . . .	3	1	—	—	—	—	3	1	1	3
Termonde . . . . .	2	—	4	4	—	—	6	4	—	—
Bruges . . . . .	—	—	9	14	—	—	9	14	—	—
Courtrai . . . . .	—	—	2	1	—	—	2	1	—	1
Furnes . . . . .	—	—	2	2	—	—	2	2	—	—
Ypres . . . . .	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
Liège . . . . .	—	—	19	38	—	1	19	39	2	1
Huy . . . . .	1	—	3	5	—	—	4	5	1	—
Verviers . . . . .	1	—	1	5	—	—	2	5	—	—
Tongres . . . . .	3	—	1	1	—	—	4	1	—	1
Hasselt . . . . .	1	—	2	1	—	—	3	1	1	1
Arlon . . . . .	—	—	3	4	—	—	3	4	4	4
Marche-en-Famenne . . . . .	—	—	3	3	—	—	3	3	1	2
Neufchâteau . . . . .	1	—	6	3	—	—	7	3	2	3
Namur . . . . .	1	1	8	9	3	7	12	17	1	3
Dinant . . . . .	—	—	3	6	—	—	3	6	1	1
<i>Totaux :</i>	26	8	135	170	3	11	164	189	27	38
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	13	3	81	134	4	13	98	130	13	9
{ 1940 . . . . .	22	9	98	78	2	2	122	89	14	14
{ 1939 . . . . .	26	5	138	87	2	5	166	97	20	20
APPEL { Bruxelles . . . . .	—	1	2	4	—	1	2	6	—	—
{ Gand . . . . .	—	1	—	2	—	—	—	3	—	—
{ Liège . . . . .	—	—	1	—	—	1	1	1	—	—
<i>Totaux :</i>	—	2	3	6	—	2	3	10	—	—
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	—	—	4	1	—	—	4	1	7	8
{ 1940 . . . . .	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—
{ 1939 . . . . .	—	—	5	2	2	2	7	4	2	1

Tableau n° 65. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS RÉINTÉGRÉS DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 7

B

ARRONDISSEMENTS	DEMANDES EN RÉINTÉGRATION ACCUEILLIES								DEMANDES en réintégration rejetées	
	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 <sup>er</sup> ) (*)		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 <sup>er</sup> 3 et 4)		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	En tout		En partie		Hommes	Femmes		
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles . . . . .	1	—	2	1	—	—	3	1	—	—
Louvain . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Nivelles . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Malines . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . . . .	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Charleroi . . . . .	—	—	2	2	—	—	2	2	—	—
Tournai . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand . . . . .	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Audenarde . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège . . . . .	—	—	1	1	—	—	1	1	—	2
Huy . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Tongres . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . . . . .	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
Dinant . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1	—	7	9	—	—	8	9	—	—
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	—	—	4	5	—	—	4	5	—	—
{ 1940 . . . . .	—	—	3	6	—	—	3	6	1	1
{ 1939 . . . . .	—	—	4	5	—	—	4	5	1	—
APPEL { Bruxelles . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ Gand . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ Liège . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ 1940 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ 1939 . . . . .	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—

(\*) Dans le cas de l'article 1<sup>er</sup>, la réintégration n'est recevable qu'après un délai de dix ans.

Tableau n° 66. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.  
MESURES PRISES À L'ÉGARD DES ENFANTS. — NATURES DES DÉCISIONS.  
NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS. — ARTICLES 5 ET 6

C

NATURE DES DÉCISIONS 1	ENFANTS CONFIEÉS À LA MÈRE		Enfants confiés à une per- sonne autre que la mère, une société ou une insti- tution de charité ou d'en- seignement, publique ou privée.		TOTAL PAR SEXE		TOTAL GÉNÉRAL 8
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	
I. Mesure de garde . . .	—	1	77	111	77	112	189
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille .	18	29	65	66	83	95	178
B. Du tribunal . . . . .	—	—	266	259	266	259	525
III. Décisions modificatives .	5	—	215	181	220	181	401
<i>Totaux :</i>	23	30	623	617	646	647	1,293
<i>Totaux en</i> } 1941 . . . . .	21	25	466	378	487	403	890
} 1940 . . . . .	45	53	326	368	371	421	792
} 1939 . . . . .	71	90	295	320	366	410	776

ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE.  
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES PLACEMENTS FAMILIAUX ET

E

NATURE DU PLACEMENT 1	ENTRÉS			SORTIS			
	Présents au 1 <sup>er</sup> jan- vier 2	Entrés pendant l'année 3	TOTAL 4	Soumis à une autre mesure ou ren- dus en liberté par déci- sion du procu- reur du Roi 5	Evadés 6	Décédés 7	Aliénés 8
Placements familiaux . . . . .	Garçons . . . . .	295	80	375	19	—	—
	Filles . . . . .	294	85	379	32	1	—
	<i>Ensemble</i> . . . . .	589	165	754	51	1	—
Etablissements d'éducation privés . . . . .	Garçons . . . . .	899	211	1,110	95	2	—
	Filles . . . . .	1,024	242	1,266	114	—	—
	<i>Ensemble</i> . . . . .	1,923	453	2,376	209	2	5
Etablissements spéciaux privés . . . . .	Garçons . . . . .	129	55	184	20	—	—
	Filles . . . . .	127	60	187	14	—	2
	<i>Ensemble</i> . . . . .	256	115	371	34	—	2
<i>Total</i>	Garçons . . . . .	1,323	346	1,669	134	2	5
	Filles . . . . .	1,445	387	1,832	160	1	3
	<i>Ensemble</i> . . . . .	2,768	733	3,501	294	3	8
<i>Totaux d'ensemble en</i>	1941 . . . . .	2,701	513	3,214	275	14	18
	1940 . . . . .	2,718	375	3,093	245	17	6
	1939 . . . . .	2,564	569	3,133	300	2	8



Tableau n° 67. — DÉCISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES À LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

COUR D'APPEL	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, so- ciété ou insti- tution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	TOTAL
	en tout	en partie						
1	2	3	4	5	6	7	8	9

CONFIRMATIVES

Bruxelles	5	—	—	5	—	—	—	10
Gand	3	—	—	—	—	—	—	3
Liège	1	1	—	1	—	—	—	3
<i>Totaux :</i>	9	1	—	6	—	—	—	16
<i>Totaux en</i> { 1941	3	—	2	1	—	—	—	6
1940	2	—	—	—	—	—	1	3
1939	5	—	—	—	—	—	—	5

INFIRMATIVES

Bruxelles	—	1	—	1	—	—	—	2
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	—	—	—	1	—	—	1	2
<i>Totaux :</i>	—	1	—	2	—	—	1	4
<i>Totaux en</i> { 1941	1	—	4	—	—	—	1	6
1940	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	1	3	2	—	—	—	—	6

— MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET SPÉCIAUX PRIVÉS

RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :

Entrés à l'armée	Rapa- triés	Sortis par expira- tion de terme	TOTAL des sortis	Moins de												TOTAL des mineurs restant au 31 dé- cembre
				1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus		
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	
—	—	33	52	71	38	32	35	26	30	22	10	7	9	43	323	
—	—	42	76	69	45	39	19	20	10	11	15	8	14	53	303	
—	—	75	128	140	83	71	54	46	40	33	25	15	23	96	626	
—	—	45	147	192	135	98	96	67	57	60	40	44	47	127	963	
—	—	42	156	215	125	101	79	101	97	89	55	49	37	162	1,110	
—	—	87	303	407	260	199	175	168	154	149	95	93	84	289	2,073	
—	—	2	22	51	34	7	17	14	13	4	3	2	7	10	162	
—	—	3	19	59	25	12	8	18	13	11	5	2	3	12	168	
—	—	5	41	110	59	19	25	32	26	15	8	4	10	22	330	
—	—	80	221	314	207	137	148	107	100	86	53	53	63	180	1,448	
—	—	87	251	343	195	152	106	139	120	111	75	59	54	227	1,581	
—	—	167	472	657	402	289	254	246	220	197	128	112	117	407	3,029	
—	4	129	446	444	332	316	274	240	231	155	130	135	140	371	2,768	
14	4	102	392	376	375	314	284	267	175	141	147	153	109	360	2,701	
5	—	97	415	457	348	314	316	213	166	176	164	115	123	326	2,718	

Tableau n° 68. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE  
(non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS  
DE GUERRE. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Total	Enfants moral. aband. rec. par les comités de patron. et les soc. prot. des enf. mart.	Enfants adul- térins de guerre
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spé- cial	d'édu- cation	Total			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Bruxelles . . . . .	12	29	41	183	11	194	24	10	34	1	—	1	270	29	—
Louvain . . . . .	—	13	13	37	3	40	7	—	7	1	—	1	61	—	—
Nivelles . . . . .	8	22	30	61	8	69	3	—	3	1	—	1	103	1	—
Anvers . . . . .	5	4	9	68	4	72	9	—	9	—	—	—	90	6	—
Malines . . . . .	—	8	8	75	17	92	2	—	2	—	—	—	102	30	5
Turnhout . . . . .	—	2	2	21	—	21	3	—	3	2	3	5	31	3	—
Mons . . . . .	7	6	13	129	9	138	26	2	28	7	8	15	194	57	—
Charleroi . . . . .	4	37	41	232	12	244	20	1	21	1	—	1	307	43	—
Tournai . . . . .	5	5	10	66	28	94	2	—	2	1	—	1	107	51	1
Gand . . . . .	1	8	9	—	1	1	—	—	—	—	—	—	10	17	—
Audenarde . . . . .	—	4	4	28	—	28	2	—	2	—	—	—	34	213	—
Termonde . . . . .	1	4	5	29	—	29	—	—	—	—	1	1	35	2	—
Bruges . . . . .	3	20	23	67	11	78	11	—	11	—	1	1	113	—	—
Courtrai . . . . .	—	6	6	9	1	10	—	—	—	—	—	—	16	1	—
Furnes . . . . .	—	4	4	17	1	18	—	—	—	—	—	—	22	—	—
Ypres . . . . .	—	5	5	19	—	19	—	—	—	—	—	—	24	3	—
Liège . . . . .	17	57	74	322	16	338	109	8	117	—	1	1	530	21	—
Huy . . . . .	1	30	31	57	9	66	6	5	11	—	—	—	108	14	—
Verviers . . . . .	6	26	32	57	2	59	9	—	9	1	—	1	101	10	—
Tongres . . . . .	—	9	9	22	5	27	2	1	3	2	—	2	41	8	—
Hasselt . . . . .	3	18	21	26	15	41	1	1	2	1	—	1	65	3	—
Arlon . . . . .	6	8	14	36	2	38	13	—	13	—	—	—	65	12	—
Marche-en-Famenne . . . . .	—	13	13	11	1	12	1	—	1	—	1	1	27	—	—
Neufchâteau . . . . .	1	14	15	44	—	44	8	—	8	—	1	1	68	—	—
Namur . . . . .	31	116	147	168	16	184	35	1	36	4	1	5	372	53	—
Dinant . . . . .	2	45	47	101	16	117	8	—	8	1	4	5	177	28	—
<i>Totaux :</i>	113	513	626	1,885	188	2,073	301	29	330	23	21	44	3,073	605	6
<i>Totaux en</i> 1941 . . . . .	115	474	589	1,704	219	1,923	228	28	256	28	18	46	2,814	552	6
1940 . . . . .	119	482	601	1,646	209	1,855	215	30	245	17	23	40	2,741	601	5
1939 . . . . .	110	493	603	1,647	240	1,887	196	32	228	23	27	50	2,768	571	5

## CHAPITRE II

# MINEURS TRADUITS EN JUSTICE

Tableau n° 69. — MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1 <sup>er</sup> janvier		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
			mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		TOTAL			
			G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles . . . . .	641	472	567	220	499	265	388	507	4,222	1,191	5,676	2,183	6,317	2,655
Louvain . . . . .	8	5	33	27	33	36	4	—	783	169	853	232	861	237
Nivelles . . . . .	22	2	17	9	47	46	—	3	273	70	337	128	359	130
Anvers . . . . .	73	37	335	107	367	149	3	381	1,857	154	2,562	791	2,635	828
Malines . . . . .	18	17	22	9	8	6	1	5	833	251	864	271	882	288
Turnhout . . . . .	—	—	9	5	11	5	—	—	913	233	933	243	933	243
Mons . . . . .	61	32	193	69	205	154	43	29	1,287	304	1,728	556	1,789	588
Charleroi . . . . .	31	9	160	84	152	141	—	22	1,558	411	1,870	658	1,901	667
Tournai . . . . .	—	—	1	3	34	21	2	3	400	85	437	112	437	112
Gand . . . . .	—	—	54	15	94	60	12	12	977	159	1,137	246	1,137	246
Audenarde . . . . .	14	4	7	2	21	13	4	5	474	109	506	129	520	133
Termonde . . . . .	49	22	12	2	28	24	9	12	992	271	1,041	309	1,090	331
Bruges . . . . .	29	10	4	4	22	20	15	15	636	125	677	164	706	174
Courtrai . . . . .	96	36	10	2	17	7	8	7	624	158	659	174	755	210
Furnes . . . . .	2	2	4	—	3	5	3	—	140	29	150	34	152	36
Ypres . . . . .	12	1	1	—	2	3	1	1	294	99	298	103	310	104
Liège . . . . .	187	46	345	521	254	365	140	234	1,050	198	1,789	1,318	1,976	1,364
Huy . . . . .	23	3	3	1	5	6	—	—	343	108	351	115	374	118
Verviers . . . . .	10	1	23	5	46	24	2	15	269	64	340	108	350	109
Tongres . . . . .	24	6	6	1	19	9	2	7	842	276	869	293	893	299
Hasselt . . . . .	2	1	11	4	13	24	—	10	742	167	766	205	768	206
Arlon . . . . .	13	1	26	18	3	3	3	4	235	49	267	74	280	75
Marche-en-Famenne . . . . .	—	—	8	6	72	8	—	2	56	9	136	25	136	25
Neufchâteau . . . . .	—	—	6	4	—	3	—	—	98	23	104	30	104	30
Namur . . . . .	—	—	19	2	7	9	3	1	395	87	424	99	424	99
Dinant . . . . .	—	—	7	2	9	6	—	9	206	48	222	65	222	65
<i>Totaux :</i>	1,315	707	1,883	1,122	1,971	1,412	643	1,284	20,499	4,847	24,996	8,665	26,311	9,372
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	901	576	2,198	1,014	1,839	1,196	726	1,276	20,860	5,174	25,623	8,660	26,524	9,236
{ 1940 . . . . .	542	277	875	485	837	680	330	549	12,492	3,081	14,534	4,795	15,076	5,072
{ 1939 . . . . .	417	173	530	316	671	563	233	432	9,501	2,304	10,935	3,615	11,352	3,788

\* G = Garçons; F = Filles.

Tableau n° 70. — AFFAIRES SOLUTIONNÉES PAR LE PARQUET. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	MINEURS impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		MINEURS déférés au juge d'instruction		MINEURS déférés au juge des enfants		MINEURS impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		TOTAL	
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	Garçons 8	Filles 9	Garçons 10	Filles 11
1										
Bruxelles . . . . .	5,179	2,056	1	—	815	342	322	257	6,317	2,655
Louvain . . . . .	750	200	13	2	86	32	12	3	861	237
Nivelles . . . . .	229	67	9	2	89	51	32	10	359	130
Anvers . . . . .	2,430	699	5	—	97	72	103	57	2,635	828
Malines . . . . .	777	217	2	1	101	70	2	—	882	288
Turnhout . . . . .	860	226	4	1	64	15	5	1	933	243
Mons . . . . .	1,556	489	16	4	177	73	40	22	1,789	588
Charleroi . . . . .	1,441	495	3	2	405	151	52	19	1,901	667
Tournai . . . . .	313	63	9	3	115	46	—	—	437	112
Gand . . . . .	894	161	5	2	238	83	—	—	1,137	246
Audenarde . . . . .	232	52	—	2	280	75	8	4	520	133
Termonde . . . . .	946	274	4	1	103	36	37	20	1,090	331
Bruges . . . . .	365	114	26	4	289	49	26	7	706	174
Courtrai . . . . .	526	145	23	3	184	45	22	17	755	210
Furnes . . . . .	108	27	—	—	44	9	—	—	152	36
Ypres . . . . .	256	87	4	3	37	11	13	3	310	104
Liège . . . . .	1,554	1,083	9	8	350	258	63	15	1,976	1,364
Huy . . . . .	211	66	4	3	138	47	21	2	374	118
Verviers . . . . .	212	59	19	3	106	45	13	2	350	109
Tongres . . . . .	175	59	—	1	704	226	14	13	893	299
Hasselt . . . . .	545	166	6	4	217	36	—	—	768	206
Arlon . . . . .	214	53	4	2	59	19	3	1	280	75
Marche-en-Famenne . . . . .	46	10	1	1	82	10	7	4	136	25
Neufchâteau . . . . .	68	18	3	2	32	10	1	—	104	30
Namur . . . . .	335	81	12	1	77	17	—	—	424	99
Dinant . . . . .	131	22	7	4	84	39	—	—	222	65
<i>Totaux :</i>	20,353	6,989	189	59	4,973	1,867	796	457	26,311	9,372
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	20,259	6,725	191	65	4,759	1,739	1,315	707	26,524	9,236
{ 1940 . . . . .	11,263	3,420	137	59	2,775	1,017	901	576	15,076	5,072
{ 1939 . . . . .	8,634	2,713	137	55	2,039	743	542	277	11,352	3,788

Tableau n° 71. — MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU À S'OCCUPER.  
RÉSULTATS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						MINEURS renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction		MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1 <sup>er</sup> janvier		Pendant l'année		TOTAL		Garçons 8	Filles 9	Garçons 10	Filles 11	Garçons 12	Filles 13
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7						
Bruxelles . . . . .	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Louvain . . . . .	3	2	13	2	16	4	3	1	13	3	—	—
Nivelles . . . . .	2	—	9	2	11	2	—	1	11	1	—	—
Anvers . . . . .	—	—	5	—	5	—	—	—	5	—	—	—
Malines . . . . .	—	—	2	1	2	1	—	—	2	1	—	—
Turnhout . . . . .	4	—	4	1	8	1	—	—	6	1	2	—
Mons . . . . .	3	—	16	4	19	4	2	1	3	—	14	3
Charleroi . . . . .	2	—	3	2	5	2	3	—	2	1	—	1
Tournai . . . . .	1	—	9	3	10	3	1	—	4	1	5	2
Gand . . . . .	3	—	5	2	8	2	1	—	5	2	2	—
Audenarde . . . . .	2	1	—	2	2	3	—	2	2	1	—	—
Termonde . . . . .	13	2	4	1	17	3	8	1	4	1	5	1
Bruges . . . . .	—	—	26	4	26	4	11	3	6	1	9	—
Courtrai . . . . .	6	1	23	3	29	4	10	3	14	1	5	—
Furnes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . . . .	—	—	4	3	4	3	—	—	1	3	3	—
Liège . . . . .	14	3	9	8	23	11	—	—	15	6	8	5
Huy . . . . .	—	4	4	3	4	7	2	1	2	6	—	—
Verviers . . . . .	2	—	19	3	21	3	2	—	18	2	1	1
Tongres . . . . .	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—
Hasselt . . . . .	3	3	6	4	9	7	3	6	3	1	3	—
Arlon . . . . .	—	—	4	2	4	2	—	—	4	2	—	—
Marche-en-Famenne . . . . .	—	—	1	1	1	1	—	—	1	1	—	—
Neufchâteau . . . . .	—	—	3	2	3	2	1	—	2	2	—	—
Namur . . . . .	—	—	12	1	12	1	1	1	11	—	—	—
Dinant . . . . .	—	1	7	4	7	5	—	—	7	4	—	1
<i>Totaux :</i>	58	17	189	59	247	76	49	20	141	42	57	14
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	38	21	191	65	229	86	28	13	143	56	58	17
{ 1940 . . . . .	35	7	136	59	171	66	23	7	110	38	38	21
{ 1939 . . . . .	32	7	137	55	169	62	21	8	113	47	35	7

Tableau n° 72. — I. — MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNÉES.  
DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5

ARRONDISSEMENTS	MESURES ORDONNÉES										DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN															
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
Bruxelles . . . . .	—	—	65	64	32	1	—	—	97	65	19	5	30	11	31	48	2	2	—	—	—	—	—	—	82	66
Louvain . . . . .	—	—	—	3	—	—	3	—	3	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1
Nivelles . . . . .	—	1	2	6	—	3	2	—	4	10	4	4	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	4	6
Anvers . . . . .	2	2	32	9	2	—	25	—	61	11	26	1	20	4	7	6	3	2	—	—	—	—	—	—	56	13
Malines . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Turnhout . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . . . .	—	—	1	6	1	1	6	—	8	7	6	1	—	1	1	3	—	3	—	5	—	3	—	—	7	16
Charleroi . . . . .	12	26	101	109	1	1	—	—	114	136	6	8	15	15	37	51	11	14	—	2	—	—	—	—	69	90
Tournai . . . . .	1	—	3	17	—	2	4	—	8	19	2	11	—	6	—	3	1	—	6	—	1	2	—	—	10	22
Gand . . . . .	4	—	—	7	—	—	1	—	5	7	3	1	—	2	—	3	—	3	1	—	—	2	—	—	4	11
Audenarde . . . . .	—	—	2	5	—	—	—	—	2	5	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	2
Termonde . . . . .	—	—	1	7	3	—	—	—	4	7	—	1	1	4	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	7
Bruges . . . . .	—	—	3	19	16	—	2	—	21	19	1	—	3	13	2	5	—	—	1	—	—	—	—	—	7	18
Courtrai . . . . .	—	—	4	1	15	—	10	—	29	1	6	3	4	1	10	—	1	1	—	—	—	—	—	—	21	5
Furnes . . . . .	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Ypres . . . . .	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Liège . . . . .	—	3	11	5	12	1	8	4	31	13	14	12	9	2	7	3	1	—	1	1	—	—	—	—	32	18
Huy . . . . .	—	—	—	1	—	1	2	—	2	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Verviers . . . . .	—	—	—	1	—	—	1	—	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Tongres . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . . . . .	—	—	2	3	—	—	—	—	2	3	1	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3
Arlon . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2	—	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	4
Marche-en-Famm. . . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Neufchâteau . . . . .	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . . . . .	—	—	10	17	3	—	—	—	13	17	2	6	5	11	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	9	19
Dinant . . . . .	—	—	1	4	6	2	—	1	7	7	1	2	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5
<i>Totaux :</i>	19	32	240	287	94	12	65	6	418	337	95	60	93	76	100	130	19	29	9	9	1	7	317	311		
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	27	11	185	199	77	5	37	5	326	220	64	37	71	69	65	42	15	12	1	1	—	—	—	—	216	161
1940 . . . . .	4	14	111	118	26	9	31	7	172	148	32	24	41	36	15	22	5	8	—	1	—	—	—	—	93	91
1939 . . . . .	15	8	89	114	12	1	12	3	128	126	31	26	45	55	24	26	3	4	1	2	—	1	104	114		

Tableau n° 72. — II. — MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES.  
DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLE 21, § 1<sup>er</sup>

K

ARRONDISSEMENTS	OBSERVATIONS ORDONNÉES								DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN													
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'État		Total		moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Bruxelles . . . . .	—	—	—	74	154	14	154	88	12	2	83	7	84	77	4	3	2	—	—	—	185	89
Louvain . . . . .	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Nivelles . . . . .	—	—	—	8	21	13	21	21	—	1	8	3	6	9	—	3	—	—	—	—	14	16
Anvers . . . . .	—	—	—	39	56	1	56	40	2	2	22	9	14	17	—	—	—	1	—	—	38	29
Malines . . . . .	—	—	—	6	8	—	8	6	—	—	3	—	7	4	—	—	1	—	—	—	11	4
Turnhout . . . . .	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Mons . . . . .	—	—	—	5	19	—	19	5	—	—	5	1	13	2	2	4	—	7	—	—	20	14
Charleroi . . . . .	—	—	—	11	91	18	91	29	3	2	30	3	41	17	2	5	—	1	—	—	76	28
Tournai . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Audenarde . . . . .	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—
Gand . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde . . . . .	—	—	—	1	3	—	3	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	1
Bruges . . . . .	—	—	—	—	6	—	6	—	—	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	3
Courtrai . . . . .	—	—	—	2	2	—	2	2	1	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	1
Furnes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège . . . . .	—	—	61	70	35	—	96	70	24	8	34	16	8	25	4	4	1	3	—	—	71	56
Huy . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Verviers . . . . .	—	—	—	2	3	1	3	3	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1
Tongres . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . . . . .	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Arlon . . . . .	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famennne .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . . . . .	—	—	—	1	4	—	4	1	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1
Namur . . . . .	—	—	—	1	21	7	21	8	2	—	12	4	2	—	—	—	—	—	—	—	16	4
Dinant . . . . .	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
<i>Totaux :</i>	—	—	61	223	434	58	495	281	48	16	207	50	178	154	13	19	4	13	—	—	450	252
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	—	—	66	234	354	76	420	310	20	29	125	40	122	123	51	43	2	11	—	1	320	247
{ 1940 . . . . .	—	—	38	160	168	44	206	204	15	16	56	33	41	61	10	14	1	5	1	—	124	129
{ 1939 . . . . .	—	—	50	140	204	45	254	185	14	4	68	27	98	101	9	4	2	2	—	—	191	138

\* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 73. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES  
 Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne

ARRONDISSEMENTS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)	
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	Garçons 8	Filles 9
1								
Bruxelles . . . . .	518	231	4	3	200	61	—	1
Louvain . . . . .	85	34	2	—	40	5	—	—
Nivelles . . . . .	105	41	18	4	31	10	2	—
Anvers . . . . .	312	99	5	1	79	20	1	1
Malines . . . . .	123	47	10	—	78	22	—	—
Turnhout . . . . .	17	3	—	—	16	—	—	—
Mons . . . . .	184	74	5	5	82	14	—	—
Charleroi . . . . .	319	187	21	14	86	27	7	18
Tournai . . . . .	112	51	29	7	56	19	3	1
Gand . . . . .	210	92	13	—	99	29	—	—
Audenarde . . . . .	157	51	10	3	126	40	1	—
Termonde . . . . .	97	42	11	9	47	24	—	—
Bruges . . . . .	167	66	13	4	131	25	—	—
Courtrai . . . . .	147	43	9	1	77	22	—	—
Furnes . . . . .	33	5	2	—	23	4	—	—
Ypres . . . . .	35	9	4	—	16	—	—	—
Liège . . . . .	422	184	22	3	122	21	2	3
Huy . . . . .	90	28	8	1	52	9	1	—
Verviers . . . . .	107	40	5	3	4	—	1	—
Tongres . . . . .	120	33	—	—	100	28	—	—
Hasselt . . . . .	95	21	13	2	70	3	—	—
Arlon . . . . .	13	6	—	—	—	—	2	—
Marche-en-Famenne . . . . .	30	2	10	—	18	1	—	—
Neufchâteau . . . . .	24	7	10	—	6	—	—	—
Namur . . . . .	89	40	6	5	42	10	1	2
Dinant . . . . .	43	20	—	2	20	3	1	2
<i>Totaux :</i>	<b>3,654</b>	<b>1,456</b>	<b>230</b>	<b>67</b>	<b>1,621</b>	<b>397</b>	<b>22</b>	<b>28</b>
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	3,503	1,199	217	66	1,743	371	10	15
{ 1940 . . . . .	1,733	580	121	40	934	171	14	14
{ 1939 . . . . .	1,398	631	133	49	541	128	12	18
Appel { Bruxelles . . . . .	24	9	5	—	5	4	—	—
{ Gand . . . . .	13	—	8	—	3	—	—	—
{ Liège . . . . .	16	13	—	—	1	1	2	1
<i>Totaux :</i>	<b>53</b>	<b>22</b>	<b>13</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	14	4	2	—	4	1	—	—
{ 1940 . . . . .	4	7	1	—	2	2	—	—
{ 1939 . . . . .	24	5	1	—	—	1	—	—

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.



## PAR ARRONDISSEMENT. — ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37

sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonne 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation correctionnelle (Art. 37)	
Garçons 10	Filles 11	Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement		Garçons 16	Filles 17	Garçons 18	Filles 19	Garçons 20	Filles 21
		Garçons 12	Filles 13	Garçons 14	Filles 15						
31	92	209	43	68	14	6	17	514	228	2	—
1	11	33	15	9	2	—	1	83	34	—	—
—	3	34	11	20	8	—	5	87	37	1	—
32	40	142	30	52	1	1	6	307	98	—	—
3	12	19	11	13	—	—	2	113	47	—	—
—	2	—	1	1	—	—	—	17	3	—	—
—	22	57	23	39	7	1	3	179	69	—	—
71	85	49	6	80	31	5	6	298	173	—	—
9	12	1	—	14	3	—	9	83	44	1	—
7	25	69	25	22	4	—	9	197	92	—	—
1	6	10	2	8	—	1	—	147	48	—	—
—	6	29	2	10	—	—	1	86	33	—	—
5	27	6	2	11	5	1	3	154	62	—	2
4	5	37	11	20	2	—	2	138	42	—	—
—	1	4	—	4	—	—	—	31	5	—	—
—	4	12	5	3	—	—	—	31	9	—	—
40	61	194	81	37	9	5	6	400	181	—	—
—	1	24	13	5	4	—	—	82	27	—	—
3	10	69	18	25	8	—	1	102	37	—	—
—	1	8	3	12	1	—	—	120	33	—	—
3	11	2	4	6	1	1	—	82	19	—	—
3	1	2	—	6	5	—	—	13	6	—	—
1	1	—	—	1	—	—	—	20	2	—	—
2	6	1	1	5	—	—	—	14	7	—	—
6	15	15	1	19	6	—	1	83	35	—	—
2	6	7	2	13	5	—	—	43	18	—	—
224	466	1,033	310	503	116	21	72	3,424	1,389	4	2
178	311	975	306	369	93	11	37	3,286	1,133	2	—
74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540	4	—
124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582	4	—
1	2	7	—	5	2	1	1	19	9	—	—
—	—	—	—	2	—	—	—	5	—	—	—
1	5	3	2	9	4	—	—	16	13	—	—
2	7	10	2	16	6	1	1	40	22	—	—
—	1	5	—	3	2	—	—	12	4	1	—
—	3	—	—	1	2	—	—	3	7	1	—
3	2	13	1	6	1	1	—	23	5	—	—

Tableau n° 74. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE.  
ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

M

ÂGE AU MOMENT OÙ LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répriman- dés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un éta- blissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans . . . . .	337	83	26	4	174	42	—	—	59	27	53	9	20	—	5	1	311	79
De 10 à moins de 11 ans . . . . .	232	52	12	2	117	19	1	—	21	18	61	10	19	—	1	3	220	50
de 11 à moins de 12 ans . . . . .	348	62	17	3	173	31	—	—	41	13	90	15	26	—	1	—	331	59
De 12 à moins de 13 ans . . . . .	469	105	18	8	233	41	3	—	40	24	110	19	61	3	4	10	451	97
De 13 à moins de 14 ans . . . . .	569	158	30	3	286	63	1	4	20	42	157	26	73	12	2	8	539	155
De 14 à moins de 15 ans . . . . .	648	232	31	10	289	76	7	4	18	70	189	54	109	9	5	9	617	222
De 15 à moins de 16 ans . . . . .	773	414	43	15	333	112	8	9	14	116	255	110	118	34	2	18	730	399
De 16 à moins de 17 ans . . . . .	141	160	27	6	13	9	1	6	2	77	66	28	32	24	—	10	114	154
De 17 à moins de 18 ans . . . . .	137	190	26	16	3	4	1	5	9	79	52	39	45	34	1	13	111	174
<b>Totaux :</b>	<b>3,654</b>	<b>1,456</b>	<b>230</b>	<b>67</b>	<b>1,621</b>	<b>397</b>	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>224</b>	<b>466</b>	<b>1,033</b>	<b>310</b>	<b>503</b>	<b>116</b>	<b>21</b>	<b>72</b>	<b>3,424</b>	<b>1,389</b>

Tableau n° 75. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES  
EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

N

NATURE DES FAITS COMMIS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répriman- dés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un éta- blissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité . . . . .	182	157	9	2	42	23	3	3	43	74	36	23	47	22	2	10	173	155
Inconduite . . . . .	689	523	45	30	12	5	13	21	99	247	320	121	191	55	9	44	644	493
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité . . . . .	30	95	6	6	5	11	—	1	—	40	18	14	1	19	—	4	24	89
Faits qualifiés infractions :																		
contre l'autorité . . . . .	12	6	1	—	8	5	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	11	6
contre les mœurs . . . . .	89	75	3	3	33	24	1	—	4	18	36	22	11	2	1	6	86	72
contre les personnes : } crimes . . . . .	3	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	—	—	—	3	1
} délits . . . . .	143	14	23	1	95	13	—	—	3	—	15	—	6	—	1	—	120	13
} incendies . . . . .	118	4	15	1	96	2	1	—	3	—	—	—	2	—	1	1	103	3
} vols . . . . .	2,128	499	120	21	1,137	263	4	2	62	69	567	123	232	14	6	7	2,008	478
} escroqueries . . . . .	30	15	3	1	14	3	—	1	2	4	9	2	2	4	—	—	27	14
d'autre nature . . . . .	113	33	4	1	107	31	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	109	32
Infraction à la loi scolaire . . . . .	117	34	1	1	72	17	—	—	8	13	28	3	7	—	1	—	116	33
<b>Totaux :</b>	<b>3,654</b>	<b>1,456</b>	<b>230</b>	<b>67</b>	<b>1,621</b>	<b>397</b>	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>224</b>	<b>466</b>	<b>1,033</b>	<b>310</b>	<b>503</b>	<b>116</b>	<b>21</b>	<b>72</b>	<b>3,424</b>	<b>1,389</b>

\* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 76. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES.  
NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES

NATURE DES DÉCISIONS 1	NOMBRE 2	POURCENTAGE 3
Mineurs réprimandés (liberté surveillée) . . . . .	2,018	6.2
Mineurs placés chez un particulier . . . . .	50	0.2
» » dans une institution privée . . . . .	690	2.1
» » conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	1,343	4.1
» » dans un établissement de l'Etat . . . . .	619	1.9
» » dans un établissement approprié à leur état . . . . .	93	0.3
<i>Totaux :</i>	<b>32,521</b>	<b>100</b>

Tableau n° 77. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES  
RENDUS À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE. — ARTICLE 31

ARRONDISSEMENTS 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté sur- veillée		Plaçant chez un parti- culier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établis- sement de l'Etat		Plaçant dans un établis- sement spécial		TOTAL		
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Bruxelles . . . . .	37	55	—	3	121	86	31	50	61	58	122	22	21	42	393	316	
Louvain . . . . .	2	—	—	—	8	14	2	5	—	2	12	1	1	2	25	24	
Nivelles . . . . .	1	5	28	7	25	3	7	11	2	6	18	8	3	7	84	47	
Anvers . . . . .	12	5	—	—	92	45	8	10	17	23	45	10	6	13	180	106	
Malines . . . . .	23	7	23	6	12	10	2	3	1	2	7	3	—	6	68	37	
Turnhout . . . . .	—	—	—	—	3	3	1	—	—	1	1	1	—	1	5	6	
Mons . . . . .	4	4	85	13	19	14	12	10	3	16	32	7	5	9	160	73	
Charleroi . . . . .	37	39	4	18	66	43	47	77	20	55	68	21	14	15	256	268	
Tournai . . . . .	12	9	—	—	10	6	24	20	5	6	19	3	3	14	73	58	
Gand . . . . .	4	2	—	—	21	24	7	8	1	7	10	—	1	1	44	42	
Audenarde . . . . .	1	—	—	—	9	2	2	1	1	—	—	—	—	1	13	4	
Termonde . . . . .	3	—	—	—	16	10	—	—	—	1	—	—	—	—	19	11	
Bruges . . . . .	2	4	35	5	12	8	3	8	—	4	12	1	1	1	65	31	
Courtai . . . . .	—	1	—	—	15	4	1	1	3	1	3	1	—	2	22	10	
Furnes . . . . .	1	1	—	—	2	3	1	3	2	2	3	1	—	—	9	10	
Ypres . . . . .	1	2	—	—	6	4	1	—	—	—	8	—	1	1	17	7	
Liège . . . . .	62	22	2	—	97	78	39	32	43	84	71	4	74	43	388	263	
Huy . . . . .	1	9	—	—	6	2	4	7	—	1	3	4	—	3	14	26	
Verviers . . . . .	2	1	—	1	42	14	9	10	9	8	31	12	6	7	99	53	
Tongres . . . . .	3	1	—	1	12	2	3	—	1	2	3	1	2	1	24	8	
Hasselt . . . . .	4	1	25	3	16	10	—	4	1	2	14	4	—	—	60	24	
Arlon . . . . .	1	4	—	—	1	5	4	7	—	7	2	1	—	2	8	26	
Marche . . . . .	3	3	—	—	—	2	2	5	1	3	—	1	—	—	6	14	
Neufchâteau . . . . .	5	—	—	—	1	4	3	—	—	1	1	—	—	2	10	7	
Namur . . . . .	6	3	—	2	22	10	12	15	—	9	12	7	4	6	56	52	
Dinant . . . . .	1	5	—	1	14	7	7	9	3	2	8	2	—	2	33	28	
<i>Totaux :</i>	<b>228</b>	<b>183</b>	<b>202</b>	<b>60</b>	<b>648</b>	<b>413</b>	<b>232</b>	<b>296</b>	<b>174</b>	<b>303</b>	<b>505</b>	<b>115</b>	<b>142</b>	<b>181</b>	<b>2,131</b>	<b>1,551</b>	
<i>Totaux</i> {	1941 . . . . .	181	154	187	79	389	281	121	175	120	188	329	104	54	133	1,381	1,114
	1940 . . . . .	190	151	101	62	404	385	84	139	86	208	283	87	41	80	1,189	1,112
	1939 . . . . .	229	232	184	72	393	312	151	229	145	235	245	81	55	117	1,402	1,278

\* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 78. — I. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS	ENTRÉS			SORTIS						
	Présents au 1 <sup>er</sup> jan- vier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS					Total	
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particu- lier	Confiés à une société ou à une institu- tion	Placés dans un établis- sement de l'État	Placés dans un établis- sement spécial approprié à leur état		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
GRIVEGNEE (poste d'observation de la Fédération des orphelinats. garçons) . . . . .	61	156	217	60	9	8	53	2	132	
ANVERS (Institut Sainte-Marguerite de Cortone, quartier d'observation pour filles) . . . . .	18	147	165	28	5	94	5	3	135	
WANDRE (Home Saint-Benoît, quartier d'ob- servation pour filles) . . . . .	21	120	141	22	2	73	7	15	119	
EVERE (Institut du Bon-Pasteur, quartier d'ob- servation pour filles) . . . . .	19	79	98	4	—	66	9	4	83	
<i>Totaux :</i>	119	502	621	114	16	241	74	24	469	
<i>Totaux en</i> {	1941 . . . . .	103	451	554	79	12	244	55	23	413
	1940 . . . . .	138	339	477	144	12	137	53	10	356
	1939 . . . . .	126	296	422	51	11	149	47	15	273

Tableau n° 78. — II. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT	ENTRÉS			SORTIS						
	Présents au 1 <sup>er</sup> jan- vier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS OU DU MINISTRE DE LA JUSTICE					Total	
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particu- lier	Confiés à une société ou à une institu- tion	Placés dans un établis- sement de l'État	Placés dans un établis- sement spécial approprié à leur état		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
MOLL (garçons) . . . . .	149	959	1,108	298	24	3	601	17	943	
SAINT-SERVAIS (filles) . . . . .	57	193	250	19	15	7	135	22	198	
<i>Totaux :</i>	206	1,152	1,358	317	39	10	736	39	1,141	
<i>Totaux en</i> {	1941 . . . . .	193	971	1,164	211	25	21	628	49	934
	1940 . . . . .	146	693	839	87	36	12	435	18	588
	1939 . . . . .	186	646	832	107	7	20	368	160	662

## ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION PRIVÉS. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expira- tion de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
							au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
3	—	—	—	—	—	135	7	10	4	4	14	17	26	82
7	—	—	—	1	—	143	6	8	8	—	—	—	—	22
1	—	1	—	—	—	121	—	3	13	4	—	—	—	20
2	—	—	—	—	—	85	2	4	3	4	—	—	—	13
13	—	1	—	1	—	484	15	25	28	12	14	17	26	137
16	1	1	—	4	—	435	14	14	23	18	15	18	17	119
11	—	2	5	—	—	374	18	18	21	12	16	6	12	103
9	—	—	1	1	—	284	19	12	16	4	19	13	55	138

## ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION DE L'ÉTAT. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expira- tion de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
							au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
22	1	2	—	5	—	973	29	26	39	12	24	—	5	135
3	—	—	—	3	1	205	9	5	11	8	12	—	—	45
25	1	2	—	8	1	1,178	38	31	50	20	36	—	5	180
14	—	3	—	7	—	958	39	24	32	37	47	20	7	206
45	—	3	6	4	—	646	26	37	47	35	29	11	8	193
1	—	9	4	8	2	686	22	25	40	26	26	6	1	146

TABLEAU n° 79. — MOUVEMENT DE LA POPULATION  
Liberté surveillée. — Placements familiaux. — Établissements  
Établissements d'éducation de l'État

S

NATURE DE LA MESURE	ENTRÉS			Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liber- té pure et simple	SORTIS				
	Présents au 1 <sup>er</sup> jan- vier	Entrés pendant l'année	TOTAL		Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa- triés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Liberté surveillée . . . . .									
{ Garçons . . . . .	9,729	3,253	12,982	853	—	5	1	—	—
{ Filles . . . . .	2,606	1,177	3,783	337	—	2	—	—	—
Placements familiaux . . . . .									
{ Garçons . . . . .	190	359	549	240	13	—	—	—	—
{ Filles . . . . .	188	335	523	170	4	—	—	—	—
Etablissements d'éducation pri- vés . . . . .									
{ Garçons . . . . .	387	467	854	333	23	1	—	—	—
{ Filles . . . . .	663	744	1,407	571	23	1	1	—	2
Etablissements spéciaux privés									
{ Garçons . . . . .	108	257	365	209	7	1	3	—	—
{ Filles . . . . .	275	499	774	414	4	2	3	—	—
Etablissements d'éducation de l'Etat :									
Ruyselede-Wynghene (garçons) . . . . .	236	255	491	191	1	—	1	—	—
Saint-Hubert (garçons) . . . . .	225	458	683	303	42	2	—	—	—
Moll (garçons) . . . . .	115	195	310	173	11	1	—	—	3
St. Servais (filles) . . . . .	86	143	229	104	5	—	—	—	—
Bruges (quartier de disciplines pour filles) . . . . .	24	24	48	16	—	—	—	—	—
Etablissements spéciaux de l'Etat :									
Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons) . . . . .	94	269	363	149	18	—	7	—	—
Elsun-Gheel (colonie familiale pour anormaux) . . . . .									
{ Garçons . . . . .	48	22	70	14	—	—	1	—	—
{ Filles . . . . .	8	2	10	3	—	—	1	—	—
Bruges (asile-clinique avec ma- ternité pour jeunes filles at- teintes de maladies vénérien- nes) . . . . .									
{ Mineures . . . . .	95	50	145	53	3	—	—	—	—
{ Nourrissons . . . . .	18	4	22	8	—	—	—	—	—
<i>Totaux</i> . . . . .	11,132	5,535	16,667	2,465	115	10	13	—	3
{ Filles . . . . .	3,945	2,974	6,919	1,668	39	5	5	—	2
{ Nourrissons . . . . .	18	4	22	8	—	—	—	—	—
<i>Totaux généraux</i> . . . . .	15,095	8,513	23,608	4,141	154	15	18	—	5
<i>Totaux généraux en</i> . . . . .									
{ 1941 . . . . .	12,732	7,113	19,845	2,679	143	10	13	3	7
{ 1940 . . . . .	12,471	4,477	16,948	2,355	98	12	11	224	1
{ 1939 . . . . .	12,166	4,051	16,217	2,512	52	19	7	78	10

N. B. — Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans des établissements de même espèce sont cumulés. —  
ration, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

PENDANT L'ANNÉE. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE  
d'éducation privés. — Etablissements spéciaux privés.  
— Etablissements spéciaux de l'État.

## RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :

Sortis par expiration de terme	Transférés dans un autre établissement de l'État	TOTAL des sortis	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :											TOTAL des mineurs restant au 31 décembre
			Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus	
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
1,010	—	1,869	3,040	2,604	1,430	846	748	786	565	393	267	185	249	11,113
410	—	749	1,041	718	429	238	191	148	101	61	44	23	40	3,034
36	—	289	153	51	15	16	16	2	3	—	1	—	3	260
56	—	230	201	54	17	11	7	2	1	—	—	—	—	293
2	—	359	280	115	35	26	9	15	6	3	3	1	2	495
28	—	626	477	180	60	31	16	7	4	3	2	1	—	781
—	—	220	82	25	20	7	3	5	2	1	—	—	—	145
13	—	436	214	61	23	6	17	8	3	3	1	—	2	338
—	19	212	181	79	17	—	—	—	2	—	—	—	—	279
—	23	370	206	75	19	5	5	1	1	—	1	—	—	313
1	4	193	87	29	1	—	—	—	—	—	—	—	—	117
1	9	119	65	33	10	1	—	1	—	—	—	—	—	110
5	3	24	18	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
1	79	254	93	8	4	2	1	1	—	—	—	—	—	109
3	—	18	19	16	4	10	—	2	—	1	—	—	—	52
1	—	5	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5
			Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins de 9 mois	9 à moins de 12 mois	12 à moins de 15 mois	15 à moins de 18 mois	18 mois à moins de 2 ans	2 ans à moins de 2½ ans	2½ ans et plus	TOTAL
6	2	64	3	6	3	12	14	8	6	8	13	8	—	81
3	—	11	1	1	—	1	—	1	2	1	3	1	—	11
1,053	125	3,784	4,141	3,002	1,545	912	782	812	579	398	272	186	254	12,883
520	14	2,253	2,021	1,060	542	300	245	174	115	75	60	32	42	4,666
3	—	11	1	1	—	1	—	1	2	1	3	1	—	11
1,576	139	6,048	6,163	4,063	2,087	1,213	1,027	987	696	474	335	219	296	17,560
1,719	176	4,750	5,449	2,579	1,513	1,282	1,287	1,022	712	436	306	194	315	15,095
1,384	131	4,216	3,533	1,904	1,552	1,521	1,298	979	614	434	297	242	358	12,732
1,021	47	3,746	2,974	2,035	1,851	1,560	1,275	836	596	420	348	250	324	12,471

Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorpo-

Tableau n° 80. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE  
DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Totaux	
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Bruxelles . . . . .	2,113	2	73	75	240	8	248	138	1	139	68	130	198	2,773	
Louvain . . . . .	342	—	6	6	41	1	42	3	2	5	8	27	35	430	
Nivelles . . . . .	258	1	29	30	23	1	24	17	—	17	23	37	60	389	
Anvers . . . . .	1,177	3	17	20	103	—	103	29	2	31	42	61	103	1,434	
Malines . . . . .	442	—	5	5	21	—	21	7	1	8	11	23	34	510	
Turnhout . . . . .	219	—	—	—	5	—	5	—	—	—	6	2	8	232	
Mons . . . . .	455	—	17	17	52	—	52	13	—	13	32	55	87	624	
Charleroi . . . . .	865	—	127	127	264	22	286	40	—	40	94	101	195	1,513	
Tournai . . . . .	305	—	47	47	41	—	41	22	—	22	13	29	42	457	
Gand . . . . .	1,106	—	23	23	60	3	63	15	1	16	14	33	47	1,255	
Audenarde . . . . .	604	1	6	7	15	1	16	3	—	3	—	8	8	638	
Termonde . . . . .	494	—	—	—	11	1	12	4	1	5	3	20	23	534	
Bruges . . . . .	246	—	8	8	35	1	36	3	—	3	3	39	42	335	
Courtrai . . . . .	405	—	3	3	16	—	16	9	—	9	5	25	30	463	
Furnes . . . . .	130	—	3	3	5	—	5	—	—	—	2	7	9	147	
Ypres . . . . .	209	—	3	3	5	—	5	2	—	2	4	10	14	233	
Liège . . . . .	2,289	1	68	69	147	7	154	123	1	124	33	76	109	2,745	
Huy . . . . .	448	—	15	15	6	1	7	3	—	3	—	13	13	486	
Verviers . . . . .	414	1	16	17	28	1	29	18	—	18	11	53	64	542	
Tongres . . . . .	674	—	2	2	14	—	14	5	—	5	6	6	12	707	
Hasselt . . . . .	234	—	5	5	7	1	8	5	1	6	11	11	22	275	
Arlon . . . . .	48	1	12	13	12	1	13	—	—	—	4	12	16	90	
Marche . . . . .	75	—	14	14	8	1	9	1	—	1	3	—	3	102	
Neufchâteau . . . . .	99	—	5	5	16	—	16	2	—	2	5	6	11	133	
Namur . . . . .	226	—	23	23	32	—	32	6	—	6	9	20	29	316	
Dinant . . . . .	270	—	16	16	18	1	19	5	—	5	5	18	23	333	
<i>Totaux</i>	14,147	10	543	553	1,225	51	1,276	473	10	483	415	822	1,237	17,696	
<i>Totaux en</i> {	1941 . . . . .	12,335	8	370	378	1,014	36	1,050	374	9	383	442	668	1,110	14,256
	1940 . . . . .	10,753	3	302	305	729	27	756	308	12	320	396	355	751	12,885
	1939 . . . . .	9,929	2	434	436	947	42	989	407	12	419	343	451	794	12,567



Tableau n° 81. — ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 26<sup>e</sup> ANNÉE.  
CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ

RÉGIME LE PLUS SÉVÈRE APPLIQUÉ PENDANT LA MINORITÉ	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	INDIVIDUS QUI, DEPUIS LEUR MAJORITÉ, ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À												Individus qui n'ont subi aucune condamna- tion après leur majorité
		une ou plusieurs con- damnations de police	une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une cour d'assises	Internés pour vagabondage	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15

## HOMMES

Liberté surveillée . . . . .	702	32	59	18	6	1	1	1	—	—	6	24	148	554
Placement chez un particu- lier . . . . .	11	3	2	—	—	—	—	—	—	—	1	2	8	3
Placement dans une institu- tion privée . . . . .	142	5	17	1	—	—	—	—	—	—	1	9	33	109
Placement dans un établis- sément spécial privé . . . . .	12	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4	8
Placement dans un établis- sément de l'Etat . . . . .	267	7	27	10	3	1	—	3	—	—	9	39	99	168
<i>Totaux :</i>	1,134	49	106	29	9	2	1	4	—	—	18	74	292	842
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	1,399	77	120	21	12	4	2	6	—	—	42	95	379	1,020
1940 . . . . .	1,563	95	149	22	20	5	—	5	—	2	20	132	450	1,113
1939 . . . . .	1,611	103	145	38	8	4	—	5	—	1	29	124	457	1,154

## FEMMES

Liberté surveillée . . . . .	177	6	5	2	—	—	—	—	—	—	—	3	16	161
Placement chez un particu- lier . . . . .	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Placement dans une institu- tion privée . . . . .	150	3	8	2	1	—	—	—	—	—	—	2	16	134
Placement dans un établis- sément spécial privé . . . . .	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9
Placement dans un établis- sément de l'Etat . . . . .	98	1	8	2	3	—	1	—	—	—	—	2	17	81
<i>Totaux :</i>	442	10	22	6	4	—	1	—	—	—	—	7	50	392
<i>Totaux en</i> { 1941 . . . . .	614	25	44	6	1	2	—	1	—	—	—	14	93	521
1940 . . . . .	643	31	35	7	2	—	—	—	—	—	—	10	85	558
1939 . . . . .	795	42	43	6	2	—	—	—	—	1	—	18	112	683



SECTION IV

**STATISTIQUE**

DÚ

**VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ**



# STATISTIQUE

## DU

# VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

---

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par faiblesse, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

\*\*

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

*Rédaction des tableaux.* — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau n° 82, est établie en divisant les journées d'entretien par 365.

Les tableaux nos 83, 84 et 85 fournissent avec quelque amélioration les renseignements sur les reclus qui étaient publiés jusqu'en 1930.

Tableau n° 82. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DÉPÔTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE

ÉTABLISSEMENTS	ENTRÉES								SORTIES					Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne	
	ENTRÉES RÉELLES					Entrées par trans- fert	Entrées après évasion	TOTAL des entrées	Elargis	Trans- férés	Évadés	Décé- dés	TOTAL			
	En vertu d'une autori- sation de l'autorité communale ou du Ministère de la Justice	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL											
		Article 13	Article 14	Article 16												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
<i>Hommes :</i>																
Dépôt de Merksplas	—	148	3	—	151	25	38	214	213	51	39	52	355	205	303	
Refuge de Merksplas	—	—	—	526	526	34	41	601	237	109	51	89	486	424	400	
<i>Totaux :</i>	—	148	3	526	677	59	79	815	450	160	90	141	841	629	703	
<i>Femmes :</i>																
Dépôt de Sint-Andries	—	(1) 52	—	—	52	10	—	62	(2) 38	12	—	(3) 2	52	62	63	
Refuge de Sint-Andries	1	—	—	(4) 53	54	5	—	59	(5) 43	(6) 10	—	(7) 1	54	54	58	
<i>Totaux :</i>	1	52	—	53	106	15	—	121	81	22	—	3	106	116	121	
<i>Totaux généraux :</i>	1	200	3	579	783	74	79	936	531	182	90	144	947	745	824	
<i>Totaux généraux en</i>	1941	1	240	5	475	721	77	89	887	534	179	122	78	913	909	918
	1940	—	411	6	455	872	176	131	1,179	1,430	209	237	67	1,943	935	1,152
	1939	5	624	6	1,076	1,711	264	220	2,195	1,548	342	299	58	2,247	1,716	1,729

- (1) Non compris 4 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.  
(2) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.  
(3) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.  
(4) Non compris 7 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.  
(5) Non compris 5 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.  
(6) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.  
(7) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.

Tableau n° 83. — RÉPARTITION D'APRÈS LEURS ANTÉCÉDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	RECLUS MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL 7
	la première fois 2	la deuxième fois 3	la troisième fois 4	la quatrième fois 5	la cinquième fois ou plus 6	

## CHIFFRES ABSOLUS

## HOMMES

Dépôt de Merksplas . . . . .	26	3	22	26	128	205
Refuge de Merksplas . . . . .	95	50	28	25	226	424
<i>Totaux :</i>	121	53	50	51	354	629

## FEMMES

Dépôt de Sint-Andries . . . . .	26	5	1	4	26	62
Refuge de Sint-Andries . . . . .	35	8	4	1	6	54
<i>Totaux :</i>	61	13	5	5	32	116

*Totaux généraux :*

<i>Totaux généraux :</i>	182	66	55	56	386	745
<i>Totaux généraux en</i> { 1941 . . . . .	172	80	76	68	513	909
1940 . . . . .	161	79	82	64	549	935
1939 . . . . .	420	216	167	152	761	1,716

## POURCENTAGES

## HOMMES

Dépôt de Merksplas . . . . .	12.68	1.46	10.73	12.68	62.45	100.—
Refuge de Merksplas . . . . .	22.40	11.80	6.60	5.90	53.30	100.—
<i>Totaux :</i>	19.23	8.42	7.98	8.10	56.27	100.—

## FEMMES

Dépôt de Sint-Andries . . . . .	41.94	8.06	1.61	6.45	41.94	100.—
Refuge de Sint-Andries . . . . .	64.81	14.81	7.41	1.85	11.12	100.—
<i>Totaux :</i>	52.59	11.21	4.31	4.31	27.58	100.—

*Totaux généraux :*

<i>Totaux généraux :</i>	24.43	8.86	7.38	7.52	51.81	100.—
<i>Totaux généraux en</i> { 1941 . . . . .	18.92	8.80	8.36	7.48	56.44	100.—
1940 . . . . .	17.22	8.45	8.77	6.84	58.72	100.—
1939 . . . . .	24.47	12.59	9.73	8.86	44.35	100.—



Tableau n° 84. — RÉPARTITION PAR ÂGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	de 18 à 20 ans	de 21 à 24 ans	de 25 à 29 ans	de 30 à 34 ans	de 35 à 39 ans	de 40 à 44 ans	de 45 à 49 ans	de 50 à 54 ans	de 55 à 59 ans	de 60 à 69 ans	de 70 ans et plus	TOTAL
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

CHIFFRES ABSOLUS

HOMMES

Dépôt de Merksplas . . . . .	1	6	16	5	21	20	9	17	37	63	10	205
Refuge de Merksplas . . . . .	34	19	13	11	16	17	58	37	42	132	45	424
<i>Totaux :</i>	35	25	29	16	37	37	67	54	79	195	55	629

FEMMES

Dépôt de Sint-Andries . . . . .	9	12	2	6	9	3	4	3	6	7	1	62
Refuge de Sint-Andries . . . . .	12	8	9	4	3	—	3	5	1	4	5	54
<i>Totaux :</i>	21	20	11	10	12	3	7	8	7	11	6	116

*Totaux généraux :*

<i>Totaux généraux :</i>	56	45	40	26	49	40	74	62	86	206	61	745
<i>Totaux généraux en</i> { 1941 . . . . .	62	34	42	39	45	57	87	79	133	252	79	909
{ 1940 . . . . .	49	21	43	36	46	60	108	93	156	244	79	935
{ 1939 . . . . .	67	42	109	132	178	161	181	195	227	329	95	1,716

POURCENTAGES

HOMMES

Dépôt de Merksplas . . . . .	0.49	2.93	7.80	2.44	10.24	9.76	4.39	8.29	18.05	30.73	4.88	100
Refuge de Merksplas . . . . .	8.02	4.48	3.07	2.59	3.77	4.01	13.68	8.73	9.91	31.13	10.61	100
<i>Totaux :</i>	5.57	3.97	4.61	2.54	5.88	5.88	10.66	8.58	12.56	31.01	8.74	100

FEMMES

Dépôt de Sint-Andries . . . . .	14.52	19.34	3.23	9.68	14.52	4.84	6.45	4.84	9.68	11.29	1.61	100
Refuge de Sint-Andries . . . . .	22.22	14.81	16.67	7.41	5.55	—	5.55	9.26	1.86	7.41	9.26	100
<i>Totaux :</i>	18.11	17.24	9.48	8.62	10.34	2.59	6.03	6.90	6.03	9.48	5.18	100

*Totaux généraux :*

<i>Totaux généraux :</i>	7.52	6.04	5.37	3.49	6.58	5.37	9.93	8.32	11.54	27.65	8.19	100
<i>Totaux généraux en</i> { 1941 . . . . .	6.82	3.74	4.62	4.29	4.95	6.27	9.58	8.69	14.63	27.72	8.69	100
{ 1940 . . . . .	5.24	2.25	4.60	3.85	4.91	6.42	11.55	9.95	16.68	26.10	8.45	100
{ 1939 . . . . .	3.90	2.45	6.35	7.69	10.37	9.38	10.55	11.36	13.23	19.18	5.54	100

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

## A. — Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 12 mois	De 12 mois à moins de 15 mois	De 15 mois à moins de 18 mois	De 18 mois à moins de 21 mois	De 21 mois à moins de 24 mois	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 6 ans	De 6 ans à moins de 7 ans	De 7 ans	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<b>HOMMES</b>															
Elargis par expiration de terme . . . . .	—	2	5	2	2	6	5	8	122	4	1	—	—	—	157
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 2 à 3 ans . . . . .	6	4	3	5	4	7	12	8	—	—	—	—	—	—	49
de 3 à 4 ans . . . . .	1	—	1	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	6
de 4 à 7 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés . . . . .	23	10	6	2	2	—	2	2	1	—	—	—	—	—	48
Evadés . . . . .	17	13	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38
Décédés . . . . .	1	7	6	5	4	5	11	6	6	1	—	—	—	—	52
<i>Souteneurs :</i>															
Elargis par expiration de terme . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 2 à 3 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 3 à 4 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 4 à 7 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés . . . . .	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Evadés . . . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Décédés . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	50	37	26	18	13	18	31	25	130	5	2	—	—	—	355
<b>FEMMES</b>															
Elargies par expiration de terme . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	22	1	—	—	—	—	23
Elargies par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans . . . . .	3	1	—	3	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	13
de 2 à 3 ans . . . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
de 3 à 4 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
de 4 à 7 ans . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées . . . . .	5	2	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	12
Evadées . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
<i>Totaux :</i>	9	3	1	5	5	1	1	3	22	2	—	—	—	—	52

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

## B. — Maisons de refuge

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	De 4 mois à moins de 5 mois	De 5 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 7 mois	De 7 mois à moins de 8 mois	De 8 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 10 mois	De 10 mois à moins de 11 mois	De 11 mois à moins de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au delà	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
<b>HOMMES</b>																		
Elargis par expiration de terme . . . . .	—	—	1	1	—	1	2	1	4	5	—	—	83	42	140	15	125	140
Elargis par décision du Ministre . . . . .	4	12	6	5	7	8	4	5	4	5	—	—	—	—	60	60	—	60
Conduits à la frontière . . . . .	—	1	—	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	5	5	—	5
Transférés . . . . .	22	18	11	17	7	5	7	1	4	2	4	—	—	6	104	98	6	104
Evadés . . . . .	23	9	6	6	1	1	2	—	2	—	1	—	—	—	51	51	—	51
Décédés . . . . .	6	3	4	6	6	7	8	5	3	3	7	5	—	26	89	63	26	89
Renvoyés par mesure disciplinaire . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis en vertu art. 17, L. 27-11-1891 . . . . .	—	—	—	—	—	—	4	3	6	13	11	—	—	—	37	37	—	37
<i>Total :</i>	55	43	28	36	23	22	27	15	24	28	23	5	83	74	486	329	157	486
<b>FEMMES</b>																		
Elargies par expiration de terme . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	—	29	—	29	29
Elargies par décision du Ministre . . . . .	1	1	—	—	3	—	—	—	2	2	2	—	—	3	14	11	3	14
Conduites à la frontière . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées . . . . .	—	3	—	2	1	—	1	—	1	1	—	1	—	—	10	10	—	10
Evadées . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Renvoyées par mesure disciplinaire . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	1	4	—	2	4	—	1	—	3	3	2	1	29	4	54	21	33	54



SECTION V

**STATISTIQUE  
DES GRÂCES**

ET DE LA

**LIBÉRATION CONDITIONNELLE**

---

**PATRONAGE DES DÉTENUÉS**

**Années 1931 à 1942**



## I. - LES GRÂCES.

Le droit de grâce est une prérogative royale, article 73 de la Constitution. La grâce peut être accordée entièrement (remise de peine) ou partiellement (réduction de peine).

Le sort de la condamnation accessoire à l'in-

terdiction est, en cas de grâce, réglé par les articles 87 et 89 du Code pénal.

Les requêtes en grâce sont adressées au Roi, qui en décide après examen des cas par le département de la Justice.

Tableau n° 86.

### REQUÊTES EN GRÂCE ET SUITE Y RÉSERVÉE

AN- NÉES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice		Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1931	9,050	100	5,003	55.28	4,047	44.72
1932	7,218	100	4,690	64.98	2,528	35.02
1933	8,644	100	5,643	65.28	3,001	34.72
1934	11,744	100	7,839	66.75	3,905	33.25
1935	11,390	100	7,652	67.18	3,738	32.82
1936	9,784	100	6,479	66.22	3,305	33.78
1937	9,300	100	6,166	66.30	3,134	33.70
1938	8,275	100	5,468	66.08	2,807	33.92
1939	8,842	100	5,634	63.72	3,208	36.28
1940	5,957	100	3,501	58.77	2,456	41.23
1941	9,300	100	4,240	45.59	5,060	54.41
1942	11,783	100	4,392	37.27	7,391	62.73

## II. - LES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

La libération conditionnelle est réglée par la loi du 31 mai 1888, modifiée par les lois des 3 août 1899, 1<sup>er</sup> mai 1913, 19 août 1920 et 24 juillet 1923.

Un Arrêté Royal du 17 janvier 1921 en détermine les mesures d'exécution.

Les dispositions principales de cette législation sont les suivantes :

Les condamnés civils ou militaires, qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement, lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération, que celui-ci avait encore à subir, à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à deux ans. Il sera de cinq ans au

minimum si le libéré avait encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la date de sa dernière condamnation, soit une peine principale de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plusieurs peines principales d'un mois au moins.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la Justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la Justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la Justice, qui prononce la révocation, s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

*Tableaux statistiques :* Ils sont les résultats d'une enquête faite par les soins du département de la Justice. Ces résultats sont résumés en quatre tableaux :

le premier (n° 87) a trait au mouvement général des propositions et requêtes, et relate les solutions qui y ont été réservées;

le deuxième (n° 88) fournit au sujet des libérés des renseignements d'ordre social et judiciaire;

le troisième (n° 89) répartit les libérations accordées d'après la durée de la peine prononcée et restant à subir, et d'après la durée du temps d'épreuve;

le quatrième (n° 90) fait connaître les suites des libérations en dénombrant celles qui ont été révoquées et celles qui sont devenues définitives.



Tableau n° 87. — NOMBRE DE PROPOSITIONS ET DE REQUÊTES ACCUEILLIES ET REJETÉES. — MOTIFS DES REJETS

ANNÉES	PROPOSITIONS OU REQUÊTES							Nombre des affaires instruites	
	laissées sans suite	accueillies	rejetées				Totaux des rejets		
			à cause de la gravité des faits	à cause des mauvais antécédents	à cause du défaut d'amendement	le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1931	Propositions des directeurs	62	458	52	35	32	—	119	639
	Requêtes directes	831	92	19	13	6	—	38	961
	<i>Total :</i>	893	550	71	48	38	—	157	1,600
1932	Propositions des directeurs	63	417	70	34	34	4	142	622
	Requêtes directes	743	73	23	17	8	—	48	864
	<i>Total :</i>	806	490	93	51	42	4	190	1,486
1933	Propositions des directeurs	50	444	52	20	18	4	94	588
	Requêtes directes	700	70	17	11	7	—	35	805
	<i>Total :</i>	750	514	69	31	25	4	129	1,393
1934	Propositions des directeurs	45	395	26	7	5	17	55	495
	Requêtes directes	743	53	11	8	5	—	24	820
	<i>Total :</i>	788	448	37	15	10	17	79	1,315
1935	Propositions des directeurs	51	514	28	13	11	1	53	618
	Requêtes directes	869	71	10	6	4	—	20	960
	<i>Total :</i>	920	585	38	19	15	1	73	1,578
1936	Propositions des directeurs	54	498	31	15	12	2	60	612
	Requêtes directes	812	87	7	5	4	—	16	915
	<i>Total :</i>	866	585	38	20	16	2	76	1,527
1937	Propositions des directeurs	39	454	42	20	19	—	81	574
	Requêtes directes	770	55	6	4	2	—	12	837
	<i>Total :</i>	809	509	48	24	21	—	93	1,411
1938	Propositions des directeurs	45	345	42	21	19	—	82	472
	Requêtes directes	612	79	6	5	2	—	13	704
	<i>Total :</i>	657	424	48	26	21	—	95	1,176
1939	Propositions des directeurs	66	450	19	13	7	5	44	560
	Requêtes directes	667	85	4	2	1	—	7	759
	<i>Total :</i>	733	535	23	15	8	5	51	1,319
1940	Propositions des directeurs	79	267	12	7	6	1	26	372
	Requêtes directes	544	24	2	2	1	—	5	573
	<i>Total :</i>	623	291	14	9	7	1	31	945
1941	Propositions des directeurs	181	549	10	5	5	—	20	750
	Requêtes directes	1,019	71	5	4	1	—	10	1,100
	<i>Total :</i>	1,200	620	15	9	6	—	30	1,850
1942	Propositions des directeurs	350	1,085	30	17	15	—	62	1,497
	Requêtes directes	1,951	151	20	12	8	—	40	2,142
	<i>Total :</i>	2,301	1,236	50	29	23	—	102	3,639

Tableau n° 88. — RENSEIGNEMENTS

ANNÉES	SEXE		ÂGE							ÉTAT CIVIL			
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	De 20 à moins de 25 ans	De 25 à moins de 30 ans	De 30 à moins de 40 ans	De 40 à moins de 50 ans	De 50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1931	482	68	10	82	114	167	109	53	15	202	313	15	20
1932	424	66	12	65	90	174	91	37	21	155	287	32	16
1933	463	51	9	71	97	178	92	44	23	194	268	22	30
1934	390	58	3	56	59	166	96	50	18	142	256	25	25
1935	510	75	4	47	90	209	125	78	32	158	367	31	29
1936	520	65	6	54	116	181	130	69	29	164	355	46	20
1937	455	54	9	46	96	181	101	54	22	166	305	24	14
1938	380	44	9	35	80	127	96	60	17	116	265	26	17
1939	475	60	11	44	83	190	119	57	31	137	343	29	26
1940*	233	40	5	17	43	76	79	35	18	73	167	17	16
1941	523	97	22	56	86	198	148	76	34	173	367	40	40
1942	1,117	119	54	153	180	397	296	115	41	353	786	60	37

\* Plus 18 de Louvain dont la répartition n'a pu être faite.

Tableau n° 89. — RENSEIGNEMENTS RELATIFS

ANNÉES	DURÉE DE LA PEINE									
	prononcée							restant		
1	Moins de 1 an	De 1 à moins de 2 ans	De 2 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	De 10 à moins de 20 ans	De 20 ans et plus	A perpétuité	Moins de 3 mois	De 3 à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1931	168	182	124	38	28	10	—	171	134	125
1932	145	161	126	27	18	13	—	155	124	112
1933	128	162	139	40	29	16	—	130	150	105
1934	97	168	113	31	26	13	—	112	137	92
1935	157	208	138	36	23	23	—	174	160	121
1936	176	190	130	55	23	11	—	189	151	124
1937	148	172	119	32	24	14	—	176	123	102
1938	157	121	84	32	19	11	—	157	96	80
1939	204	152	112	30	18	18	1	198	152	83
1940*	90	96	64	9	10	4	—	102	77	48
1941	219	171	145	46	20	19	—	180	166	128
1942	344	707	127	24	27	7	—	334	580	193

\* Plus 18 de Louvain dont la répartition n'a pu être faite.

## RELATIFS AUX LIBÉRÉS

ANTÉCÉDENTS			NATURE DE L'INFRACTION DONT ILS PURGEAIENT LA PEINE								
Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
391	81	78	11	—	305	25	90	112	3	2	2
354	63	73	9	—	278	26	67	106	—	—	4
395	54	65	9	—	251	23	97	116	5	—	13
327	52	69	6	—	246	18	84	90	—	1	3
428	77	80	7	—	335	33	94	102	4	1	9
408	92	85	8	—	343	19	106	93	6	—	10
343	80	86	1	—	312	16	84	93	—	—	3
276	66	82	11	—	251	14	59	85	1	—	3
355	99	81	6	—	242	33	133	108	2	1	10
201	39	33	1	—	139	14	71	42	—	—	6
418	86	116	7	—	384	21	116	78	—	—	14
790	214	232	9	—	1,056	21	89	60	—	—	1

## AUX LIBÉRATIONS ACCORDÉES

à subir					DURÉE DU TEMPS D'ÉPREUVE					
De 1 à moins de 2 ans	De 2 à moins de 3 ans	De 3 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	Durée indéfinie	2 ans	De plus de 2 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	De 10 à moins de 20 ans	20 ans et plus	A perpétuité
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
61	22	30	7	—	433	53	44	12	3	5
52	13	12	22	—	392	40	36	17	2	3
63	26	16	24	—	393	44	52	20	3	2
48	18	18	23	—	351	31	44	16	5	1
63	20	24	22	1	465	56	43	11	5	5
70	20	15	16	—	478	45	46	9	4	3
58	11	15	23	1	409	39	40	17	2	2
45	22	13	11	—	341	35	38	7	3	—
57	17	9	19	—	444	41	33	12	5	—
29	6	5	6	—	231	22	11	6	—	3
73	21	23	29	—	490	54	45	20	3	8
75	19	16	18	1	1,129	46	38	14	4	5

Tableau n° 90.  
SUITE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES.

AN- NÉES	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES RÉVOQUÉES						Libé- ra- tions deve- nues définitives par expira- tion du temps d'é- preuve
	Moins de 1 an après l'octroi	De 1 à moins de 2 ans après l'octroi	De 2 à moins de 5 ans après l'octroi	De 5 à moins de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révo- ca- tions	
1	2	3	4	5	6	7	8
1931	3	25	30	4	1	63	482
1932	7	21	27	1	1	57	459
1933	3	22	36	4	1	66	516
1934	7	18	17	1	—	43	500
1935	10	11	17	2	1	41	497
1936	4	14	18	1	—	37	454
1937	6	18	22	3	—	49	554
1938	3	19	25	3	—	50	563
1939	8	13	25	—	—	46	495
1940	1	6	20	—	—	27	405
1941	6	3	13	—	—	22	558
1942	14	17	7	5	4	47	329

### III. - PATRONAGE DES DÉTENUS

Les comités de patronage prêtent leur concours à l'administration pénitentiaire pour assurer le relèvement et le reclassement des condamnés. A cette fin les membres du comité, agréés par le Ministre de la Justice, sont autorisés à visiter les détenus.

Ils peuvent également être autorisés par le directeur de la prison à visiter les prévenus qui les ont appelés.

La statistique tient compte d'une part du nombre de condamnés ou prévenus visités, d'autre part de la quantité de visites faites par les membres du comité. Ces visites sont réparties d'après qu'elles sont attribuées à des hommes ou à des femmes.

Le tableau 91 ci-après en fournit les éléments.

Tableau n° 91. — PATRONAGE DES DÉTENUS

1	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1931	116	184	3,675	1,448	128	190	5,434	2,739
1932	144	145	3,944	1,200	182	176	5,068	2,516
1933	109	141	3,392	1,047	223	162	3,760	2,224
1934	174	176	3,506	1,106	281	170	4,266	2,497
1935	84	160	4,490	1,236	125	184	5,710	2,365
1936	100	168	3,044	976	199	274	4,181	2,098
1937	167	172	4,134	1,261	191	350	5,370	2,190
1938	408	261	6,281	660	825	543	6,306	2,504
1939	1,112	234	5,084	2,746	504	573	8,483	2,326
1940	1,403	222	2,951	1,000	1,123	476	4,451	3,229
1941	2,789	495	2,963	1,097	2,292	719	3,824	3,262
1942	4,674	525	7,403	1,981	4,423	599	5,701	3,901

**ANNEXES**

À LA

**STATISTIQUE JUDICIAIRE  
DE LA BELGIQUE**

DE

**L'ANNÉE 1942**



## ANNEXE I

# **Statistique de l'Administration des Services de Contrôle en ce qui concerne l'instruction des procès-verbaux dressés en matière de ravitaillement, de rationnement et de prix**





# INTRODUCTION

## LÉGISLATION \*

L'article 21 de l'arrêté du 29 juin 1942 instituant une procédure administrative (*Moniteur* du 24 juillet 1942) a posé le principe d'une procédure transactionnelle spéciale comme suit :

« Art. 21. — Une procédure transactionnelle » spéciale sera organisée pour les infractions » dont la sanction peut se borner à la confiscation prévue à l'article 6, littéra c, du présent » arrêté.

» Les Chefs des Ministères de l'Intérieur, de » l'Agriculture et des Affaires Economiques et le » Commissaire aux Prix prendront les mesures » d'exécution de cette procédure par des instructions conjointes qui seront publiées au *Moniteur*. Ils pourront en confier l'exécution, en » tout ou en partie, aux officiers et agents visés » à l'article 6 de l'arrêté-loi du 27 octobre 1939, » relatif à l'approvisionnement du pays.

» Si le contrevenant refuse la transaction, la » procédure prévue par le présent arrêté suivra » son cours. »

En exécution de l'article précité, un arrêté fut pris le 29 août 1942 (*Moniteur* des 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 1942) par les Secrétaires Généraux et le Commissaire intéressés, confiant la procédure transactionnelle spéciale au chef de l'Administration des Services de Contrôle. Ils se réservent toutefois le droit de donner, chacun en ce qui le concerne, les instructions particulières pour l'exécution de la procédure.

Le chef de l'Administration des Services de Contrôle peut à son tour, en vertu du § 2 de l'arrêté, déléguer son pouvoir à des agents dési-

gnés de ses services, la procédure recevant ainsi sa possibilité de réalisation régionale.

La transaction consiste dans l'abandon par le délinquant des objets saisis à son détriment. Cet abandon volontaire est présumé si sur avertissement écrit et notifié de l'agent en charge, l'intéressé ne manifeste pas expressément dans les huit jours la volonté de voir poursuivre la procédure devant la juridiction administrative.

Si les objets de l'infraction n'étaient pas saisis, la transaction se conclut sous la forme de la remise de ces objets par le délinquant, endéans les huit jours de l'avertissement, à un endroit déterminé (§ 3 de l'arrêté). La transaction n'éteint définitivement l'action de la juridiction administrative que dans un délai de trente jours après sa date et à la condition que pendant ce délai aucune circonstance aggravante ne soit relevée à l'égard du contrevenant.

La découverte d'une circonstance aggravante dans le délai de trente jours annule la transaction, remet le délinquant à la disposition de la juridiction administrative et transforme automatiquement les objets abandonnés en objets saisis (§§ 5 et 6 de l'arrêté).

Il y a lieu de citer aussi l'arrêté du 15 décembre 1942 (*Moniteur* du 1<sup>er</sup> janvier 1943) portant modification à l'arrêté du 20 août 1941 instituant l'administration des Services de Contrôle, qui met les dépenses afférentes à l'administration des Services de Contrôle à charge de l'Etat.

Les administrations communales sont tenues, contre indemnisation forfaitaire, de mettre à la disposition des chefs de district un local, de le meubler, l'entretenir, le chauffer et l'éclairer.

Cet arrêté accorde à titre d'exception au chef des services de contrôle de l'agglomération bruxelloise, le grade de directeur, au lieu de celui de directeur adjoint, prévu par l'article 6 de l'arrêté du 20 août 1941.

(\*) Seules les législations modificatives ou nouvelles intervenues au cours de l'année 1942 sont ici relatées. Pour avoir un aperçu général de la législation en la matière, il y a lieu de se reporter également à ce qui a été dit dans la « Statistique Judiciaire de la Belgique, année 1941 », pp. 265 et 266.

## STATISTIQUE

La procédure transactionnelle instituée conformément à l'arrêté du 29 août 1942 est venue modifier le fonctionnement des Services de Contrôle, en ce sens qu'une nouvelle éventualité s'est ainsi fait jour pour les suites réservées aux procès-verbaux dressés.

La statistique en a tenu compte en affectant dans les tableaux 1 et 2 une nouvelle colonne aux procès-verbaux traités par transaction.

Les sources auxquelles la statistique est puisée, ainsi que les méthodes utilisées pour sa confection, sont restées les mêmes que celles qui ont été exposées à l'occasion de la présentation de la statistique de l'année 1941.

*Rédaction des tableaux.*

La statistique ci-après est empruntée aux tableaux que l'Administration des Services de Contrôle a dressés elle-même concernant son activité à partir de son institution.

Les procès-verbaux soumis à examen de l'Administration sont détaillés dans les tableaux nos 1 à 4 qui suivent.

Les deux premiers tableaux donnent un aperçu des procès-verbaux reçus et traités; les deux derniers tableaux se rapportent à la distribution des affaires examinées aux diverses Juridictions.

Les tableaux nos 1 et 3 donnent à ces égards les chiffres mensuels pour le Royaume, tandis que les tableaux nos 2 et 4 répartissent les totaux par district.

Ces districts ne concordent pas toujours dans leur délimitation avec les sièges des Juridictions administratives.

Aux fins de rendre la comparaison possible, les districts ont été énumérés dans un ordre concordant avec celui des Juridictions dans la statistique des Juridictions administratives.

Pour la comparaison, il y a lieu de tenir compte :

1° que l'agglomération de Charleroi ne forme pas un district en elle-même;

2° que les arrondissements de Gand et d'Eekloo sont deux districts séparés, ainsi que les arrondissements de Termonde et Saint-Nicolas, de Roulers et Tielt, et enfin de Hasselt et Maaseik.

Tableau n° 1. — APERÇU GÉNÉRAL DES PROCÈS-VERBAUX REÇUS ET TRAITÉS  
TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME

MOIS	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS			
	par les Services de Contrôle des Districts et de l'Administration Centrale	par la gendarmerie et la police locale	par d'autres organismes	Total	Classés	Transigés	Déférés à une juridiction	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Janvier . . . . .	13,543	3,229	162	16,934	681	—	11,860	12,541
Février . . . . .	12,321	3,957	212	16,490	484	—	14,491	14,975
Mars . . . . .	20,151	6,468	354	26,973	792	—	16,474	17,266
Avril . . . . .	22,381	5,537	191	28,109	1,080	1,380	18,166	20,626
Mai . . . . .	23,457	4,438	239	28,134	1,180	3,045	17,159	21,384
Juin . . . . .	26,357	4,379	310	31,046	1,641	3,393	19,689	24,723
Juillet . . . . .	19,982	3,194	430	23,606	2,338	1,870	20,579	24,787
Août . . . . .	18,492	3,267	466	22,225	2,448	1,432	20,528	24,408
Septembre . . . . .	20,457	3,737	701	24,895	2,189	1,655	24,284	28,128
Octobre . . . . .	18,541	3,506	587	22,634	1,139	1,816	22,518	25,473
Novembre . . . . .	20,766	2,989	441	24,196	2,705	2,920	21,087	26,712
Décembre . . . . .	18,228	2,296	608	21,132	2,136	2,441	19,222	23,799
<i>Totaux :</i>	<b>234,676</b>	<b>46,997</b>	<b>4,701</b>	<b>286,374</b>	<b>18,813</b>	<b>19,952</b>	<b>226,057</b>	<b>264,822</b>

Outre les procès-verbaux entrés en 1942 et se chiffant pour le Royaume à 286,374, l'activité de l'administration des Services de Contrôle devait porter encore sur les procès-verbaux restés

sans détermination à la fin de l'année 1941 et s'élevant à 32,181, de sorte que le bilan comparatif entre les résultats atteints en 1941 et en 1942 peut s'établir comme suit :

AN- NÉES	Procès-verbaux restés sans détermination au 1 <sup>er</sup> janvier.	Procès-verbaux entrés pendant l'année	Total des procès-verbaux à traiter		Procès-verbaux traités au 31 décembre		Procès-verbaux restant sans détermination au 31 déc.	
			Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1941	—	59,615	59,615	100	27,434	46	32,181	54
1942	32,181	286,374	318,555	100	264,822	83	53,733	17

En tenant compte qu'en 1941 l'administration des Services de Contrôle n'a fonctionné que pendant quatre mois, les chiffres ci-dessus marquent pour 1942 un accroissement proportionnel du nombre de procès-verbaux à traiter d'environ 80 % (rapport entre 59,615 × 3 et 318,555).

Comme le bilan comparatif démontre d'autre part que la proportion des procès-verbaux ayant été traités dépasse largement celle accusée pour l'année 1941, et que la proportion des affaires restées sans détermination à la fin de l'année a, par comparaison avec l'année 1941, considérablement diminué, il y a lieu de conclure que l'activité des Services de Contrôle s'est grandement intensifiée en 1942.

L'analyse du tableau n° 1 fait pourtant ressortir que l'activité des verbalisants ne se répartit pas d'égale façon à travers l'année; les procès-verbaux entrés sont les plus nombreux au mois de juin après une ascension constante de leur nombre à partir du mois de mars. Le mois de juillet marque une chute profonde du nombre des procès-verbaux entrés. Dans le deuxième semestre, la quantité des procès-verbaux demeure à un niveau inférieur à celui du mois de juin, avec de légères pointes de hausse en septembre et en novembre et une pointe de baisse en décembre.

Quand on examine à la colonne 3 du tableau

n° 1 la partie des procès-verbaux émanant de la gendarmerie et de la police locale, le mouvement des entrées n'est pas parallèle; on constate, au contraire, qu'à partir du mois d'avril, le nombre de leurs procès-verbaux est en diminution constante.

Il semble donc s'agir d'un mouvement attribuable non seulement à des circonstances saisonnières, mais aussi à une évolution dans l'organisation de l'administration des Services de Contrôle, qui tend à dominer après avoir stimulé l'action de la gendarmerie et de la police locale.

Dans le tableau n° 2 qui suit, les procès-verbaux entrés et traités sont répartis par district.

Comparativement à la population de droit du Royaume au 31 décembre 1941 (8,257,392 habitants), le chiffre global des procès-verbaux entrés au cours de l'année 1942 (colonne 5 du tableau n° 2) représente la proportion d'environ 35 procès-verbaux pour 1,000 habitants.

Cette proportion n'est de loin pas la même dans tous les districts.

Le rapport établi ci-après entre la population des provinces et le nombre de procès-verbaux qui y ont été dressés, donne une idée soit de la nécessité régionale de l'intervention des Services de Contrôle, soit de la répartition de l'activité de ces Services.

PROVINCES	Population de droit au 31 décembre 1941	Nombre de procès-verbaux entrés en 1942	Proportion de procès-verbaux par 1,000 habitants
Brabant . . . . .	1,755,942	51,599	29.38
Anvers . . . . .	1,247,675	49,181	39.42
Hainaut . . . . .	1,214,101	30,504	25.12
Flandre Orientale . . . . .	1,200,121	58,486	48.73
Flandre Occidentale . . . . .	971,472	39,125	40.27
Liège . . . . .	870,447	16,937	19.46
Limbourg . . . . .	427,740	21,750	50.85
Luxembourg . . . . .	217,721	9,060	41.61
Namur . . . . .	352,173	9,732	27.63
<i>Le Royaume :</i>	<b>8,257,392</b>	<b>286,374</b>	<b>34.68</b>

Tableau n° 2. — PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS ET TRAITÉS. — TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS 1	PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS			
	par les Services de Contrôle 2	par la gendarmerie et la police 3	par d'autres organismes 4	Total 5	Classés 6	Transigés 7	déférés à une juridiction 8	Total 9
Bruxelles . . . . .	12,377	983	304	13,664	1,833	58	4,684	6,575
Bruxelles (agglomération) . . . . .	20,715	1,924	879	23,518	196	60	19,158	19,414
Louvain . . . . .	8,612	1,275	435	10,322	789	66	7,191	8,046
Nivelles . . . . .	3,890	192	13	4,095	1,444	—	2,653	4,097
Anvers . . . . .	6,766	2,120	129	9,015	288	67	6,810	7,165
Anvers (agglomération) . . . . .	18,381	2,032	51	20,464	175	1,268	18,631	20,074
Malines . . . . .	6,253	2,599	384	9,236	51	458	7,179	7,688
Turnhout . . . . .	9,483	808	175	10,466	833	737	7,055	8,625
Mons . . . . .	4,595	626	68	5,289	134	126	3,880	4,140
Charleroi . . . . .	4,459	808	50	5,317	303	5	5,031	5,339
Ath . . . . .	4,146	158	29	4,333	580	27	3,477	4,084
Soignies . . . . .	5,804	180	64	6,048	28	—	5,824	5,852
Thuin . . . . .	3,663	228	54	3,945	185	—	3,781	3,966
Tournai . . . . .	3,860	1,657	55	5,572	561	131	5,396	6,088
Gand . . . . .	7,224	3,490	10	10,724	534	2,806	8,245	11,585
Eekloo . . . . .	1,764	1,217	29	3,010	120	516	2,412	3,048
Gand- (agglomération) . . . . .	5,976	1,363	287	7,626	678	2,472	4,962	8,112
Alost . . . . .	9,460	1,899	120	11,479	20	1,745	7,971	9,736
Audenarde . . . . .	5,280	1,924	21	7,225	430	1,093	5,770	7,293
Termonde . . . . .	4,797	1,070	157	6,024	197	996	4,287	5,480
Saint-Nicolas . . . . .	11,740	648	10	12,398	358	1,310	11,819	13,487
Bruges-Ostende . . . . .	9,096	820	91	10,007	1,024	1,290	7,647	9,961
Courtrai . . . . .	6,014	3,306	184	9,504	794	169	8,789	9,752
Furnes-Dixmude . . . . .	2,902	623	22	3,547	31	1,040	3,785	4,856
Roulers . . . . .	2,925	484	45	3,454	98	268	3,997	4,363
Tielt . . . . .	3,574	1,247	88	4,909	27	305	5,621	5,953
Ypres . . . . .	4,736	2,927	41	7,704	437	28	6,986	7,451
Liège . . . . .	2,400	371	70	2,841	214	2	2,062	2,278
Liège (agglomération) . . . . .	5,013	615	64	5,692	211	15	5,974	6,200
Huy . . . . .	2,545	199	49	2,793	318	58	1,631	2,007
Verviers . . . . .	1,938	155	34	2,127	164	12	1,821	1,997
Waremmé . . . . .	3,149	314	21	3,484	212	101	2,463	2,776
Hasselt . . . . .	6,435	1,788	105	8,328	1,141	718	6,891	8,750
Maaseik . . . . .	3,535	1,824	57	5,416	672	906	3,084	4,662
Tongres . . . . .	6,247	1,627	132	8,006	2,235	878	4,958	8,071
Arlon-Virton . . . . .	1,211	255	68	1,534	228	—	872	1,100
Bastogne . . . . .	786	773	—	1,559	39	3	1,848	1,890
Marche-en-Famenne . . . . .	2,505	536	155	3,196	400	78	2,155	2,633
Neufchâteau . . . . .	1,983	771	17	2,771	107	8	2,572	2,687
Namur . . . . .	3,258	306	69	3,633	277	—	1,838	2,115
Dinant . . . . .	3,368	584	7	3,959	188	110	3,356	3,654
Philippeville . . . . .	1,811	271	58	2,140	259	22	1,491	1,772
<i>Le Royaume :</i>	<b>234,676</b>	<b>46,997</b>	<b>4,701</b>	<b>286,374</b>	<b>18,813</b>	<b>19,952</b>	<b>226,057</b>	<b>264,822</b>
<b>Récapitulation par province</b>								
Brabant . . . . .	45,594	4,374	1,631	51,599	4,262	184	33,686	38,132
Anvers . . . . .	40,883	7,559	739	49,181	1,347	2,530	39,675	43,552
Hainaut . . . . .	26,527	3,657	320	30,504	1,791	289	27,389	29,469
Flandre orientale . . . . .	46,241	11,611	634	58,486	2,337	10,938	45,466	58,741
Flandre occidentale . . . . .	29,247	9,407	471	39,125	2,411	3,100	36,825	42,336
Liège . . . . .	15,045	1,654	238	16,937	1,119	188	13,951	15,258
Limbourg . . . . .	16,217	5,239	294	21,750	4,048	2,502	14,933	21,483
Luxembourg . . . . .	6,485	2,335	240	9,060	774	89	7,447	8,310
Namur . . . . .	8,437	1,161	134	9,752	724	132	6,685	7,541
<i>Le Royaume :</i>	<b>234,676</b>	<b>46,997</b>	<b>4,701</b>	<b>286,374</b>	<b>18,813</b>	<b>19,952</b>	<b>226,057</b>	<b>264,822</b>

On constate que c'est dans les provinces de Limbourg et de la Flandre Orientale que l'administration des Services de Contrôle a sévi le plus; les provinces de Luxembourg, de la Flandre Occidentale et d'Anvers suivent avec des proportions rapprochées l'une de l'autre et supérieures à la moyenne pour le Royaume. Dans les provinces de Brabant, de Namur et de Hainaut les proportions vont en décroissant et sont notablement au-dessous de la moyenne pour le Royaume, et enfin la proportion la plus basse se présente dans la province de Liège.

Il serait difficile de trouver un critère unique pour expliquer ces différences, trop de facteurs peuvent entrer en ligne de compte, et notamment: l'organisation régionale des Services eux-mêmes, la nature agricole ou industrielle de la région, la densité de la population, les besoins de cette population et son esprit de résistance ou de soumission.

De l'analyse des suites données aux procès-verbaux (colonnes 6, 7, 8 du tableau n° 2) ne ressort pas non plus une parfaite harmonie pour l'entière du Royaume.

Dans tel district l'administration des Services

de Contrôle s'est montrée plus large pour admettre le classement ou la transaction des affaires que dans tel autre.

Le district de Tongres tient le record des affaires classées sans suite, tandis que les districts d'Alost, de Tiel et de Soignies n'en ont admis qu'un nombre extrêmement restreint.

Dans les districts de Gand on a transigé sur un nombre important d'affaires (2,806 et 2,472), tandis que dans les districts de Nivelles, de Soignies, de Thuin, d'Arlon-Virton et de Namur, aucune transaction n'a encore vu le jour.

Il est vrai toutefois, en ce qui concerne la procédure spéciale de transaction, que celle-ci, instituée par arrêté du 29 août 1942, n'a reçu son application générale et effective qu'à partir du mois d'octobre et que les transactions antérieurement conclues ne l'étaient qu'en vertu d'initiatives prises, à cet égard, dans certains districts.

Il a paru intéressant d'établir ci-dessous, par province, le pourcentage des procès-verbaux classés, transigés et renvoyés à une juridiction en reprenant les chiffres, à cet effet, des colonnes 9, 6, 7 et 8 du tableau n° 2.

PROVINCES	Nombre total des procès-verbaux traités en 1942		Procès-verbaux classés		Procès-verbaux transigés		Procès-verbaux déferés à une juridiction	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Brabant . . . . .	38,132	100.—	4,262	11.18	184	0.48	33,686	88.34
Anvers . . . . .	43,552	100.—	1,347	3.09	2,530	5.81	39,675	91.10
Hainaut . . . . .	29,469	100.—	1,791	6.08	289	0.98	27,389	92.94
Flandre Orientale . . .	58,741	100.—	2,337	3.98	10,938	18.62	45,466	77.40
Flandre Occidentale . .	42,336	100.—	2,411	5.69	3,100	7.32	36,825	86.98
Liège . . . . .	15,258	100.—	1,119	7.33	188	1.23	13,951	91.44
Limbourg . . . . .	21,483	100.—	4,048	18.84	2,502	11.65	14,933	69.51
Luxembourg . . . . .	8,310	100.—	774	9.31	89	1.07	7,447	89.62
Namur . . . . .	7,541	100.—	724	9.60	132	1.75	6,685	88.65
<i>Le Royaume :</i>	<b>264,822</b>	<b>100.—</b>	<b>18,813</b>	<b>7.10</b>	<b>19,952</b>	<b>7.54</b>	<b>226,057</b>	<b>85.36</b>

Au total, pour le Royaume, les classements d'affaires et les transactions conclues ont provoqué un allègement d'environ 15 % dans les affaires déferées par l'administration des Services de Contrôle aux diverses juridictions.

D'après le tableau n° 3 l'administration des Services de Contrôle a déferé en 1942 à la juridiction administrative du premier degré (Commissaires d'arrondissement et bourgmestres des agglomérations) 209,043 affaires.

Tableau n° 3. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION.  
TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME

MOIS	TOTAL des procès- verbaux transmis à une jurisdiction (tabl. n° 1, col. 8)	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS						A un autre organisme
		au Parquet	à une jurisdiction administrative				Total	
			Commis- saire d'arrondis- sement ou bourgmestre	Centrale de marchan- disés	Gouverneur de province	Haute autorité admi- nistrative		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Janvier . . . . .	11,860	276	11,519	3	29	5	11,556	28
Février . . . . .	14,491	328	14,091	12	44	—	14,147	16
Mars . . . . .	16,474	408	15,987	27	5	—	16,019	47
Avril . . . . .	18,166	627	17,396	47	8	29	17,480	59
Mai . . . . .	17,159	518	16,570	29	1	3	16,603	38
Juin . . . . .	19,689	470	19,013	50	43	92	19,198	21
Juillet . . . . .	20,579	628	19,702	32	15	149	19,898	53
Août . . . . .	20,528	541	18,703	39	6	682	19,430	557
Septembre . . . . .	24,284	509	21,492	66	16	1,496	23,070	705
Octobre . . . . .	22,518	497	19,354	90	51	2,373	21,868	153
Novembre . . . . .	21,087	550	18,041	56	67	844	19,008	1,529
Décembre . . . . .	19,222	1,000	17,175	131	6	732	18,044	178
<i>Total :</i>	226,057	6,352	209,043	582	291	6,405	216,321	3,384

Pendant cette même année ces juridictions ont été saisies de 223,950 affaires nouvelles (voir à ce sujet la statistique sur l'activité de la juridiction administrative en 1942, tableau n° 1 B ci-après).

De sorte qu'il est établi que 93.5 % de ces affaires ont été portées au rôle à l'intervention de l'administration des Services de Contrôle qui les a antérieurement examinées.

Ceci marque une progression considérable de l'intervention de cette administration qui ne s'élevait qu'à un taux maximum de 47 % en 1941 (cf. p. 269 de la *Statistique judiciaire de la Belgique de 1941*).

Le tableau n° 3 fait encore ressortir qu'à partir du second semestre de l'année 1942 les affaires transmises directement par l'administration des Services de Contrôle aux hautes autorités administratives, aux fins d'évocation, deviennent

beaucoup plus nombreuses, particulièrement au cours des mois de septembre et d'octobre (voir colonne 7).

La même observation vaut d'ailleurs en ce qui concerne les affaires transmises à « un autre organisme » (colonne 9), bien que le contingent principal n'en ait été fourni que par deux districts : Bruxelles agglomération et Hasselt (cf. tableau n° 4 ci-dessous, colonne 9).

Il y a lieu de noter à cet égard que, suivant une méthode, peut-être erronée, des Services de Contrôle, la juridiction du premier degré, autre que celle de l'arrondissement où le siège du district est établi, fut souvent considérée comme un « autre organisme ».

Le tableau n° 4 ci-après fait la répartition par district des procès-verbaux soumis aux juridictions par l'administration des Services de Contrôle.

Tableau n° 4. — AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION. — TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS	Procès-verbaux soumis à une juridiction (tabl. n° 2, col. 4)	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS						A un autre organisme
		Au Parquet	à une juridiction administrative				Total	
			Commissaire d'arrondissement ou bourgmestre	Centrale de marchandises	Gouverneur de province	Haute autorité administrative		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	4,684	52	4,613	4	—	14	4,631	1
Bruxelles (agglomération)	19,158	948	15,599	7	1	1,541	17,148	1,062
Louvain	7,191	261	6,921	—	—	9	6,930	—
Nivelles	2,653	52	2,597	—	—	4	2,601	—
Anvers	6,810	344	6,422	—	1	43	6,466	—
Anvers (agglomération)	18,631	342	17,302	1	—	751	18,054	235
Malines	7,179	214	6,642	—	—	257	6,899	66
Turnhout	7,055	20	6,951	1	1	35	6,988	47
Mons	3,880	106	3,606	12	—	156	3,774	—
Charleroi	5,031	52	4,704	—	—	272	4,976	3
Ath	3,477	35	3,380	—	—	61	3,441	1
Soignies	5,824	158	5,423	—	88	75	5,586	80
Thuin	3,781	16	3,744	8	—	13	3,765	—
Tournai	5,396	12	5,383	—	—	—	5,383	1
Gand	8,245	256	7,683	—	—	2	7,685	304
Eekloo	2,412	109	2,279	—	—	23	2,302	1
Gand (agglomération)	4,962	312	4,294	2	1	353	4,650	—
Alost	7,971	417	7,473	60	2	19	7,554	—
Audenarde	5,770	84	5,627	12	—	47	5,686	—
Termonde	4,287	367	3,834	80	1	5	3,920	—
St-Nicolas	11,819	342	10,713	213	—	551	11,477	—
Bruges-Ostende	7,647	130	7,287	1	31	124	7,443	74
Courtrai	8,789	279	8,146	1	—	362	8,509	1
Furnes-Dixmude	3,785	11	3,754	—	3	6	3,763	11
Roulers	3,997	31	3,876	—	3	87	3,966	—
Tielt	5,621	50	5,532	16	—	23	5,571	—
Ypres	6,986	27	6,932	5	—	18	6,955	4
Liège	2,062	109	1,863	—	5	42	1,910	43
Liège (agglomération)	5,974	520	4,299	38	10	1,098	5,445	9
Huy	1,631	57	1,457	—	28	37	1,522	52
Verviers	1,821	81	1,686	7	2	38	1,733	7
Waremmé	2,463	57	2,400	—	—	6	2,406	—
Hasselt	6,891	121	5,298	25	69	67	5,459	1,311
Maaseik	3,084	57	2,886	87	11	10	2,994	33
Tongres	4,958	23	4,901	—	28	6	4,935	—
Arlon-Virton	872	22	733	—	3	95	831	19
Bastogne	1,848	36	1,812	—	—	—	1,812	—
Marche-en-Famenne	2,155	25	2,118	1	2	9	2,130	—
Neufchâteau	2,572	111	2,435	1	—	12	2,448	13
Namur	1,838	21	1,709	—	1	101	1,811	6
Dinant	3,356	58	3,267	—	—	31	3,298	—
Philippeville	1,491	27	1,462	—	—	2	1,464	—
<i>Le Royaume :</i>	<b>226,057</b>	<b>6,352</b>	<b>209,043</b>	<b>582</b>	<b>291</b>	<b>6,405</b>	<b>216,321</b>	<b>3,384</b>

## Récapitulation par province

Brabant	33,686	1,313	29,730	11	1	1,568	31,310	1,063
Anvers	39,675	920	37,317	2	2	1,086	38,407	348
Hainaut	27,389	379	26,240	20	88	577	26,925	85
Flandre orientale	45,466	1,887	41,903	367	4	1,000	43,274	305
Flandre occidentale	36,825	528	35,527	23	37	620	36,207	90
Liège	13,951	824	11,705	45	45	1,221	13,016	111
Limbourg	14,933	201	13,085	112	108	83	13,388	1,344
Luxembourg	7,447	194	7,098	2	5	116	7,221	32
Namur	6,685	106	6,438	—	1	134	6,573	6
<i>Le Royaume :</i>	<b>226,057</b>	<b>6,352</b>	<b>209,043</b>	<b>582</b>	<b>291</b>	<b>6,405</b>	<b>216,321</b>	<b>3,384</b>





ANNEXE II

**Statistique de l'activité  
de la  
Juridiction Administrative**



# INTRODUCTION

## LÉGISLATION

Au cours de l'année 1942, plusieurs arrêtés sont venus confirmer, voire élargir, le fondement et les règles de la juridiction administrative (\*).

Comme textes législatifs touchant aux principes mêmes de cette juridiction il y a lieu de citer :

1° *L'arrêté du 19 juin 1942 (Moniteur du 4 juillet 1942)* renforçant avec une sévérité nouvelle les peines qui frappent l'abatage clandestin et le commerce illicite de viande. Cet arrêté contient dans son exposé des motifs une correction au fondement juridique des pouvoirs des secrétaires généraux. Ceux-ci y invoquent à l'appui de leur droit de légiférer, outre la loi du 10 mai 1940 relative aux délégations de pouvoirs en temps de guerre, la loi du 7 septembre 1939 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires. C'est dans cette loi, en effet, que le pouvoir exécutif trouve une énonciation explicite de son droit de prendre des mesures ayant force de loi, notamment pour « sauvegarder la santé publique et pourvoir au ravitaillement de la population. »

2° *L'arrêté du 27 juin 1942 (Moniteur du 22 juillet 1942)* modifiant et complétant l'arrêté-loi du 27 octobre 1939 relatif à l'approvisionnement du pays.

Cet arrêté aggrave les peines frappant les délits commis contre les dispositions prises en vue de l'approvisionnement du pays, institue en la matière une procédure répressive inconditionnelle et sans appel confiée au juge unique, tout en attribuant aux procureurs généraux un droit de transaction.

Mais, en outre, les infractions aux règlements et ordonnances édictés par la Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation sont

assimilées aux délits contre les décisions gouvernementales, et la compétence en matière de recherche et de constatation des infractions est étendue aux agents de la Corporation, spécialement commissionnés à cette fin.

3° *L'arrêté du 29 juin 1942 (Moniteur du 24 juillet 1942)* instituant une procédure administrative qui remplace, en l'amendant, l'arrêté du 15 février 1941.

Cet arrêté constitue actuellement le texte organique en la matière.

Non seulement les dispositions de l'ancien arrêté du 15 février 1941 et de ses arrêtés modificatifs ou complémentaires des 19 juin, 2 octobre et 29 novembre 1941 s'y retrouvent, mais en outre des mesures nouvelles y sont incorporées.

Désormais les décisions de la juridiction administrative constituent la réparation civile du dommage causé à la communauté nationale, par les contrevenants à une série d'arrêtés-lois, d'arrêtés, de règlements ou d'ordonnances. Une fois engagée, la procédure administrative remplace complètement la poursuite judiciaire. L'exécution régulière de ses décisions éteint l'action publique (art. 1<sup>er</sup>).

Pour que les tribunaux répressifs ordinaires puissent être saisis, il faut :

- ou bien la dénonciation au parquet ou la citation directe devant le tribunal par la juridiction administrative elle-même;
- ou bien le choix du contrevenant par une demande expresse dans les cinq jours de la réception du procès-verbal;
- ou bien un flagrant délit ayant donné lieu à réquisition d'instruction et à mandat d'arrêt, pourvu que ces mesures soient corroborées, dans la huitaine du mandat délivré, par une dénonciation de la part de la juridiction administrative (art. 5).

\* Voir références sur les textes législatifs de 1941 dans la « Statistique judiciaire de la Belgique 1941 », pages 273 et 274.

A la sanction de confiscation de denrées ou de marchandises est venue s'ajouter la confiscation des véhicules, moyens de locomotion, valises ou objets quelconques destinés ou ayant servi à leur transport (art. 6 C/).

Une procédure transactionnelle spéciale est prévue pour les infractions dont la sanction peut se borner à la confiscation des marchandises et de leurs moyens de transport (art. 21).

Les articles 22 à 25 règlent la question des frais de procédure.

L'arrêté est applicable aux infractions constatées postérieurement au 1<sup>er</sup> mars 1941 (art. 28).

Pour compléter l'examen de la législation sur la procédure administrative en 1942, il y a lieu de noter en outre :

L'arrêté du 6 mars 1942 (*Moniteur* du 13 mars 1942) étendant aux membres de la juridiction administrative ou disciplinaire les dispositions du Code de procédure civile relatives à la prise à partie;

L'arrêté du 24 juillet 1942 (*Moniteur* des 10 et 11 août 1942) fixant, en exécution de l'arrêté instituant une procédure administrative, les agglomérations d'Anvers, de Bruxelles, de Charleroi, de Gand et de Liège, modifié en ce qui concerne cette dernière par l'arrêté du

3 novembre 1942 (*Moniteur* du 15 novembre 1942);

L'arrêté du 29 août 1942 (*Moniteur* du 31 août et du 1<sup>er</sup> septembre 1942) pris conformément à l'article 21 de l'arrêté instituant une juridiction administrative et confiant au Chef de l'administration des Services de Contrôle, avec faculté de délégation, l'exécution de la procédure transactionnelle spéciale;

L'arrêté du 29 octobre 1942 (*Moniteur* du 12 novembre 1942) créant un bureau spécial des amendes à Bruxelles, chargé du recouvrement des amendes et frais prononcés par les juridictions administratives qui y ont leur siège.

Pour compléter l'énoncé fait dans l'étude statistique de 1941 des arrêtés qui sont venus préciser et renforcer les peines pour les infractions prévues dans l'arrêté-loi du 27 octobre 1939, il y a lieu de citer :

L'arrêté du 30 juillet 1942 (*Moniteur* du 2 août 1942) étendant aux produits laitiers l'applicabilité de l'arrêté du 16 août 1941 tendant à renforcer les peines pour certaines infractions aux dispositions légales concernant le ravitaillement et le rationnement en matière de céréales panifiables, de pommes de terre et de légumes secs.

## LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE ET LA STATISTIQUE

Les relevés hebdomadaires qu'au cours de l'année 1941 les deux premiers degrés de juridiction délivraient aux hautes autorités administratives ont été remplacés dès le 1<sup>er</sup> janvier 1942 par des rapports mensuels portant non plus sur les contrevenants mais sur les affaires à traiter, les affaires terminées et la nature des décisions intervenues.

Ces rapports mensuels constituent donc un compte de l'activité des juridictions de première et de deuxième instance, à l'exclusion de l'élément individuel des délinquants.

Dans le courant de l'année, cet élément individuel a pourtant été repris avec rétroactivité au 1<sup>er</sup> mars 1941, grâce à l'institution au département de la Justice d'un casier spécial des prévenus devant la Juridiction administrative, en

annexe à l'organisation du Casier judiciaire (\*).

C'est sur la base des rapports mensuels, complétés par quelques renseignements obtenus directement des juridictions, que la statistique présentée ci-après a pu être établie.

On a essayé de maintenir le plus de comparabilité possible avec les tableaux statistiques portant sur les dix mois d'exercice de la Juridiction administrative en 1941.

Il y a toutefois lieu de tenir compte de ce que des matières premières statistiques différentes ne permettent pas un parallélisme parfait.

Il a fallu, d'autre part, abandonner l'analyse des infractions suivant une qualification de leur nature juridique et d'après les matières sur lesquelles les faits délictueux ont porté.

\* Il est à remarquer que la tenue de ce casier spécial, après avoir été organisé, n'a pas été poursuivie.

PREMIÈRE PARTIE

**Jurisdiction de première instance**

Le tableau n° 1 présenté ci-dessous a dû être scindé, aux fins de pouvoir tenir compte des affaires restées en suspens devant les Juridictions à la fin de l'année 1941 et s'élevant à 42,378 pour le Royaume.

Le tableau n° 1A donne le total des affaires

inscrites aux juridictions en 1942 et s'élevant pour le Royaume à 266,328 affaires.

Le tableau n° 1B répartit les 223,950 affaires nouvelles portées devant les juridictions en 1942, par arrondissement ou par agglomération et par mois.

**Tableau n° 1 A. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES À LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ**

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE 1	Affaires restant en suspens fin 1941 2	Affaires nouvelles en 1942 3	Total 4	ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE 1	Affaires restant en suspens fin 1941 2	Affaires nouvelles en 1942 3	Total 4
Bruxelles	2,477	5,564	8,041	Bruges-Ostende	1,832	7,068	8,900
Bruxelles (aggl.)	1,087	18,211	19,298	Courtrai	1,436	8,044	9,480
Louvain	1,082	7,517	8,599	Furnes-Dixmude	303	4,205	4,508
Nivelles	214	2,934	3,148	Roulers-Tielt	644	9,532	10,176
Anvers	2,115	6,378	8,493	Ypres	2,432	7,015	9,447
Anvers (aggl.)	3,032	17,007	20,039	Liège	212	1,856	2,068
Malines	1,501	6,637	8,138	Liège (aggl.)	407	4,303	4,710
Turnhout	1,188	6,738	7,926	Huy	288	1,441	1,729
Mons	70	3,589	3,659	Verviers	72	1,707	1,779
Charleroi	611	2,623	3,234	Waremmé	262	2,433	2,695
Charleroi (aggl.)	349	1,868	2,217	Hasselt-Maaseik	5,061	11,559	16,620
Ath	130	3,265	3,395	Tongres	372	5,397	5,769
Soignies	157	5,467	5,624	Arlon-Virton	154	686	840
Thuin	225	3,815	4,040	Bastogne	56	1,890	1,946
Tournai	829	5,168	5,997	Marche-en-Famenne	95	2,250	2,345
Gand-Eekloo	4,691	10,547	15,238	Neufchâteau	124	2,472	2,596
Gand (aggl.)	426	4,344	4,770	Namur	83	3,973	4,056
Alost	2,086	11,130	13,216	Dinant	41	3,876	3,917
Audenarde	221	5,811	6,032	Philippeville	50	1,425	1,475
Termonde-Saint-Nicolas	5,963	14,205	20,168	<i>Totaux :</i>	42,378	223,950	266,328

**Récapitulation par province**

Brabant	4,860	34,226	39,086	Liège	1,241	11,740	12,981
Anvers	7,836	36,760	44,596	Limbourg	5,433	16,956	22,389
Hainaut	2,371	25,795	28,166	Luxembourg	429	7,298	7,727
Flandre orientale	13,387	46,037	59,424	Namur	174	9,274	9,448
Flandre occidentale	6,647	35,864	42,511	<i>Totaux :</i>	42,378	223,950	266,328

Les éléments du tableau 1A viennent apporter à la statistique de 1941 des données complémentaires qui étaient indispensables pour assurer une comparaison avec les résultats de 1942.

La statistique de 1941 ne possédait, en effet, pas les renseignements sur le nombre des affaires

inscrites aux juridictions, elle ne portait que sur les affaires traitées par les juridictions.

Les 42,378 affaires restées en suspens à la fin de 1941 venant s'ajouter aux 86,137 affaires traitées pendant cette même année (cf. pp. 285 à 287 de la statistique de 1941), le total des af-

Tableau n° 1 B. — AFFAIRES NOUVELLES INTRODUITES DEVANT LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ, RÉPARTIES PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS

Arrondissement, agglomération ou province 1	Janvier 2	Février 3	Mars 4	Avril 5	Mai 6	Juin 7	Juillet 8	Août 9	Sept. 10	Oct. 11	Nov. 12	Déc. 13	Total 14
Bruxelles	126	230	104	967	107	75	35	552	415	806	1,167	980	5,564
Bruxelles (aggl.)	937	1,136	1,541	1,272	1,900	1,998	1,637	1,573	2,816	1,092	1,008	1,301	18,211
Louvain	720	604	555	593	421	557	704	474	556	955	785	593	7,517
Nivelles	60	106	197	139	185	321	442	502	499	124	208	151	2,934
Anvers	700	622	653	892	350	465	694	258	393	350	301	700	6,378
Anvers (aggl.)	791	870	1,092	1,320	1,284	1,746	1,726	1,747	2,267	2,016	1,097	1,051	17,007
Malines	205	263	436	510	134	555	855	557	469	1,305	444	904	6,637
Turnhout	571	449	607	748	563	644	937	642	347	474	287	469	6,738
Mons	199	225	282	319	411	253	239	736	274	306	128	217	3,589
Charleroi	132	241	114	90	130	116	400	229	334	271	239	327	2,623
Charleroi (aggl.)	94	217	130	154	111	137	174	90	78	193	282	208	1,868
Ath	223	224	145	376	423	320	277	263	378	303	188	145	3,265
Soignies	226	551	428	603	595	294	889	19	575	558	453	276	5,467
Thuin	288	483	237	224	409	313	582	347	251	183	257	241	3,815
Tournai	74	558	592	411	355	457	536	381	430	599	524	251	5,168
Gand-Eckloo	285	431	334	640	600	1,667	1,112	969	1,398	1,011	1,535	565	10,547
Gand (aggl.)	202	244	281	461	438	320	440	333	421	407	385	412	4,344
Alost	536	689	939	877	1,513	1,379	1,069	603	754	608	611	1,552	11,130
Audenarde	410	428	367	296	306	276	214	882	921	778	631	302	5,811
Termonde-St-Nicolas	486	701	1,181	809	727	906	968	921	905	1,918	2,203	2,480	14,205
Bruges-Ostende	472	444	562	720	412	464	542	468	1,040	677	771	496	7,068
Courtrai	404	379	476	565	916	1,036	998	1,035	1,006	440	448	341	8,044
Furnes-Dixmude	278	150	285	432	420	222	153	808	360	212	456	429	4,205
Roulers-Tielt	576	792	1,055	1,015	1,089	892	939	1,126	673	643	437	295	9,532
Ypres	533	698	774	871	498	473	684	232	1,149	873	133	97	7,015
Liège	109	54	135	113	95	196	118	218	254	247	128	189	1,856
Liège (aggl.)	431	288	260	350	420	357	245	350	456	428	311	407	4,303
Huy	137	42	42	157	202	175	127	228	100	139	49	43	1,441
Verviers	129	64	68	93	103	189	109	76	123	345	284	122	1,707
Wareme	65	72	124	178	184	128	206	277	223	220	281	475	2,433
Hasselt-Maascik.	853	2,047	743	1,018	1,219	785	873	569	456	1,008	766	1,222	11,559
Tongres	489	331	437	339	94	341	695	140	697	589	779	466	5,397
Arlon-Virton	55	26	36	22	22	74	76	129	119	68	35	24	686
Bastogne	311	288	178	74	99	121	78	259	90	93	184	115	1,890
Marche-en-Fam.	143	51	117	389	361	241	361	186	90	125	91	95	2,250
Neufchâteau	171	201	291	334	510	174	217	70	50	94	69	291	2,472
Namur	99	135	192	149	150	308	—	324	2,213	131	57	215	3,973
Dinant	124	142	150	—	—	—	—	1,751	362	479	102	766	3,876
Philippeville	136	75	36	45	97	53	36	360	328	56	115	88	1,425
<i>Totaux :</i>	<b>12,780</b>	<b>15,551</b>	<b>16,176</b>	<b>18,565</b>	<b>17,853</b>	<b>19,028</b>	<b>20,387</b>	<b>20,684</b>	<b>24,272</b>	<b>21,124</b>	<b>18,229</b>	<b>19,301</b>	<b>223,950</b>

## Récapitulation par province

Brabant	1,843	2,076	2,397	2,971	2,613	2,951	2,818	3,101	4,286	2,977	3,168	3,025	34,226
Anvers	2,267	2,204	2,788	3,470	2,331	3,410	4,212	3,204	3,476	4,145	2,129	3,124	36,760
Hainaut	1,236	2,499	1,928	2,177	2,434	1,890	3,097	2,065	2,320	2,413	2,071	1,665	25,795
Flandre Orient.	1,919	2,493	3,102	3,083	3,584	4,548	3,803	3,708	4,399	4,722	5,365	5,311	46,037
Flandre Occid.	2,263	2,463	3,152	3,603	3,335	3,087	3,316	3,669	4,228	2,845	2,245	1,658	35,864
Liège	871	520	629	891	1,004	1,045	805	1,149	1,158	1,379	1,053	1,236	11,740
Limbourg	1,342	2,378	1,180	1,357	1,313	1,126	1,568	709	1,153	1,597	1,545	1,688	16,956
Luxembourg	680	566	622	819	992	610	732	644	349	380	379	525	7,298
Namur	359	352	378	194	247	361	36	2,435	2,903	666	274	1,069	9,274
<i>Totaux :</i>	<b>12,780</b>	<b>15,551</b>	<b>16,176</b>	<b>18,565</b>	<b>17,853</b>	<b>19,028</b>	<b>20,387</b>	<b>20,684</b>	<b>24,272</b>	<b>21,124</b>	<b>18,229</b>	<b>19,301</b>	<b>223,950</b>

Tableau n° 2. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TERMINÉES ET DES AFFAIRES RESTANT À JUGER

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	AFFAIRES TERMINÉES								Affaires restées en suspens à la fin de l'année
	Nombre des affaires à traiter	les prévenus étant déférés			par un jugement au fond		d'une autre manière	Total des affaires terminées	
		au Parquet	à la juridiction d'un degré supérieur (évocation)	à la juridiction d'un autre ressort	en acquittant	en condamnant			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	8,041	105	5	31	1,344	2,022	225	3,732	4,046
Bruxelles (agglomération)	19,298	934	45	618	6,502	8,104	27	16,230	4,434
Louvain	8,599	350	1	12	1,761	2,523	14	4,661	3,671
Nivelles	3,148	168	165	10	719	938	1	2,001	1,025
Anvers	8,493	278	25	36	1,312	4,394	6	6,051	2,156
Anvers (agglomération)	20,039	224	8	68	3,400	12,826	156	16,682	3,357
Malines	8,138	678	18	29	2,419	3,801	142	7,087	1,041
Turnhout	7,926	495	71	23	1,286	4,381	1,353	7,609	292
Mons	3,659	325	3	22	865	2,440	—	3,655	5
Charleroi	3,234	24	1	30	1,530	988	13	2,586	471
Charleroi (agglomération)	2,217	110	14	15	485	1,555	1	2,180	6
Ath	3,395	25	19	41	1,066	1,456	9	2,616	169
Soignies	5,624	81	5	5	1,528	3,599	29	5,247	360
Thuin	4,040	237	14	13	1,023	2,630	5	3,922	104
Tournai	5,997	39	—	29	919	2,299	31	3,317	1,495
Gand-Eekloo	15,238	181	10	61	1,424	4,494	196	6,366	8,574
Gand (agglomération)	4,770	131	5	32	667	3,554	4	4,393	376
Alost	13,216	191	1	71	2,638	4,987	1,623	9,511	4,432
Audenarde	6,032	118	23	26	2,273	2,697	6	5,143	586
Termonde-Saint-Nicolas	20,168	352	2	15	5,814	5,690	262	12,135	6,777
Bruges-Ostende	8,900	846	47	20	2,105	1,990	2,210	7,218	340
Courtrai	9,480	94	23	50	1,668	6,126	145	8,106	1,374
Furnes-Dixmude	4,508	97	20	22	679	3,033	—	3,851	657
Roulers-Tielt	10,176	116	18	23	1,601	4,451	1	6,210	2,908
Ypres	9,447	63	—	54	2,282	5,754	144	8,297	1,150
Liège	2,068	59	6	70	271	927	2	1,335	372
Liège (agglomération)	4,710	41	6	24	564	2,467	17	3,119	1,585
Huy	1,729	102	12	33	585	692	12	1,436	191
Verviers	1,779	41	6	5	384	808	26	1,270	621
Waremmé	2,695	141	48	42	508	886	301	1,926	229
Hasselt-Maaseik	16,620	349	16	213	1,034	4,553	841	7,006	3,765
Tongres	5,769	183	1	74	1,948	2,032	193	4,431	797
Arlon-Virton	840	9	—	18	169	542	1	739	96
Bastogne	1,946	127	1	9	366	1,325	4	1,832	114
Marche-en-Famenne	2,345	46	47	—	805	928	3	1,829	516
Neufchâteau	2,596	128	78	3	276	1,767	1	2,253	336
Namur	4,056	110	1	12	597	1,233	—	1,953	93
Dinant	3,917	43	159	2	1,056	1,615	592	3,467	217
Philippeville	1,475	8	153	32	298	512	—	1,003	473
<b>Totaux :</b>	<b>266,328</b>	<b>7,649</b>	<b>1,077</b>	<b>1,893</b>	<b>56,171</b>	<b>117,019</b>	<b>8,596</b>	<b>192,405</b>	<b>59,211</b>

Récapitulation par province

Brabant	39,086	1,557	216	671	10,326	13,587	267	26,624	13,176
Anvers	44,596	1,675	122	156	8,417	25,402	1,657	37,429	6,846
Hainaut	28,166	841	56	155	7,416	14,967	88	23,523	2,610
Flandre orientale	59,424	973	1	205	12,816	21,422	2,091	37,548	20,745
Flandre occidentale	42,511	1,216	108	169	8,335	21,354	2,500	33,682	6,429
Liège	12,981	384	78	174	2,312	5,780	358	9,086	2,998
Limbourg	22,389	532	17	287	2,982	6,585	1,034	11,437	4,562
Luxembourg	7,727	310	126	30	1,616	4,562	9	6,653	1,062
Namur	9,448	161	313	46	1,951	3,360	592	6,423	783
<b>Totaux :</b>	<b>266,328</b>	<b>7,649</b>	<b>1,077</b>	<b>1,893</b>	<b>56,171</b>	<b>117,019</b>	<b>8,596</b>	<b>192,405</b>	<b>59,211</b>

fares inscrites en 1941 peut être évalué à 128,515.

Comme toutes les affaires inscrites en 1941 formaient, pour cette première année d'exercice, des affaires nouvelles, c'est ce chiffre majoré de deux dixièmes (car l'exercice de la juridiction administrative n'a porté en 1941 que sur dix mois), soit 154,218, qui forme le terme de comparaison avec les 223,950 affaires nouvelles portées devant les juridictions administratives de première instance en 1942.

De sorte qu'on peut établir qu'en 1942, le nombre des infractions portées devant la Juridiction administrative dépasse de 45 % celui des infractions portées devant les mêmes juridictions en 1941.

Ainsi se trouve être déterminée dans son ensemble l'augmentation de la charge des juridictions administratives de première instance au cours de leur seconde année d'exercice.

Cette augmentation est considérable et l'examen du tableau 1B montre que cette augmentation a été générale, aussi bien par siège de juridiction que par mois.

\*  
\*\*

Des 266,328 affaires inscrites en 1942 au rôle des juridictions, 7,649 ont été déferées au Parquet, 1,077 ont été renvoyées à la suite d'évocation à une juridiction administrative supérieure, 1,893 ont été renvoyées à la juridiction administrative du premier degré d'un autre ressort; 56,171 affaires ont fait l'objet de l'acquiescement des prévenus et dans 117,019 affaires les contrevenants se sont vu appliquer une ou plusieurs sanctions ou peines.

Le tableau n° 2 énonce à cet égard les chiffres par arrondissement et par province.

Il est à remarquer que les chiffres de la colonne 10 du tableau n° 2 ne forment pas la différence entre ceux de la colonne 2 (nombre des affaires à traiter) et ceux de la colonne 9 (total des affaires terminées). Cette différence s'élèverait, en effet, pour le Royaume à 73,923 affaires, ayant une répartition par province comme suit :

Brabant . . . . .	12,462
Anvers . . . . .	7,167
Hainaut . . . . .	4,643
Flandre orientale . . . . .	21,876
Flandre occidentale . . . . .	8,829
Liège . . . . .	3,895
Limbourg . . . . .	10,952
Luxembourg . . . . .	1,074
Namur . . . . .	3,025

La cause de cet écart dans le nombre des affaires en suspens à la fin de l'année, tel qu'il découlerait des comptes des neuf premières colonnes du tableau, d'une part, et dans celui déclaré effectivement par les juridictions, d'autre part, doit être recherchée : 1° dans le fait que les rapports mensuels n'ont pas été établis ni vérifiés au cours de l'année à des fins statistiques; 2° dans le fait que le compte des amendes provisoires, prononcées en matière de non-livraison par le producteur de produits agricoles, n'a pas pu être suivi, faute de données concordantes.

Dans ces conditions, il fallait adopter comme nombres des affaires en suspens à la fin de l'année, ceux qui figuraient en fin de compte dans les rapports du mois de décembre 1942, et qui étaient appelés à former le point de départ pour la statistique de 1943. Ce sont ces nombres qui sont inscrits dans la colonne n° 10 du tableau.

Quoi qu'il en soit, la comparaison des affaires restant à traiter à la fin de l'année 1942 avec celles restées en suspens fin 1941, démontre que l'activité des juridictions administratives du premier degré n'a en rien fléchi, au contraire; le petit tableau comparatif établi ci-dessous est à cet égard significatif :

AN- NÉES	Affaires inscrites		Affaires terminées		Affaires restant en suspens	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1941	128,515	100	86,137	67	42,378	33
1942	266,328	100	192,405	72	59,211	22

En ce qui concerne le sort réservé aux affaires terminées, la comparaison du tableau n° 2 avec le tableau sous même numéro de l'année 1941 fait ressortir une majoration en 1942 des affaires déferées au Parquet : 7,649 contre 3,772; une majoration aussi des affaires évoquées : 1,077 contre 312; dans les affaires jugées au fond, un fort accroissement des acquiescements : 56,171 contre 14,050. Il y a toutefois lieu de remarquer à ce sujet que les classements sans suite et les acquiescements ont été joints, tant pour l'année 1941 que pour l'année 1942, sous une même rubrique, et qu'en 1942 une procédure spéciale de transaction a été instituée se contentant de la confiscation des marchandises.

Le tableau qui suit détermine le nombre de chacune des sanctions prononcées par chaque juridiction, le total de ces sanctions s'appliquant aux 117,019 affaires dans lesquelles il y a eu condamnation.



Tableau n° 3. — SANCTIONS PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Amendes	Confiscations de marchandises	Confiscations de bénéfiques de illicites	Fermetures provisoires ou définitives d'établissements	Interdictions provisoires ou définitives de profession	Total des sanctions prononcées
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	558	1,587	1	—	—	2,146
Bruxelles (agglomération)	6,996	7,455	85	22	2	14,560
Louvain	1,442	1,862	2	1	1	3,308
Nivelles	763	430	11	—	—	1,204
Anvers	3,572	2,690	11	5	4	6,282
Anvers (agglomération)	5,021	10,639	20	10	4	15,694
Malines	3,120	2,827	38	3	2	5,990
Turnhout	4,311	3,374	9	—	—	7,694
Mons	2,178	493	10	—	—	2,681
Charleroi	988	268	—	—	—	1,256
Charleroi (agglomération)	1,597	548	—	2	2	2,149
Ath	1,375	656	29	2	—	2,062
Soignies	2,872	978	—	—	—	3,850
Thuin	2,535	661	16	—	—	3,212
Tournai	1,072	1,566	57	—	—	2,695
Gand-Eckloo	3,723	2,428	4	20	2	6,177
Gand (agglomération)	2,314	1,240	52	11	3	3,620
Alost	3,167	4,321	34	12	9	7,543
Audenarde	1,519	2,033	—	1	2	3,555
Termonde St-Nicolas	3,962	3,333	28	7	11	7,341
Bruges-Ostende	1,990	1,855	50	—	—	3,895
Courtrai	3,416	2,710	20	2	2	6,150
Furnes-Dixmude	1,753	2,252	11	3	—	4,019
Roulers-Tielt	6,205	2,702	116	—	—	9,023
Ypres	3,583	2,169	20	3	1	5,776
Liège	1,236	370	1	—	—	1,607
Liège (agglomération)	2,440	1,000	—	3	—	3,443
Huy	692	302	7	—	—	1,001
Verviers	609	385	4	2	—	1,000
Waremme	906	542	—	2	2	1,452
Hasselt-Maaseik	4,326	2,162	1	2	1	6,492
Tongres	2,228	905	15	6	6	3,160
Arlon-Virton	350	378	12	—	—	740
Bastogne	277	1,228	—	—	—	1,505
Marche-en-Famenne	448	636	5	—	—	1,089
Neufchâteau	430	1,337	6	2	—	1,775
Namur	1,558	267	3	—	—	1,828
Dinant	918	953	2	—	1	1,874
Philippeville	467	320	—	6	7	800
<i>Totaux :</i>	<b>86,917</b>	<b>71,862</b>	<b>680</b>	<b>127</b>	<b>62</b>	<b>159,648</b>

## Récapitulation par province

Brabant	9,759	11,334	99	23	3	21,218
Anvers	16,024	19,530	78	18	10	35,660
Hainaut	12,617	5,170	112	4	2	17,905
Flandre Orientale	14,685	13,355	118	51	27	28,236
Flandre Occidentale	16,947	11,688	217	8	3	28,863
Liège	5,883	2,599	12	7	2	8,503
Limbourg	6,554	3,067	16	8	7	9,652
Luxembourg	1,505	3,579	23	2	—	5,109
Namur	2,943	1,540	5	6	8	4,502
<i>Totaux :</i>	<b>86,917</b>	<b>71,862</b>	<b>680</b>	<b>127</b>	<b>62</b>	<b>159,648</b>

Tableau n° 4. — IMPORT DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	425,750	353,400	517,405	352,694	—
Bruxelles (agglomération)	521,895	379,860	892,585	434,440	—
Louvain	175,800	187,550	311,450	136,550	63,500
Nivelles	87,051	61,976	85,235	9,675	—
Anvers	397,271	432,783	499,611	513,990	470,510
Anvers (agglomération)	155,850	265,540	765,572	624,875	585,505
Malines	275,451	206,984	123,726	312,390	201,245
Turnhout	687,020	739,990	753,755	445,010	302,780
Mons	127,140	69,810	158,514	261,637	102,913
Charleroi	256,522	791,828	246,572	132,495	111,370
Charleroi (agglomération)	121,193	808,639	260,961	23,721	23,820
Ath	80,210	62,850	21,375	111,875	—
Soignies	285,573	1.427,350	717,505	761,575	578,880
Thuin	470,460	571,565	2,310,610	415,750	103,775
Tournai	84,291	108,720	80,638	35,200	10,100
Gand-Eekloo	605,055	145,400	132,175	253,435	4,525
Gand (agglomération)	656,585	398,602	148,932	157,192	186,722
Alost	3,334,344	400,492	660,054	517,990	370,620
Audenarde	142,160	269,060	1,017,265	302,545	97,140
Termonde-Saint-Nicolas	587,560	820,065	667,002	415,320	547,970
Bruges-Ostendé	89,635	227,669	306,947	493,205	78,904
Courtrai	620,650	573,530	800,500	1.602,896	623,525
Furnes-Dixmude	85,655	78,203	83,275	64,275	86,960
Roulers-Tielt	38,959	28,114	59,899	120,144	66,912
Ypres	207,394	433,058	125,595	161,637	386,096
Liège	76,000	122,650	115,600	24,400	—
Liège (agglomération)	218,505	170,712	364,952	165,150	—
Huy	160,082	107,710	131,911	56,825	—
Verviers	140,830	114,020	201,110	65,130	—
Wareme	64,300	57,200	57,620	217,500	327,200
Hasselt-Maaseik	181,592	278,474	367,478	405,668	948,640
Tongres	145,680	440,049	345,895	121,432	116,430
Arlon-Virton	24,100	16,426	157,180	3,981	5,370
Bastogne	37,664	34,713	68,010	1,175	6,800
Marche-en-Famenne	4,750	15,745	102,960	21,850	162,860
Neufchâteau	15,300	8,100	14,500	700	—
Namur	65,600	56,900	237,050	—	—
Dinant	29,050	56,200	180,700	—	—
Philippeville	145,930	117,800	165,755	71,620	—
<b>Totaux :</b>	<b>11,828,857</b>	<b>11,439,737</b>	<b>14,257,879</b>	<b>9,815,947</b>	<b>6,571,072</b>

## Récapitulation

Brabant	1,210,496	982,786	1,806,675	933,359	63,500
Anvers	1,515,592	1,645,297	2,142,664	1,896,265	1,560,040
Hainaut	1,425,389	3,840,762	3,796,175	1,742,253	930,858
Flandre orientale	5,325,704	2,033,619	2,625,428	1,646,482	1,206,977
Flandre occidentale	1,042,293	1,340,574	1,376,216	2,442,157	1,242,397
Liège	659,717	572,292	871,193	529,005	327,200
Limbourg	327,272	718,523	713,373	527,100	1,065,070
Luxembourg	81,814	74,984	342,650	27,706	175,030
Namur	240,580	230,900	583,505	71,620	—
<b>Totaux :</b>	<b>11,828,857</b>	<b>11,439,737</b>	<b>14,257,879</b>	<b>9,815,947</b>	<b>6,571,072</b>

DE PREMIÈRE INSTANCE, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
7	8	9	10	11	12	13	14
—	123,285	440,430	259,850	188,700	96,900	750	2,759,164
—	—	724,775	1,247,925	1,362,745	1,031,425	1,130,035	7,725,685
21,001	288,110	406,550	321,260	59,016	72,915	130,277	2,173,979
—	—	466,031	557,249	72,000	79,130	80,418	1,498,765
344,927	661,543	759,415	1,159,427	696,425	319,300	572,470	6,827,672
456,950	973,020	896,130	870,315	320,615	305,140	331,450	6,550,962
268,610	314,982	760,217	228,420	164,682	140,323	200,704	3,197,734
412,620	435,490	581,385	382,002	416,983	459,090	332,215	5,948,340
—	796,094	984,277	1,291,400	259,870	156,282	155,416	4,363,353
89,325	208,260	52,200	—	56,000	79,170	103,100	2,126,842
63,995	58,939	71,594	328,349	67,500	205,153	179,871	2,213,735
—	420,750	1,022,000	70,800	22,250	72,634	56,450	1,941,194
1,280,695	1,421,331	581,620	343,152	365,380	608,760	546,525	8,918,346
477,050	2,868,750	733,247	556,250	238,520	132,285	133,135	9,011,397
80,620	27,470	35,285	114,735	140,550	63,626	56,770	838,005
1,981,925	247,345	314,375	275,090	255,710	583,685	1,521,775	6,320,495
166,490	219,688	265,926	356,624	644,717	524,093	463,331	4,188,902
1,212,745	1,996,399	3,337,997	390,680	1,374,718	202,660	428,550	14,227,249
285,575	330,355	1,017,215	262,495	234,995	101,960	76,260	4,137,025
581,630	522,105	633,452	835,085	268,010	249,985	1,274,547	7,402,731
132,768	40,100	35,075	71,535	79,057	24,085	278,871	1,857,851
1,905,877	386,900	1,488,500	572,370	663,300	659,725	4,900	9,902,673
62,800	166,610	154,100	114,750	55,420	82,875	34,945	1,069,868
50,554	147,579	79,928	186,216	159,075	151,632	72,112	1,161,124
325,629	1,016,510	310,704	536,340	899,619	380,460	416,255	4,699,297
—	—	841,350	819,600	89,500	127,200	24,650	2,240,950
—	138,325	286,155	384,812	351,828	361,930	257,297	2,699,666
—	—	819,490	46,900	19,800	102,200	163,895	1,608,813
—	—	307,090	49,930	187,240	143,530	96,690	1,305,570
100,800	449,225	563,450	138,350	560,200	152,575	211,250	2,899,670
303,122	725,979	1,598,473	577,595	542,382	526,880	882,205	7,338,488
505,017	188,395	306,600	542,097	323,380	318,885	393,460	3,747,320
9,909	16,684	24,845	53,926	16,958	10,725	15,310	355,414
55,550	28,870	4,450	75,835	27,600	35,525	24,050	400,242
403,792	772,855	13,550	—	62,650	3,250	87,700	1,651,962
5,725	54,950	74,200	257,810	361,690	63,810	363,255	1,220,040
—	—	393,520	67,045	1,518,294	179,900	431,000	2,949,309
—	—	334,682	1,338,156	—	128,655	739,059	2,806,502
—	—	56,575	141,800	139,120	76,925	105,975	1,021,500
<b>11,585,701</b>	<b>16,046,898</b>	<b>21,776,858</b>	<b>15,826,175</b>	<b>12,766,499</b>	<b>9,015,283</b>	<b>12,376,928</b>	<b>153,307,834</b>

par province

21,001	411,395	2,037,786	2,386,284	1,682,461	1,280,370	1,341,480	14,157,593
1,483,107	2,385,035	2,997,147	2,640,164	1,598,705	1,223,853	1,436,839	22,524,708
1,991,685	5,801,594	3,480,223	2,704,686	1,150,070	1,317,910	1,231,267	29,412,872
4,228,365	3,315,892	5,568,965	2,119,974	2,778,150	1,662,383	3,764,463	36,276,402
2,477,628	1,757,699	2,068,307	1,481,211	1,356,471	1,298,777	807,083	18,690,813
100,800	587,550	2,817,535	1,439,592	1,208,568	887,435	753,782	10,754,669
808,139	914,374	1,905,073	1,119,692	865,762	845,765	1,275,665	11,085,808
474,976	873,359	117,045	387,571	468,898	113,310	490,315	3,627,658
—	—	784,777	1,547,001	1,657,414	385,480	1,276,034	6,777,311
<b>11,585,701</b>	<b>16,046,898</b>	<b>21,776,858</b>	<b>15,826,175</b>	<b>12,766,499</b>	<b>9,015,283</b>	<b>12,376,928</b>	<b>153,307,834</b>

Dans sa comparaison avec le même tableau de l'année 1941, il est à remarquer que le tableau n° 3 ci-dessus n'établit une statistique parallèle qu'en ce qui concerne les amendes, les confiscations de marchandises et les confiscations de bénéfices illicites.

La fréquence d'application de l'amende s'est maintenue dans une proportion équivalente à celle trouvée pour l'année 1941, eu égard au nombre des affaires dans lesquelles il y a eu condamnation : 86,917 prononcés d'amende en 1942 contre 64,254 en 1941.

Les confiscations de marchandises se sont considérablement accrues : 71,862 cas contre 38,477 en 1941.

Quant aux confiscations de bénéfices illicites (680 confiscations en 1942 contre 795 en 1941); il y a lieu de tenir compte de la difficulté, d'une part, de déceler les bénéfices illicites, de l'expérience acquise, d'autre part, des contrevenants avertis.

Les rapports mensuels des juridictions, qui forment la matière première de la statistique de 1942, n'ont pas permis de distinguer, comme en 1941, entre le caractère provisoire ou définitif des fermetures d'établissement et des interdictions de profession.

La distinction effectuée par ces rapports s'est fixée à tort sur la fermeture d'établissement, d'une part, et sur l'interdiction de profession, d'autre part, qu'elles soient définitives ou temporaires.

La comparaison avec les résultats inscrits dans la statistique de 1941 pour l'application de la sanction de cette nature n'est donc possible qu'au total : 189 fermetures d'établissement ou interdictions de profession ont été prononcées en 1942 contre 692 en 1941.

Les rapports mensuels n'ayant pas tenu compte des cas d'application de la publication de la sentence, les données à ce sujet font défaut dans la statistique de 1942.

#### Les amendes.

Le tableau n° 4 ci-devant énonce par juridiction et par mois les montants globaux des amendes qui ont été prononcées.

En tenant compte de ce que, pour le Royaume, 86,917 peines d'amende ont été prononcées et que le montant total des amendes s'élève à 153,307,834 francs, le montant moyen de l'amende appliquée est de 1,764 francs.

La diminution tant du montant des amendes prononcées que de la moyenne appliquée est considérable par rapport à l'année 1941, dont le montant moyen de l'amende s'élevait à 3,209 fr.

La comparaison du montant moyen d'amende appliqué par province en 1942 et en 1941 se présente comme suit :

PROVINCES	Montant moyen d'amende en 1941		Montant moyen d'amende en 1942	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Brabant . . . . .	3,745	100	1,450	39
Anvers . . . . .	2,297	100	1,405	61
Hainaut . . . . .	2,631	100	1,835	70
Flandre orientale . . . . .	5,498	100	2,470	45
Flandre occidentale . . . . .	2,469	100	1,102	44.5
Liège . . . . .	2,714	100	1,828	67
Limbourg . . . . .	2,757	100	1,691	61
Luxembourg . . . . .	1,818	100	2,410	132.5
Namur . . . . .	5,790	100	2,302	40
<i>Le Royaume :</i>	<b>3,209</b>	<b>100</b>	<b>1,764</b>	<b>55</b>

On constate, sauf pour la province de Luxembourg dont la moyenne d'amende la plus basse en 1941 s'est relevée notablement, que par-

tout la moyenne de l'amende appliquée a fléchi en 1942.

L'explication de ce phénomène doit être re-

cherchée dans des causes d'ordre général dont les suivantes peuvent être retenues :

- 1° Le fait que dans la quasi totalité des textes législatifs réglementant le ravitaillement et les prix, des peines d'emprisonnement ont été introduites et que, partant, les affaires graves se trouvent déferées aux parquets;
- 2° L'expérience, d'autre part, acquise par les juridictions (qui s'occupent de l'exécution de leurs sentences) que les amendes trop élevées restent impayées, et qu'il est préférable d'en diminuer le taux pour en obtenir le paiement;
- 3° L'institution de la procédure spéciale de transaction, de nature à multiplier les confiscations de marchandises et à diminuer l'application de l'amende;
- 4° Il y a enfin à prendre en considération qu'en 1942 le Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement a institué l'amende provisoire à l'intention des agriculteurs en défaut de fournir leur contingent de céréales ou de produits agricoles.

Les montants de ces amendes prononcées sous condition résolutoire (car les délinquants pouvaient en obtenir l'exonération partielle ou totale moyennant livraison d'une partie ou de l'entière du manquant dont ils étaient redevables), n'ont pas été portés dans le compte des

amendes appliquées, tandis que les sentences qui en faisaient l'objet pouvaient venir se joindre aux affaires terminées.

Ainsi ont été rendues au cours de l'année 1942, 8,098 sentences d'amende provisoire pour le Royaume, se répartissant par province comme suit :

Brabant	652
Anvers	158
Hainaut	1,975
Flandre orientale	2,308
Flandre occidentale	1,739
Liège	808
Limbourg	213
Luxembourg	12
Namur	233

Il n'a pas été possible de suivre exactement le sort de ces 8,098 sentences provisoires et ceci aussi peut avoir influé sur la hauteur de la moyenne d'amende trouvée par la statistique.

#### Les confiscations de bénéfice illicite.

Au cours de l'année 1942 il y a eu 680 confiscations de bénéfice illicite pour un import total de 5,734,600 francs, laissant une moyenne pour le Royaume de 8,433 francs par cas de bénéfice illicite constaté.

Le tableau n° 5 ci-après en trace la répartition par mois et par siège de juridiction.

#### La contrainte par corps.

Une question unique a été posée à ce sujet dans les formulaires du rapport mensuel des juridictions, et notamment :

« Nombre de cas dans lesquels il a été fait application de la contrainte par corps. »

Les réponses n'ont pas été uniformes, ni même assez précises pour pouvoir en tirer une donnée d'ensemble. Car si, en principe, l'application de la contrainte par corps devait n'être considérée que sous la forme de l'emprisonnement subsidiaire effectif, dans la pratique, l'exécution de la contrainte par corps fut considérée comme en cours dès le premier acte de procédure, c'est-à-dire aussitôt que le cas était signalé à la juridiction par un procès-verbal du receveur des amendes, en vertu de l'article 11, § 4, de l'arrêté du 29 juin 1942.

Les efforts faits par la suite pour obtenir, même par voie d'à-comptes, le paiement de l'amende due, d'une part, l'encombrement des prisons et des maisons d'arrêt, d'autre part, étaient de nature à prolonger la procédure engagée et à créer quantité d'applications de contraintes par corps en cours, diversement interprétées et inscrites au hasard de l'appréciation de chaque juridiction dans les rapports.

La statistique n'a pu faire qu'un essai pour retracer, dans la mesure où ces renseignements étaient fournis, l'exécution des contraintes par corps qui, au cours de l'année 1942, auraient abouti, soit au paiement intégral des amendes dues, soit à la purge de la peine d'emprisonnement subsidiaire, exécutions qui s'élevaient à environ 358 cas pour le Royaume.

(Suite page 301)

Tableau n° 5. — BÉNÉFICES ILLICITES CONFISQUÉS PAR SENTENCE  
DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ  
RÉPARTITION PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE 1	Nombre de cas de confiscation													Total des sommes confisquées 15	Moyenne de bénéfice par cas 16
	en janv. 2	en févr. 3	en mars 4	en avril 5	en mai 6	en juin 7	en juil. 8	en août 9	en sept. 10	en oct. 11	en nov. 12	en déc. 13	au total 14		
Bruxelles . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2,042	2,042
Bruxelles (agglomération). . . . .	8	2	8	9	—	—	—	9	14	15	9	11	85	2,064,491	24,288
Louvain . . . . .	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	25,569	12,784
Nivelles . . . . .	2	2	—	—	—	—	—	6	—	—	—	1	11	15,245	1,385
Anvers . . . . .	1	1	3	—	4	—	—	—	1	—	—	1	11	283,750	25,795
Anvers (agglomération) . . . . .	2	—	2	5	1	2	1	1	5	1	—	—	20	469,895	23,494
Malines . . . . .	18	4	—	3	1	1	1	3	5	2	—	—	38	45,077	1,186
Turnhout . . . . .	—	1	5	—	—	—	—	—	1	2	—	—	9	16,412	1,823
Mons . . . . .	—	—	1	1	1	—	1	3	—	2	—	1	10	115,618	11,561
Charleroi . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi (agglomération). . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ath . . . . .	7	5	1	8	—	—	4	—	1	—	3	—	29	14,736	508
Soignies . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thuin . . . . .	3	—	1	1	—	—	4	3	4	—	—	—	16	18,627	1,164
Tournai . . . . .	22	32	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	57	31,417	551
Gand-Eekloo . . . . .	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	4	9,227	2,306
Gand (agglomération) . . . . .	6	8	2	5	2	3	1	2	2	2	8	11	52	624,200	12,003
Alost . . . . .	—	—	2	2	5	6	1	5	—	1	9	3	34	931,419	27,394
Audenarde . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde-Saint-Nicolas . . . . .	1	2	—	2	3	2	2	8	3	2	1	2	28	323,996	11,571
Bruges-Ostende . . . . .	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	68,385	1,367
Courtrai . . . . .	1	2	3	2	—	5	1	6	—	—	—	—	20	268,999	13,449
Furnes Dixmude . . . . .	3	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1	2	11	16,497	1,499
Roulers-Tielt . . . . .	9	3	11	13	2	5	13	15	12	13	10	10	116	164,996	1,422
Ypres . . . . .	16	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	20	44,529	2,226
Liège . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4,400	4,400
Liège (agglomération) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy . . . . .	1	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	3	7	35,447	5,063
Verviers . . . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	61,100	15,275
Waremmé . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt-Maaseik . . . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	182	182
Tongres . . . . .	1	5	1	—	3	—	—	—	—	—	3	2	15	28,378	1,891
Arlon-Virton . . . . .	5	—	1	—	—	—	5	—	—	—	—	1	12	34,969	2,914
Bastogne . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne . . . . .	—	—	2	—	1	2	—	—	—	—	—	—	5	2,010	402
Neufchâteau . . . . .	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	4	6	1,963	327
Namur . . . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	3	8,719	2,906
Dinant . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2,305	1,152
Philippeville . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	157	74	50	54	24	29	35	63	49	43	47	55	680	5,734,600	8,433

## Récapitulation par province

Brabant . . . . .	10	5	8	9	—	1	—	15	14	15	10	12	99	2,107,347	21,286
Anvers . . . . .	21	6	10	8	6	3	2	4	12	5	—	1	78	815,134	10,450
Hainaut . . . . .	32	37	4	10	1	1	9	6	5	2	4	1	112	180,398	1,610
Flandre orientale . . . . .	7	11	4	9	10	11	4	16	5	6	19	16	118	1,888,842	16,007
Flandre occidentale . . . . .	79	9	15	16	3	10	15	21	13	13	11	12	217	563,406	2,596
Liège . . . . .	1	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	6	12	100,947	8,412
Limbourg . . . . .	1	5	1	1	3	—	—	—	—	—	3	2	16	28,560	1,785
Luxembourg . . . . .	5	—	4	—	1	3	5	—	—	—	—	5	23	38,942	1,693
Namur . . . . .	1	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	5	11,024	2,204
<i>Totaux :</i>	157	74	50	54	24	29	35	63	49	43	47	55	680	5,734,600	8,433

Pour permettre, en outre, d'avoir une idée du nombre des procédures de contrainte par corps dont les juridictions ont été saisies, le tableau

ci-après reproduit le nombre des contraintes par corps restant en suspens devant les juridictions fin décembre 1942.

Tableau n° 6. — APPLICATION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION. — RÉCAPITULATION PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Procédures de contrainte par corps terminées	Procédures de contrainte par corps en suspens fin 1942	ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Procédures de contrainte par corps terminées	Procédures de contrainte par corps en suspens fin 1942
Bruxelles	4	37	Bruges-Ostende	19	25
Bruxelles (agglomération)	95	546	Courtrai	—	1,231
Louvain	12	198	Furnes-Dixmude	—	164
Nivelles	—	14	Roulers-Tielt	9	189
Anvers	1	97	Ypres	11	967
Anvers (agglomération)	—	278	Liège	3	89
Malines	11	363	Liège (agglomération)	—	410
Turnhout	—	—	Huy	—	57
Mons	10	148	Verviers	—	8
Charleroi	1	96	Wareme	—	77
Charleroi (agglomération)	41	183	Hasselt-Maaseik	6	339
Ath	12	14	Tongres	6	60
Soignies	—	66	Arlon-Virton	—	67
Thuin	—	60	Bastogne	—	70
Tournai	—	59	Marche-en-Famenne	—	45
Gand-Eekloo	—	250	Neufchâteau	—	62
Gand (agglomération)	11	144	Namur	—	13
Alost	21	440	Dinant	—	24
Audenarde	46	303	Philippeville	—	—
Termonde-St-Nicolas	39	222			
			<i>Totaux :</i>	<b>358</b>	<b>7,415</b>

Récapitulation par province

Brabant	111	795	Liège	3	641
Anvers	12	738	Limbourg	12	399
Hainaut	64	626	Luxembourg	—	244
Flandre orientale	117	1,359	Namur	—	37
Flandre occidentale	39	2,576			
			<i>Le Royaume :</i>	<b>358</b>	<b>7,415</b>

## DEUXIÈME PARTIE

Jurisdiction du 2<sup>e</sup> degré. — Gouverneurs de Province

Le tableau n° 7 présenté ci-dessous est scindé, aux fins de pouvoir tenir compte des affaires restées en suspens devant les juridictions de deuxième instance à la fin de l'année 1941 et s'élevant à 6,562 affaires pour le Royaume.

Le tableau 7A donne le total des affaires inscrites aux juridictions de deuxième instance en 1942 et s'élevant pour le Royaume à 24,820 affaires.

Le tableau 7B répartit les 17,176 appels nouveaux portés devant les juridictions en 1942, par province et par mois.

La comparaison des tableaux 7A et 7B avec le tableau 7 de la statistique de 1941 fait ressortir une diminution proportionnelle des appels inter-

Tableau n° 7A. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES AUX JURIDICTIONS DE DEUXIÈME INSTANCE

PROVINCES	Affaires pendantes à la fin de 1941	Appels reçus pendant l'année	Affaires tirées à soi par évocation	Total
1	2	3	4	5
Brabant . . . . .	1,360	1,809	179	3,348
Anvers . . . . .	964	2,838	118	3,920
Hainaut . . . . .	316	1,883	94	2,293
Flandre orientale . . . . .	1,055	4,090	16	5,161
Flandre occidentale . . . . .	899	1,956	130	2,985
Liège . . . . .	207	957	83	1,247
Limbourg . . . . .	1,502	2,509	100	4,111
Luxembourg . . . . .	184	628	110	922
Namur . . . . .	75	506	252	833
<i>Totaux :</i>	6,562	17,176	1,082	24,820

Tableau n° 7B. — RÉPARTITION DES APPELS REÇUS, PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Brabant . . . . .	182	209	221	195	55	15	2	105	220	213	226	166	1,809
Anvers . . . . .	224	207	177	171	285	335	263	181	397	230	185	183	2,838
Hainaut . . . . .	155	116	169	174	125	134	210	221	199	167	113	100	1,883
Flandre orientale . . . . .	323	334	258	248	325	449	465	348	399	317	307	317	4,090
Flandre occidentale . . . . .	213	124	164	185	188	172	220	105	151	182	110	142	1,956
Liège . . . . .	89	85	101	96	23	30	20	91	123	94	58	147	957
Limbourg . . . . .	182	234	263	107	280	289	146	205	374	165	206	58	2,509
Luxembourg . . . . .	61	49	83	56	25	88	63	37	58	45	26	37	628
Namur . . . . .	22	31	58	61	42	7	35	29	78	53	55	35	506
<i>Totaux :</i>	1,451	1,389	1,494	1,293	1,348	1,519	1,424	1,322	1,999	1,466	1,286	1,185	17,176

jetés devant la juridiction de deuxième instance et dont l'importance peut s'établir comme suit :

ANNÉE	Nombre des affaires terminées en 1 <sup>re</sup> instance	%	Nombre des appels interjetés devant la 2 <sup>e</sup> instance	%
1941	* 103,364	100	17,893	17.3
1942	192,405	100	17,176	8.9

\* A noter que le nombre des affaires terminées en 1941 retenu pour la comparaison est le nombre réel des affaires terminées de mars à décembre 1941 : 86,137, majoré de 2 dixièmes.

Cependant l'activité des juridictions de deuxième instance a, en fait, été plus chargée en 1942, année comportant 24,820 affaires inscrites, qu'en 1941, année n'accusant que 17,199 affaires inscrites.

Les affaires terminées en 1942 se sont élevées à 18,698 affaires contre 11,785 en 1941, soit une majoration de 60 %.

Le tableau ci-après en fait le relevé par mois.



Tableau n° 8. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TERMINÉES ET RESTANT À JUGER EN DEUXIÈME INSTANCE PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	Nom- bre des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES													Affai- res restant à juger à la fin de l'année
		de janv.	de févr.	de mars	d' avril	de mai	de juin	de juil.	d' août	de sept.	d' oct.	de nov.	de déc.	au total en 1942	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Brabant . . . . .	3,348	340	265	359	205	27	11	2	70	199	147	309	335	2,269	1,079
Anvers . . . . .	3,920	293	305	331	343	309	318	245	214	190	—	542	344	3,434	486
Hainaut . . . . .	2,293	158	217	174	87	24	217	187	81	142	203	75	72	1,637	656
Flandre orientale . . . . .	5,161	467	556	616	380	244	331	237	317	517	163	57	573	4,458	703
Flandre occidentale . . . . .	2,985	191	119	202	221	199	163	290	121	150	136	242	168	2,202	783
Liège . . . . .	1,247	70	111	45	138	70	82	52	73	51	70	72	42	876	371
Limbourg . . . . .	4,111	78	185	54	56	62	60	69	105	107	410	242	891	2,319	1,792
Luxembourg . . . . .	922	102	58	75	—	110	12	38	79	89	41	65	47	716	206
Namur . . . . .	833	36	24	69	14	13	10	251	118	34	81	69	68	787	46
<b>Le Royaume :</b>	<b>24,820</b>	<b>1,735</b>	<b>1,840</b>	<b>1,925</b>	<b>1,444</b>	<b>1,058</b>	<b>1,204</b>	<b>1,371</b>	<b>1,178</b>	<b>1,479</b>	<b>1,251</b>	<b>1,673</b>	<b>2,540</b>	<b>18,698</b>	<b>6,122</b>

Des 18,698 affaires terminées, 181 ont été transmises au parquet, 209 ont été évoquées par la juridiction du troisième degré, 651 appels ont été rejetés pour incompétence ou nullité, 17,119 affaires ont été jugées au fond par 2,658 acquit-

tements, 9,112 confirmations de la première sentence, 4,900 infirmations en tout ou en partie de la première sentence et 449 sentences sur évocation.

C'est ce qu'établit le tableau n° 9 ci-après.

Tableau n° 9. — AFFAIRES TERMINÉES EN DEUXIÈME INSTANCE, CLASSÉES D'APRÈS LA NATURE DES DÉCISIONS INTERVENUES

PROVINCES	Affaires terminées par			Affaires terminées par un jugement au fond						Affaires termi- nées d'une manière non définie	TOTAL des affaires termi- nées
	trans- mission au Parquet	évoca- tion par le 3° degré de jurisdic- tion	une sentence d'incom- pétence ou constatant la nullité de l'appel	en ac- quittant	en confir- mant les peines pro- noncées en 1 <sup>re</sup> Instance	en modifiant la décision de 1 <sup>re</sup> instance par		en rendant une sentence sur évoca- tion	Total		
						une di- minution des peines	une ag- grava- tion des peines				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Brabant . . . . .	13	13	73	373	1,045	603	20	129	2,170	—	2,269
Anvers . . . . .	48	1	12	484	2,056	606	202	25	3,373	—	3,434
Hainaut . . . . .	43	22	140	110	757	260	300	5	1,432	—	1,637
Flandre orientale . . . . .	—	8	—	355	2,884	741	54	6	4,040	410	4,458
Flandre occidentale . . . . .	32	1	92	190	1,051	780	56	—	2,077	—	2,202
Liège . . . . .	—	—	—	125	389	169	163	30	876	—	876
Limbourg . . . . .	40	21	172	842	592	406	118	—	1,958	128	2,319
Luxembourg . . . . .	—	13	98	94	240	41	228	2	605	—	716
Namur . . . . .	5	130	64	85	98	67	86	252	588	—	787
<b>Le Royaume :</b>	<b>181</b>	<b>209</b>	<b>651</b>	<b>2,658</b>	<b>9,112</b>	<b>3,673</b>	<b>1,227</b>	<b>449</b>	<b>17,119</b>	<b>538</b>	<b>18,698</b>

Le tableau n° 10 ci-après est destiné à servir de complément au tableau n° 4 sur l'import des amendes prononcées en première instance.

Les diminutions et les augmentations d'amende contenues dans les décisions de deuxième in-

stance, ainsi que les amendes nouvelles prononcées sur évocation par la juridiction d'appel sont, en effet, de nature à modifier dans une proportion sérieuse le montant définitif des amendes à percevoir par l'Etat.

Les données du tableau n° 10 qui semblent, au total, déterminantes d'une forte diminution de l'import des amendes, doivent être soumises à la réserve déjà antérieurement exprimée, no-

tamment que les amendes provisoires dont les délinquants étaient exonérés peuvent avoir été considérées dans les rapports mensuels comme des diminutions d'amende.

**Tableau n° 10. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN DEUXIÈME INSTANCE DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE**

PROVINCES	TOTAL des décisions modificatives ou nouvelles, (colonnes 5, 7, 8, 9 du tableau n° 9)	NOMBRE des diminutions de l'amende	NOMBRE des augmentations de l'amende	MONTANT global des diminutions accordées	MONTANT global des augmentations prononcées	DIFFÉRENCE en moins ou en plus de l'import des amendes relevées en 1 <sup>re</sup> instance
1	2	3	4	5	6	7
Brabant . . . . .	1,125	933	100	5,569,175	396,100	— 5,173,075
Anvers . . . . .	1,317	736	223	3,175,677	1,985,001	— 1,190,676
Hainaut . . . . .	675	615	301	4,362,474	4,593,435	+ 230,961
Flandre orientale . . . . .	1,156	1,042	40	9,940,467	264,650	— 9,675,817
Flandre occidentale . . . . .	1,026	970	56	5,820,532	1,025,533	— 4,794,999
Liège . . . . .	487	548	310	1,752,798	1,407,220	— 345,578
Limbourg . . . . .	1,366	406	118	713,617	711,412	— 2,205
Luxembourg . . . . .	365	135	230	524,795	174,250	— 350,545
Namur . . . . .	490	139	380	289,977	1,108,587	+ 818,610
<i>Totaux :</i>	<b>8,007</b>	<b>5,524</b>	<b>2,258</b>	<b>32,149,512</b>	<b>11,666,188</b>	<b>— 20,483,324</b>

TROISIEME PARTIE

**Juridiction de troisième instance**

Les renseignements statistiques développés ci-après résultent des états fournis par les chefs juridiques départementaux, délégués pour exercer la juridiction de troisième instance.

Tableau n° 11. — APERÇU GÉNÉRAL DES APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES EN TROISIÈME INSTANCE, PAR PROVINCE OU OFFICE CENTRAL DE MARCHANDISES, D'ORIGINE DE L'INSTANCE DONT RECOURS

PROVINCES	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tè- m- bre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre	Total
Brabant	81	48	57	168	61	27	31	452	487	629	1,074	61	3,176
Anvers	97	69	67	91	75	86	66	271	336	326	313	176	1,973
Hainaut	36	62	34	83	45	43	113	83	231	136	173	21	1,060
Flandre orientale	259	121	159	188	79	134	15	202	590	38	411	74	2,270
Flandre occidentale	12	29	38	40	3	41	3	104	185	189	267	3	914
Liège	88	6	8	30	3	18	44	31	40	12	31	2	363
Limbourg	39	18	10	15	12	27	19	146	498	28	642	4	1,458
Luxembourg	10	19	3	26	292	4	—	9	7	11	48	60	489
Namur	2	5	4	28	10	15	9	56	36	24	5	7	201
<i>Total :</i>	624	377	380	669	580	395	300	1,354	2,410	1,393	3,014	408	11,904
Offices Centraux de marchan- dises :													
du cuir	2	—	16	—	8	2	2	5	—	8	2	10	55
des textiles	1	1	6	8	10	15	35	26	19	13	20	9	163
des corps gras industriels.	—	—	1	1	—	—	—	3	1	—	—	—	6
du bois	—	—	—	—	—	3	—	—	16	17	1	6	43
du diamant	—	7	1	5	3	5	5	—	—	—	—	—	26
des produits chimiques	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
autres organismes	2	1	1	1	1	—	16	2	—	3	4	7	38
<i>Total :</i>	5	9	25	15	22	25	58	37	36	41	27	33	333
TOTAL GENERAL :	629	386	405	684	602	420	358	1,391	2,446	1,434	3,041	441	12,237

La comparaison du tableau n° 11 avec celui sous même numéro de l'année 1941 marque une augmentation très considérable (300 %) de la charge de la juridiction de troisième instance.

Cet accroissement d'affaires en troisième in-

stance incombe numériquement le plus, et de loin, au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, mais vient grever proportionnellement le rôle des trois juridictions, comme le démontre le tableau ci-après.

Tableau n° 12. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES.  
APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES PAR LA JURIDICTION DE TROISIÈME INSTANCE,  
RÉPARTIS PAR HAUTE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE ET PAR MOIS

JURIDICTION DU	AFFAIRES restant en suspens fin 1941	APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES EN 1942												Total	Total général
		Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tem- bre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre		
Ministère de l'A- griculture et du Ravitaillement . . . . .	1,004	428	259	231	463	473	301	226	1,251	2,322	1,215	2,803	220	10,192	11,196
Ministère des Af- faires Économi- ques . . . . .	2	17	21	49	55	38	46	62	55	56	58	36	51	544	546
Commissariat aux Prix et aux Salaires . . . . .	415	184	107	125	166	91	73	70	85	68	161	202	170	1,502	1,917
<i>Le Royaume :</i>	1,421	629	387	405	684	602	420	358	1,391	2,446	1,434	3,041	441	12,238	13,659

A la solution de ces 13,659 affaires inscrites en 1942, les juridictions de troisième instance ont fait face de la façon déterminée au tableau n° 13 ci-après, ne laissant que 2,241 affaires en suspens à la fin de l'année.

Tableau n° 13. — APERÇU DES AFFAIRES TERMINÉES ET DES DÉCISIONS INTERVENUES  
EN TROISIÈME INSTANCE

JURIDICTION DU	NOMBRE des affaires inscrites	AFFAIRES TERMINÉES PAR			AFFAIRES TERMINÉES PAR UNE SENTENCE AU FOND				TOTAL des affaires ter- minées	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année
		la transmis- sion au Parquet	une sentence d'incom- pétence ou consta- tant la nullité du recours	un laissé sans suite	en acquittant	en confir- mant les peines pronon- cées en 2 <sup>e</sup> instance	en modifiant en tout ou en partie les peines pronon- cées	en rendant une sentence sur évoca- tion		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Ministère de l'Agricul- ture et du Ravitail- lement . . . . .	11,196	148	144	5,751	174	2,085	889	1,084	10,275	921
Ministère des Affaires Economiques . . . . .	546	12	93	—	21	65	62	3	256	290
Commissariat aux Prix et Salaires . . . . .	1,917	70	37	—	34	276	329	141	887	1,030
<i>Le Royaume :</i>	13,659	230	274	5,751	229	2,426	1,280	1,228	11,418	2,241

Tableau n° 14. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN TROISIÈME INSTANCE  
DES AMENDES PRONONCÉES PAR LES JURIDICTIONS DE 1<sup>re</sup> ET DE 2<sup>e</sup> INSTANCE

JURIDICTION DU	TOTAL des décisions modificatives ou nouvelles (col. n° 6, 8 et 9 du tableau n° 13)	NOMBRE des diminutions de l'amende	NOMBRE des augmentations de l'amende ou d'amendes nouvelles	MONTANT global des diminutions accordées	MONTANT global des augmentations prononcées et d'amendes nouvelles	DIFFÉRENCE en moins ou en plus de l'import des amendes relevées en 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> in- stance
1	2	3	4	5	6	7
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	2,147	572	1,173	4,045,483	1,548,424	— 2,497,059
Ministère des Affaires Économiques	86	39	29	1,095,760	1,000,750	— 95,010
Commissariat aux Prix et aux Salaires	504	159	299	3,725,714	6,484,954	+ 2,759,240
<i>Le Royaume :</i>	2,737	770	1,501	8,866,957	9,034,128	+ 167,171



# TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos	5

## SECTION I

### STATISTIQUE PÉNALE

Organisation des travaux statistiques	9
---------------------------------------	---

#### PREMIÈRE PARTIE

#### Statistique de l'administration de la justice pénale

##### Police judiciaire et instruction

	Pages
Introduction	13
Tableau n° 1. — Etat des travaux des parquets	16
Commentaire du tableau n° 1	17
Tableau n° 1bis. — Parquets. — Transactions	18
Tableau n° 2. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. — Résultats de l'instruction	19
Tableau n° 3. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts	20
Tableau n° 4. — Ordonnances de la Chambre du Conseil qui ont été soumises à la Chambre des mises en accusation	20
Tableau n° 5. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises	21
Tableau n° 6. — Détention préventive. — Prévenus acquittés en appel	21
Tableau n° 7. — Détention préventive. — Inculpés déchargés des poursuites par les Chambres des mises en accusation	21
Tableau n° 8. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les Chambres du Conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels	22

##### Tribunaux de police

Introduction	24
Tableau n° 9. — Transactions proposées par les officiers du ministère public près les tribunaux de police	25
Tableau n° 10. — Etat des affaires et des inculpés jugés par les tribunaux de police	28
Tableau n° 11. — Résultat des poursuites en matière de police d'après la nature des infractions	35
Tableau n° 12. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels	35
Tableau n° 13. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, art. 9, 10, 11 et 11bis (obligation scolaire) :	
A) Chefs de famille poursuivis devant les juges de paix	36
B) Chefs de famille poursuivis devant le juge des enfants	37

##### Tribunaux correctionnels

Introduction	38
Tableau n° 14. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper	40
Tableau n° 15. — Affaires jugées par une chambre à trois juges, par un juge unique	41
Introduction au tableau n° 16	42
Tableau n° 16. — Prévenus jugés en premier ressort par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	43
Tableau n° 16bis. — Nombre et durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort	54
Tableau n° 17. — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel	55
Introduction au tableau n° 18	56
Tableau n° 18. — Prévenus jugés, en premier ressort par chaque tribunal correctionnel pendant l'année, d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	58
Tableau n° 18bis. — Prévenus jugés, en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel pendant l'année et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel	94
Introduction au tableau n° 19	96
Tableau n° 19. — Résultat détaillé des poursuites devant les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires	98
Tableau n° 20. — Rechutes après une condamnation conditionnelle :	
A) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle	102
B) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police	102
<b>Cours d'appel</b>	
Introduction	103
Tableau n° 21. — Affaires correctionnelles portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus	104

Cours d'assises	Pages
Introduction . . . . .	105
Tableau n° 22. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :	
1° Nombre et nature des affaires jugées, nombre des individus poursuivis . . . . .	106
2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés . . . . .	106
Tableau n° 23. — Affaires criminelles jugées contradictoirement :	
1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées . . . . .	107
2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées . . . . .	108
Tableau n° 24. — Affaires jugées par contumace . . . . .	110
Tableau n° 25. — Délits politiques et de presse . . . . .	110
<b>Conseil de guerre et Cour militaire</b>	
Nōtice . . . . .	111
<b>Cour de cassation</b>	
Introduction . . . . .	111
Tableau n° 28. — Cour de cassation. — 2° chambre . . . . .	112
<b>Application de la loi de défense sociale</b>	
Introduction . . . . .	113
Tableau n° 29. — Application de la loi de défense sociale :	
A) Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentale . . . . .	114
B) Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques . . . . .	115
C) Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement . . . . .	115
D) Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées . . . . .	116

## DEUXIÈME PARTIE

## Statistique criminelle

	Pages
Introduction (Nomenclature en usage pp. 118 à 120) . . . . .	117
Introduction au tableau n° 30 . . . . .	123
Tableau n° 30. — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes, par sexe et par nature d'infractions . . . . .	124
Introduction au tableau n° 31 . . . . .	127
Tableau n° 31. — Etat civil des condamnés . . . . .	128
Introduction au tableau n° 32 . . . . .	135
Tableau n° 32. — Condamnés répartis par profession, état social et par groupe générique de l'infraction commise :	
Hommes . . . . .	137
Femmes . . . . .	142
Récapitulation . . . . .	147
Introduction aux tableaux n°s 33 et 34 . . . . .	148
Tableau n° 33. — Age des condamnés, en sept catégories par sexe et par nature d'infractions . . . . .	149
Tableau n° 34. — Age des condamnés, en treize catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
Hommes . . . . .	150
Femmes . . . . .	152
Hommes et femmes réunis . . . . .	154
Introduction au tableau n° 35 . . . . .	157
Tableau n° 35. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction . . . . .	158
Introduction au tableau n° 36 . . . . .	166
Tableau n° 36. — Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis, en rapport avec le chiffre de la population au 31 décembre 1941 . . . . .	167
Introduction au tableau n° 37 . . . . .	173
Tableau n° 37. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues . . . . .	174
Introduction au tableau n° 38 . . . . .	181
Tableau n° 38. — Ivrognerie . . . . .	182
Tableau n° 39. — Infractions aux articles 1 <sup>er</sup> § 1 et 3 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises . . . . .	185

## SECTION II

## STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE ET DE LA JURIDICTION DU TRAVAIL

Justice civile et commerciale	
Introduction . . . . .	189
1° Justices de paix	
Compétence . . . . .	190
Tableau n° 40. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix . . . . .	192
Commentaire (affaires commerciales) . . . . .	195
Tableau n° 41. — Certaines activités de juridiction gracieuse des juges de paix . . . . .	195

Tableau n° 42. — Actes notariés et droits d'enregistrement y perçus, par canton et par arrondissement . . . . .	196
2° Tribunaux de première instance	
Compétence . . . . .	199
Tableau n° 43. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger . . . . .	200
Tableau n° 44. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Affaires sur requête. — Référés . . . . .	201



<i>Divorce et séparation de corps</i>	Pages
Introduction et commentaire . . . . .	202
Tableau n° 45. — Divorces. — Renseignements divers répartis par arrondissement . . . . .	204
Tableau n° 46. — Séparations de corps. — Renseignement divers répartis par arrondissement . . . . .	206
<i>Adoption</i>	
Introduction . . . . .	208
Tableau n° 47. — Adoptions homologuées par les tribunaux de première instance . . . . .	209
<b>3° Tribunaux de commerce</b>	
Compétence . . . . .	210
Tableau n° 48. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger . . . . .	211
Tableau n° 49. — Ordonnances de référé . . . . .	212
Tableau n° 50. — Lettres de change acceptées, protestées . . . . .	212
<i>Concordats judiciaires</i>	
Introduction . . . . .	213
Tableau n° 51. — Concordats judiciaires . . . . .	213
Tableau n° 52. — Concordats clôturés par liquidation après abandon d'actif. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif . . . . .	214
<i>Faillites</i>	
Introduction . . . . .	214
Tableau n° 53. — Faillites. — Aperçu général . . . . .	215
Tableau n° 54. — Faillites déclarées. — Montant du passif . . . . .	216
Tableau n° 55. — Faillites terminées par concordat. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif . . . . .	217
Tableau n° 56. — Faillites terminées par liquidation. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif . . . . .	217

	Pages
Tableau n° 57. — Faillites terminées par liquidation. — Emploi de l'actif réalisé . . . . .	218
<i>Sursis de paiement</i>	
Introduction . . . . .	218
Tableau n° 58. — Nombre de décisions de justice accordant des sursis provisoires ou définitifs . . . . .	218
<b>4° Cours d'appel</b>	
Compétence . . . . .	219
Tableau n° 59. — Cours d'appel. — Affaires civiles et commerciales. — Causes introduites, terminées et restant à juger . . . . .	220
Commentaire (proportion des affaires civiles et commerciales) . . . . .	221
Tableau n° 60. — Cours d'appel. — Affaires fiscales . . . . .	222
<b>Jurisdiction du travail</b>	
Introduction (méthode statistique) . . . . .	223
A) Conseils de prud'hommes. — Introduction et compétence . . . . .	224
Tableau n° 61. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger . . . . .	225
Commentaire (dépôts de règlements d'ateliers et de dessins et modèles industriels). . . . .	227-228
B) Conseils de prud'hommes d'appel. — Introduction et compétence . . . . .	229
Tableau n° 62. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger . . . . .	229
<b>Cour de Cassation</b>	
Compétence . . . . .	230
Tableau n° 63. — 1 <sup>re</sup> chambre. — Pourvois en matière civile . . . . .	230

## SECTION III

## PROTECTION DE L'ENFANCE

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (note sur les tableaux) . . . . .	235
--------------------------------------------------------------------------------------	-----

## CHAPITRE I

## Déchéance de la puissance paternelle

Tableau A, n° 64. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Articles 1 <sup>er</sup> , 3 et 4 . . . . .	236
Tableau B, n° 65. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle. — Article 7 . . . . .	237
Tableau C, n° 66. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesures prises à l'égard des enfants. — Nature des décisions. — Nombre et sexe des enfants. — Articles 5 et 6 . . . . .	238
Tableau D, n° 67. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle . . . . .	239

Tableau E. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle. — Mouvement de la population pendant l'année. — Situation au 31 décembre des placements familiaux et dans les établissements d'éducation et spéciaux privés . . . . .	238-239
Tableau F, n° 68. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle (non compris ceux confiés à la mère), moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre. — Situation par arrondissement au 31 décembre . . . . .	240

## CHAPITRE II

## Mineurs traduits en justice

Tableau G, n° 69. — Mineurs signalés aux parquets. — Article 12 . . . . .	241
Tableau H, n° 70. — Affaires solutionnées par le parquet. — Article 12 . . . . .	242

	Pages		Pages
Tableau I, n° 71. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper. — Résultats. — Article 12	243	Tableau P, n° 77. — Ordonnances et jugements modificatifs, révisions triennales rendus à l'égard des mineurs. — Nature de la décision nouvelle. — Article 31	249
Tableau J, n° 72. — I. — Mesures de garde provisoire ordonnées. — Durée des mesures qui ont pris fin. Articles 28, 29, 30 et 32 § 5	244	Tableau Q, n° 78. — I. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation privés. — Situation au 31 décembre	250
Tableau K, n° 72. — II. — Mises en observation avant jugement ordonnées. — Durée des observations qui ont pris fin. — Article 21 § 1 <sup>er</sup>	245	Tableau R, n° 78. — II. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation de l'Etat. — Situation au 31 décembre	250
Tableau L, n° 73. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites par arrondissement. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22, 23 et 37	246	Tableau S, n° 79. — Mouvement de la population pendant l'année dans les diverses catégories de mesures prises. — Situation au 31 décembre	252
Tableau M, n° 74. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23	248	Tableau T, n° 80. — Situation par arrondissement au 31 décembre des mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants	254
Tableau N, n° 75. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis	248	Tableau U. — n° 81. — Anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26 <sup>e</sup> année. — Condamnations encourues au 31 décembre depuis leur majorité	255
Tableau O, n° 76. — Résultats définitifs des affaires terminées. — Nature et pourcentage des décisions intervenues	249		

## SECTION IV

## STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

Introduction	259	Tableau n° 84. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	263
Tableau n° 82. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge	261	Tableau n° 85 — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements :	
Tableau n° 83. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	262	A) Dépôts de mendicité	264
		B) Maisons de refuge	265

## SECTION V

STATISTIQUE DES GRÂCES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.  
PATRONAGE DES DÉTENUS. — 1931 à 1942

## I. — Grâces

Introduction	269
Tableau n° 86. — Requêtes en grâce et suites y réservées	269

## II. — Libérations conditionnelles

Introduction	269
Tableau n° 87. — Nombre de propositions et de requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets	271
Tableau n° 88. — Renseignements relatifs aux libérés	272
Tableau n° 89. — Renseignements relatifs aux libérations accordées	272
Tableau n° 90. — Suite des libérations conditionnelles	274

## III. — Patronage des détenus

Introduction	274
Tableau n° 91. — Patronage des détenus	274

## ANNEXE I

**STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE CONTRÔLE  
EN CE QUI CONCERNE L'INSTRUCTION DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS EN MATIÈRE  
DE RAVITAILLEMENT, DE RATIONNEMENT ET DE PRIX**

	Pages		Pages
Introduction	279	Tableau n° 3. — Aperçu général des affaires transmises à une juridiction. — Totaux mensuels pour le royaume (commentaire)	284
Tableau n° 1. — Aperçu général des procès-verbaux reçus et traités. — Totaux mensuels pour le royaume (commentaire)	280	Tableau n° 4. — Affaires transmises à une juridiction. — Totaux par district	285
Tableau n° 2. — Procès-verbaux entrés et traités. — Totaux par district (commentaire)	282		

## ANNEXE II

**STATISTIQUE DE L'ACTIVITÉ DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE**

Introduction	289
--------------	-----

PREMIÈRE PARTIE

Juridiction de première instance

Tableau n° 1A. — Aperçu général des affaires inscrites par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	291
Tableau n° 1B. — Affaires nouvelles introduites, réparties par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	292
Tableau n° 2. — Aperçu général des affaires terminées et des affaires restant à juger par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	293
Tableau n° 3. — Sanctions prononcées par la juridiction de première instance, par arrondissement ou agglomération et par province	295
Tableau n° 4. — Import des amendes prononcées par la juridiction de première instance, par arrondissement ou agglomération et par mois. — Récapitulation par province	296
Tableau n° 5. — Bénéfices illicites, confisqués par sentence de la juridiction administrative du premier degré. — Répartition par arrondissement ou agglomération et par province	300
Tableau n° 6. — Application de la contrainte par corps, par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	301

DEUXIÈME PARTIE

Juridiction en 2° degré. — Gouverneurs de province

Tableau n° 7A. — Aperçu général des affaires inscrites aux juridictions de deuxième instance	302
Tableau n° 7B. — Répartition des appels reçus par province et par mois	302
Tableau n° 8. — Aperçu général des affaires terminées et restant à juger en deuxième instance, par province et par mois	303
Tableau n° 9. — Affaires terminées en deuxième instance, classées d'après la nature des décisions intervenues	303
Tableau n° 10. — Diminution et augmentation en deuxième instance des amendes prononcées par la juridiction de première instance	304

TROISIÈME PARTIE

Juridiction de troisième instance

Tableau n° 11. — Aperçu général des appels reçus et évocations faites en troisième instance, par province ou office central de marchandises d'origine de l'instance dont recours	305
Tableau n° 12. — Aperçu des affaires inscrites. Appels reçus et évocations faites par la juridiction de troisième instance, répartis par haute autorité administrative et par mois	306
Tableau n° 13. — Aperçu des affaires terminées et des décisions intervenues en troisième instance	306
Tableau n° 14. — Diminution et augmentation en troisième instance des amendes prononcées par la juridiction de première et de deuxième instance	307



# Publications de L'OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

Toutes les publications figurant dans cette liste peuvent être consultées à la Bibliothèque Fonds Quetelet, 3, rue de Louvain (3<sup>e</sup> étage), à Bruxelles. Celles pour lesquelles il y a une indication de prix sont en vente à l'Office Central de Statistique, 68, rue Royale, à Bruxelles. — Compte chèques postaux n° 828.26.

## A. — STATISTIQUES GÉNÉRALES

- Documents statistiques sur le Royaume :** 1<sup>er</sup> à 6<sup>e</sup> (recueil), publication officielle, 1832 à 1841.
- Documents statistiques,** de 1857 à 1869 (13 vol.).
- Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge :** publication annuelle, 1<sup>re</sup> année : 1870. Prix : 20 fr., étranger : 5.25 belgas. A partir de 1942 : 40 fr., étranger : 10.50 belgas.
- Résumé comparatif des principales données de l'Annuaire** (1912, 1913). Prix : 2.50 fr.
- Aperçus statistiques sur la Belgique** (tiré à part de l'Introduction de l'Annuaire), 1923, 1935. Prix : 5 fr.
- Bulletin trimestriel** publié par (le Bureau de la Statistique Générale) l'Office Central de Statistique : 1<sup>re</sup> année, n° 1 (sept. 1909) à 21<sup>e</sup> année, n° 84 (déc. 1935). Le numéro : 2 fr., étranger : 0.50 belga.
- Bulletin de Statistique** publié par l'Office Central de Statistique : nouvelle série, 22<sup>e</sup> année, n° 1 (janvier 1936) ; mensuel. Abonnement : 25 fr. l'an, le numéro : 3 fr., étranger : respectivement : 6 et 0.70 belgas. A partir de 1943, abonnement : 50 fr. l'an, le numéro : 6 fr., étranger : respectivement 12 et 1.40 belgas.
- Exposé de la situation du Royaume :** de 1841 à 1850, de 1851 à 1860, de 1861 à 1875, de 1876 à 1900 (3 vol.). Tome I, épuisé. Tomes II et III : 25 fr. le volume.
- Bulletin de la Commission Centrale de Statistique,** de 1843 à 1920. Tome XXI (2 vol.), 1921 : 20 fr. par volume, Tome XXII, 1928 : 50 fr.

## B. — STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

- Recensements généraux,** 1846, 1856, 1866, 1876, 1880, 1890 (2 vol. à 25 fr.), 1900 (2 vol. à 25 fr.), 1910 (5 vol. à 20 fr.), 1920 (3 vol. à 50 fr.).
- Recensement général de la population au 31 décembre 1930 :**
- TOME I :** *Exposé des méthodes. Tableau, par communes, de la population, des bâtiments, des chefs de ménage, de l'étendue territoriale, du revenu imposable,* 1 vol. in-4° : 50 fr.
- TOME II :** *Recensement des langues parlées. Répartition, par communes, des habitants selon les langues parlées,* 1 vol. : 50 fr. (La répartition par communes a été publiée également en fascicules distincts pour chaque province et pour l'agglomération bruxelloise. Par fascicule : 3 fr.)
- TOME III :** *Répartition des habitants d'après l'instruction, l'état civil, le lieu de naissance, la nationalité,* 1 vol. : 50 fr.
- TOME IV :** *Répartition de la population par âge, sexe, état civil,* 1 vol. : 35 fr.
- TOME V :** *Répartition de la population par professions,* 1 vol. : 50 fr.
- TOME VI :** *Répartition des chefs de ménage,* 1 vol. : 25 fr.
- TOME VII :** *Tables de mortalité de la population belge (1928-1932),* 1 vol. : 25 fr.
- TOME VIII :** *Recensement des familles,* 1 vol. : 20 fr.
- Recensements des maisons et autres bâtiments et des logements en 1930,** 1 vol. in-4° : 20 fr.
- Recensement des logements en 1930, dans les agglomérations urbaines et dans les communes de 10,000 habitants et plus,** 1 vol. in-4° : 10 fr.

- Relevé officiel du chiffre de la population au 31 décembre (annuel).** Prix : 2 fr., étranger : 0.60 belga. A partir de 1940, prix : 4 fr., étranger : 1 belga.
- Mouvement de l'Etat civil (et de la Population)** (annuel) : 1840 à 1850, 1880 à 1885.
- Statistique du Mouvement de la Population et de l'Etat civil en 1890.**  
Id. en 1900 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1901 à 1910 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1911 à 1920 (1 vol. à 30 fr.).
- Statistique des étrangers : au 30 juin 1938,** 1 vol. in-4° : 20 fr., **au 15 septembre 1939 :** 25 fr.
- Démographie de la Belgique 1921-1939,** 1 vol. in-4°. Prix : 135 fr.

### C. — STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

#### Recensement économique et social au 27 février 1937 :

- TOME I :** *Exposé des méthodes, résultats définitifs du recensement des établissements industriels* (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.
- TOME II :** *Résultats définitifs du recensement des établissements industriels* (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.
- TOME III :** *Les établissements commerciaux,* 1 vol. in-4°. Prix : 70 fr.
- TOME IV :** *Les établissements industriels* (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 125 fr.
- TOME V :** *Les établissements commerciaux* (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr.
- TOME VI :** *Recensement des inoccupés,* 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr., le Royaume, 1 fasc. in-4° : 10 fr.
- TOME VII :** *Recensement des diplômés de l'enseignement supérieur,* 1 vol. in-4° : 50 fr.
- TOME VIII :** *Enquête sur le régime du travail et les salaires payés en agriculture,* 1 vol. in-4° : 25 fr.
- Recensement des établissements industriels et commerciaux* (données provisoires), 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr.

**Bulletin mensuel du commerce avec les pays étrangers,** in-4° : 20 fr. le fasc. (En vente à l'Impr. du « Moniteur Belge », 40, rue de Louvain.) (Publication suspendue depuis 1940.)

**Agriculture. Recensement général au 31 décembre 1929,** 1 vol. in-4° : 100 fr.

- Statistique des accidents du travail.** Année 1931, 1 vol. in-4°, XXXII-341 pp. : 175 fr.  
— Id. : année 1937, 2 vol. in-4°, 1<sup>er</sup> vol. XLIV-228 pp. : 75 fr., 2<sup>e</sup> vol. 376 pp. : 120 fr.  
— Id. : années 1938, 1939, 1940, 1 vol. in-4°, 484 pp. : 250 fr.

### D. — STATISTIQUES FINANCIÈRES

- Aperçu statistique sur l'Évolution des Finances de l'Etat au cours de la période décennale 1931-1940,** 1 vol. in-4°. Prix : 15 fr.
- Statistique des budgets communaux de l'exercice 1937 pour les communes de 5,000 habitants et plus,** 1 vol. in-4° : 12.50 fr.
- Statistique des budgets communaux de l'exercice 1938 pour les communes de 5,000 habitants et plus et pour les provinces,** 1 vol. in-4°, 20 fr. — Id. pour 1939 : 25 fr. — Id. pour 1940 : 25 fr.

### E. — STATISTIQUES JUDICIAIRES

- Statistique judiciaire de la Belgique (1931-1940),** 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.  
— Id. : année 1941, 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr.  
— Id. : année 1942, 1 vol. in-4°. Prix : 100 fr.

### F. — STATISTIQUES DIVERSES

**Statistique des accidents de roulage et de la circulation** (années 1927, 1928, 1929, 1930, 1931). Prix : 10 fr. la brochure. (Cette statistique a continué à paraître dans le Bulletin de Statistique de 1932 à 1939. Sa publication est suspendue depuis 1940.)

### G. — DIVERS

- Catalogue de la Bibliothèque de la Commission centrale de Statistique** (7 vol.). Tomes I et II (épuisés). Tomes III, IV, VI, VII : 3.50 fr. Tome V : 5 fr.
- Liste alphabétique, par arrondissements administratifs, des communes belges.** In-folio : 10 fr. (Cette liste est pourvue d'une large marge, permettant l'inscription de mentions à côté du nom des communes; elle porte, pour les communes faisant exception au régime linguistique régional, l'indication de la langue administrative.)

